

School of Theology at Claremont

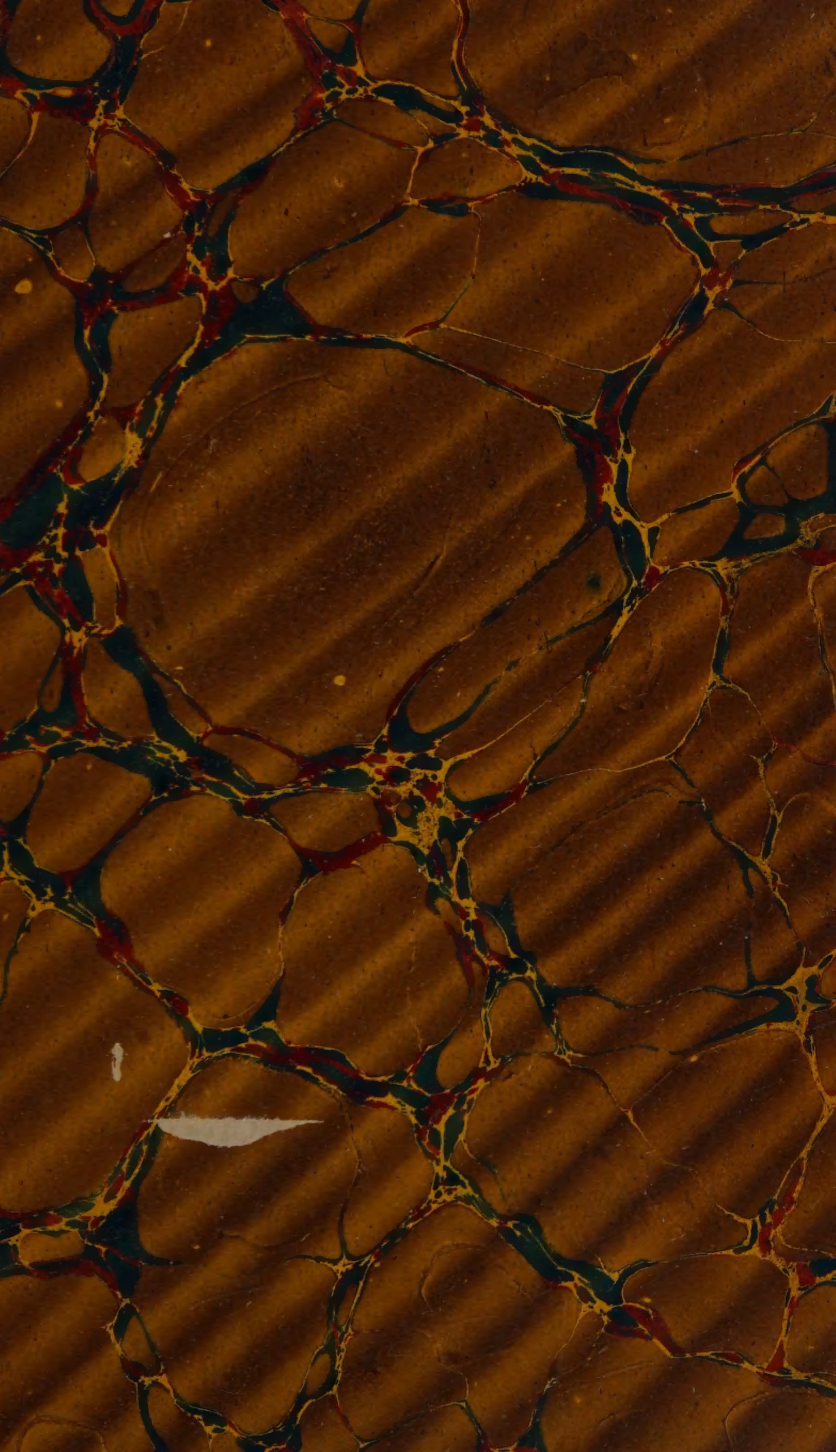


1001 1427290



The Library  
SCHOOL OF THEOLOGY  
AT CLAREMONT

WEST FOOTHILL AT COLLEGE AVENUE  
CLAREMONT, CALIFORNIA





LIBRARY  
SOUTHERN CALIFORNIA SCHOOL  
OF THEOLOGY  
CLAREMONT, CALIF.



HISTOIRE DU SYNODE GÉNÉRAL  
DE L'ÉGLISE RÉFORMÉE DE FRANCE

499

PARIS. — TYPOGRAPHIE DE CHARLES MEYRUEIS

13, rue Cujas. — 1872

B4  
v.2

HISTOIRE  
DU  
SYNODE GÉNÉRAL

DE  
L'ÉGLISE RÉFORMÉE DE FRANCE

PARIS. JUIN-JUILLET 1872

PAR  
EUGÈNE BERSIER

TOME SECOND



PARIS  
SANDOZ ET FISCHBACHER

33, RUE DE SEINE ET RUE DES SAINTS-PÈRES, 33

1872



Theology Library  
SCHOOL OF THEOLOGY  
AT CLAREMONT  
California

# HISTOIRE DU SYNODE GÉNÉRAL

DE  
L'ÉGLISE RÉFORMÉE DE FRANCE

1872

---

DIX-SEPTIÈME SÉANCE

MERCREDI 26 JUIN

La séance est ouverte à une heure et demie.

Prière de M. le pasteur Gachon.

M. le modérateur donne communication d'une dépêche datée de Moudon (Suisse), adressée au Synode par M. Joly, président du conseil du sixième arrondissement ecclésiastique du canton de Vaud, et dans laquelle sont exprimés les sympathies, les prières et les vœux de cette assemblée pour la prospérité de l'Eglise française dans la foi en Jésus-Christ, notre Sauveur.

Le modérateur exprime, au nom du Synode, ses remerciements aux frères du canton de Vaud qui lui ont fait parvenir ce message.

Le modérateur a le regret de devoir communiquer à l'assemblée la lettre suivante, par laquelle M. Guizot

se voit obligé de donner sa démission de membre du Synode :

Paris, le 26 juin 1872.

« Monsieur le modérateur,

« Veuillez informer l'assemblée que la fatigue que je ressens, et sur laquelle je ne puis me faire illusion, ne me permet pas de prendre part plus longtemps aux séances et aux discussions du Synode général.

« Ce n'est pas à quatre-vingt-quatre ans qu'après le travail de chaque jour il suffit de se reposer le soir pour se trouver prêt le lendemain à reprendre l'œuvre de la veille. Je rends grâces à Dieu d'avoir permis que, si près du terme de ma vie, je fusse appelé à témoigner mon ferme attachement à la foi chrétienne et ma confiance dans le Synode général de l'Eglise réformée de France. Je remercie mes collègues, membres de cette auguste assemblée, de la bienveillance avec laquelle ils ont accueilli mes libres paroles. Je respecte leur liberté autant que la mienne propre, même lorsque leur foi diffère de la mienne, et je prie Dieu de répandre sa lumière sur leurs pensées et leurs résolutions dans l'œuvre de sécurité chrétienne dont ils sont chargés, et qui inspire à toute la chrétienté, malgré les dissentiments qui la divisent, un si sérieux et si légitime intérêt.

« Agréez, Monsieur le modérateur, l'assurance de ma haute considération et de mes sentiments les plus fraternels comme les plus distingués.

« GUIZOT. »

*Voix nombreuses.* — Très-bien ! très-bien !



Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. COLANI dépose une proposition signée de vingt membres du Synode, tendant à ce que le Synode formule un vœu ayant pour objet la suppression du budget de tous les cultes reconnus par l'Etat et la création d'une caisse centrale de l'Eglise réformée, fournissant au traitement des pasteurs et aux dépenses du culte.

Cette proposition est ainsi conçue :

« Les soussignés,

« Vu les vœux déposés par plusieurs membres du Synode en faveur de la séparation des Eglises et de l'Etat;

« S'associant à ces vœux;

« Mais considérant qu'il ne suffit pas d'énoncer un principe abstrait, sans application immédiate; qu'il importe, au contraire, à l'honneur du nom protestant, que le premier Synode de l'Eglise réformée ne se sépare pas sans avoir pris, devant l'opinion publique et devant les pouvoirs constitués, l'initiative d'une mesure décisive;

« Ont l'honneur de proposer au Synode l'adoption des deux résolutions suivantes :

« 1<sup>re</sup> *résolution*. — Le Synode général de l'Eglise réformée de France demande, par voie de pétition, au gouvernement et à l'Assemblée nationale la suppression du budget de tous les cultes, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1874, s'en remettant d'ailleurs à la sagesse du législateur pour toutes les mesures de transition qui paraîtraient équitables;

« 2<sup>e</sup> *résolution*. — Le Synode nommera une com-

mission chargée d'étudier la création d'une caisse centrale de l'Eglise réformée de France, afin de pourvoir, par des dons et des souscriptions volontaires, au traitement des pasteurs et aux dépenses du culte.

« *Ont signé :*

« MM. Colani, Chabrières-Arlès, Ernest Fontanès, Corbière d'Agen, Félix Pécaut, F. Planchon, Ant. Carénou, Aug. Dide, E. Coquerel, J.-J. Clamageran, Aug. Maroger, A. Bosc, E. Gachon, Ollivier de Marichard, H. Bordier, J. Gaufrès, A. Coquerel fils, E. Paris, Paul de Magnin, A. Grotz, L. Causse.

« Paris, le 26 juin 1872. »

L'assemblée propose le renvoi de la proposition de M. Colani à la commission des vœux.

Même décision est prise, relativement à une proposition de M. C. RABAUD sur le même sujet, avec des conclusions différentes, et dont voici le texte :

« Nous soussignés,

« Considérant que la séparation de l'Eglise et de l'Etat est aussi conforme à la justice, en plaçant la charge des divers cultes au compte de leurs adhérents respectifs, qu'au réveil de la foi et de la vie chrétiennes, en stimulant pour les alimenter les plus énergiques efforts ;

Considérant que, grâce au souffle de l'esprit moderne, ce principe est parvenu à sa maturité, et doit enfin passer de la sphère abstraite dans le domaine de la réalisation, alors même que cette réalisation appliquée partiellement à l'Eglise réformée, risque-

rait de constituer pour l'Eglise catholique une sorte de religion d'Etat;

« Considérant que le Synode actuel, n'ayant point reçu de mandat spécial pour cet objet, ne saurait prendre une aussi grave détermination sans l'avis préalable des « provinces, » conformément aux anciens usages;

« Demandons au Synode que, tout en se prononçant en principe pour la séparation immédiate et complète de l'Etat, il sollicite, avant la mise à exécution, l'assentiment des Eglises dont il doit être, en cela comme en tout, le fidèle organe.

« Camille Rabaud, H. Bordier. »

On renvoie également à la commission des vœux la proposition que M. DIDE a déposée avant celle de M. Colani, et qui est ainsi conçue :

« Considérant que la vie religieuse est la loi de l'avenir, que le seul moyen de la fonder est de séparer les Eglises de l'Etat;

« Le Synode émet le vœu que l'Assemblée nationale prononce la séparation des Eglises et de l'Etat.

« Carénou, Bosc, A. Dide. »

L'ordre du jour appelle la suite de la discussion sur la question des conditions religieuses de l'électorat.

M. LAURENS, rapporteur. — Vous vous souvenez, Messieurs, que notre commission s'est trouvée en face d'un certain nombre d'amendements; trois opinions se sont formulées dans son sein. Quelques



membres ont pensé que les conditions déjà votées suffisaient parfaitement, et que toute condition nouvelle risquait de blesser la liberté des électeurs et d'amener de fâcheux résultats. La majorité de la commission n'était pas de cet avis ; elle a cru qu'on pouvait demander aux électeurs l'expression de leur foi ; les uns ont cru que nous devions déclarer que leur demande d'inscription supposait leur adhésion implicite à la foi de l'Eglise, mais il y aurait dans une semblable déclaration quelque chose qui pourrait ressembler à une surprise.

La majorité de la commission (dix voix contre sept) a pensé que, puisque l'autorité de la Bible est le principe fondamental du protestantisme, on devait inscrire dans la loi électorale la condition suivante : Sont électeurs... « ceux qui reconnaissent l'autorité souveraine des Ecritures en matière de foi. »

Une fois ce point établi, la commission a traité la question des incapacités électorales, elle a sur ce point adopté les règles déjà existantes sauf en un seul détail. La radiation d'un électeur pourra être prononcée par les deux tiers des membres du Conseil presbytéral de son Eglise, tandis que jusque-là l'unanimité était requise.

M. CORBIÈRE, d'Agen. — Nul de nous ne se dissimule l'importance du présent débat. Pour moi, je suis venu ici avec la ferme intention de plaider en cette matière le maintien du *statu quo*. J'estime que les conditions électorales actuelles sont parfaitement suffisantes. Quand un électeur certifie qu'il a communiqué, qu'il a reçu la bénédiction nuptiale protestante, qu'il fréquente le culte et participe aux charges de

l'Eglise, il nous offre toutes les garanties désirables. Vous ne pouvez aller plus loin, Messieurs. Vous vous êtes déclarés souverains; je n'examine pas la valeur de cette prétention (*Rumeurs*), mais il est évident que des mandataires ne peuvent pas destituer leurs mandants. A cette objection, s'en joindrait une autre bien puissante, celle de *substitution*. On se servirait de l'électorat actuel pour se dire seuls membres de l'Eglise, et dire à une grande partie de ces mêmes électeurs : « Vous n'en êtes plus ! » Où seraient les conservateurs et les révolutionnaires ? Ne faites pas un trente et un mai protestant !

Le Synode ne peut demander davantage des électeurs, par suite de sa position vis-à-vis de l'Etat. Tant que les liens subsistent avec l'Etat, je ne comprends pas les distinctions qu'on a voulu faire entre les conditions civiles et les conditions religieuses. En traitant avec l'Etat, il faut se présenter avec un ensemble complet de législation. Certains articles organiques ne peuvent être soumis et d'autres réservés. Il faut que l'Eglise fasse connaître à l'Etat son organisation générale, en particulier son règlement de l'électorat. Je ne crois pas que les arrêts du Conseil d'Etat contredisent la thèse que je soutiens.

Je reconnais que l'Eglise seule doit stipuler les conditions religieuses; mais les arrêts se fondent sur ce que l'Eglise n'aurait pas suffisamment parlé. Or, l'Etat va se trouver en face d'électeurs contribuables qui ne voudront pas être rayés d'un trait de plume, et qui lui demanderont de soutenir des droits acquis depuis vingt ans.

Je voudrais savoir si la commission a pris des réso-

lutions sur la non-rétroactivité. Est-ce que les inscrits seront maintenus? Pour les nouveaux électeurs, l'inscription prescrira-t-elle? Leur foi ne peut-elle changer? Fera-t-on arbitrairement un triage triennal? Mandera-t-on les suspects? Aura-t-on un formulaire de scrutin? Affichera-t-on? Si l'hypocrisie n'est pas écartée par la demande et l'acte, tout le reste sera impuissant. Et puis, les électeurs anciens, rayés ou maintenus, en appelleront pour eux ou les autres, par justice, au gouvernement.

Songez au résultat d'une pareille manière d'agir. Ou bien, vous provoquerez contre vous une véritable insurrection, ou bien vous forcerez ceux qu'on pourra appeler les *serfs* de l'Eglise (*Violentes rumeurs*) à quitter l'Eglise; vous établirez ainsi une Eglise de professants, ce que pourtant vous ne voulez pas. Or, hier, quand j'applaudissais aux conclusions de M. Babut, demandant la séparation de l'Eglise et de l'Etat, je repoussais ses considérants qui supposent que l'Eglise est fondée sur la profession de foi.

Songez-y, quand la séparation aurait lieu, le catholicisme formerait une puissante Eglise compacte, et ce ne serait pas trop pour le protestantisme que de réunir toutes ses forces en un seul corps contre l'ennemi commun. (*Approbatton à gauche.*)

M. DE SEYNES. — Je crois qu'il faut distinguer entre la loi organique et la discipline. En attendant la séparation de l'Eglise et de l'Etat, dont le désir est dans tous nos cœurs, il faut chercher à donner à notre Eglise son autonomie. Or, pour la lui conserver, il ne faut pas la lier par des statuts trop détaillés, réglant les rapports de l'Eglise et de l'Etat.



Je ne vois pas comment, en restant unis dans les mêmes sentiments et les mêmes principes, nous allons au congrégationalisme. Rappelons-nous que nous avons donné une adhésion unanime aux paroles de M. Babut, déclarant que ceux qui participaient au vote devaient remplir certaines conditions de moralité et d'attachement à la religion.

M. Corbière, de Montpellier, a montré le côté insuffisant des conditions d'électorat, purement extérieures, votées hier. La première condition à poser à l'électeur, la première demande à lui faire est celle-ci : Etes-vous protestant ? Nous avons le droit de lui poser cette question ; et la poser comme l'a fait la commission, c'est demander à l'électeur s'il accepte le principe même du protestantisme, savoir l'autorité souveraine de la Bible en matière de foi.

Il y avait deux écueils à éviter : le premier, d'entrer, par des questions trop précises, dans la vie privée de l'électeur, de scruter les consciences et d'éloigner les scrupuleux et les timides, les Nicodèmes. Le second, d'entrer dans des questions théologiques, si on demandait à l'électeur de reconnaître, d'accepter la foi de l'Eglise. La commission a cru éviter ces deux écueils en se plaçant sur le terrain de la Bible, terrain connu de tous, familier à tous. La Bible est le livre populaire par excellence. La commission en est ainsi revenue à la condition délibérée et proposée par le Synode de 1848.

Croire à l'autorité souveraine de la Bible en matière de foi, c'est là le fait primordial de notre existence comme communion chrétienne, c'est l'affirmation la plus simple à demander. Il est bon de rappeler

à l'électeur, dans ce temps de langueur et d'indifférence, que quelque chose doit le faire vivre, et que ce quelque chose est sa Bible. (*Très-bien !*)

On s'effraye de la diminution du nombre des électeurs résultant d'une condition religieuse quelconque, et pouvant modifier la nature de notre Eglise de multitude. Mais, en supposant vrai ce résultat, les enfants, les jeunes gens qui n'ont pas vingt-cinq ans, ne sont pas électeurs, et cependant ils assistent et participent au culte.

Vous allez agiter l'Eglise, dit-on. Mais la trouvez-vous donc si calme ? L'état de l'Eglise ne peut être pire qu'il ne l'est à présent, et, dans ma pensée, moins nous ferons dans le sens indiqué, plus la tendance séparatiste s'accusera davantage, et le fractionnement de l'Eglise s'ensuivra. Mieux vaut une position franche, même au prix de quelques agitations momentanées, pourvu qu'elle nous conduise à la paix et à l'union, dans un avenir même éloigné.

M. PH. CORBIÈRE, de Montpellier. — Je rends hommage aux efforts de la commission pour trouver des conditions simples et actuelles de l'électorat. Mais en passant de la théorie à la pratique, la commission a dévié, car sa proposition n'est pas simple, elle repose sur une base théologique ; les fidèles illettrés ne la comprendront pas.

Aussi, je la repousse entièrement, et je sou mets de nouveau au Synode la proposition que j'ai déjà faite, je la résume en cette question à poser à l'électeur : Persévérez-vous dans la profession de l'Evangile, et appartenez-vous de cœur à l'Eglise réformée de France ? Ceci est clair, simple ; l'électeur sait à quoi il répond.

Mais si l'on demande à l'électeur s'il adhère à la foi, aux enseignements de l'Eglise, on retombe dans ce que nous reprochons à l'Eglise romaine. Quand on demande à un catholique ce qu'il croit, sa réponse est celle-ci : Je crois ce qu'enseigne l'Eglise; mais il n'est presque jamais en état de rendre compte de cette foi, de ces enseignements de son Eglise.

Donc clarté, absence d'équivoque, expression des sentiments individuels et actuels de l'électeur, tels sont les avantages de ma proposition, sur laquelle je demande le vote de l'assemblée.

M. MAURIN. — Je n'ai ni la volonté ni la capacité de faire un discours; mais je crois bon de ramener la question sur le terrain pratique, qu'elle semble perdre de vue; c'est là l'œuvre laïque, et j'ai l'honneur d'être laïque.

Il y a une corrélation naturelle entre la déclaration de la foi de l'Eglise et la question de l'électorat. Le droit électoral est la base de l'Eglise. A qui en accorderez-vous l'exercice? Déjà, hier, vous avez posé des conditions civiles, quelque peu mêlées à des garanties religieuses, telles que la fréquentation du culte, la participation à la sainte Cène, l'éducation des enfants.

Faut-il demander à l'électeur une déclaration de sa foi ou une adhésion implicite? Pour moi, toute Eglise suppose une foi. Il n'y a pas d'Eglise sans foi, et à l'appui de cette affirmation, je citerai une autorité révérée, celle de Samuel Vincent. Voici ce qu'il écrit :

« Il y a en France une Eglise chrétienne réformée; l'Edit de Nantes, émané du trône, la reconnaissait

formellement. Il maintient les règlements de sa discipline dans tous les articles qui ne sont point en contradiction avec les lois de l'Etat; il nomme ses professeurs, ses pasteurs; il pourvoit à leurs honoraires.

« Cette Eglise est distincte des autres Eglises chrétiennes, non parce qu'elle croit à toutes les vérités qu'énonce sommairement le Symbole dit des apôtres, mais parce qu'elle a une confession de foi qui lui est propre.

« En effet, le Symbole, dit des apôtres, est reçu dans toute la chrétienté. En conclura-t-on que la chrétienté ne forme qu'une seule et même Eglise? Comme la conclusion serait démentie par le fait, il faut recourir, pour distinguer les unes des autres les Eglises chrétiennes, à leurs confessions de foi respectives. Ce moyen, qui est simple et sûr, et qu'elles ont employé pour se caractériser, était nécessaire.

« Admet-on une confession de foi? On est membre de l'Eglise dans laquelle elle est professée. La rejette-t-on ouvertement ou en partie? On n'est plus membre de cette Eglise, par la raison qu'on n'est point en communion avec elle, et qu'on ne porte point le signe auquel elle reconnaît ses membres. »

Je n'ajouterai rien à ces paroles, dont l'autorité ne saurait faire doute parmi vous. Mais j'en conclus que, pour être membre de l'Eglise, il faut faire acte d'adhésion à la foi de l'Eglise. (*A droite* : Très-bien !)

Mais il doit suffire que cet acte soit implicitement contenu dans la demande d'inscription sur le registre paroissial; on ne saurait faire subir un interrogatoire à chaque électeur. Vous avez exigé de l'électeur la



fréquentation du culte, la participation à la sainte Cène, la bénédiction de son mariage, l'éducation de ses enfants; il a donc participé à tous les actes de la vie religieuse, et vous iriez lui demander une sorte de billet de confession ! Si vous imposez des conditions trop strictes, vous ferez hésiter à s'y soumettre, dans des Eglises calmes, des hommes pieux, et dans des Eglises agitées ces conditions seront franchies par la passion; elles n'arrêteront personne. Toute loi doit être faite en vue de son exécution; trop rigoureuse, elle n'est pas exécutée.

Si, au contraire, vous mettez dans la loi organique de l'Eglise que toute demande d'inscription implique, *ipso facto*, l'adhésion de l'électeur inscrit à la foi de l'Eglise; si cet engagement moral est proclamé du haut de la chaire, qui pourra l'ignorer? Le fidèle qui aura participé aux exercices du culte n'aura aucun doute sur la portée de l'acte qu'il accomplit en demandant son inscription. Je propose donc la rédaction suivante :

« Par le fait de la demande de son inscription sur le registre paroissial, l'électeur adhère à la foi de l'Eglise réformée de France. »

M. JALABERT. — C'est là une adhésion pure et simple à la confession de foi de l'Eglise.

M. ETIENNE COQUEREL. — Je remercie la commission d'avoir enfin posé la question, la vraie, la grande question. Au fond, il n'y en a qu'une seule, réservée jusqu'ici. L'Eglise réformée de France restera-t-elle ce qu'elle est, ou va-t-elle passer par la plus grave des transformations? Conservera-t-elle les libertés dont elle jouit depuis soixante-dix ans et plus,

ou va-t-elle se remettre sous le joug d'une confession de foi ? En d'autres termes, l'Eglise restera-t-elle unie, ou va-t-elle se diviser ? Voilà la question qui agite le peuple protestant depuis que le Synode est commencé, la question qui préoccupe, qui obsède les membres de cette assemblée depuis qu'elle est réunie, et cette question, nous l'avons toujours vue jusqu'ici fuir devant nous.

Il est vrai que nous avons discuté pendant huit jours une déclaration qui nous était donnée comme exprimant la foi de l'Eglise ; mais il nous a été dit et redit que la question d'obligation était réservée.

Je remercie la commission d'avoir compris que, posant la question de la condition d'électorat, il fallait la poser pour tout le monde, pour les laïques, pour les électeurs, tout aussi bien que pour les pasteurs. Dans une Eglise protestante fondée sur les principes évangéliques, tous, selon la parole de l'Apôtre, sont « sacrificateurs et rois. » Il peut y avoir différence de fonctions entre le pasteur et le laïque, il ne peut, il ne doit y avoir différence de droits ni de devoirs ; tous les membres de l'Eglise ont les mêmes devoirs ; et, si une confession de foi est imposée à quelqu'un, elle doit l'être à tous.

Mais si je remercie la commission d'avoir posé la question et de l'avoir posée ainsi, à un autre point de vue j'estime qu'elle l'a mal posée : soixante et un membres de l'assemblée ont voté une déclaration qui, dans leur pensée, exprime la foi de l'Eglise. Dès lors, il eût été logique, naturel, dès qu'on voulait imposer une condition dogmatique aux électeurs, de leur demander d'adhérer à cette foi de l'Eglise. On ne le

fait point. On détache de cette prétendue foi de l'Eglise un seul dogme pour l'imposer aux électeurs, le dogme de l'autorité souveraine des saintes Ecritures en matière de foi. C'est illogique.

Mais, pour ne compter qu'un dogme, cette formule n'en constitue pas moins une confession de foi. Or, si le Synode a le droit d'imposer aujourd'hui un dogme au corps électoral, dans une session prochaine il pourra en imposer un autre. Le Synode qui lui succédera aura le droit de faire comme lui, et la force des choses, la logique interne qui gouverne les affaires de ce monde, portera à le faire. C'est donc bien d'une confession de foi qu'il s'agit, et c'est pour cela que je repousse la proposition de la commission.

Je ne veux pas revenir sur tous les défauts des confessions de foi ; il me faudrait trop de temps. D'ailleurs, M. Clamageran les a indiqués avec une grande force ; et, selon mon sentiment, on ne lui a rien répondu. (*Réclamations à droite.*)

J'insisterai sur un point seulement. Le système des confessions de foi est incompatible avec le principe fondamental de notre organisation ecclésiastique, le suffrage universel. J'ai été heureux d'entendre un membre de la majorité, M. Laurens, rendre hommage au décret de 1852, et reconnaître qu'en confiant aux fidèles le soin de choisir les membres laïques des Consistoires et des Conseils presbytéraux, le décret avait réalisé un immense progrès.

On a soutenu, il est vrai, que le suffrage universel était connu de notre ancienne Eglise, la nomination des anciens étant soumise à une sorte de ratification

populaire. Selon moi, on a fort exagéré cela. En tout cas, nul ne contestera que le renouvellement périodique des conseils de l'Eglise par des élections triennales ne soit un fait nouveau. Or, ce fait est incompatible avec une confession de foi. Dans notre Eglise, les deux opinions en présence se balancent comme nombre ; la majorité peut très-bien changer à l'époque du renouvellement. Si le parti dominant fait une confession de foi, il y insère nécessairement les dogmes qu'il professe ; il confesse sa foi, il l'impose, c'est-à-dire qu'il exclut du scrutin ceux qui ne pensent pas comme lui. Est-ce tolérable ?

Nous avons en France bien des partis politiques ; si des légitimistes, pour prendre les extrêmes, disaient que la royauté de Henri V, héritage quatorze fois séculaire, est de droit divin, que pour être admis à exercer ses droits de citoyen, il faut le reconnaître, ils imposeraient une petite profession de foi légitimiste aux électeurs avant de les inscrire. Le pourrait-on ? Ou bien, si les républicains soutenaient que la République est de droit divin, le fruit légitime, légal du suffrage universel, et s'ils demandaient comme condition d'admission sur les listes électorales une adhésion au principe républicain, il n'y aurait qu'une voix pour protester contre un pareil abus. C'est pourtant là ce que vous voulez faire. Vous voulez que, pour être électeur, on adhère à la foi d'une majorité qui sera minorité demain. Je repousse le projet de la commission, parce qu'il propose une confession de foi.

Je le repousse aussi à cause du contenu de cette déclaration de foi. Cette formule, « l'autorité souve-



raïne des saintes Ecritures, » est vague, obscure. En un sens, et en l'interprétant à ma façon, je pourrais peut-être y adhérer. En effet, je crois à l'autorité des saintes Ecritures, mais je serai plus dans le vrai en disant que personne parmi nous n'y croit. (*Protestations à droite.*)

L'Eglise catholique seule est logique, parce que, à côté de l'Ecriture, elle place une autorité infaillible et vivante, qui est toujours là prête à fixer le sens de l'Ecriture, à en donner l'interprétation souveraine. Mais nous, qui reconnaissons à la conscience le droit d'interpréter, nous ne pouvons plus parler d'autorité souveraine. L'Ecriture, qu'est-ce? Personne ici ne reconnaît une autorité souveraine à tous les livres, à toutes les pages réunies dans ce volume que nous appelons la Bible. Aucun membre de cette assemblée ne croit à l'autorité souveraine du Cantique des cantiques. (*Protestations à droite.*)

M. COUDERC. — J'y crois, moi!

M. ET. COQUEREL. — Du moins, il en est peu qui l'admettent.

Pasteurs, fidèles, quand nous ouvrons la Bible, nous choisissons ce que nous comprenons, ce qui nous édifie ; c'est notre conscience qui choisit ; c'est donc elle qui est souveraine. S'il s'agit du sens de l'Ecriture, le résultat est le même. Lorsqu'un des électeurs auxquels vous voulez imposer cette formule viendra vous dire : Saint Paul enseigne que l'homme est sauvé par la foi sans les œuvres, et Jacques dit le contraire ; où est donc l'autorité souveraine? Que lui répondrez-vous? (*A droite : Cela a déjà été dit.*)

On me dit que cela a déjà été dit, je réplique que

c'est bon à redire, et la preuve, c'est précisément les interruptions. Enfin, la déclaration porte *en matière de foi*. Qu'est-ce qui est matière de foi dans l'Ecriture? Qu'est-ce qui ne l'est pas? Qui fera le triage? L'individu, le fidèle, à l'aide de sa raison et surtout de sa conscience religieuse. Mais alors c'est cette conscience qui décide, qui est souveraine, et non l'Ecriture. (*Vives protestations à droite.*)

Qu'on le veuille ou non, soit qu'il s'agisse de ce qui, dans la Bible, est réellement la parole de Dieu, soit qu'il s'agisse du sens vrai de cette parole, soit qu'il s'agisse de ce qui est réellement matière de foi, c'est toujours forcément, pour tout le monde, la conscience religieuse qui prononce en dernier ressort, et qui fait autorité, non le texte de l'Ecriture. C'est pourquoi l'autorité souveraine dont on parle n'existe en fait pour personne.

Je repousse donc la proposition de la commission, d'abord, parce qu'elle constitue une confession de foi, ensuite en raison du contenu même de cette confession de foi. Je demande que l'Eglise reste en possession de la pleine liberté en matière de foi, dont elle a joui depuis soixante-dix ans, ou plutôt depuis deux siècles. On appelle anarchie ce que j'appelle moi la liberté. Mais cette anarchie prétendue a-t-elle donc porté de si mauvais fruits? Depuis soixante-dix ans, l'Eglise a fait d'immenses progrès (*Exclamations*); le travail de la pensée s'y est développé; la vie s'est répandue, réveillée, et le Synode même, devant lequel j'ai l'honneur de parler, est une preuve irréfutable des bons effets de la liberté. Nous avons eu, il est vrai, des difficultés, des conflits, et n'y en a-t-il pas eu d'aussi

graves en d'autres Eglises qui ont des confessions de foi ? Et n'a-t-on pas eu autant de peine à les résoudre que nous pouvons en avoir ? Je pourrais citer de nombreux exemples.

Peut-on affirmer que, l'Eglise une fois mise sous le joug d'une confession de foi, il ne s'élèvera plus de conflits, de difficultés semblables ? J'estime, au contraire, que la seule question de l'interprétation de cette confession de foi en suscitera de plus nombreux, de plus difficiles à résoudre. Je ne nie pas les inconvénients de la liberté ; mais je crois qu'on ne doit pas arguer de ces inconvénients contre la liberté même, et, pour moi, je préfère la liberté avec ses orages, ses périls, mais avec la vie féconde qu'elle permet, à ce lourd sommeil qui s'emparerait des esprits si jamais notre Eglise se replaçait sous le joug d'une confession de foi. (*Vifs applaudissements à gauche.*)

M. SOHIER. — Le discours que vous venez d'entendre, Messieurs, n'est pas sérieux. (*Nombreuses réclamations à gauche et au centre. — Cris : A l'ordre !*)

M. le modérateur engage M. Sohier à retirer son mot et à le remplacer par un autre. Le mot est retiré sans être remplacé.

M. SOHIER. — Je ne veux pas passionner le débat ; mais j'ai été vivement ému de voir traiter la Bible comme l'a traitée le précédent orateur. Il est triste, il est douloureux d'entendre parler ainsi de la Bible, qui a fait notre Eglise, qui nourrit nos âmes, qui console nos mourants, qui est la révélation de Dieu aux hommes, et d'entendre un tel langage dans le temple même de Dieu. (*Très-bien ! à droite.*)

On nous dit : Nous redoutons qu'après avoir posé un dogme comme condition de l'électorat, vous n'en posiez un second, puis un troisième, ainsi de suite. Et après ? L'existence de Dieu est aussi un dogme. De quel droit l'imposez-vous à l'électeur, si vous n'avez pas le droit de lui imposer celui de la souveraineté de la Bible en matière de foi ? Otez l'idée de Dieu, la conscience humaine s'éteint ; il ne reste plus que la bête. Hors de la Bible il n'y a pas de protestant, et, pour moi, un pasteur qui décline l'autorité de la Bible n'est pas un pasteur. (*Applaudissements à droite.*)

Sous prétexte de liberté de conscience, on veut repousser ce que l'on appelle le joug de la Bible, et l'on oublie que les hommes de la liberté par excellence, les fondateurs des libertés modernes, ce furent nos pères qui étaient avant tout les hommes de la Bible. Que ceux qui ne croient pas à la Bible ne viennent pas nous donner des leçons de liberté ! La Bible est la vraie source de la liberté, parce qu'elle est la source de l'affranchissement du péché. (*Très-bien !*)

Il est bon de rétablir l'autorité de Dieu sur les âmes. C'est y arriver que de demander à l'électeur l'adoption de la base de toute liberté, l'aveu de l'autorité de la Bible en matière de foi. Dira-t-on que cette autorité de la Bible est un dogme obscur, inconnu, quand dans nos prédications, nous, pasteurs, nous prenons nos textes dans la Bible ? Nos paroissiens savent bien qu'elle vient de nos pères, cette vieille Bible d'Osterwald qu'ils ont en vénération, et où ils cherchent et trouvent l'édification, la consolation, l'adoration de

leur Père céleste, quand ils ne peuvent se rendre au culte public.

Dans nos Eglises, on distribue le Nouveau Testament aux catéchumènes ; on donne la Bible aux nouveaux époux ; il n'est pas un fidèle qui ne sache ce que c'est que la Bible ; ce livre est la règle populaire acceptée par le cœur de tous. Et l'électeur ne saurait pas ce que c'est que la Bible ! Pas un n'ignore qu'elle est la règle de la foi, la parole de Dieu. (*Très-bien ! à droite.*)

M. JULES GAUFRÈS. — Je voudrais appeler l'attention sur certaines contradictions que j'entrevois dans les pensées de l'assemblée, et qui résultent de contradictions dans les faits. Une Eglise de multitude, comme l'est la nôtre par tradition et par tendance, ne peut se gouverner comme une Eglise de professants. La situation n'est plus la même, et si, pendant deux cents ans, nos pères se sont soumis sans difficultés à la confession de foi, et à ses quarante articles, depuis le réveil de l'Eglise réformée, vers 1820, il y a eu des conceptions diverses de l'Eglise qui se sont fait jour. Il a été admis, par exemple, que l'Eglise n'est pas la totalité des protestants, mais qu'elle est seulement composée de ceux qui professent les sentiments spéciaux du christianisme. On veut élever ce fait isolé à la hauteur d'un droit. Je crains que cela ne soit possible qu'en établissant ainsi, si l'on peut, des *cercles concentriques* de l'Eglise : l'un pour les croyants, les vrais chrétiens, les électeurs, l'autre pour la multitude. Ce système inconnu à nos pères, qui signaient tous la confession de foi, qu'ils fussent personnellement pieux ou non, est peu con-



forme à l'esprit protestant, aux idées modernes, au principe du sacerdoce universel, au vrai sentiment de la fraternité et de l'égalité chrétiennes.

De plus, il ne peut s'établir sans injustice, sans déposséder de leurs droits déjà anciens des électeurs inscrits qui n'ont jamais été astreints à des conditions dogmatiques. Toute injustice s'expie. Des injustices déjà commises dans notre Eglise ont créé de regrettables agitations. Celle qu'on commettrait par l'adoption de cette condition électorale multiplierait horriblement ces agitations. Mieux vaut avoir des difficultés, même graves, sur les bras, que d'avoir des difficultés plus graves avec les injustices. La justice est la vertu première de l'Eglise ; elle passe avant la piété, quelque excellente que soit celle-ci, car elle en est la condition essentielle, comme elle est la garantie de l'existence de toute société.

Interrompue pendant vingt minutes, la séance est reprise à quatre heures et demie.

M. LAURENS, rapporteur, croit devoir affirmer de nouveau que la disposition adoptée par la commission n'a pas d'effet rétroactif.

Quelques-uns des collègues de l'orateur lui reprochent d'engager l'opinion de la commission, sans avoir provoqué une nouvelle discussion. — Les interpellations se croisent.

M. COLANI. — Je demande que le Synode interrompe ses séances jusqu'à ce que la commission puisse lui apporter un projet complet de loi électorale. Jamais une assemblée n'a délibéré dans de pareilles conditions. (*Agitation.*)

M. VIGUÉ. — Messieurs, la situation qui nous est

faite est impossible. Je vous apporte ici toute la perplexité de mon esprit. Toutes ces questions sont mal posées. Hier nous avons voté avec entrain le régime synodal. Si on avait discuté sur ce point, j'aurais soutenu que ce régime avait toutes mes sympathies, j'aurais dit qu'il est une nécessité de la situation. Vous avez voté une déclaration de foi. Nous ne l'acceptons pas, mais nous restons dans l'Eglise. Pourquoi ? Parce que nous croyons au régime synodal, parce que nous pensons que, grâce à ce système, nous qui sommes aujourd'hui minorité nous pouvons être demain majorité. Oui, le Synode peut nous faire espérer cela. Mais quel Synode ? Il y a Synode et Synode. S'il est le produit d'une élection arbitraire, s'il n'est plus la représentation exacte de l'Eglise, nous ne pouvons plus l'accepter. Donc vous auriez dû commencer par la loi électorale et ne pas nous la proposer ainsi après coup.

Quant à cette loi, nous vous avons proposé, nous aussi, des conditions religieuses. Je dis religieuses, non dogmatiques. La vôtre est dogmatique. Ne le sentez-vous pas ? Oui, « la souveraine autorité de l'Écriture, » c'est une formule doctrinale. Et qu'il nous soit permis d'exprimer notre vénération filiale pour la Bible ; nous l'aimons autant que vous, peut-être mieux que vous ; nous la comprenons mieux parce que nous nous attachons non à la lettre, mais à l'esprit.

Cette condition dogmatique, vous l'avez adoptée à une infime minorité dans votre commission, et vous allez l'imposer au peuple protestant tout entier ! Mais c'est là une énormité. Messieurs, un homme que je

regrette de ne pas voir siéger dans cette enceinte, un homme de la droite (M. Pédézert), a écrit des lettres à propos de ce Synode ; il a dit : « Ne craignez rien ! Vous évoquez le joug d'une confession de foi et le fantôme d'une scission ; ce sont là des rêves ! » Ces fantômes, hélas ! nous les avons devant nos yeux. Il dépend de vous de les faire disparaître. Je l'attends de votre justice et de votre charité. (*Très-bien ! à gauche.*)

M. SAYOUS. — J'ai pris la parole pour soutenir avec une conviction profonde la proposition de M. Philippe Corbière :

« Comme vous l'avez promis lors de votre première communion, persévérez-vous dans la profession de l'Evangile et appartenez-vous de cœur à l'Eglise réformée ? » Je suis convaincu que le vote de cette proposition pourrait nous éviter ce qui serait à nos yeux un effroyable malheur, le schisme dans l'Eglise réformée de France.

J'appartiens au centre gauche ; mes amis et moi ne pouvons accepter l'article proposé par la commission, car c'est une véritable confession doctrinale. La vérité sur le débat actuel est ceci : on peut demander à l'électeur trois choses : ou les conditions anciennes, ou une adhésion à l'Evangile et à l'Eglise réformée rédigée comme la nôtre et qui s'adresse avant tout à son cœur et à sa conscience, ou une condition doctrinale. Supposons que ce soit cette dernière que l'on vote à une majorité semblable à celle de l'autre jour, par 61 voix contre 45. Que feront les membres de nos Eglises qui ne pourront l'accepter ? M. Guizot nous disait l'autre jour qu'ils pourront rester dans

l'Eglise comme fidèles et non comme électeurs ; mais c'est une situation qui est impossible aujourd'hui ; je l'aurais comprise avant 1848. Alors les plus imposés étaient seuls électeurs.

Mais aujourd'hui, se voir privé de l'électorat religieux pour des motifs religieux, c'est une situation que l'on n'acceptera pas. (*Approbation à gauche.*) L'humilité n'est pas la vertu favorite des protestants, et je ne crois pas qu'ils consentent à l'exercer à ce point. La commission a, je le sais, choisi la forme la moins blessante pour atteindre son but ; quels seront pourtant les résultats de l'adoption de sa proposition ? Les électeurs seront diminués, et quels sont les éléments que perdra l'Eglise ? Beaucoup de jeunes hommes pieux, qui cherchent péniblement leur voie, qui la cherchent en priant, ne pourront dire qu'ils acceptent l'autorité souveraine des saintes Ecritures.

Ils auront des scrupules, et qui sait si plus tard ils ne seraient pas arrivés à reconnaître ce qui, à nos yeux comme aux vôtres, est la vérité chrétienne ? Vous les aurez écartés, mais vous n'aurez pas éloigné les hommes immoraux, ceux dont l'inconduite est notoire ou qui, sans être encore connus, sentent le besoin de s'appuyer sur quelque chose de respectable, sur l'électorat religieux. Ceux-là signeront tout, et si, par impossible, cette assemblée décrétait qu'elle est infaillible, ils y consentiraient. (*Approbation.*)

Je ne suis pourtant pas pour le *statu quo*.

Je crois qu'il est bon d'avoir à la base de l'Eglise une déclaration, mais je la veux avant tout morale et religieuse ; ainsi rédigée, elle n'effrayera personne ; elle n'affaiblira pas l'union de notre pauvre Eglise

réformée de France. Hélas ! ce n'est pas la tunique sans couture, c'est la tunique déchirée, rapiécée, noircie sur le champ de bataille, mais que nous aimons, que nous respectons. (*Très-bien !*) Pour conserver cette union, je vous demande beaucoup de charité. Les disciples disaient après s'être trouvés avec le Seigneur ressuscité : « Notre cœur ne brûlait-il pas au dedans de nous ? » Je voudrais que nous puissions dire la même chose, et que dans nos âmes nous sentions brûler la sainte flamme de la charité. (*Applaudissements.*)

M. ABT. — Je m'associe aux paroles touchantes de M. Sayous ; oui, que la flamme divine de la charité brûle dans nos cœurs, mais que cela n'affaiblisse pas notre résolution ; lorsque nous avons trouvé qu'une chose est bonne en principe, nous devons nous y rallier sans nous soucier des conséquences. (*Rumeurs à gauche.*) Si l'Eglise a une foi, elle doit la mettre à la base de ses institutions.

J'ai été aussi ému par les paroles de M. Viguié. Il nous a dit qu'il était pour le Synode, qu'il aurait défendu le régime synodal si on l'avait attaqué ; mais alors pourquoi ses amis et lui ont-ils fait tant d'opposition à la convocation de ce Synode ? M. Viguié a dit de fort belles choses sur la Bible, mais je me permettrai de lui dire qu'il y a ici des hommes qui aiment la Bible tout autrement que nous. Ils la déchirent, ils la flagellent, et puis ils lui disent : « Chère Bible, je te serre sur mon cœur, mais je te châtie parce que je t'aime. » (*Long rire.*)

M. Etienne Coquerel a dit que personne dans cette assemblée n'admet l'autorité souveraine des saintes



Écritures. Pour ma part, je l'admets sans être théopneuste ; autrefois l'autorité de la Bible était le minimum de ce qu'admettaient les protestants libéraux, comme on l'a bien vu au Synode officieux de 1848.

L'excellent M. Pécaut nous a dit : « Il y a des raisons de cœur que la raison ne comprend pas ; » j'ai été heureux de voir M. Pécaut se rencontrer ainsi avec Pascal ; il avait raison ; il y a, pour admettre l'autorité de la Bible, des raisons de cœur qui frappent les plus illettrés, les plus pauvres ; ils savent très-bien pourquoi ils l'admettent, ils comprennent que Dieu leur parle dans ce livre. On a dit qu'il était inutile d'affirmer l'autorité de la Bible ; je vous demande pardon. Pendant longtemps, il a fallu résister à ceux qui mettaient au-dessus d'elle les confessions de foi ; maintenant il faut résister à ceux qui mettent au-dessus d'elle la conscience individuelle. Pour moi, j'incline ma raison devant les enseignements de l'Écriture ; quand je ne comprends pas, j'attends (*Applaudissements à droite*), persuadé que la lumière se fera un jour dans mon âme.

Cela dit, j'ajouterai que je trouve la proposition de la commission un peu dogmatique. (*Ah ! ah ! à gauche.*) Or, il faudrait éviter tout ce qui ressemble à la dogmatique. Il ne nous faut point parler en théologiens. D'un autre côté, la proposition de M. Corbière est trop vague, et celle de M. Maurin suppose une adhésion implicite à la profession de foi que le Synode a formulée. (*Très-bien ! à gauche.*) Voilà pourquoi je proposerai un amendement ainsi conçu :

« Seront électeurs... ceux qui déclarent rester attachés de cœur à l'Eglise réformée et à la foi

chrétienne contenue dans les livres sacrés de l'Ancien et du Nouveau Testament. »

*Plusieurs voix à gauche.* — Très-bien ! très-bien ! Nous acceptons cet amendement.

M. PH. CORBIÈRE. — Je déclare m'y rallier.

Une vive agitation règne dans l'assemblée.

M. Bastie, modérateur, cède la présidence à M. Louis Vernes et monte à la tribune.

M. BASTIE. — J'accepte l'amendement de M. Abt, mais je demande qu'on y change un mot, un seul, qu'on substitue le mot *révélée* au mot *contenue*. (*Ah ! ah ! et sourires. Vive approbation à droite.*)

M. BABUT. — Alors, rédigez-le clairement et mettez « la vérité révélée, telle qu'elle est contenue dans les Ecritures de l'Ancien et du Nouveau Testament. (*Très-bien ! C'est cela !*)

*Plusieurs voix.* — La clôture de la discussion générale !

M. LOUIS VERNES, vice-président. — Vous venez d'exprimer le désir que la discussion générale soit close.

M. ETIENNE COQUEREL. — Mais personne n'a demandé la clôture. (*Oui, oui.*)

La clôture de la discussion générale est mise aux voix et adoptée.

M. LOUIS VERNES. — Nous avons maintenant à voter sur les divers amendements : M. Abt déclare se rallier au sous-amendement de M. Bastie et accepter le mot *révélée*. Je demande à M. Corbière s'il reprend l'amendement primitif de M. Abt qu'il avait déclaré accepter.

M. CORBIÈRE. — Je le reprends.

M. LOUIS VERNES. — Très-bien. D'un autre côté il y a une proposition de M. Maurin portant que « par le fait de son inscription, l'électeur adhère à la foi de l'Eglise réformée de France. » Veut-on voter sur cette proposition ?

M. JALABERT. — Quelques mots seulement à ce sujet. Je n'admets pas, et personne n'admettra, qu'on puisse interpréter ce que fait un électeur. Lui seul est juge de ce qu'il fait. Les actes portent leur interprétation en eux-mêmes. Je ne puis accepter une adhésion implicite qui serait une véritable surprise.

M. MAURIN. — Je proteste contre cette interprétation de mon amendement. Où sera la surprise, où sera l'arbitraire, s'il y a une disposition de la loi, très-nette, très-claire, portant que, par le fait de son inscription, l'électeur adhère à la foi de l'Eglise réformée ? Chaque électeur agira en pleine connaissance de cause.

M. CHABRIÈRE-ARLÈS. — Je suis un représentant de la 18<sup>e</sup> circonscription, et qu'il me soit permis d'exprimer le regret que notre vénérable président, M. Buisson, ne soit pas dans ce Synode. (*A la question !*)

Quant à moi je suis énergiquement opposé en principe à toute confession de foi collective ; je ne crois qu'à la foi individuelle. Il y a des choses sur lesquelles aujourd'hui les laïques sont indécis. Pour moi j'ai des indécisions colossales. (*On rit.*) Je ne comprends pas qu'on vienne demander aux électeurs d'adhérer à des articles de foi. (*Approbation à gauche. Aux voix !*)

On vote sur la proposition de M. Maurin. Cinq membres seulement se lèvent pour l'appuyer.

M. COLANI. — Je demande que l'on vote sur l'amendement primitif de M. Abt, adopté par M. Corbière.

M. ABT. — Je remonte à la tribune parce qu'il me semble qu'il faut tout faire pour arriver à l'union.

On a proposé de mettre dans mon amendement le terme *révélée* et j'ai adhéré à cette proposition. Mais si ce mot nous divise, pourquoi le maintenir? Pourquoi le mot quand la chose y est? (*Vives protestations à droite.*)

L'amendement parle des vérités chrétiennes, donc la révélation y est. (*Pas du tout.*) Aussi je maintiens mon amendement. (*Marques d'impatience et exclamations à droite. Approbation à gauche.*)

M. FAURE. — Je ne voterai pas cet amendement qui dit que la vérité est contenue dans l'Écriture. Pour moi, et j'ose le dire, pour les troupeaux, toute la Bible est la parole de Dieu; la vérité n'est pas ce que chacun trouve par ses explications individuelles. Je vais citer des faits qui prouveront... (*Interruptions. A la question!*)

Je repousse l'amendement au nom de nos Églises.

M. LOUIS VERNES. — On va voter sur l'amendement de M. Abt.

Une première épreuve a lieu, par assis et levé, et semble donner à l'amendement de M. Abt une cinquantaine de voix.

*Plusieurs voix.* — On n'a pas compris. Nous demandons le scrutin nominal.

M. ABT. — Je retire mon amendement. (*Exclamations.*)

M. LOUIS VERNES. — On n'a pas le droit de retirer

un amendement au milieu d'un vote. Nous allons procéder au scrutin nominal. Chaque membre répondra « oui » ou « non » quand il sera appelé.

Le résultat du scrutin est celui-ci : il y a 42 voix pour l'amendement, 59 contre, 6 absents et une abstention.

On met ensuite aux voix l'amendement tel qu'il a été modifié par MM. Bastie et Babut. Le voici : « Sont électeurs... tous ceux qui déclarent rester attachés de cœur à l'Eglise réformée de France et à la vérité chrétienne révélée, telle qu'elle est contenue dans les écrits sacrés de l'Ancien et du Nouveau Testament. »

M. DE CLAUSONNE. — J'ai voté le premier amendement. La différence du second porte sur le mot *révélée* ; or, pour ma part, j'accepte le fait de la révélation et je supplie tous ceux qui pensent comme moi de voter l'amendement actuel, car il y aurait dans un vote unanime quelque chose de très-heureux.

M. COLANI. — Nous nous abstiendrons.

M. PAUL DE MAGNIN. — Nous demandons à expliquer notre vote. (*Aux voix ! aux voix !*) Nous ne voterons pas contre, nous nous abstiendrons.

On procède à l'appel nominal. 77 membres votent pour ; il y a 24 abstentions et 7 absents. (*Sensation prolongée.*)

La séance est levée.

## DIX-HUITIÈME SÉANCE.

JEUDI 27 JUIN

La séance s'ouvre à deux heures moins un quart.  
Prière de M. le pasteur Couderc.

M. le modérateur donne lecture d'une *adresse* de quarante-six étudiants français (sur soixante-quatre) de la Faculté de théologie de Genève, et dont voici le texte :

« Au moment où vont se décider les destinées d'une Eglise qu'ils ont entrepris de servir, les soussignés, étudiants français de la Faculté de théologie nationale de Genève, se rattachant aux diverses tendances du protestantisme, les uns partisans, les autres adversaires des confessions de foi, s'unissent pour demander que, dans les circonstances actuelles et surtout aussi longtemps que l'Eglise sera unie à l'Etat, aucune confession ne soit rendue obligatoire. »

Les bureaux sont invités à se réunir à la fin de la séance, afin de procéder, en nommant un membre par bureau, à la composition de la commission chargée de s'occuper de tout ce qui concerne les Facultés de théologie.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu.

Réclamations à propos du procès-verbal :

M. CLAMAGERAN. — Le procès-verbal n'a pas mentionné la qualification de *chrétienne*, qui, dans l'amen-



dement primitif de M. Abt, se rapportait à la *vérité contenue dans l'Ancien et le Nouveau Testament*.

M. le modérateur rappelle que c'est sur sa proposition que les termes « *foi révélée dans les Livres sacrés de l'Ancien et du Nouveau Testament*, » ont été substitués à ceux « *foi chrétienne contenue...*, » qui figuraient dans l'amendement primitif de M. Abt, et que, sur l'observation de M. Babut, le mot *foi* fut remplacé par celui de *vérité*, reconnu plus exact.

M. CLAMAGERAN. — Il n'en est pas moins vrai que, d'après le procès-verbal, l'expression « *chrétienne* » ne figure pas dans la proposition première de M. Abt, qui a été repoussée hier, et qu'un grand nombre d'entre nous pensaient, en la votant, qu'elle y avait été maintenue. M. Clamageran en exprime ses regrets, regrets auxquels s'associe M. Jalabert. L'expression sera rétablie.

M. ABT confirme ce que vient de dire M. le modérateur, et il ajoute qu'il tient absolument à ce que le procès-verbal constate qu'il a fermement déclaré qu'à ses yeux l'autorité des Ecritures était souveraine en matière de foi, et qu'elle était bien au-dessus de l'autorité des formules religieuses et des confessions de foi individuelles ou collectives.

M. E. DE MAGNIN croit qu'il est bon de constater dans le procès-verbal que, à un moment donné, et dans un but de conciliation, M. Abt avait repris sa proposition, qu'il avait abandonnée.

M. CAMILLE RABAUD. — Après avoir pris part au premier vote, je me suis retiré avant le second, pour ne pas être affligé plus longtemps par le spectacle de discussions navrantes ; mais je ne voudrais pas

que ma retraite fût considérée comme une fuite, pour éviter un vote, et je prie qu'il soit constaté au procès-verbal que, si j'avais été présent au moment du vote sur l'amendement de M. Abt, je me serais prononcé comme mes amis du centre gauche avec lesquels je suis en pleine communion d'idées ecclésiastiques et dogmatiques.

M. METTETAL. — Hier, j'étais absent au moment du vote. Je désire qu'il soit constaté que je vote *oui* pour l'amendement qui a été adopté comme condition religieuse de l'électorat.

Le procès-verbal est adopté.

M. le pasteur SIRVEN donne lecture d'un projet de règlement pour la nomination des pasteurs et d'un autre pour la composition des Consistoires. Ces deux projets, déposés sur le bureau, sont renvoyés à la commission d'organisation ecclésiastique.

Le renvoi à la même commission est prononcé pour le projet de M. Lafon, relatif à l'installation solennelle des membres des Consistoires, Conseils presbytéraux, etc., ainsi que pour celui de M. Et. Coquerel, demandant la nomination des pasteurs par le suffrage universel des électeurs de la paroisse; et enfin pour le projet de M. P. de Magnin proposant qu'on ne puisse être nommé pasteur qu'après six mois de suffragance.

On reprend la discussion sur les conditions de l'électorat.

M. LAURENS. — Après les observations qui se sont produites dans la séance d'hier, la commission a été amenée à modifier quelques dispositions des articles qui sont soumis au Synode. Mais, avant de donner lecture des articles modifiés, je dois faire

connaître la disposition que nous avons cru devoir adopter pour faciliter la transition de l'ancien état de choses en matière électorale à celui que nous avons établi, et éviter ainsi, dans la mesure du possible, les hésitations, les révoltes, les désordres que pourrait faire naître l'obligation trop brutalement imposée d'adhérer aux nouvelles conditions que nous avons mises à l'électorat.

Voici cette disposition transitoire :

« En toute Eglise, le Conseil presbytéral fera connaître, par une lettre individuelle à chaque électeur inscrit, l'article contenant les conditions nouvelles de l'électorat, et l'invitera à déclarer si en présence de ces conditions, il demande le maintien de son inscription. »

Ainsi, en principe, l'ancienne inscription de tout électeur est maintenue ; il n'y a pas à comparaître devant le Conseil presbytéral ; une simple déclaration d'adhésion aux nouvelles conditions suffira.

M. COLANI. — Pourra-t-on demander son inscription par une simple lettre ? — Oui.

M. METTETAL. — La commission n'a réglé que l'application des nouvelles conditions de l'électorat, et n'a rien tranché en ce qui concerne l'application des anciennes.

M. le rapporteur ayant donné lecture de quelques articles du projet, M. Abt fait remarquer que, si l'on vote les articles qui traitent du recours de l'électeur au Synode particulier, on aura implicitement voté l'existence des Synodes particuliers comme corps de l'organisation de l'Eglise réformée, et que, par suite, il n'y aura plus lieu d'examiner cette question du

maintien ou non des Synodes particuliers, dont on a réservé la solution.

M. LAURENS répond à M. Abt que la question du Synode particulier sera toujours réservée, malgré le vote des articles proposés, et que, si la rédaction de ces articles, un peu trop rapidement préparés peut-être, est imparfaite, on y remédiera dans la rédaction définitive.

La lecture du projet de la commission étant terminée, M. Dide propose de le compléter par les articles suivants :

« 1° Pour être électeur dans l'Eglise réformée, il faut savoir lire et écrire;

« 2° Pour être valables, les élections devront avoir été faites avec la moitié des électeurs inscrits. »

M. JALABERT. — C'est sur la demande de l'électeur, dit le texte, que son inscription a lieu, et ce mot *demande* doit être accepté avec son sens naturel, complet, comprenant une demande écrite ou verbale; et, si l'on veut en restreindre le sens usuel, il faut le dire clairement dans la rédaction. Quant à la condition de savoir lire et écrire, réclamée de l'électeur par M. Dide, je ferai remarquer qu'une semblable proposition s'est produite au sein de la commission, et qu'elle a été repoussée, afin de ne pas priver de leurs droits électoraux, surtout dans les campagnes, des hommes vraiment pieux et fervents, auxquels on ne peut imputer une ignorance qui est presque uniquement le fait des circonstances ou de la faute de leurs parents.

Sans doute, une telle ignorance est fâcheuse, regrettable, et il faut travailler à la faire disparaître;

mais, en l'état présent des choses, il y aurait vraiment peu de justice à châtier pour leur ignorance des électeurs auxquels on ne peut guère la reprocher.

M. DIDE. — Les décisions de la commission ne font pas la loi, et l'assemblée peut examiner à nouveau une question que la commission aurait déjà résolue dans un sens différent de celui qui est proposé en réunion générale.

Cette proposition doit rallier toutes les sympathies dans une assemblée protestante. Un protestant est au minimum un homme qui sait lire et écrire. (*Réclamations.*) Si l'on sent le besoin d'introduire cette réforme dans l'élection politique, cela nous trace notre devoir. En outre, tandis que, s'il s'agit de politique, l'électeur peut écrire chez lui son bulletin de vote, il doit, d'après notre loi religieuse, l'écrire dans la salle même du scrutin; or, s'il ne sait pas écrire, il est réduit à le dicter et le secret du vote est ainsi violé. J'ajoute qu'une telle décision prise par cette assemblée aurait un bon effet au dehors. Du reste, dans ma pensée, cette mesure ne devrait pas avoir d'effet rétroactif. (*Très-bien!*)

M. COLANI. — J'appuie la proposition par un argument que j'emprunte à ce qui a été dit ici hier. On a parlé avec éloquence de ces vieilles Bibles de famille que nous avons tous connues; c'est la Bible qui a fait le protestantisme. (*Très-bien!*) On n'est pas protestant quand on ne sait pas lire sa Bible.

M. DIDE. — Je propose de n'imposer la condition de savoir lire et écrire qu'à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1875.

M. COUDERC. — Vous allez faire un article mort-

né, car l'Etat ne l'approuvera pas avant que l'Assemblée nationale ne se soit elle-même prononcée sur la question de l'instruction obligatoire.

Je crains qu'on ne se rende pas compte de la position des protestants de la campagne; il y a des localités dépourvues d'écoles; fondez des écoles avant de voter une telle disposition.

M. DE CLAUSONNE. — J'appuie la proposition de M. Dide, qui ne peut que relever la dignité de l'électeur et garantir la sincérité du vote.

M. DE SEYNES. — Je crois le principe excellent; j'espère qu'avec les nombreux moyens dont dispose le protestantisme, l'ignorance pourra bientôt disparaître parmi les électeurs protestants. Mais je crois sage de n'appliquer la proposition, que j'accepte en principe sans hésiter, que lorsque l'Etat se sera d'abord prononcé sur la même question.

M. CLAMAGERAN. — Quoi! Messieurs, nous pourrions hésiter! Souvenez-vous qu'aux Etats généraux de 1560, les cahiers de la noblesse protestante renfermaient des vœux en faveur de l'instruction gratuite et obligatoire. Nous devons marcher dans la même voie, prendre la tête de la nation. (*Très-bien!*)

Sur une observation de M. ROBERTY, il est entendu qu'un électeur ne sachant ni lire ni écrire, inscrit avant que la nouvelle condition soit établie, n'y sera point assujetti, si, à la suite d'un changement de résidence, il demandait son inscription sur les registres électoraux de sa nouvelle paroisse.

M. COLOMB. — Je crois que l'on va se montrer sévère, injuste, vis-à-vis d'un bon nombre d'électeurs, qui ne sont point responsables de leur ignorance; il



vaudrait mieux se contenter d'adresser à l'Etat un vœu pour l'instruction obligatoire.

On passe au vote sur l'amendement de M. Dide. L'assemblée en accepte à l'unanimité le principe et décide qu'il sera mis en vigueur à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1875, refusant de la retarder jusqu'à la date du 1<sup>er</sup> janvier 1880, proposée par quelques membres.

Il est ainsi admis que tout électeur qui demandera son inscription, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1875, devra savoir lire et écrire.

On examine ensuite les articles du projet de la commission, et on commence par l'examen de la disposition transitoire, citée plus haut, et qui débute ainsi :

« En toute Eglise...., etc. »

M. COLANI. — Je désirerais qu'on demandât à l'électeur son adhésion à *toutes* les conditions de l'électorat, et non pas seulement aux nouvelles. (*Non! non!*)

Sur l'observation de M. Clamageran que, par cela même que les anciens électeurs sont inscrits sur leur simple demande, on pourrait en conclure, par *a contrario*, que les nouveaux électeurs seront tenus de comparaître en personne devant le Conseil presbytéral pour se faire inscrire, il est formellement déclaré que le *statu quo* est maintenu, et que, dans aucun cas, la comparution personnelle n'est exigée. La simple demande d'inscription suffira.

M. CLAMAGERAN. — Je pense, en outre, qu'il vaudrait mieux ne pas exiger une réponse formelle. Beaucoup d'électeurs s'exagèrent la portée, la conséquence d'une adhésion à une condition qui n'a rien

de bien nouveau cependant. Ils éprouveront des hésitations qui peuvent entraîner quelques troubles dans l'Eglise. Il serait plus sage de s'en tenir au principe de la non rétroactivité, et de n'exiger l'adhésion aux nouvelles conditions religieuses de l'électorat que des futurs électeurs.

M. MALLET ne voit pas pourquoi les anciens électeurs seraient tenus à être moins religieux que les nouveaux, et la déclaration formelle d'adhésion lui paraît le seul moyen de savoir et de constater si l'électeur accepte la nouvelle condition de l'électorat.

M. COLANI. — Ce seront les Conseils presbytéraux qui feront appliquer les dispositions de l'article; mais ces Conseils ont été nommés par les électeurs qui n'avaient pas été soumis à la nouvelle condition électorale; comment pourront-ils sévir contre les électeurs qui les ont régulièrement élus selon l'ancien système? Et que fera-t-on si ces Conseils refusent eux-mêmes d'adhérer à la nouvelle condition?

En bonne logique, il faudrait renouveler tous les corps actuels constitués selon l'ancien système électoral; mais alors on se trouve dans un cercle vicieux, les nouveaux corps ne pouvant être nommés que par des électeurs acceptant la nouvelle condition de l'électorat, et les électeurs ne pouvant être reconnus avec cette qualité que par adhésion à la nouvelle condition électorale, adhésion constatée par les corps constitués actuels, qui ne le sont plus valablement. (*Exclamations.*)

M. LAURENS. — Puisqu'on a accepté comme valables les inscriptions des anciens électeurs, on doit accepter également comme ayant des pouvoirs valables

les corps actuellement constitués; mais si l'on veut renouveler tous ces corps, il faut, pour être conséquent, soumettre tout le corps électoral actuel aux nouvelles conditions de l'électorat.

M. ET. COQUEREL. — Je repousse la disposition transitoire comme portant atteinte à des droits légitimement acquis, qu'on ne peut soumettre sans injustice à de nouvelles conditions. Il est vrai qu'en renonçant à toute rétroactivité, on refuserait d'inscrire des électeurs qui feraient élever leurs enfants catholiques, tandis que d'autres qui seraient dans le même cas, mais déjà inscrits, seraient maintenus électeurs. Il y a là une inégalité; mais c'est un inconvénient moindre que celui de toucher aux droits acquis des électeurs déjà inscrits.

M. BOIS. — Dans une assemblée politique, on n'a jamais songé à dire qu'on ne serait plus valablement nommé aussitôt après que cette assemblée aurait apporté quelque modification aux anciennes conditions électorales de ses mandants. En acceptant le raisonnement de M. Colani, on en viendrait à ne toucher jamais à une ancienne loi électorale, à laquelle aucune amélioration ou modification ne serait permise. Le principe de la non rétroactivité ne s'applique pas aux lois électorales. (*Très-bien!*)

M. LARNAC. — Je suis tout à fait de l'avis de M. Bois. L'effet rétroactif d'une loi électorale est incontestable; mais comme il faut toujours ménager, autant que possible, les droits légitimement acquis, je propose, afin de ne pas priver de leurs droits électoraux des paroissiens depuis longtemps inscrits (mais qui ne pourront pas donner leur adhésion écrite, ou

la refuseront par crainte de trop s'engager), de considérer le silence de l'électeur comme une adhésion à la demande écrite qui lui aura été adressée.

M. BASTIE, modérateur. — Vous vous exagérez les difficultés. Le paysan n'écrira pas, mais donnera très-volontiers son assentiment de vive voix.

M. LARNAC. — Je propose alors que le texte soit modifié ainsi : « une lettre invitant l'électeur à déclarer verbalement ou par écrit. » (*Très-bien !*)

Cette modification mise aux voix est adoptée.

M. LARNAC. — Je propose qu'on ajoute : « Le silence de l'électeur sera considéré comme une adhésion. »

Cette modification n'est pas adoptée.

M. MAURIN. — Je propose l'article additionnel suivant : « Une invitation collective sera adressée pendant deux dimanches de suite du haut de la chaire à tous les électeurs. »

M. BORS. — La commission a l'intention de mettre dans la loi l'obligation de rappeler chaque année aux fidèles les conditions de l'électorat.

Vient l'article relatif aux prosélytes, ainsi conçu :

« Les prosélytes ne peuvent être inscrits sur ce registre que deux ans après leur communion dans l'Eglise réformée, sans préjudice des autres conditions. »

M. ET. COQUEREL. — Puisque la commission veut rédiger une loi électorale complète, il serait à désirer qu'elle s'expliquât au préalable sur certains points. Ainsi, qui inscrira l'électeur ? Comment faut-il définir le prosélyte ? Un luthérien qui voudrait entrer dans l'Eglise réformée serait-il un prosélyte ? Un

simple déplacement dans la même circonscription consistoriale sera-t-il considéré comme un changement de résidence ?

M. MALLET. — Le mot *prosélyte* doit être entendu dans le sens usuel. Quant au point de savoir si un luthérien doit être considéré comme un prosélyte, il est bon de le réserver jusqu'au jour où les luthériens auront fait connaître ce qu'ils entendent être vis-à-vis de l'Eglise réformée de France.

M. LAURENS. — C'est le Conseil presbytéral qui, suivant l'article du projet, s'occupe de la révision des listes. Quant à la question des prosélytes luthériens, la commission ne l'a pas examinée.

M. BABUT. — Il faut expressément déclarer que les prosélytes (catholiques, musulmans) peuvent être électeurs, bien que ne remplissant pas toutes les conditions de l'électorat. Ainsi, il est clair qu'on ne peut refuser l'inscription au prosélyte marié avant sa demande, pour la raison qu'il n'a pas fait bénir son mariage au temple.

L'article sur les prosélytes est renvoyé à la commission.

Il est décidé : 1° que la durée de la résidence, comme condition de l'inscription, n'étant plus que d'un an, les fonctionnaires eux-mêmes seront soumis à cette condition ; 2° que dans le cas où un électeur irrégulièrement inscrit sur un registre paroissial changerait de résidence, et invoquerait dans sa nouvelle paroisse l'inscription qu'il avait prise dans l'ancienne, l'autorité compétente pourra ne pas tenir compte de l'ancienne inscription et en exiger une plus régulière.

ART. 2. En cas d'indignité notoire, la radiation ou l'omission du nom est prononcée par le Conseil presbytéral au scrutin secret, sans discussion, à la majorité des deux tiers.

Toute réclamation pour cause de radiation ou d'omission est d'abord adressée au Conseil presbytéral ; elle n'est prise en considération que si elle est personnelle, directe et formulée par écrit.

Tout électeur inscrit au registre a le droit de réclamer contre toute inscription qu'il croirait indûment faite.

Dans tous les cas, l'auteur de la réclamation peut en appeler au Consistoire, et du Consistoire au Synode particulier qui prononce en dernier ressort.

ART. 3. Le registre paroissial est ouvert du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre.

Les réclamations peuvent être reçues jusqu'au 15 janvier par le Conseil presbytéral, qui devra procéder à la révision des listes électorales dans la dernière quinzaine de ce mois.

Le Consistoire statuera sur les réclamations du 1<sup>er</sup> au 15 février.

M. COLANI. — Comme les Conseils presbytéraux se composent d'un petit nombre de membres, on s'expose, en faisant prononcer les exclusions par les deux tiers, au lieu de l'unanimité autrefois exigée, à faire appliquer par suite de l'absence d'une partie des conseillers, la peine de l'exclusion par deux membres du Conseil seulement.

M. VAURIGAUD. — L'électeur qui a été radié injustement, peut toujours en appeler au Consistoire et au Synode particulier de la décision qui a été prise contre



lui. En exigeant l'unanimité pour prononcer la radiation, il serait souvent arrivé qu'elle fût impossible par faiblesse, indulgence ou amitié d'un seul membre du Conseil presbytéral. La radiation n'eût été que très-rarement prononcée.

Les articles sont votés avec les modifications suivantes :

1<sup>o</sup> § 1<sup>er</sup>. Après les mots « *les deux tiers* », on ajoutera, suivant la proposition de M. Colani, *des membres qui composent le Conseil* ;

2<sup>o</sup> § dernier. On ajoute à ce § les deux clauses suivantes : *Celui contre lequel on réclame, aura les mêmes droits de recours d'appel que le réclamant, et : Les décisions rendues par les Consistoires seront provisoirement exécutoires.*

L'assemblée n'accepte pas un amendement de M. Mallet, demandant que le Synode particulier statue sur les réclamations dans la deuxième quinzaine de février, et que par suite les élections n'aient lieu que dans la première quinzaine de mars ; elle vote ensuite sans discussion les deux articles suivants :

ART. 4. Le registre paroissial est tenu en double. L'un des exemplaires est déposé aux archives, l'autre chez le pasteur président.

Les pasteurs et les membres de l'Eglise peuvent toujours en prendre communication, sans que jamais le registre puisse être déplacé.

ART. 5. Tout membre de l'Eglise inscrit au registre paroissial, qui a transféré son domicile dans une autre paroisse, peut requérir l'extrait de son inscription. Cette pièce, signée du président et du secré-

taire, est adressée au président de la nouvelle résidence. Elle tient lieu des conditions exigées, hormis celle du domicile.

La séance est reprise après une suspension de dix minutes; et on passe à l'examen du chapitre relatif *au Conseil presbytéral*.

M. LARNAC exprime le désir, afin de rendre plus complet et plus réfléchi l'examen des questions soumises à l'assemblée, que la loi électorale soit rédigée dans son ensemble, autographiée et distribuée aux membres du Synode, au moins vingt-quatre heures avant qu'on n'en discute les dispositions. Si l'ensemble de la loi ne peut être présenté, que la commission des vingt et un fasse tous ses efforts pour que les membres du Synode puissent connaître et examiner à l'avance au moins les articles de loi qui seront examinés dans la séance. Une pareille marche dans les travaux est désirable à tous les points de vue.

M. le rapporteur reconnaît le justesse de l'observation de M. Larnac, ainsi que le peu de méthode qui a présidé à la présentation des articles de la loi électorale discutés jusqu'à ce jour. L'irrégularité signalée a été surtout motivée par le désir de la commission d'activer les travaux du Synode; pour y arriver, elle présente les dispositions de la loi au fur et à mesure qu'elles sont adoptées par elle, sauf à les coordonner et à les relier ensuite entre elles dans une rédaction meilleure et définitive.

Si l'on veut procéder comme l'a indiqué M. Larnac, il faut qu'il n'y ait pas de séance demain vendredi, afin de donner à la commission, et plus particulière-

ment au rapporteur, déjà surchargé de travail, le temps indispensable pour préparer, rédiger et présenter un projet de loi plus complet.

M. COLANI demande qu'on fasse autographier tous les articles déjà votés.

M. VAURIGAUD désire, et l'assemblée l'approuve à l'unanimité, qu'il soit rendu justice au travail et à la bonne volonté de M. Laurens, rapporteur de la commission d'organisation ecclésiastique.

On passe au chapitre relatif au *Conseil presbytéral*.

ART. 1<sup>er</sup>. Pour être membre d'un Conseil presbytéral ou ancien, il faut :

1<sup>o</sup> Être électeur dans la paroisse ;

2<sup>o</sup> Être âgé de 30 ans révolus.

M. COLANI. — Je regrette qu'on ait fixé à 30 ans l'âge exigé pour être nommé *ancien*, car on se prive ainsi, dans beaucoup d'occasions, des lumières et du concours d'hommes aussi pieux que capables, mais qui se trouveront exclus des Conseils de l'Eglise par la seule raison qu'ils n'ont que vingt-sept ou vingt-huit ans.

M. CLAMAGERAN. — Je considère comme fâcheuse la disposition de la loi qui ne permet de choisir les anciens que parmi les habitants de la paroisse. Quel inconvénient peut-il y avoir à prendre dans une autre paroisse l'homme que les électeurs, les plus intéressés dans la question, regardent comme le plus capable d'assurer la prospérité de l'Eglise dont ils nomment les chefs ?

M. VAURIGAUD. — Je répondrai que l'on a voulu éviter des rivalités qui se produisent souvent avec le

système de M. Clamageran. En choisissant, d'ailleurs, l'élu dans la paroisse même où se réunit le Conseil, on a beaucoup plus de chances de voir l'ancien, qui habite à poste fixe la paroisse, plus assidu aux séances du Conseil, et s'intéresser plus régulièrement aux affaires de son Eglise, que celui qu'on ne choisira peut-être que pour sa fortune et qui ne réside qu'accidentellement dans la paroisse.

L'article 1<sup>er</sup> du projet est voté tel quel.

— J'ai demandé sans succès au sein de la commission, ajoute M. Vaurigaud, que l'on ne pût être nommé ancien qu'après avoir formellement adhéré à la foi de l'Eglise, telle que la majorité du Synode l'a proclamée. Il me semble impossible qu'un ancien puisse sérieusement s'intéresser au maintien d'une liturgie et d'une discipline auxquelles il ne croirait pas lui-même, et qu'il ne respecterait pas personnellement tout le premier. Mon amendement me paraît si grave que je demande à l'assemblée de voter sur sa prise en considération, me réservant de développer, s'il y a lieu, les raisons qui me l'ont fait présenter après le vote de l'assemblée.

M. LAURENS. — La proposition de M. Vaurigaud aurait été acceptée par la commission si l'assemblée n'avait pas déjà établi une condition religieuse à l'électorat; son adoption eût, en quelque sorte, fait double emploi. Les membres des Consistoires et des Conseils presbytéraux connaissent leurs devoirs, et, s'ils ne les remplissent pas convenablement, leur destitution peut toujours être demandée. D'ailleurs, on pourra revenir sur la proposition de M. Vaurigaud quand nous en serons à traiter de la discipline.

La prise en considération est mise aux voix et repoussée par l'assemblée.

ART. 2. Les ascendants et descendants, les frères et alliés au même degré, ne peuvent être membres du même Conseil presbytéral.

Des dispenses pourront être accordées par le Synode particulier, sur l'avis du Consistoire, dans les paroisses ayant moins de *soixante* électeurs.

M. PELET trouve trop élevé ce chiffre de soixante électeurs; il préférerait *quarante*.

M. MONNIER. — Je crois qu'il serait beaucoup plus sage de faire prononcer les exceptions par les Consistoires, sauf recours contre leurs décisions auprès des Synodes particuliers. On devrait donner toute latitude au Synode particulier, et le laisser entièrement juge de prononcer telles exceptions qu'il croirait convenable, car il peut très-bien arriver, dans une grande comme dans une petite paroisse, qu'il y ait lieu de faire entrer dans le même Conseil des parents au degré prohibé par la loi. Je pense en outre qu'il faudrait en bonne justice étendre le bénéfice des dispenses aux parents des pasteurs. Car on ne comprend pas trop que les membres de la famille du pasteur soient présumés plus incapables d'équité et d'impartialité que les parents des autres membres des Conseils de l'Eglise. D'ailleurs, en augmentant le nombre des membres de ces Conseils, l'influence de la parenté se trouverait à peu près annihilée.

M. VAURIGAUD. — Les membres d'une même famille peuvent figurer, quoique parents, dans un conseil de famille pour régler des affaires de cette famille. Mais il ne doit pas en être de même quand il s'agit de gé-

rer les affaires de toute une paroisse. Il ne serait pas bon que la direction administrative et religieuse d'une paroisse entière fût concentrée entre les mains d'une seule famille prépondérante pour une raison quelconque ; l'équité serait menacée.

M. CORBIÈRE, d'Agen. — Je pencherais pour attribuer au Synode particulier, comme plus éloigné et par suite plus indépendant des influences locales que les Consistoires, le droit de prononcer les exceptions et dispenses prévues par l'article du projet. Mais puisque la question du maintien et de la modification des Consistoires et Synodes particuliers, a été réservée, je propose de renvoyer la solution de la question actuelle jusqu'au jour où on se prononcera sur celle du maintien des Synodes régionaux.

L'assemblée consultée ne prend pas en considération les propositions et amendements de MM. Monnier et Pelet, et vote que *les dispenses seront prononcées par les Synodes particuliers.*

ART. 3. Chaque électeur doit recevoir du pasteur président une convocation à domicile, avec indication des jours, lieu et heure de l'élection, ainsi que des membres à élire. Adopté.

ART. 4. Les élections, annoncées du haut de la chaire, à chacun des trois dimanches qui les précèdent, ont lieu au scrutin secret, à la majorité absolue des suffrages, pourvu que le nombre des votants soit au moins du quart des électeurs inscrits.

Si cette majorité n'est pas acquise au premier tour de scrutin, il est procédé à une seconde élection, et, dans ce cas, la majorité relative suffit.

M. COLANI. — Il serait bon d'établir qu'au pre-



mier tour de scrutin l'élection n'aura lieu que si le nombre des votants a été au minimum le cinquième des électeurs inscrits.

M. DIDE. — Dans les élections politiques, on a reconnu qu'à un premier tour de scrutin une élection ne pouvait être valable si un nombre convenable d'électeurs ne prenait pas part au vote. Cette sage disposition devrait être admise pour les élections religieuses; il faut éviter le triste retour d'élections pour les Conseils de nos Eglises, semblables à celles qui se sont récemment produites dans des paroisses où l'on n'a vu venir prendre part au scrutin que *seize* votants sur un nombre considérable d'électeurs inscrits. Il ne faut pas que l'on puisse reprocher à nos futurs Synodes (puisque la compétence et la légalité de celui-ci sont désormais hors de cause) de n'avoir que des membres délégués par les minorités des Eglises. Je propose donc que l'élection ne soit valide que si le nombre des votants a été du quart des électeurs inscrits, ce qui fixe la majorité à un huitième.

M. DE PREISSAC. — Puisque les termes employés dans les lois qui règlent cette matière dans les élections politiques, sont reconnus excellents, pourquoi ne pas les leur emprunter?

M. MONNIER ne considère pas l'électorat comme une fonction politique; dès lors qu'on ne vient pas voter, l'on devrait en conclure que l'électeur désire le maintien des anciens déjà en fonctions, et qu'en ne se rendant pas au scrutin il vote implicitement pour les membres sortants. (*Exclamations.*)

M. MALLET préfère la netteté et la régularité dans les opérations électorales; il repousse le raisonnement

de M. Monnier et appuie la proposition de M. Dide.

L'article est adopté, avec l'amendement de M. Dide.

ART. 5. L'élection a toujours lieu un dimanche de la seconde quinzaine du mois de février.

Le scrutin de ballottage, s'il devient nécessaire, s'effectue le dimanche suivant. Adopté.

ART. 6. S'il y a partage égal de voix entre deux candidats, le plus âgé est déclaré élu.

En cas de nomination de deux ou plusieurs parents ou alliés aux degrés prohibés, celui qui a réuni le plus de voix est élu. Adopté.

ART. 7. Le vote a lieu sous la présidence d'un pasteur, ou, à défaut, d'un ancien désigné par le Conseil presbytéral. Deux électeurs, désignés également par ce Conseil, complètent le bureau. L'un d'eux remplit les fonctions de secrétaire. Adopté.

M. MONNIER. — Il est sage de constater que, si l'élection n'a pas pu se faire dans le délai indiqué par l'article, elle n'en sera pas moins valable, bien que retardée.

M. COLOMBIER désire que la loi accorde deux jours pour faire l'élection, s'ils sont reconnus nécessaires.

M. CORBIÈRE, d'Agen. — Faut-il nécessairement que l'élection soit faite et terminée dans un seul jour? Ne pourrait-on pas également dire dans l'article que les anciens peuvent être assesseurs?

Il n'est pas fait de réponse à cette question.

M. le modérateur invite les bureaux à se réunir à la fin de la séance pour procéder à la nomination des membres de la commission chargée de s'occuper de tout ce qui concerne les Facultés de théologie, et au

remplacement des membres de la commission des vœux, qui, faisant également partie de la commission des 21, ont opté pour cette dernière.

La séance est levée.

## DIX-NEUVIÈME SÉANCE.

VENDREDI 28 JUIN.

La séance est ouverte à une heure et demie. Prière de M. le pasteur François Corbière.

M. le modérateur communique à l'assemblée une lettre signée par MM. les pasteurs Lepoids et Dez, qui transmettent au Synode les vœux de sympathie des Eglises baptistes de France.

Le procès-verbal de la dernière séance est adopté.

M. GACHON. — Je désire faire une simple question à propos d'un des articles votés. Pour être électeur politique, il faut être domicilié dans la commune où l'on vote. Ne doit-il pas en être de même dans les élections religieuses ?

M. LAURENS. — La commission estime que oui.

M. BREYTON. — La question a été tranchée en ce sens par une circulaire ministérielle.

Avant que le débat s'engage, M. le modérateur fait connaître à l'assemblée les noms des membres de la commission élus la veille par examiner les questions relatives aux Facultés de théologie.

Ce sont : MM. Sirven, Bois, Dhombres, Viguié, Ollier, Babut, Delmas père.

M. PAUL DE MAGNIN dépose la proposition suivante :

« Le Synode,

« Considérant que la séparation de l'Eglise et de l'Etat ne saurait avoir pour la religion chrétienne, et le protestantisme en particulier, des résultats vraiment efficaces et réels qu'avec la liberté la plus complète de réunion pour causes religieuses,

« Emet le vœu,

« Que le principe de la liberté de réunion en matière religieuse soit inscrit en tête de la loi qui proclamera la séparation de l'Eglise et de l'Etat. »

Cette proposition, signée de MM. Paul de Magnin, Carénou, Aug. Dide et Jules Gaufres, est renvoyée à la commission.

M. GROTZ, membre de la commission des vœux, lit ensuite un rapport qui constate l'opinion d'un certain nombre d'Eglises sur les réformes à apporter dans l'organisation ecclésiastique.

Sur la proposition de M. le modérateur, le rapport est renvoyé à la commission d'organisation ecclésiastique.

L'ordre du jour appelle la continuation de la discussion sur la loi organique.

M. LAURENS, *rapporteur*. — Vous avez renvoyé, Messieurs, à la commission l'article relatif aux prosélytes, et voici comment elle l'a définitivement rédigé :

La commission a remarqué que la position des luthériens en France n'est pas partout la même ; dans certaines localités, leur culte n'est pas régulièrement établi. Dans ces localités, les luthériens fréquentent le culte réformé, communient et participent

aux élections comme les réformés. La commission pense que, dans ce cas, il ne faut rien changer à l'état actuel. Mais il y a des localités où le culte luthérien est régulièrement établi. La question est alors différente, et la commission l'a résolue de la façon suivante.

Dans le cas de participation à la communion, la commission a décidé que les luthériens et les autres membres des communions protestantes ne seraient tenus de justifier que d'une résidence *d'un an* depuis cette communion, contrairement à ce qui existe pour les prosélytes catholiques, dont la commission maintient le temps de résidence à *deux ans*.

Voici l'article ainsi modifié : « Les prosélytes ne peuvent être inscrits sur le registre paroissial que deux ans après leur admission dans l'Eglise réformée par la sainte Cène, sans préjudice des autres conditions prescrites par l'article... Ce délai est réduit à un an pour les protestants qui n'appartiennent pas à l'Eglise réformée de France.

M. BABUT demande si l'on exigera la bénédiction nuptiale.

M. LAURENS fait observer que c'est là une des conditions prescrites.

M. CLAMAGERAN répond qu'il n'a jamais été question que de la bénédiction nuptiale postérieure à l'entrée dans l'Eglise et que, si le mariage a eu lieu avant cette époque, il ne peut être évidemment question d'en renouveler la cérémonie religieuse.

M. ET. COQUEREL demande si l'on exigera qu'un catholique qui se fait protestant oblige ses enfants à suivre son exemple.



M. Bois rappelle que la condition imposée par la loi est de faire élever ses enfants dans la religion protestante, et qu'il ne peut dès lors être question d'enfants déjà élevés.

La première partie de l'article est mise aux voix et adoptée.

On passe ensuite à la seconde partie, qui est aussi adoptée.

M. LAURENS donne lecture de l'article suivant : « Les bulletins seront écrits dans le lieu même du vote, soit par l'électeur, soit par tout autre électeur qu'il en chargera. »

Ce premier paragraphe est mis aux voix et adopté.

Lecture est donnée du deuxième paragraphe ainsi conçu : « Ils contiendront autant de noms qu'il y aura d'anciens à élire. »

M. JALABERT. — Je viens proposer à l'assemblée l'amendement suivant : « Chaque électeur a le droit de porter sur son bulletin de vote autant de fois le même nom qu'il y aura de conseillers presbytéraux à nommer. » — Cet amendement a pour but d'assurer la représentation fidèle des minorités. De l'avis de tous les esprits sérieux, la question de la représentation des minorités est une des plus dignes d'étude. En Angleterre, elle est à l'ordre du jour.

Songez aux abus du scrutin de liste. Que, dans une Eglise de 100 électeurs, 52 portent cinq noms sur la liste, les 48 autres ne sont pas représentés. Ce résultat fausse, comme on le voit, le régime représentatif. Il faut, autant que possible, que le Conseil presbytéral soit l'image de l'Eglise. Si l'on ne porte pas remède à cet abus, la minorité ne peut pas se

faire entendre au sein du Conseil presbytéral. Elle n'a aucune influence sur la direction des affaires de l'Eglise, et pourtant tous les avis, toutes les tendances doivent pouvoir se manifester. On veut donner une très-large influence à la paroisse dans le choix de son pasteur. Si l'on n'apporte pas de modifications au système actuel, la majorité seule décidera. S'il en était autrement, ce serait un acheminement vers la paix que je souhaite si ardemment de voir se rétablir dans l'Eglise.

Pour obvier aux inconvénients que présente le scrutin de liste, je propose le vote cumulé ou cumulatif, c'est-à-dire le droit pour l'électeur de porter sur son bulletin autant de fois le même nom qu'il y a de membres à élire. Avec ce système, la majorité et la minorité sont toujours représentées.

Nous en avons fait l'expérience à Nancy, à l'occasion de la nomination des membres des Synodes provinciaux. Je crois que ce système sera appliqué un jour dans le domaine politique, et je voudrais que les protestants eussent l'honneur d'avoir pris l'initiative. Mais la considération qui, à mes yeux, l'emporte sur toutes les autres, c'est qu'en agissant ainsi l'on fera beaucoup pour la pacification intérieure de nos Eglises.

M. Bois. — Je ne viens pas combattre la proposition de M. Jalabert. Je reconnais qu'il est juste que les minorités soient représentées, et que c'est aujourd'hui une des questions les plus graves qui soient posées dans le domaine ecclésiastique et politique. Si l'on ne trouve pas un moyen de garantir les minorités contre le despotisme du nombre, c'en est fait de la liberté. (*Très-bien!*)

Je serais fier aussi que l'Eglise réformée de France, qui a donné déjà de si nobles exemples au monde, prît l'initiative de cette révolution. Mais je suis arrêté par une raison très-grave : le moyen proposé est-il le plus sûr et le plus équitable ? Je n'en suis pas persuadé, et quand je me souviens combien dans le domaine politique les opinions sont diverses sur ce sujet, je me demande s'il n'y aurait pas imprudence à précipiter une décision. Les expériences de la nature de celles que l'on propose sont souvent dangereuses, surtout quand il s'agit d'une loi qui doit être soumise à l'Assemblée nationale. (*Très-bien!*)

En Angleterre, où ce moyen a été essayé, on est loin d'être complètement d'accord sur son efficacité. Je crois me souvenir qu'à Birmingham il a eu pour résultat de faire triompher la minorité sur toute la ligne.

Il y a d'ailleurs d'autres moyens que celui proposé par M. Jalabert : le quotient électoral, par exemple ; et l'on a souvent présenté ce moyen comme plus sûr que le cumul des votes. Je suis trop inexpérimenté sur ces matières pour me prononcer, et je crois qu'en raison de l'importance de la question et de la longue étude préalable qu'il en faut faire, il ne faut ni l'approuver, ni la rejeter immédiatement, mais prendre un moyen terme. En conséquence je vous lirai la proposition suivante, arrêtée ce matin même par la commission que je préside :

« Le Synode,

« Considérant qu'il est de toute justice que les minorités soient représentées aussi exactement que possible dans les corps directeurs de l'Eglise ;

« Considérant que les moyens de parvenir à ce résultat sont encore mal connus et mal étudiés,

« Invite les Synodes particuliers à préparer par un examen sérieux la solution de ce problème pour le prochain Synode. »

M. CLAMAGERAN. — C'est déjà une très-heureuse chose que de voir toutes les parties de cette assemblée se rencontrer sur le principe de la représentation des minorités; c'est la première fois qu'une assemblée donne ce spectacle à la France; mais il ne suffit pas d'énoncer ce principe, quitte à le mettre à l'étude, et à en renvoyer ainsi l'exécution aux calendes grecques. Je voudrais que nous nommions une commission, chargée de présenter un projet que nous pussions voter. (*Non ! non !*) M. Jalabert vous a parlé du vote cumulatif; c'est un système ingénieux, mais qui offre un point faible : il faut dans ce système que l'on connaisse d'avance les forces des partis; sans cela, un parti désireux de faire passer tel candidat accumulera sur son nom beaucoup trop de suffrages qui seront perdus pour un second candidat qu'il aurait pu faire passer. Le système du quotient électoral donne des résultats plus sûrs. Dans ce système, on inscrit les candidats dans l'ordre de ses préférences, et ceux qui arrivent les premiers en dépassant le quotient sont sûrs d'être nommés. Soit, par exemple, 600 électeurs qui ont trois députés à élire; le quotient électoral sera 200. Si le candidat A a 200 voix il sera nommé, et le reste des voix qu'il a obtenues sera donné au candidat B, porté sur la même liste. Ainsi chaque parti est représenté dans l'exacte proportion de son influence (*Très-bien !*), sys-

tème préférable à celui du vote accumulé. Je vous propose donc de voter ce système en principe et de charger une commission de vous présenter un projet.

M. PAUL LAFON. — Je viens de me livrer à un calcul qui montre ce que produirait le vote accumulé. Soit 100 électeurs ayant à nommer cinq députés; la minorité serait de quarante-neuf. Il suffirait que cette minorité cumulât son vote pour qu'elle fît passer tous ses candidats. (*Exclamations.*)

*Plusieurs voix.* — Vous n'avez pas compris le système. Cela montre que la question n'est pas mûre.

Plusieurs membres ayant demandé la clôture, M. le modérateur consulte l'assemblée.

La clôture est votée.

M. PERNESIN propose l'ordre du jour suivant :

« Le Synode, sympathique à la représentation des minorités, recommande aux Synodes particuliers l'étude de cette question; mais comme nulle part elle n'est aujourd'hui suffisamment mûre, il passe à l'ordre du jour. »

*Une voix.* — C'est cela même qui a été proposé par la commission.

M. CLAMAGERAN demande que son amendement soit pris en considération, et que l'on renvoie l'étude de la question à une commission spéciale.

M. COLANI. — Nous appuyons la proposition de M. Clamageran.

Cette proposition est mise aux voix et repoussée.

M. PERNESIN ayant retiré son ordre du jour, M. le modérateur propose à l'assemblée de voter sur celui de la commission.

M. ATH. COQUEREL propose de substituer aux

mots « mal étudiés » les mots « insuffisamment connus. »

L'ordre du jour de la commission ainsi modifié est adopté à l'unanimité.

M. LAURENS, rapporteur, fait remarquer que l'amendement de M. Jalabert avait été présenté sur le deuxième paragraphe de l'article ainsi conçu : « Les bulletins contiendront autant de noms qu'il y aura d'anciens à élire. »

M. COLANI propose de remplacer le texte qui vient d'être lu par celui-ci : « Le vote aura lieu au scrutin de liste. »

La commission se rallie à l'amendement de M. Colani.

M. DE CLAUSONNE pense qu'il est désirable que cet article ne soit pas dans le projet qui doit être soumis à l'Assemblée nationale, mais dans le règlement intérieur et disciplinaire, afin que si, dans quelques années, le prochain Synode le modifie, on ne soit pas obligé de demander une loi nouvelle.

L'article mis aux voix est adopté.

M. le rapporteur lit l'article suivant :

« Le Consistoire statue sur la validité des élections, informe le préfet du résultat, et le transmet au ministre des cultes. »

L'article mis aux voix est adopté.

M. ET. COQUEREL fait remarquer qu'il n'est rien dit du mode d'inscription. A qui l'électeur doit-il s'adresser pour se faire inscrire ?

M. Bois répond que la commission n'a pas cru devoir s'occuper de ces questions de détail ; elle avait à établir des principes et non à faire des règlements.

M. le rapporteur donne lecture du premier para-

graphe de l'article premier du projet de loi sur les Conseils presbytéraux :

« Il y a une paroisse partout où l'Etat rétribue un ou plusieurs pasteurs. »

M. JALABERT. — Je viens demander une innovation considérable, et si je le fais ce n'est pas que j'aie aucun goût pour les solutions nouvelles et radicales, mais c'est par intérêt pour la représentation des minorités.

Je propose l'amendement suivant : « Il y a une paroisse partout où il y a un pasteur. » Je dis *un* et non pas *un ou plusieurs*. Veuillez considérer d'abord la statistique de nos Eglises. Nous avons 508 paroisses ; sur ce chiffre 438 ont un seul pasteur ; 55 en ont deux : 9 en ont trois ; 2 en ont cinq ; une en a 7 ; une en a 8. Donc ma proposition n'amènerait aucun changement dans 438 Eglises. Elle n'aurait d'effet que dans 69. Eh bien ! je crois que chaque paroisse doit avoir son pasteur ; c'est l'état normal, et si nous avions en France une grande ville qui fût toute protestante, tout le monde sentirait le besoin de la diviser en paroisses distinctes et officielles.

J'insiste sur ce point pour trois raisons :

1° Le pasteur ayant sa paroisse comprend beaucoup mieux sa responsabilité ; certes, je rends toute justice au dévouement de nos pasteurs, mais quand ils sont plusieurs dans une paroisse, leur responsabilité individuelle diminue.

2° Chaque pasteur ayant un Conseil presbytéral verra ainsi se grouper autour de lui tous les laïques qui veulent agir et qui le peuvent ; leur dévouement sera ainsi utilisé.



3° Les minorités enfin dans les grandes Eglises auront des chances sérieuses d'avoir leur représentation dans l'un des Conseils presbytéraux. Sur le premier point, je citerai l'avis d'un de nos pasteurs les plus dévoués, M. Jean Monod, qui m'a souvent exprimé son regret de n'avoir pas, à Nîmes, une paroisse distincte; sur le second point, je crois que nous pourrions arriver à décupler le nombre des laïques qui s'intéressent à l'Eglise; mais c'est surtout en ce qui concerne les minorités que ce progrès me semble désirable.

Supposez une église de 10,000 protestants avec cinq pasteurs; les deux tendances peuvent y être représentées par 5,500 contre 4,500. S'il n'y a qu'une paroisse, qu'un Conseil presbytéral, ce Conseil et les pasteurs qu'il aura nommés ne représenteront que la majorité. Ne vaudrait-il pas mieux que les paroisses distinctes pussent se constituer librement, chacun restant libre du reste de recourir en dehors de sa paroisse à tel pasteur qui lui fait du bien? On me dira que la minorité sera également sacrifiée dans chaque paroisse; cela peut être, mais pourtant les chances en seront bien diminuées. On dira : Que fera-t-on là où il n'y a pas plusieurs temples? Je réponds que cela ne doit pas nous arrêter, il y aurait toujours la ressource de deux services dans un même temple, comme cela se pratique en Alsace par le *simultaneum*; rien ne serait plus facile que de résoudre ces questions de détail, et par l'introduction de cette réforme, vous aurez apporté un remède à nos plus cruelles divisions. (*Vive approbation à gauche et au centre gauche.*)

M. VAURIGAUD. — La proposition de M. Jalabert a été soumise à la commission; celle-ci ne l'a point acceptée et je me propose de combattre les trois arguments qu'il apporte à l'appui. J'en ai renversé l'ordre pour aborder immédiatement le plus important, celui qui est relatif aux minorités.

D'abord, je ferai remarquer que la minorité continuera toujours à être sacrifiée dans quatre cent trente-huit églises qui n'ont qu'un pasteur et qu'un Conseil presbytéral. Restent les grandes Eglises. Eh bien ! je vous demande comment vous y constituerez vos paroisses? Par la division géographique? Evidemment non, car la minorité n'étant pas logée dans tel ou tel quartier, la situation resterait la même. Permettez-vous aux fidèles de choisir leur paroisse? Alors c'est l'arbitraire. Rien ne les empêchera de se porter sur tel ou tel point et d'y étouffer la minorité. Celle-ci sera toujours sacrifiée. (*Très-bien ! à droite.*)

Quant aux deux autres arguments de M. Jalabert, la réponse est facile. Rien n'empêche de faire partout ce qu'on fait à Paris, de créer des paroisses ayant chacune son pasteur, mais relevant toutes d'un même Conseil presbytéral. Alors les laïques peuvent s'y grouper autour de leur pasteur; celui-ci a sa circonscription délimitée, il a une responsabilité délimitée aussi, et au moins l'unité de l'Eglise est sauvée. Dans votre système il faudrait, pour être logique, pousser la division plus loin. Il faudrait avoir des écoles distinctes, car évidemment un père de famille orthodoxe ne voudra pas envoyer ses enfants dans une école où l'on enseignera d'une manière opposée à sa foi; il faudra aussi avoir deux diaconats, car

nous savons que la manière dont on donne les secours... Mais je n'insiste pas sur ce point. Autant de questions insolubles. Eh bien ! c'est pour cela que je m'oppose à la proposition de M. Jalabert. (*Approba-tion à droite.*)

M. PARIS. — J'appuie l'amendement de M. Jalabert, mais je voudrais qu'il fût décidé que chaque père de famille pût se faire inscrire dans une paroisse autre que celle de la circonscription où il réside. Je crois que l'on pourrait, lors des élections, constituer des paroisses *morales*, afin d'arriver à diminuer les conflits qui déchirent l'Eglise. (*Aux voix ! aux voix !*)

M. BREYTON. — Je viens, au contraire, combattre la thèse de M. Jalabert. On a déjà réfuté ses arguments ; la responsabilité des pasteurs est complète dans une simple division de l'Eglise en paroisses sectionnaires ; quant à l'activité des laïques, rien n'empêche le Conseil presbytéral de les associer à l'œuvre de chaque pasteur. Pour ce qui concerne les minorités, j'estime qu'elles seront plus sacrifiées encore dans le système de M. Jalabert. Supposons une grande Eglise ; il y a bien des chances qu'en choisissant ses pasteurs, elle songe, dans un esprit de paix et d'équité, à satisfaire la minorité qui est dans son sein ; elle le pourra d'autant mieux qu'elle aura largement pourvu à l'édification des autres. Mais s'il existe autant de paroisses absolument indépendantes, chaque paroisse ne songera qu'à elle-même ; elle ne pourra faire autrement, et la minorité de chacune d'elles sera complètement sacrifiée. Aussi les partisans de ce projet sont-ils conduits à créer des paroisses facultatives, dans chacune desquelles on entrera par

son libre choix, mais ce sera un désordre complet : le service paroissial deviendra impossible, et les changements seront incessants. Une seconde difficulté, non moins grave, est que ce choix est facultatif et ne saurait être définitif. Aussi, qu'arriverait-il ? A un moment donné, on n'aurait qu'à faire manœuvrer les masses et à les porter d'un côté à l'autre pour arriver à faire prévaloir l'opinion de la minorité. L'Eglise serait un vrai champ de bataille et les luttes n'auraient point de fin. M. Jalabert souhaite de voir rétablir la paix dans l'Eglise : si l'on arrivait à constituer ce qu'il demande, on aurait organisé la lutte et compromis en même temps la paix et la justice. (*Très-bien ! à droite.*)

M. COLANI. — Deux mots seulement (*Parlez ! parlez !*) pour dire que cet état de choses qu'on déclare impossible existe dans une ville qui était française il y a deux ans, à Strasbourg. L'Eglise luthérienne y a huit paroisses distinctes et indépendantes l'une de l'autre. Chaque père de famille peut se rattacher à la paroisse de son choix. Qu'arrive-t-il ? C'est que peu à peu on se groupe d'après l'affinité de ses convictions.

*Une voix.* — Oui, mais c'est le Directoire seul qui nomme les pasteurs !

M. COLANI. — Toutes les nuances s'y trouvent représentées, depuis ceux qui me trouvaient, moi, lorsque j'y étais, très-réactionnaire (*Rires*), jusqu'à l'extrême droite qui aurait trouvé cette droite infidèle. (*Très-bien ! à gauche.*)

L'amendement de M. Jalabert est mis aux voix et repoussé.

L'article de la commission est adopté.

On passe à l'article suivant : « Il y aura un seul Conseil presbytéral dans chaque paroisse. »

M. JALABERT. — Permettez-moi, à propos de ce nouvel article, de vous soumettre un amendement sur lequel je ne m'étendrai pas, car les raisons qui l'appuient sont celles que j'ai déjà eu l'honneur de développer devant vous.

Le voici : « Il peut y avoir deux paroisses ayant chacune un Conseil presbytéral dans les Eglises où il y a plusieurs pasteurs et où cela est demandé par le tiers des électeurs. » Je n'ai pas besoin de dire que l'adoption de cet article, en satisfaisant les minorités, produirait un immense effet d'apaisement.

L'orateur fait allusion surtout, par ces paroles, à l'état de l'Eglise de Paris.

M. DELMAS fils. — Je m'oppose résolûment à l'amendement. Je ne puis comprendre que, dans un intérêt tout local, on propose une mesure qui jetterait la perturbation dans nos Eglises et créerait dans toutes nos grandes villes des Conseils rivaux les uns des autres.

L'amendement de M. Jalabert est repoussé à une faible majorité.

L'article de la commission est adopté.

M. le modérateur donne lecture de l'article suivant : « Le Conseil presbytéral est composé de cinq membres laïques dans les paroisses qui n'ont qu'un seul pasteur, et pour celles qui en ont plusieurs, il sera ajouté à ce nombre deux laïques pour chacun des pasteurs en sus. »

M. MONNIER croit le chiffre de cinq membres in-

suffisant pour les paroisses qui ont de nombreuses annexes. La sienne, celle de Saint-Quentin, en compte jusqu'à neuf. Ne serait-il pas équitable qu'elles pussent être représentées dans une certaine mesure ? Il propose l'amendement suivant :

« Le nombre des membres du Conseil presbytéral sera de cinq au moins, et sera augmenté de deux membres par pasteur. Il pourra être doublé, selon les besoins, par décision du Consistoire, sanctionnée par le Synode particulier. »

Il y avait intérêt, dans la loi actuelle, à ce que le nombre des membres du Conseil presbytéral fût strictement fixé ; c'était à cause de la prépondérance du chef-lieu. Puisque cette disposition doit être changée (l'orateur espère du moins que c'est la volonté du Synode), il n'y aurait plus d'inconvénient à augmenter le nombre des membres des Conseils. On pourrait décider, pour les annexes, qu'il serait laissé aux Consistoires toute latitude d'attribuer un certain nombre d'anciens aux différentes annexes.

M. MALLET demande si on ne pourrait pas décider que, dans les Eglises où il y a plusieurs annexes, on attribuerait cinq anciens au chef-lieu, et un nombre égal à répartir entre les différentes annexes.

M. MONNIER estime qu'il vaut mieux laisser toute latitude aux Consistoires.

M. RIVET fait observer que, dans bien des Eglises du Gard, il est d'usage, dans la plupart des cas, que les diacres votent avec les membres du Conseil presbytéral.

M. le modérateur répond que les diacres n'ont pas le droit de voter.

M. DE CLAUSONNE trouve l'amendement de M. Monnier trop général.

M. COLANI demande le renvoi à la commission.

M. LAURENS, au nom de la commission, le demande aussi.

M. COLANI propose alors un nouvel amendement ainsi conçu : « Le nombre des membres laïques des Conseils presbytéraux sera de sept au moins. »

L'assemblée décide que les deux amendements seront renvoyés à la commission.

M. SIRVEN demande la parole pour une motion d'ordre, et donne lecture de la proposition suivante, signée de MM. Sirven, Ollier, Ed. Sayous, Pintard, Cambefort, G. Delmas.

« Les membres du Synode soussignés,

« Considérant, d'une part, l'étendue et la gravité des questions à étudier et à résoudre; d'autre part le temps déjà très-long consacré aux travaux de l'assemblée et le peu de jours dont la plupart des délégués ont à disposer avant leur rentrée obligée dans leurs Eglises respectives.

« Considérant enfin l'heure relativement avancée du commencement des séances;

« Prient le Synode de vouloir bien instituer des séances de nuit, de neuf heures à onze heures du soir. »

Cette motion est repoussée.

M. SAYOUS propose que les séances commencent strictement à *une* heure, avec une suspension régulière, de trois heures et demie à quatre heures.

M. BREYTON appuie cette proposition. Elle est adoptée par l'assemblée.



M. F. CORBIÈRE ne peut s'associer à l'amendement de M. Monnier tel quel; il laisse trop d'arbitraire aux Consistoires. De plus, relativement aux annexes, il prend pour base la population, et pour les membres du Conseil presbytéral le nombre des pasteurs. L'orateur voudrait une base unique.

M. le modérateur donne lecture de l'article suivant :

« Les Conseils presbytéraux sont élus par le suffrage paroissial et renouvelés par moitié tous les trois ans.

« Dans les paroisses où le nombre des anciens est impair, le renouvellement porte alternativement sur la plus forte et la plus faible moitié en commençant par la plus forte.

« Pour la première fois, les deux séries seront désignées par le sort. »

Les trois paragraphes de cet article sont successivement mis aux voix et adoptés.

Lecture est ensuite donnée d'un nouvel article :

« Le Conseil presbytéral est présidé par le pasteur ou le plus ancien des pasteurs en exercice dans la paroisse.

« En cas d'empêchement temporaire des pasteurs, le plus âgé des membres laïques ou anciens remplit provisoirement les fonctions de président. »

M. GACHON demande si ces mots *le plus ancien des pasteurs en exercice*, doivent s'appliquer uniquement aux pasteurs titulaires.

*Plusieurs membres.* — C'est entendu!

L'article est adopté.

M. le modérateur lit ensuite les articles suivants :

« Il nomme à la majorité absolue parmi ses membres laïques, un secrétaire et un trésorier. »

Adopté.

« Les pasteurs auxiliaires et suffragants à divers titres, les aumôniers des lycées et collèges, des hospices et prisons, peuvent être admis à siéger dans le Conseil presbytéral dont ils relèvent, avec voix consultative. »

M. ET. COQUEREL. — Admis par qui ?

On propose l'addition : *Par le Consistoire.*

L'article ainsi modifié est adopté.

« Tout ancien qui, sans motifs agréés, aura manqué à trois séances consécutives, recevra du président une lettre d'avertissement, et si, sans excuse valable, il ne se rend pas à la séance suivante, il sera déclaré démissionnaire. »

Adopté.

« Ne peuvent être membres des Conseils presbytéraux, les instituteurs primaires en exercice dans la paroisse, ni les employés salariés de l'Eglise. »

Adopté.

La deuxième section : « Elections presbytérales » ayant déjà été votée, on passe à la troisième section ayant pour titre : « Attributions des Conseils presbytéraux. »

M. le modérateur donne lecture des articles suivants :

« Le Conseil presbytéral administre la paroisse. Il veille à la célébration régulière du culte, au maintien de la liturgie et de la discipline, à l'administration des biens de l'Eglise et des deniers provenant des aumônes.

« Il nomme, s'il y a lieu, un corps de diacres remplissant les mêmes conditions religieuses que l'électeur paroissial, et qui sont plus spécialement chargés du soin des pauvres. »

M. LAURENS fait observer qu'à la suite d'une remarque de M. de Clausonne relative aux conditions d'âge, au sein de la commission, celle-ci a décidé qu'on ne demanderait aux diacres que les conditions religieuses.

Les deux articles sont adoptés.

La séance est levée.

## VINGTIÈME SÉANCE

SAMEDI 29 JUIN.

La séance s'ouvre à une heure. Prière de M. le pasteur Ollier.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

L'ordre du jour appelle la suite de la discussion de la loi organique sur la composition et les attributions des Conseils presbytéraux.

M. le modérateur invite M. Laurens, rapporteur de la commission, à prendre la parole.

M. LAURENS rappelle l'état de la question sur l'article 2 renvoyé à la commission par suite de l'amendement de M. Colani. La commission avait d'abord proposé que le nombre des membres laïques devant composer le Conseil presbytéral fût fixé à *cinq* dans les paroisses pourvues d'un seul pasteur, et que le nombre fût augmenté de *deux* pour *chaque* pasteur en sus. L'amendement de M. Colani avait pour but d'élever de cinq à sept le nombre minimum des membres laïques. Après sérieux examen, la commission a adopté le nombre de *sept*, mais en maintenant celui de *cinq* dans les paroisses qui n'ont qu'une population protestante de cinq cents âmes. M. le

rapporteur donne communication à l'assemblée de la nouvelle rédaction qui modifie dans ce sens l'article 2 du projet primitif.

M. BABUT fait observer que de cette rédaction il semble résulter que le Conseil presbytéral d'une paroisse ayant deux pasteurs ne serait composé que de quatre membres laïques.

M. le rapporteur convient que le texte n'est pas sans offrir quelque ambiguïté, cependant, ajoute-t-il, il doit en ressortir clairement que le Conseil presbytéral de toute paroisse dont la population sera supérieure au chiffre de cinq cents âmes, aura un Conseil presbytéral composé de sept membres laïques si elle a un pasteur, de neuf membres laïques si elle a deux pasteurs, de onze membres laïques si elle a trois pasteurs, et ainsi de suite.

Après ces explications catégoriques, M. le modérateur donne lecture de l'article 2 ainsi amendé :

ART. 2. « Le Conseil presbytéral est composé :

« 1° De *sept* membres laïques pour les paroisses n'ayant qu'un pasteur;

« 2° Pour celles qui en ont davantage, ce nombre de laïques sera augmenté d'un nombre double de celui des pasteurs qu'elles ont en sus;

« 3° Pour les paroisses qui n'ont qu'une population protestante de cinq cents âmes, le nombre des laïques sera réduit à *cinq*. »

Cet article, mis aux voix, est adopté.

M. le rapporteur donne lecture de l'article 3 renfermant la nouvelle disposition relative aux annexes. Il est ainsi conçu :

ART. 3. « Dans les Eglises comprenant plusieurs

annexes, ces annexes seront, autant que possible, représentées dans le Conseil presbytéral, suivant l'importance de leur population et d'après une répartition arrêtée par le Consistoire. »

Une conversation s'engage à ce sujet entre plusieurs membres du Synode et le rapporteur de la commission. On demande le sens précis de l'article. Des explications données, il résulte : 1° que les représentants doivent être pris, autant que possible, dans le sein des annexes ; 2° que, s'il y a plusieurs annexes, elles devront jouir alternativement du bénéfice de la représentation ; 3° que le nombre normal des membres laïques du Conseil presbytéral ne peut être augmenté par l'effet de cette représentation, et qu'il doit, au contraire, demeurer fixe, invariable ; 4° que la répartition sera faite, à chaque renouvellement triennal, par le soin du Consistoire, qui devra user de son droit avec sagesse en vue d'assurer la plus exacte et la plus fidèle représentation de l'Eglise.

M. le modérateur met ensuite aux voix cet article 3. Il est adopté.

Cette dernière disposition, continue M. le rapporteur, a donné lieu à une autre se rapportant à des annexes qui se trouvent dans une situation particulière, qui sont pourvues d'un pasteur auxiliaire rétribué en partie par l'Etat, en partie par des subventions particulières, et qui sont autorisées, par un règlement ministériel, à avoir un Conseil presbytéral. La majorité de la commission a favorablement accueilli cette disposition nouvelle, et vous propose de la sanctionner en adoptant l'article 4, ainsi conçu :

ART. 4. « Dans une annexe pourvue d'un pasteur auxiliaire, rétribué au moyen de subventions particulières et d'un secours de l'Etat, il peut être établi, avec l'autorisation du Consistoire, un Conseil presbytéral qui jouira des mêmes droits que celui de toute autre paroisse pour sa délégation au Consistoire. »

M. le rapporteur fait remarquer que cet article a pour but unique de régulariser un état de choses déjà existant dans la Consistoriale de Rouen, à Bagnères, et qui est autorisé d'ailleurs par une circulaire ministérielle.

M. JALABERT supplie l'assemblée de bien se rendre compte de la portée de la proposition, qui ne tend à rien moins qu'à consacrer une véritable anomalie. Il s'agit, en effet, non de véritables paroisses, mais de paroisses en voie de formation, de paroisses qui n'ont pas de pasteurs titulaires.

On demande qu'il soit accordé à ces paroisses un Conseil presbytéral revêtu des mêmes droits, des mêmes attributions que ceux des paroisses officielles. On veut créer une personne morale. Mais que deviendra-t-elle si la place de pasteur auxiliaire vient à disparaître au lieu de se transformer en place de pasteur titulaire? De plus, les délégués laïques de ces paroisses exceptionnelles auront voix délibérative en Consistoire, tandis que leurs pasteurs n'auront que voix consultative, tant au sein du Consistoire qu'au sein même du Conseil presbytéral.

M. LAURENS répond que, puisque dans ces cas un Conseil presbytéral existe, il doit jouir, par ce



fait même, de tous les droits d'un Conseil presbytéral.

M. E. FROSSARD appuiera la proposition de la commission, bien qu'il risque de paraître prêcher pour sa paroisse. Selon M. Jalabert, il s'agirait d'une anomalie, mais la chose n'est pas nouvelle ; elle existe depuis de nombreuses années. Elle est sanctionnée par la circulaire ministérielle du 10 novembre 1852, relative aux paroisses sectionnaires pourvues de pasteurs auxiliaires. L'orateur fait remarquer qu'il s'agit de groupes de protestants ayant nécessairement une importance relative, puisque les Consistoires respectifs ont reconnu la nécessité d'un pasteur auxiliaire, et que la circulaire ministérielle a eu pour but de répondre à des demandes réitérées.

Si ces paroisses ne sont pas officielles, il n'y a qu'un obstacle, l'impossibilité où s'est trouvé le gouvernement d'accorder l'intégralité du traitement. Aujourd'hui que nous ressaisissons notre autonomie ecclésiastique, nous ne pouvons refuser à un Consistoire, qui la demande, l'installation d'une paroisse officielle. Nous ne le pouvons pas au nom de l'autorité, de la dignité et aussi de l'extension de l'Eglise.

M. FROSSARD dit aussi quelques mots de la Société centrale, qui travaille à la prospérité et à l'extension de notre foi. Par les soins de cette Société, vingt paroisses sont déjà devenues des Eglises officielles ; d'autres sont en voie de formation. Ces groupes de protestants, que l'orateur appellera des sentinelles avancées, ont besoin d'être soutenus, d'être administrés par un Conseil presbytéral énergique et sérieux.

A l'appui de sa thèse, l'orateur cite l'exemple de

ce qui se passe dans les Hautes-Pyrénées, département qui depuis vingt-trois ans est confié tout entier à ses soins évangéliques. Depuis longtemps on demande, mais en vain, l'érection d'une paroisse. Là pourtant existent des groupes assez nombreux, et qui, de plus, savent s'imposer généreusement pour les besoins du culte. Non-seulement ils subventionnent le pasteur, mais encore, grâce à leurs souscriptions, trois temples ont pu être construits sans aucun secours de l'Etat. Dans tous les cimetières du département, une place a été obtenue pour nos coreligionnaires. Le Consistoire d'Orthez a admis dans son sein, avec voix délibérative, un délégué laïque de ces paroisses officieuses, délégué qui a reçu l'honneur de siéger au milieu de nous.

Voilà quelques-uns des avantages obtenus. Il y a donc intérêt, pour l'extension de l'Eglise, à maintenir l'article de la commission. La chose existe dans la pratique. Vous nous affaibliriez, vous déshonoreriez en quelque sorte ces Eglises devant les catholiques si vous ne reconnaissiez pas leurs droits.

M. ROBERTY appuie la formation de ces Conseils presbytéraux pour des groupes importants, éloignés du chef-lieu presbytéral. Le fait existe dans sa Consistoriale pour l'Eglise de Sainte-Opportune. La trop grande distance empêche les membres de ces sections, qui font partie du Conseil presbytéral du chef-lieu, de prendre sérieusement part à ses travaux, à ses délibérations. Il diffère du précédent orateur en ce qu'il n'admet pas la représentation de ces Conseils presbytéraux en Consistoire. Il y aurait là une anomalie, suivant l'expression de M. Jalabert. Il arrive

même parfois que les pasteurs de ces Eglises sectionnaires ne sont pas munis de titres officiels. Ils ne peuvent donc pas avoir voix délibérative au sein du Consistoire. On donnerait à ces Eglises une influence à laquelle elles n'ont pas droit. On dépasserait la mesure de la justice en adoptant l'article proposé par la commission.

L'orateur conclut en disant que ces groupes peuvent avoir un Conseil presbytéral; mais leurs délégués n'auront que voix consultative dans le sein du Consistoire. M. Roberty dépose un amendement dans ce sens; il est ainsi conçu :

« Une annexe assez importante dans une paroisse, et qui sera pourvue d'un pasteur auxiliaire rétribué en partie par l'Etat, pourra avoir un Conseil presbytéral; mais son pasteur, comme son délégué au Consistoire, n'y auront que voix consultative. »

M. MONNIER fait remarquer qu'il y a une centaine de paroisses qui sont desservies par des pasteurs auxiliaires. Il n'est pas d'avis d'accorder à toutes indistinctement le droit que la commission réclame en leur faveur. On doit prendre garde d'accorder trop vite un droit. Il y a une différence à établir entre ces paroisses. M. Monnier dépose en conséquence l'amendement suivant :

« Seront assimilées aux paroisses officielles celles que le Synode particulier aura reconnues nécessaires à créer, sous la réserve de l'assentiment du Synode général. Leurs pasteurs auront les mêmes droits que les pasteurs titulaires. »

M. JALABERT. — Tout le monde est d'accord avec vous sur ce point.

M. SIRVEN dépose un amendement ainsi conçu :

« Les Eglises desservies par un pasteur auxiliaire ne pourront déléguer au Consistoire de leur ressort un nombre de députés laïques égal à celui des paroisses officielles, et jouissant de la voix délibérative, qu'autant qu'elles compteront soixante électeurs paroissiaux inscrits. »

M. E. FROSSARD connaît plusieurs paroisses qui, lors de leur création, ne se composaient que de soixante individus, l'Eglise d'Agen, par exemple.

M. BREYTON estime que pour bien comprendre la question, il faut relire ce qu'ont écrit sur la matière les auteurs autorisés qui se sont occupés de notre organisation ecclésiastique. La fin de la circulaire ministérielle du 10 novembre 1852, déjà invoquée par M. Frossard, assimile les paroisses en question aux paroisses officielles. Dans son projet de discipline, M. A. Coquerel père assimile de même ces paroisses officieuses aux paroisses régulières. Enfin, le Conseil central a établi les mêmes principes dans les divers projets de discipline qu'il a élaborés. (Voir, en particulier, article 8 de la Discipline rédigée, au nom de ce Conseil, par M. le pasteur Martin-Rollin.)

Il n'est pas, en effet, de mesure à la fois plus libérale et plus régulière que celle qui nous est proposée par la commission. Il ne s'agit point, comme semblait le penser M. Roberty, d'évangélistes sans titre officiel, mais de pasteurs qui se trouvent dans des conditions régulières. Il s'agit, non de paroisses qui ont un caractère dissident, mais de paroisses régulièrement autorisées par un Consistoire. Qui,

dans l'espèce, est plus intéressé et pourrait être meilleur juge que le Consistoire? Veut-on lui lier les mains?

On peut, si l'on veut, réserver l'approbation du Consistoire, et même en appeler, par excès de prudence, au Synode particulier. On ne peut pas, on ne doit pas repousser le projet de la commission et dire *non* ! On ne peut pas décider à l'avance qu'une paroisse ne pourra s'annexer à un Consistoire, parce qu'il lui manque une partie de la subvention fournie par l'Etat.

M. BREYTON ajoute qu'il connaît un grand nombre d'Eglises officielles, beaucoup moins importantes que quelques-unes de ces paroisses officieuses non reconnues par l'Etat. Il est de toute équité que ces paroisses entrent dans l'organisation ecclésiastique de notre Eglise.

M. ROBERTY fait observer qu'il y a deux questions qui ne doivent pas être confondues : la question de l'existence régulière de ces Eglises, et celle de leur représentation au Consistoire.

M. COLANI demande que la question de savoir si ces Conseils presbytéraux seront représentés en Consistoire soit réservée. Elle viendra à sa place quand il s'agira des attributions du Consistoire.

M. ROBERTY demande la division du vote.

M. le modérateur met aux voix la première partie de l'article 4 proposé par la commission : « Dans une annexe pourvue d'un pasteur auxiliaire, etc., etc. »

Cette première partie est adoptée.

M. LE MODÉRATEUR. — « Qui jouira des mêmes droits..... » etc.

M. COLANI persiste à demander que la question soit réservée.

M. BOIS. — Vous l'avez voté. Le vote de la première partie implique le vote de la seconde.

M. ET. COQUEREL propose, pour lever toute difficulté, de substituer au mot « droit » le mot « attributions. »

Adopté.

M. le modérateur met aux voix l'article 4 ainsi modifié :

ART. 4. « Dans une annexe pourvue d'un pasteur auxiliaire rétribué au moyen de subventions particulières et d'un secours de l'Etat, il peut être établi, avec l'autorisation du Consistoire, un Conseil presbytéral, qui aura les mêmes attributions que celui de toute autre paroisse. »

Adopté.

Les articles 5, 6, 7, 8, ayant été votés dans la précédente séance, M. le modérateur donne lecture de l'article 9 :

« En cas de partage dans les délibérations du Conseil presbytéral, la voix du président est prépondérante ; mais ce droit cesse lorsqu'il s'agit d'élections. »

Adopté.

ART. 10. « Le Conseil est convoqué par son président une fois au moins par trimestre ; il le sera en outre sur la demande motivée de deux de ses membres. »

Adopté.

ART. 11. « Nulle délibération n'est valable si la majorité au moins de ses membres n'assiste à la séance. »

Une discussion un peu confuse s'engage sur cet article.

Après quelques observations de MM. le colonel Denfert, Jalabert, F. Corbière et Colani, il demeure expressément convenu que, par majorité, il faut entendre *la majorité du nombre normal* des membres du Conseil presbytéral.

Les articles 12 et 13 ont été votés dans la précédente séance.

ART. 14. « Si une ou plusieurs places d'ancien deviennent vacantes au Conseil presbytéral, le Consistoire décide, s'il y a lieu, de procéder à une élection partielle. L'élection ne peut être ajournée si le Conseil presbytéral a perdu le tiers de ses membres. »

M. ET. COQUEREL demande que, pour préciser le sens de l'article, on dise « de ses membres *laïques*. » Il n'y a d'élections que pour les laïques, et le Conseil presbytéral est intéressé à donner le plus tôt possible un pasteur à la paroisse.

M. LAURENS fait observer que, si cette mention ne peut se rapporter qu'aux laïques, il est inutile de le spécifier.

M. DIDE. — Pourquoi ne pas le mettre dans l'article?

M. VAURIGAUD. — La commission n'a pas voulu distinguer entre les membres laïques et les membres pasteurs. Cette distinction n'est pas bonne à faire. Les uns et les autres font partie du Conseil presbytéral au même titre et ont les mêmes droits. Lorsqu'un tiers des membres, soit laïques, soit pasteurs, viendra à manquer, il y aura élection immédiate.

M. BREYTON. — La commission n'a pas voulu trop



multiplier les élections. Or, si l'amendement de M. Coquerel était voté, il suffirait que, dans un Conseil presbytéral composé de cinq laïques, un seul vînt à manquer pour que l'élection fût obligatoire.

M. le colonel DENFERT appuie l'amendement de M. Coquerel; il le croit utile.

M. JALABERT demande si l'explication de M. Breyton énonce que le tiers de cinq est un. Evidemment, c'est inexact.

L'amendement de M. Et. Coquerel est rejeté.

L'article de la commission, mis aux voix, est adopté.

M. le modérateur donne lecture du quatrième paragraphe de l'article premier des attributions du Conseil presbytéral :

« Il nomme les pasteurs. »

M. ETIENNE COQUEREL. — J'apporte ici un amendement ainsi conçu : « Les pasteurs seront nommés par le suffrage universel ; » cela peut vous paraître étrange et nouveau, mais je ferai remarquer que ce système fonctionne très-bien dans d'autres pays. Ainsi dans le canton des Grisons, dans la Suisse allemande, à Genève ; dans cette ville l'électeur n'a, pour exercer son droit, qu'à déclarer qu'il se considère comme appartenant à l'Eglise réformée de Genève, laquelle, quoi qu'on en ait dit, n'a pas de confession de foi. Or, veuillez remarquer qu'à Genève cette élection a d'abord soulevé bien des craintes ; je vous citerai ici l'opinion d'un homme bien connu, M. le professeur Munier ; il redoutait ce système ; après l'avoir vu fonctionner il en est devenu partisan. Quelles objections sérieuses pourrait-on faire contre son intro-

duction en France? On nous dira sans doute que les Français ne peuvent pas faire leurs affaires; je ne m'arrête pas à cet argument. On dira encore que si les troupeaux choisissent leur pasteur, c'est le talent oratoire qui décidera leur choix.

Eh bien! quand cela serait, je n'y verrais pas de mal, car cela obligerait les étudiants à soigner leur prédication.

Au reste, s'il y a des inconvénients dans cette réforme, je ferai remarquer qu'il y en a partout.

Mais il est une considération plus fondamentale. Quelles sont aujourd'hui les conditions qu'on demande à un pasteur? Quelles sont les raisons qui déterminent en grande partie les Conseils presbytéraux dans le choix des pasteurs? Ce sont des raisons dogmatiques. Généralement, les pasteurs sont choisis en raison de leurs opinions ecclésiastiques. Le plus souvent, c'est affaire de parti, et on se préoccupe bien peu du degré d'édification que les pasteurs produiront dans l'Eglise. Les fidèles, au contraire, se préoccuperont beaucoup moins des questions dogmatiques et surtout des questions ecclésiastiques, et choisiront avant tout des pasteurs qui exercent sur eux, sur leur famille, une bonne et chrétienne influence. La capacité de produire l'édification deviendra la raison dominante de leur choix.

M. PERNESSIN. — Je reconnais que le système préconisé par M. Coquerel est l'un de ceux qui peuvent se soutenir par de bonnes raisons, mais convient-il de l'adopter en France? On a cité l'exemple de Genève dont je puis parler sciemment; or je ferai remarquer qu'à Genève on se connaît; un pasteur n'est point

un étranger; on l'a suivi depuis son enfance, on apprécie son caractère, sa moralité. En est-il de même en France? Nullement.

Une Eglise voit paraître devant elle un candidat qui vient de l'autre bout du pays et sur lequel elle ne sait rien; je crains que son choix ne se fasse alors à l'aveugle. On a dit qu'il était bon que le candidat fût choisi à cause de sa prédication; c'est une erreur; sans doute la prédication a son importance; mais pour faire un bon pasteur, il faut autre chose; il faut l'amour des pauvres, la cure d'âmes, il faut que sa conduite mette en honneur la religion. (*Très-bien!*) Le troupeau ne peut pas faire ces enquêtes, cela lui est matériellement impossible, et d'ailleurs, combien il y a peu de troupeaux qui se rendent compte de l'importance d'un vote!

Nous faisons déjà un grand progrès, nous attribuons à la paroisse un droit qui jusqu'ici n'appartenait qu'aux Consistoires; c'est beaucoup. Pourquoi vouloir aller plus vite?

Il faut continuer à faire élire le pasteur par le Conseil presbytéral, qui, émanation directe du troupeau, peut être considéré comme le troupeau lui-même, amélioré, éclairé, et par suite mieux qualifié pour ce choix. Dans trente ou quarante années, nous aurons à changer ce système. Pour le moment, nous devons réserver au Conseil presbytéral la nomination du pasteur.

M. COLANI. — Je viens combattre l'amendement de M. Coquerel. Je ne crois pas qu'il faille l'adopter ni aujourd'hui, ni jamais, et cela pour une raison de principe bien simple : selon moi le peuple doit élire

des législateurs, mais jamais des fonctionnaires. Pourquoi? Parce qu'on ne peut les choisir sans une enquête préalable et que le peuple ne peut la faire. (*Vive approbation.*)

L'amendement de M. Etienne Coquerel est rejeté.

Le paragraphe de la commission : « il nomme les pasteurs, » est adopté.

Le 4<sup>e</sup> paragraphe de l'article du projet de la commission est ainsi formulé :

« Le Conseil presbytéral nomme le pasteur ; mais cette nomination ne devient définitive que par la confirmation du Consistoire. »

M. COLANI propose l'amendement suivant :

« Le Conseil presbytéral... complété, s'il y a lieu, par de nouvelles élections, nomme les pasteurs. »

L'orateur explique son amendement. Le Conseil presbytéral peut être incomplet par suite de décès, de démission ; pour un acte aussi grave que l'élection d'un pasteur, il ne faut pas que l'élection présente un caractère arbitraire ; elle doit être entourée de toutes les garanties voulues par la loi.

M. VAURIGAUD s'élève contre cette proposition, qui crée une exception inutile. Le Conseil presbytéral délibère valablement, dans les conditions où il se trouve, sur tel ou tel objet ; mais il n'en serait plus ainsi, s'il s'agissait de nommer un pasteur ! L'orateur estime que, lorsque les conditions générales de délibération d'un corps tel que celui dont il s'agit sont fixées, il faut laisser son mandat s'accomplir sans exceptions, sans gêner ni réduire ses attributions. Il comprendrait la portée de l'objection si le Conseil presbytéral décidait en dernier

ressort; mais le projet de la commission subordonne l'élection à l'assentiment du Consistoire. Pour l'élection d'un seul membre peut-être, vous courriez le risque d'agiter, de passionner toute une Eglise sans nécessité. (*Protestations.*)

M. CLAMAGERAN. — Je trouve que les motifs que vient d'exposer M. Vaurigaud militent précisément en faveur de l'opinion qu'il combat. La nomination du pasteur est l'acte fondamental des attributions du Conseil presbytéral. C'est donc l'acte qui doit être entouré des garanties les plus complètes. Dans tous les corps constituants, alors qu'il s'agit de prononcer sur une loi organique, constitutionnelle, la condition que le corps soit au complet est obligatoire. Le motif en est évident. A la rigueur, les Conseils presbytéraux ne devraient jamais délibérer qu'au complet; on use de tempéraments pour les cas ordinaires, mais pour cet acte suprême, la nomination du pasteur, il faut que le vote soit à l'abri de tout soupçon, de toute attaque ultérieure.

Quant à la crainte d'agiter l'Eglise par des élections trop fréquentes, l'occasion de cette élection est assez rare, et d'ailleurs je ne crains pas que le peuple protestant prenne l'habitude d'user de ses droits électoraux.

M. MALLET estime que les dangers que l'on veut écarter par l'amendement sont exagérés. Il suppose un Consistoire composé de cinq membres laïques et d'un pasteur. Le pasteur meurt, deux laïques meurent aussi; il reste donc trois laïques pour nommer le nouveau pasteur, c'est-à-dire la majorité. Or, c'est à la majorité que vous avez décidé que le pasteur

serait nommé. La nomination sera donc régulière et valable, même faite dans ces conditions anormales.

M. BREYTON suppose un Consistoire où il y a trois pasteurs, il sera composé, d'après la nouvelle loi, de onze laïques et de trois pasteurs, soit de quatorze membres. Veut-on obliger ce Conseil de quatorze membres à suspendre toute délibération dans le cas où un membre manquerait? L'orateur déduit des chiffres qu'il a posés ce fait, que cela n'est ni utile, ni nécessaire, ni juste; la majorité des membres laïques ne sera pas affectée de cette absence.

M. COLANI conteste les chiffres de M. Mallet. Il ne demande pas du reste que le Conseil presbytéral soit tout entier présent ou participant à l'élection; mais seulement, qu'au moment du vote, il soit composé de tous les membres qu'il doit régulièrement avoir. Vous avez concédé au Conseil presbytéral la faculté de se compléter; je demande que cette faculté devienne obligatoire quand il s'agit de nommer un pasteur, et cela surtout quand il s'agit des paroisses qui n'ont qu'un seul pasteur. Je voudrais qu'avant la production de toute candidature, dès que la place est vacante, on procédât sans retard aux élections ayant pour but de compléter le Conseil presbytéral, s'il y a lieu. Le pasteur serait alors élu par un corps représentant toute la paroisse, sans intrigues, sans agitations.

M. DELMAS fils reconnaît toute l'importance d'une nomination faite dans ces conditions normales. Mais il redoute l'agitation que pourra amener la nomination d'un seul membre dans de grandes Eglises. Et si au jour de l'élection pastorale ce nouveau membre

ne vient pas, à quoi cela aura-t-il servi? Et cela peut arriver. L'orateur adopterait l'amendement, toutefois avec cette modification : « Pourvu que le Conseil se compose à ce moment des trois quarts au moins de ses membres laïques. Dans le cas contraire, dès la vacance, avant toute production de candidature, il sera immédiatement procédé à de nouvelles élections ayant pour but de compléter le Conseil presbytéral. »

M. COLANI déclare accepter cette modification de son amendement.

L'amendement primitif, signé de MM. Grotz, Paris, Dide et Denfert, est mis aux voix et rejeté.

L'amendement modifié par M. Delmas est adopté.

La séance est suspendue à quatre heures et reprise à quatre heures et demie.

M. GROTZ dépose la proposition suivante :

« Les soussignés, dans l'intérêt de la prédication et de la cure d'âmes, demandent qu'un certain nombre de candidats au saint ministère, désignés par nos Facultés de théologie, soient attachés comme pasteurs auxiliaires pendant deux ans, aux Eglises de Paris, Lyon, Marseille, Nîmes, Montpellier et Bordeaux.

« *Signé* : A. Grotz, Paul de Magnin, Mourgues, Auguste Dide, Antoine Carénou. »

Renvoyé à la commission d'organisation ecclésiastique.

Le Synode continue la discussion du quatrième paragraphe de l'article relatif à la nomination des pasteurs, et ainsi conçu : « La nomination du pas-



teur ne devient définitive que par l'approbation du Consistoire. »

M. COLANI. — Je rends pleine justice aux intentions de la commission qui a voulu très-sincèrement donner à la paroisse le choix de son pasteur, mais je ferai remarquer que l'article actuel détruit tout ce qu'elle a fait. Le Consistoire peut approuver, il peut aussi infirmer; il reste donc souverain. Je sais bien que vous admettez un recours possible auprès du Synode régional, mais ce Synode se réunira rarement, il ne pourra pas trancher rapidement les conflits, qui ne manqueront pas de s'élever entre la paroisse et le Consistoire.

Si on y substitue l'appel au Synode général, la suspension trop longue de la décision finale sera très-fâcheuse pour les paroisses. Et le cas d'appel peut se présenter souvent, par exemple quand un Consistoire, appartenant à l'opinion libérale, voudrait introduire dans une paroisse un pasteur de son opinion, et réciproquement. Ces conflits se produiront aussi longtemps qu'il y aura dans l'Eglise une droite et une gauche.

Je voudrais trouver un moyen de limiter l'exercice de ce droit d'infirmer indéfiniment une nomination pastorale, et, ne connaissant pas ce moyen, je propose de remplacer ce droit par celui de « suspension. » Mon amendement est ainsi conçu :

« La nomination est soumise au Consistoire, qui a le droit de formuler, dans le mois qui suit, un *veto* suspensif et motivé. Si le Conseil presbytéral persiste, après un délai de trois mois son choix est définitif. »

Le but de l'amendement est de ne rien laisser à la précipitation, de multiplier les garanties par la réflexion dont le temps est laissé au Conseil presbytéral. C'est une chose très-grave que la nomination d'un pasteur; c'est une sorte de mariage que la paroisse contracte; elle doit dire le *oui* définitif. Le droit de *veto* ferait retomber sur elle tout le poids de la grave responsabilité du choix de son pasteur; le *veto* serait motivé, et ces motifs livrés à l'appréciation réfléchie du Conseil presbytéral, c'est-à-dire de la paroisse.

M. le pasteur Laforgue dépose un amendement analogue : « Dans aucun cas, le Consistoire ne peut imposer un pasteur à une paroisse. »

M. LAURENS, rapporteur, dit que l'amendement Colani revient à ceci : le Conseil presbytéral décide en dernier ressort, puisque sa décision devient obligatoire au bout de trois mois. La commission n'a pas voulu cela. Jusqu'à présent, le Conseil presbytéral n'avait que le droit de présenter trois candidats au Consistoire, et ce dernier corps prononçait en dernier ressort. Il pouvait imposer un pasteur à une paroisse. Dans le projet, on donne un droit nouveau, très-considérable, au Conseil presbytéral; on confère à sept ou huit personnes le droit de nommer le pasteur. Mais ce droit, presque exorbitant, il faut le limiter : de là le droit de confirmation réservé au Consistoire.

Si le Synode particulier est rejeté de nos institutions synodales, il restera toujours un recours au Conseil presbytéral en cas de conflit avec le Consistoire; il s'adressera à l'autorité ecclésiastique immé-

diatement supérieure, qui prononcera en dernier ressort. La commission persiste donc dans son projet d'accorder au Consistoire le droit de confirmation, sauf recours, en cas de conflit, au Synode particulier.

M. JALABERT. — Je reprendrai l'amendement de M. Colani en le modifiant. La pensée de la commission a été de remettre la nomination du pasteur aux intéressés directs, c'est-à-dire au Conseil presbytéral avec recours aux corps ecclésiastiques constitués. Je ne crois pas que l'expression adoptée, « droit de confirmation, » soit la meilleure. Je ne voudrais pas que le Consistoire fût directement associé à la nomination du pasteur, et je propose de remplacer l'expression adoptée par celle-ci : « Le Consistoire a le droit de former une opposition. Cette opposition, formée dans le cours du mois qui suivra la nomination motivée et notifiée à la paroisse, sera jugée par les corps supérieurs, si le conflit persiste. » C'est là une garantie et une condition de l'autonomie de la paroisse.

M. LAURENS. — La commission déclare se rallier à l'amendement de M. Jalabert, qui diffère de l'amendement de M. Colani par ce point essentiel, que le dernier constitue un droit pouvant être suspendu, mais, en somme, absolu au Conseil presbytéral, tandis que l'amendement Jalabert sauvegarde les droits de l'Eglise et donne le dernier mot aux corps ecclésiastiques supérieurs au Conseil presbytéral et au Consistoire, en cas de conflit, ce qu'a voulu la commission.

M. COLANI reconnaît que le projet est infiniment plus libéral que le régime actuel, que celui de M. Jalabert l'est davantage ; mais comme le sien l'est en-

core plus, il le soutiendra. Ce qu'il redoute, c'est que la paroisse, en cas de conflit, ne reste longtemps sans pasteur. Il assimile l'autorité de l'Eglise à celle des parents, qui n'est que suspensive. Il redoute des difficultés dans la pratique de l'amendement Jalabert, qui seraient évitées par l'adoption du sien.

M. le modérateur met successivement aux voix les deux amendements. Celui de M. Colani est rejeté. Celui de M. Jalabert, accepté par la commission, est adopté. Il est ainsi conçu :

« Dans le mois qui suivra la notification de la nomination, le Consistoire aura le droit de former une opposition motivée avec effet suspensif. Le jugement de cette opinion sera porté au Synode particulier qui devra statuer dans les deux mois. Le conflit sera porté au besoin devant le Synode général. »

M. JALABERT ajoute que, si le Synode particulier sanctionne, en cas de conflit, la nomination du pasteur, il est entendu que le pasteur sera admis à entrer en fonctions immédiatement. (*Assentiment général.*)

M. le pasteur Corbière, d'Agen, adhère à l'amendement proposé par M. Laforgue, avec cette addition : « Pendant la vacance d'une Eglise, aucun pasteur ne pourra être provisoirement imposé à une paroisse. »

L'amendement Laforgue, mis aux voix, est adopté avec cette modification.

M. ROBERTY dépose un amendement ainsi conçu : « Sur la demande du Conseil presbytéral, la nomination à la place vacante pourra être faite par le Consistoire. » Il peut arriver que, par suite de circon-

stances particulières, le Conseil presbytéral puisse trouver dangereux ou nuisible à la paix de l'Eglise de prendre la responsabilité de la nomination du pasteur. Il peut être dans le cas de déléguer ses pouvoirs; c'est là le but de l'amendement que je propose au Synode.

*Plusieurs voix.* — Non ! non ! c'est une désertion !

M. BABUT objecte qu'un Conseil presbytéral n'a pas le droit d'aliéner sa liberté, et par suite celle de la paroisse.

M. DIDE dit que, dans tel cas, le Conseil presbytéral peut consulter le Consistoire.

Après diverses observations, l'amendement mis aux voix est repoussé.

Il en est de même d'un sous-amendement, proposé par M. Maurin, et relatif à la convocation « immédiate » du Conseil presbytéral après la vacance d'une paroisse, pour pourvoir à cette vacance.

MM. ET. COQUEREL et CORBIÈRE, d'Agen, estiment que cette obligation de convocation immédiate serait nuisible à établir. Les membres du Conseil, avant de nommer le pasteur, doivent s'éclairer sur les mérites du candidat en présence. Elle serait inutile, car dans la plupart des cas, les Consistoires ne feront pas opposition.

M. JALABERT propose l'addition d'un seul mot : « Dans le mois qui suivra la notification au président du Consistoire de la nomination effectuée par le Conseil presbytéral, le Consistoire, régulièrement convoqué, aura le droit de s'opposer... etc. »

Cette modification de l'amendement précédemment voté est mise aux voix et adoptée.

Les paragraphes et les articles suivants, relatifs aux attributions des Conseils presbytéraux, sont mis aux voix et adoptés sans discussion, sauf le renvoi d'un seul à la commission.

Dernier paragraphe de l'article 1<sup>er</sup> :

« Le Conseil presbytéral accepte, sous l'approbation de l'autorité supérieure, les legs et donations qui lui sont faits. »

ART. 2. « Le Conseil presbytéral soumet au Consistoire les actes d'administration et les demandes qui, par leur nature, exigent l'approbation ou la décision de l'autorité supérieure. En cas de conflit, il peut être appelé du Conseil presbytéral au Consistoire, et du Consistoire au Synode particulier. »

M. COLANI fait observer que le Conseil presbytéral ne peut correspondre avec le préfet; qu'il faut distinguer entre les conflits moraux et les conflits légaux.

Cet article est renvoyé, dans ses deux paragraphes, à la commission qui le modifiera dans le sens indiqué.

ART. 3. « Le secrétaire du Conseil presbytéral rédige les procès-verbaux des séances et signe avec le président tous les actes qui émanent du Conseil.

« Le trésorier est chargé du recouvrement des deniers de l'Eglise et paye toutes les dépenses régulièrement autorisées. »

ART. 4. « Le Conseil presbytéral dresse, dans le mois de novembre de chaque année, pour l'année suivante, le budget de ses recettes et dépenses.

« Il arrête et vérifie les comptes qui sont rendus, à l'expiration de chaque année, par le trésorier.

« Ces budgets et ces comptes sont soumis à l'approbation du Consistoire. »

La suite de la discussion du projet de la commission est renvoyée à lundi.

La séance est levée.



## VINGT ET UNIÈME SÉANCE

LUNDI 1<sup>er</sup> JUILLET.

La séance est ouverte à une heure.

Prière de M. le pasteur Paul de Magnin.

On lit le procès-verbal de la dernière séance.

M. JALABERT. — Je ferai remarquer que, selon le procès-verbal, la commission paraît avoir exclu le système de la représentation de toutes les annexes de la paroisse au Conseil presbytéral, tandis qu'en réalité elle a voulu qu'elles fussent toutes représentées suivant leur importance. Seulement elle a entendu laisser aux Consistoires le soin de régler équitablement cette représentation, la nomination d'un certain nombre de membres devant être attribuée au chef-lieu, et les annexes étant appelées à compléter le Conseil.

M. CORBIÈRE, d'Agen, dit que, si son Eglise était peu nombreuse lorsqu'elle a été officiellement créée, elle a rapidement grandi, et qu'à l'heure présente elle compte cent vingt électeurs.

M. ABT demande que le mot *sacré*, appliqué aux livres bibliques, que portait son amendement de vendredi dernier, et que le procès-verbal de la précédente séance n'avait pas mentionné, soit rétabli.

Ces observations faites, le procès-verbal est adopté.

La parole est donnée à M. le rapporteur de la commission d'organisation ecclésiastique.

M. LAURENS rappelle, à propos de l'article relatif au droit d'appel en cas de conflit entre la paroisse et le Conseil presbytéral, que la commission, interrogée au cours de la séance, n'avait pas été en mesure de préciser la nature des conflits, et il ajoute qu'après examen ladite commission ne croit pas devoir entrer dans le détail de ces déterminations, qu'il serait dangereux de faire incomplètes. Elle propose donc que le Conseil presbytéral statue sur toute difficulté qui aura le caractère d'un conflit, et que de cette décision la paroisse puisse appeler au Consistoire.

M. COLANI tient cette proposition pour très-grave. Le Synode a voulu établir, autant que possible, l'autonomie de la paroisse, et l'honorable orateur craint que l'intervention du Consistoire dans les affaires d'une paroisse, à l'occasion d'un appel de la minorité des fidèles, n'ait pour effet de léser la majorité. Sans doute, les minorités doivent être garanties contre tout abus de pouvoir d'un Conseil presbytéral, et le droit doit leur être reconnu d'en appeler de sa décision à un tribunal supérieur. Mais il ne faut leur reconnaître que le droit d'appel comme d'abus ; autrement, l'intervention fréquente du Consistoire risquerait de diminuer l'autonomie paroissiale. M. Colani demande pour cet article un nouveau renvoi à la commission.

M. DELMAS père pense que, pour répondre au désir de l'honorable préopinant, on pourrait établir pour l'appel un délai fixe.

M. COLANI formule son opinion en demandant que l'appel soit de droit pour « toute difficulté ayant sa source dans un abus de pouvoir. »

M. LAURENS fait observer que si, dans d'autres domaines, on peut préciser la compétence du juge, il n'en est pas de même dans le domaine ecclésiastique, où les questions ont un caractère moral qui ne se prête pas à des déterminations précises. La commission maintient sa rédaction.

L'amendement de M. Colani, appuyé par M. Clamageran, est mis aux voix et rejeté.

L'assemblée adopte l'article de la commission.

M. MAURIN propose à cet article un paragraphe ainsi conçu :

« L'appel doit être fait dans le délai d'un mois. »

Ce paragraphe est adopté par l'assemblée, avec l'addition suivante que recommandent MM. Pelon et Bastie : « à partir du jour de la décision. »

Le Synode ayant épuisé tout ce qui est relatif aux Conseils presbytéraux, passe au chapitre suivant, intitulé : « Formation et attributions des Consistoires. »

L'article 1<sup>er</sup> de la commission est ainsi conçu :

« Le Consistoire est composé de tous les pasteurs titulaires de la circonscription et d'un nombre de laïques double de celui des pasteurs. »

M. LAURENS, rapporteur.—Une difficulté s'est présentée au sujet de certaines circonscriptions qui n'ont qu'une ou deux Eglises avec un ou deux pasteurs. Dans ces circonscriptions, le Consistoire risquait d'être plus petit qu'un Conseil presbytéral, ce dernier renfermant nécessairement sept laïques outre le pasteur.

La commission a pourvu à cette difficulté par l'adjonction du paragraphe suivant :

« Ce nombre sera porté à quatre laïques par pasteur dans les Consistoires qui ont moins de trois pasteurs. »

Ainsi une Consistoriale qui n'aurait que deux pasteurs aurait toujours dix membres dans son Consistoire, à savoir les deux pasteurs et huit laïques.

M. CORBIÈRE, de Montpellier. — Je viens réclamer contre le premier paragraphe de votre article. Jusqu'ici, le Conseil presbytéral du chef-lieu entraînait tout entier dans le Consistoire, aujourd'hui vous voulez que le Consistoire soit composé de tous les pasteurs de la circonscription et de deux laïques par pasteur. Eh bien ! je crains que pour éviter un écueil vous ne donniez sur un autre. Le premier écueil était l'importance trop grande de l'Eglise du chef-lieu ; vous avez voulu y remédier, mais aujourd'hui vous lui faites une place beaucoup trop petite, et cela devient injuste. Dans les chefs-lieux, en effet, la population protestante est nombreuse ; il n'y a là en général qu'un pasteur pour mille ou deux à trois mille âmes ; dans les annexes au contraire, il y a souvent un pasteur pour deux ou trois cents fidèles. Eh bien ! d'après votre article, les annexes seront représentées au détriment du chef-lieu. Je vous proposerai donc l'amendement suivant : « et d'un nombre de laïques proportionnel au chiffre de la population. »

M. LAURENS maintient l'article du projet, au nom de la commission, qui a voulu consacrer le principe de l'égalité morale des paroisses, et donner à chacune d'elles l'autorité personnelle qu'elle doit avoir ;

elle a donc pris pour base de représentation le nombre de ses pasteurs.

M. VESSON propose, en son nom et au nom de M. Paul Gaufrès, un paragraphe additionnel à l'article 1<sup>er</sup>. Par ce nouveau paragraphe, on éviterait le grave inconvénient de réduire les Consistoires qui n'ont qu'une seule paroisse, à ne compter qu'un nombre de membres bien inférieur à celui de leurs Conseils presbytéraux.

M. COLANI fait ici à la commission une double question. Entend-elle proposer un remaniement des circonscriptions consistoriales? Sinon, il faudrait déclarer abrogé l'article de la loi de germinal, suivant lequel chaque Consistoire doit avoir six mille âmes de population protestante.

D'autre part, l'article 1<sup>er</sup> s'applique-t-il aux Consistoires qui n'ont qu'une seule paroisse? Et, dans ce cas, ces Consistoires auront-ils un seul corps ou deux corps ecclésiastiques?

M. MALLET, répondant à M. le pasteur Corbière, appuie et développe l'opinion de la commission dont il est membre. Il croit qu'il faut maintenir l'unité de la paroisse, sans déduire de ce principe des conséquences trop rigoureuses et qui pourraient devenir injustes. D'un autre côté, on ne doit pas exagérer le principe, bon en lui-même, de la représentation proportionnelle à la population. Dans un cas, quatre cents petites paroisses pourraient en annuler cent autres qui représenteraient cependant un chiffre plus considérable de fidèles; dans l'autre, cent paroisses pourraient en annuler quatre cents. Il ne convient donc pas d'adopter la base exclusive du nombre de

protestants ou de l'unité paroissiale, mais de tenir compte de cette double base, c'est-à-dire de tous les éléments légitimes; c'est ce qui a lieu si l'on proportionne le nombre des laïques qui doivent entrer dans les Consistoires au nombre des pasteurs.

M. GACHON. — J'appuie très-fortement l'amendement de M. Corbière. On sait qu'il est presque de droit que l'Etat crée une place de pasteur dans une localité où il y a trois cents protestants, tandis que pour arriver à deux pasteurs, il en faut quinze cents ou deux mille. Si donc vous fixez le chiffre des membres laïques du Consistoire sur celui des pasteurs, vous sacrifiez les grandes villes.

Voyez, par exemple, Nîmes : là il n'y a un pasteur que pour deux mille cinq cents protestants : est-il juste que Nîmes soit sacrifiée aux Eglises des villages environnants? Je proposerai une modification ainsi conçue : « trois laïques par pasteur dans les Eglises qui ont deux pasteurs. »

M. ABT. Lorsqu'on fait une loi, il faut qu'elle puisse être applicable à tous les cas. Or celle-ci produira des effets très-différents suivant les localités. Dans certains cas, vous aurez, malgré ce qu'a dit M. Laurens, des Consistoires moins nombreux que les Conseils presbytéraux. (*Où est le mal?*) Or, plus les attributions d'un corps sont grandes, plus ce corps doit être étendu. (*Non! non!*) Je propose le renvoi à la commission. (*Aux voix!*)

M. JALABERT. — Le seul moyen de nous entendre, c'est de bien poser la question. Posons la règle générale, et nous verrons ce qu'il faut faire pour les cas exceptionnels. Cette règle est celle-ci : « Il y aura

deux laïques par pasteur. » On nous a demandé pourquoi nous n'étions pas partis du chiffre de la population, on nous a reproché de sacrifier le chef-lieu. Et, d'abord, il y a des cas où des annexes ont une population égale ou supérieure à celle du chef-lieu. Ensuite, je ferai remarquer que les membres du chef-lieu ont l'avantage d'être toujours là et de suivre de près les affaires.

N'est-il pas bon d'ailleurs de soutenir les Eglises faibles en leur faisant sentir leur importance? M. Abt a dit que les corps supérieurs doivent être plus nombreux. Pourquoi? L'important est qu'ils soient plus éclairés. Un Conseil presbytéral peut être aussi nombreux qu'on voudra, il se réunit dans la paroisse même; il en est tout autrement des Consistoires; là, pour se réunir, il faut se déplacer, et c'est un inconvénient d'être trop nombreux.

M. PAUL DE MAGNIN. — Je propose que la proportion des laïques soit ainsi fixée : deux laïques par mille protestants. (*Aux voix !*)

M. DE CLAUSSONNE. (*Aux voix ! Parlez ! parlez !*) — Messieurs, il est très-difficile de faire une loi qui plaise à tout le monde; il ne faut pas sacrifier les petites Eglises aux grandes, mais il ne faut pas non plus faire le contraire. (*Très-bien !*) Je me rattache à l'amendement de M. Gachon en le modifiant comme suit : « un laïque par pasteur là où il y a un pasteur, et deux là où il y en a davantage. » (*Aux voix ! aux voix !*)

M. VAURIGAUD. — Nous connaissons la théorie des amendements sans fin. (*Violentes exclamations à gauche. A l'ordre !*)



M. CLAMAGERAN. — Je demande le rappel à l'ordre de M. Vaurigaud. Ce qu'il a dit est impertinent.

M. ATHANASE COQUEREL. — M. Vaurigaud n'a pas le droit d'insulter une partie de l'assemblée.

M. VAURIGAUD. — J'ai dit que je savais quel devait être le résultat des amendements sans fin. (*Exclamations à gauche* : Vous n'avez pas dit cela. C'est une fausseté! *Vives protestations à droite.*) J'ai dit qu'il y avait une théorie des amendements sans fin pour réduire cette assemblée à l'impuissance. Il y a certaines insinuations qui ne m'atteignent pas. Il y a des injures que je ne veux pas avoir entendues. (*Agitation prolongée.*)

M. BASTIE, modérateur, met aux voix la clôture de la discussion. Cette clôture est prononcée.

L'amendement de M. Gachon est repoussé.

Il en est de même de ceux de MM. de Clausonne et Paul de Magnin.

Le premier paragraphe de l'article 1<sup>er</sup> est adopté.

La discussion porte maintenant sur le second paragraphe, ainsi conçu : « Il y aura quatre laïques par pasteur dans les Consistoires qui ont moins de trois pasteurs. »

M. PAUL LAFON. — Je propose un amendement ainsi conçu : « Il y aura trois laïques par pasteur dans les Consistoriales qui ont trois pasteurs, et quatre laïques par pasteur dans celles qui ont deux pasteurs. » (*Aux voix!*)

Cet amendement est adopté.

MM. Vesson et Gaufrès proposent l'article additionnel suivant : « Dans les Consistoriales où il n'y a qu'une Eglise, le Conseil presbytéral de cette

Eglise remplira les fonctions de Consistoire, en y ajoutant quatre laïques par pasteur. »

M. DELMAS fils. — Je propose un amendement plus simple : « Dans ces Consistoriales, le Conseil presbytéral sera doublé pour faire fonction de Consistoire. »

Il y a quatre Eglises qui sont dans ce cas : Clairac, Brest, Dijon et Bordeaux. D'après mon projet, en doublant le nombre des délégués laïques pour former le Consistoire, vous créez un appel plus vaste sans risquer d'amener des conflits.

MM. Vesson et Gaufrès déclarent se rallier à l'amendement de M. Delmas.

M. JALABERT. — Il faut bien comprendre ce que vous allez faire. Dans ces quatre Eglises vous allez supprimer un degré de juridiction. Il faudrait au moins indiquer que c'est à titre exceptionnel et transitoire.

M. VIGUÉ. — Pourquoi serait-ce une exception ? Tant qu'il y aura des Eglises dans ce cas, il en sera ainsi, c'est donc une règle et non pas une exception.

M. LAURENS, rapporteur. — Je propose qu'on en revienne à une rédaction beaucoup plus simple que voici : « Dans les circonscriptions où il n'y a qu'une seule paroisse, le Conseil presbytéral fait fonction de Consistoire. »

Cette rédaction mise aux voix est adoptée.

M. JALABERT. — Je propose l'addition suivante : « Dans ce cas, le nombre des membres laïques sera de dix au moins, pour un pasteur, et de deux laïques pour chaque pasteur en plus. »

Cette addition est adoptée.

La discussion est ouverte sur l'article 2 : « Les membres laïques du Consistoire sont nommés par le Conseil presbytéral pour un nombre de laïques égal à celui des pasteurs, et par le suffrage paroissial pour tous les autres laïques appelés à compléter le Consistoire. »

Répondant à une question de M. Clamageran, MM. Laurens et Jalabert expliquent que, par suffrage universel de l'Eglise, il faut entendre le suffrage paroissial direct. Les laïques sont nommés au Consistoire, les uns par le Conseil presbytéral, les autres par l'élection au premier degré.

M. MONNIER propose de substituer à l'article de la commission un article ainsi conçu :

« Les membres laïques sont nommés par les Conseils presbytéraux. »

Il énonce les motifs de sa proposition ; la nomination de représentants des Eglises, dans les termes du décret de 1852, était contraire à tous les précédents. Aucun corps ecclésiastique n'avait admis qu'on siègeât dans son sein à des titres différents ; l'innovation du décret organique avait provoqué de justes plaintes.

On allègue que l'institution des membres doublants était utile, en ce qu'elle permettait aux sections de les choisir dans l'Eglise chef-lieu, et de se faire ainsi représenter régulièrement aux séances consistoriales. Mais les délégués pouvaient en prendre occasion de ne pas remplir eux-mêmes fidèlement leur charge, et les paroisses ou les Conseils presbytéraux ne se sentaient pas d'ailleurs la liberté de rappeler aux délégués négligents les devoirs de cette charge.

On dit aussi qu'en cas de conflit entre le Conseil

presbytéral de la paroisse, le représentant élu directement par celle-ci pouvait intervenir utilement au Consistoire. Mais, en fait, il y avait très-peu de conflits; et, du reste, il ne se faisait aucune distinction entre les représentants et les délégués; on ne comprenait guère la diversité d'origine du mandat de ces deux catégories de membres de nos Consistoires. Cette confusion était désirable, car elle écartait des inconvénients qui autrement auraient pu se produire et prendre un caractère de haute gravité. Le représentant serait devenu dans le sein du Consistoire le contrôleur et le juge du Conseil presbytéral.

Quelqu'un assurait qu'il était malaisé de trouver dans certaines paroisses un nombre d'hommes d'expérience suffisant pour en former les Conseils. La difficulté s'accroîtra s'il faut trouver encore un membre doublant pour le Consistoire. Le choisirait-on dans le Conseil presbytéral même? Il aurait alors un double mandat qui, dans certains cas, deviendrait pour lui une véritable gêne; et, s'il est pris en dehors, il ne saurait avoir la même autorité que le délégué qui a été honoré d'une double élection. Je prie donc l'assemblée de voter l'article nouveau que je lui sou mets. (*Très-bien!*)

M. LAURENS dit que la commission a été préoccupée du double désir de maintenir ce qui existe et de fournir aux paroisses des garanties directes dans les cas de conflit, et demande que l'élection des représentants par le suffrage universel direct soit consacrée.

M. le modérateur met aux voix l'article de M. Monnier, qui est adopté à une forte majorité.

Par le fait de ce vote, le second paragraphe de l'article 2 se trouve supprimé.

ART. 3. Les membres laïques du Consistoire sont pris dans le sein du Conseil presbytéral et nommés par ce Conseil à la majorité absolue des suffrages. (Adopté.)

L'article 4, portant sur le renouvellement partiel du Consistoire, est transformé par suite de l'article 2 proposé par M. Monnier. Il sera ainsi conçu :

« Le Consistoire est renouvelé intégralement tous les trois ans. Tous les membres sortants sont toujours rééligibles. »

ART. 5. A chaque renouvellement triennal, le Consistoire nomme, à la majorité absolue des suffrages, un président et un vice-président.

M. PERNESIN propose un amendement demandant que le vice-président du Consistoire soit choisi parmi les membres laïques de ce corps.

M. CLAMAGERAN appuie cet amendement.

M. DELMAS fils trouve l'institution d'une vice-présidence inutile, et prie l'assemblée de ne pas la voter.

L'assemblée consultée décide qu'il n'y aura pas de vice-président de Consistoire, et que le plus ancien pasteur de la Consistoriale remplacera le président en cas d'empêchement.

Le dernier paragraphe de l'article 5 sur la prépondérance de la voix du président est adopté.

Le Synode vote successivement les articles 6, 7, 8 et 9 tels que les a rédigés la commission (1).

(1) Ces articles sont devenus les articles 31, 32, 33 et 34 du *Projet de Règlement* présenté au gouvernement par le Synode général.

M. MONNIER propose de substituer à l'article 10, relatif au remplacement des membres décédés ou démissionnaires, un article ainsi conçu :

« En cas de décès ou de démission de membres laïques du Consistoire, les Conseils presbytéraux devront pourvoir immédiatement à leur remplacement. »

L'article ainsi modifié est adopté.

L'assemblée passe ensuite à l'examen des articles qui concernent les attributions du Consistoire (1).

M. ET. COQUEREL estime que les termes de l'article 11 sont en contradiction avec les dispositions du Conseil presbytéral, et qui ont déjà été votées. Suivant lui, l'autonomie de la paroisse, que le Synode a voulu consacrer, se trouve compromise par les attributions que l'on veut accorder au Consistoire.

M. le général DE CHABAUD-LATOIR lui répond que les droits de surveillance reconnus au Consistoire sont naturels et ne menacent point ceux du Conseil presbytéral.

Les paragraphes de l'article 11 mis successivement aux voix sont adoptés.

Les articles 12 et 13 le sont également et sans discussion.

M. VAURIGAUD propose à l'assemblée de nommer

Le lecteur trouvera cette pièce à l'Appendice et pourra s'y référer pour suivre avec profit cette discussion. Il est bon de rappeler ici que, suivant la remarque faite par M. Laurens, l'ordre dans lequel les articles ont été présentés dans la discussion était provisoire, et que les chiffres sous lesquels ils ont été rangés alors ont été modifiés dans la rédaction définitive adoptée en dernière lecture. Nous prions le lecteur de s'en souvenir et de ne point nous imputer une confusion apparente qui n'est point de notre fait.

(1) Les articles 11, 12 et 13 sont devenus les articles 36, 37 et 38 du *Projet de Règlement définitif*. (Voir à l'Appendice.)

une commission, chargée de rédiger une adresse synodale destinée aux Eglises. L'assemblée décide que les bureaux désigneront chacun un commissaire, et qu'ils se réuniront à cet effet pendant la suspension de la prochaine séance.

L'ordre du jour étant épuisé, M. le modérateur lève la séance.



## VINGT-DEUXIÈME SÉANCE

MARDI 2 JUILLET.

La séance est ouverte à une heure et demie. Prière de M. le pasteur Colombier.

M. le modérateur annonce la réception d'une adresse des membres de l'Eglise réformée de Hollande (classe d'Amsterdam). M. le pasteur Gaufrès, l'un des secrétaires, en donne lecture. L'assemblée décide que le bureau écrira en son nom, à l'Eglise de Hollande, pour la remercier des témoignages de sympathie qu'elle vient de donner au Synode.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

L'ordre du jour appelle la continuation de la discussion sur la loi organique.

Avant que la discussion ne s'engage, M. Félix Faure, en son nom et en celui de M. de Richemond, donne lecture d'une proposition ainsi conçue :

« Le Synode,

« Considérant qu'il est professé dans le sein de l'Eglise réformée de France, par des conducteurs spirituels, des doctrines diamétralement opposées : sur l'autorité souveraine des saintes Ecritures, sur la divinité de notre Seigneur Jésus-Christ, sur sa

résurrection, sur la chute de l'homme par le péché, sur la vie éternelle et sur l'organisation ecclésiastique ;

« Considérant que ces doctrines, regardées par les uns comme indispensables au salut du pécheur, sont, au contraire, considérées par les autres comme pouvant être modifiées ou supprimées au gré et par l'autorité de la conscience individuelle, seul et unique juge en ces matières, et conformément à l'esprit moderne ;

« Considérant que la déclaration de foi votée par le Synode, comme étant celle de l'Eglise réformée de France, a été l'objet de vives attaques, et que, non moins vivement défendue, elle n'a réuni que 14 voix de majorité sur 108 votants ;

« Considérant que l'état de choses actuel ne saurait être maintenu ou modifié qu'en violentant les consciences, soit qu'on imposât à tous un régime répudié par un grand nombre, ou qu'on recourût à des compromis indignes d'une Eglise chrétienne ;

« Considérant qu'il est du devoir et de la dignité de notre Eglise, en souvenir de ses origines et de la liberté qui lui est propre, au nom de la droiture et de la justice, au nom du témoignage qu'elle est appelée à rendre dans le monde, de ne pas perpétuer plus longtemps une telle situation ;

« Considérant qu'à part les souvenirs communs du passé, qui vont s'effaçant d'année en année dans l'esprit et le cœur de plusieurs, — et le budget de l'Etat, — il n'y a plus de bases communes, par conséquent possibles, entre les deux grands partis qui se divisent le protestantisme en France ;

« Considérant que les seuls fondements vrais de toute Eglise évangélique sont la profession individuelle de la foi et la répréhension fraternelle dans la charité, ce qui constitue l'Eglise de professants, et que l'Eglise réformée de France, aujourd'hui essentiellement multitudiniste, n'a plus ce caractère propre à la primitive Eglise et à toute Eglise chrétienne ;

« Par ces motifs, le Synode,

« Désireux de voir cesser un malentendu et une situation aussi déplorable dans le sein du protestantisme français, et ne voyant dans ce qui a été arrêté par lui que matière à de nouveaux conflits, décide :

« 1° De remercier humblement le gouvernement de la République de nous avoir donné notre Synode national, ce qui nous a permis de constater officiellement la vraie situation de notre Eglise réformée ;

« 2° Qu'à partir de 1873, le Concordat conclu entre l'Eglise et l'Etat soit résilié amiablement par les deux parties, afin que désormais les deux tendances ecclésiastiques, qui se divisent notre Eglise, puissent s'organiser selon leurs vœux, et travailler en toute liberté, et à leur manière, au salut de notre commune patrie.

« L. de Richemond, Faure. »

L'assemblée décide que cette proposition sera renvoyée à la commission des vœux.

M. SIRVEN dépose l'article additionnel suivant sur l'organisation des Consistoires :

« Les Consistoires, dans un but de fraternité et

de solidarité chrétienne, veillent à ce que les diverses Eglises de leur ressort respectif mettent en commun leurs ressources, leurs expériences et leurs moyens d'action sur le terrain de la charité et de l'évangélisation.

« *Signé* : J. Nouguier ; H. Sirven ;  
E. Briet ; G. Besançon ;  
Cambefort ; Ad. Capillery. »

Cet article additionnel est renvoyé à la commission d'organisation ecclésiastique.

M. LAURENS, après avoir rappelé que l'on n'a pas voté le chapitre entier des attributions des Consistoires, donne lecture des articles 14, 15 et 16 du projet de la commission ;

L'article 14 est relu par M. le modérateur :

« Le Consistoire procède à l'installation des pasteurs.

« Il préside aux consécrationes des candidats au saint ministère.

« Il délimite les circonscriptions des paroisses et des annexes de son ressort, sauf recours au Synode particulier.

« Il constate le chiffre de leur population, et demande, quand il y a lieu, la création de nouvelles places de pasteurs. »

M. ETIENNE COQUEREL propose d'en supprimer les deux premiers alinéas comme étant en contradiction avec ce qui a déjà été voté, et de les reporter au chapitre des Conseils presbytéraux. Le Conseil presbytéral nommant les pasteurs, doit les installer et les consacrer.

M. LAURENS fait remarquer que les Consistoires étant appelés à se prononcer sur les nominations des pasteurs faites par les Conseils presbytéraux, il serait regrettable qu'on leur refusât le droit d'installer les pasteurs.

M. MALLET ajoute que, si l'amendement de M. Coquerel était adopté, il n'y aurait, dans la plupart des cas, pas de pasteurs pour procéder à l'installation.

M. COQUEREL répond que le Conseil presbytéral pourrait appeler un pasteur voisin.

M. PH. CORBIÈRE rappelle que c'est au Consistoire que le gouvernement donne avis de la confirmation des nominations de pasteur, et qu'il est dès lors plus logique que le Consistoire, dépositaire des pièces, procède à l'installation.

L'amendement de M. Et. Coquerel est mis aux voix et n'est pas adopté.

M. JALABERT. — Il est bien entendu que le Consistoire ne pourrait pas se refuser à l'installation s'il n'avait pas opposé son *veto* à la nomination, ou si ce *veto* avait été levé par le Synode. (*C'est entendu!*)

Le 1<sup>er</sup> paragraphe de l'article 14 est mis aux voix et adopté.

Sur le 2<sup>e</sup> paragraphe, M. CAMBEFORT dit qu'il est encore plus essentiel que le Consistoire procède à la consécration des pasteurs qu'à leur installation. Si le Conseil presbytéral en était chargé, il pourrait faire venir tel pasteur qu'il voudrait, sans avoir égard à ce qu'en pourrait penser le Consistoire.

M. le pasteur VERNES, modérateur adjoint, remplace M. le modérateur au fauteuil.

M. ET. COQUEREL fait remarquer que les observa-

tions de M. Cambefort confirment ce qu'il a dit hier. Après avoir établi en principe l'autonomie de la paroisse, nous détruisons aujourd'hui pièce à pièce ce que nous avions fondé.

L'amendement de M. Coquerel, relatif au second paragraphe, est mis aux voix et n'est pas adopté.

Le 2<sup>e</sup> paragraphe de l'article 14 est mis aux voix et adopté.

Sur le 3<sup>e</sup> paragraphe :

« Il délimite les circonscriptions des paroisses et des annexes de son ressort, sauf recours au Synode particulier.

« Il constate le chiffre de leur population, et demande, quand il y a lieu, la création de nouvelles places de pasteurs. »

M. You propose l'addition suivante :

« Toutefois, il ne pourra créer plus d'une paroisse dans une même commune civile. »

M. JALABERT ne voit ni la nécessité, ni l'opportunité de cette addition, mais plutôt ses inconvénients. Il rappelle d'ailleurs que les paroisses ne peuvent être créées qu'avec l'assentiment de l'Eglise. Or, le Consistoire doit-il se lier les mains à cet égard dans le sens que propose M. You? Il n'y a jamais eu de principe fondamental sur ce point. Et, si le protestantisme faisait des progrès en France, nous ne pourrions pas éviter la création de plusieurs paroisses dans la même ville.

M. CAMBON ajoute que de fait il y a des paroisses diverses dans les mêmes communes civiles. Et il cite à ce sujet Montredon, Montauban, etc.

L'amendement de M. You est mis aux voix et adopté.

M. DIDE demande une très-légère addition au 3<sup>e</sup> paragraphe ; à ces mots : « des paroisses et des annexes de son ressort, » il propose d'ajouter « sur la demande des Conseils presbytéraux intéressés. » Il faut à tout prix éviter ici l'arbitraire. En politique, pendant vingt ans, nous avons vu l'empire fixer à sa guise les circonscriptions électorales. Ne nous donnons pas l'air de faire du bonapartisme ecclésiastique. (*Rires.*)

M. BABUT propose à la place le sous-amendement suivant : « après avoir entendu les Conseils presbytéraux intéressés. »

L'amendement de M. Dide n'est pas adopté.

Le sous-amendement de M. Babut est mis aux voix et adopté.

Le 3<sup>e</sup> paragraphe de l'article 14, ainsi modifié, est adopté.

M. le modérateur donne lecture de l'article 15 :

« Sur la plainte du Conseil presbytéral, le Consistoire provoque auprès du Synode particulier la suspension d'un pasteur. Il peut la prononcer provisoirement, en cas d'urgence.

« Le Consistoire peut user du même droit, d'office, après enquête et le Conseil presbytéral entendu.

« Dans tous les cas, le pasteur intéressé sera entendu. »

M. COLANI propose de substituer au mot *provoque* les mots *peut provoquer...*, et aux mots *en cas d'urgence* ceux-ci : « *en cas d'indignité notoire.* »

M. PELON fait observer que la rédaction de l'ar-



ticle semble impliquer la suspension du pasteur comme seule peine disciplinaire. Evidemment, ce n'est pas dans la pensée de la commission. Dans la magistrature, il y a toute une série de peines; par exemple, l'invitation à être plus circonspect à l'avenir, au-dessus la réprimande, puis la censure; enfin, et au sommet de l'échelle disciplinaire, la suspension. N'y aurait-il pas lieu, dans l'ordre ecclésiastique, d'établir une pénalité analogue, intermédiaire entre le non-lieu et la suspension?

M. LAURENS, rapporteur, répond que c'est là une question de discipline qui doit être examinée en temps et lieu.

M. BOIS rappelle que la loi que le Synode étudie en ce moment doit être présentée à l'Assemblée nationale, et que la suspension étant la seule peine qui entraîne des effets civils, devait seule figurer dans cette loi.

M. PELON propose la rédaction suivante de l'article 15 :

« Les plaintes des Conseils presbytéraux contre les pasteurs sont adressées aux Consistoires qui les défèrent, avec avis motivé, aux Synodes particuliers.

« En cas d'urgence et pour causes graves, les Consistoires peuvent prononcer provisoirement la suspension des pasteurs. »

M. BOIS fait observer qu'avec cette rédaction le Consistoire serait obligé de faire parvenir toutes les plaintes au Synode particulier, et ne pourrait de lui-même prononcer aucune peine.

M. PELON répond qu'il les prononcerait provisoirement. Pour répondre à la première observation

de M. Bois, on pourrait ajouter : « s'il y a lieu. »

M. VAURIGAUD ajoute qu'il a été entendu au sein de la commission que les peines inférieures, analogues à celles que réclame M. Pelon, trouveraient place au chapitre « du pasteur. »

Devant ces explications, M. Pelon retire son amendement.

M. COLOMB propose l'amendement suivant :

« Sur la plainte du Conseil presbytéral, le Consistoire peut provoquer auprès du Synode particulier l'application des peines énoncées dans la discipline. Dans les cas les plus graves, il peut prononcer provisoirement la suspension. »

Cet amendement n'est pas appuyé.

La première partie du 1<sup>er</sup> paragraphe de l'article 15 est adoptée.

L'amendement de M. Colani sur la deuxième partie « en cas d'indignité notoire » est mis aux voix et n'est pas adopté.

La deuxième partie, ainsi modifiée sur la proposition de M. Roberty, « en cas d'extrême urgence, » est adoptée.

Sur le second paragraphe, M. You propose la rédaction suivante : « Le Consistoire peut d'office user du même droit, après enquête et après avis motivé du Conseil presbytéral. »

M. le modérateur fait observer que, puisque c'est le Consistoire qui décide et fait une enquête, il n'a pas à demander d'avis motivé.

M. ET. COQUEREL demande la suppression de ce paragraphe pour les mêmes motifs qu'il a déjà exprimés et dans l'intérêt de la paroisse.

M. ROBERTY cite le cas où il se produirait des désordres en séance du Consistoire.

M. ET. COQUEREL répond que la loi ne peut poser que les principes et n'a pas à se préoccuper des cas spéciaux.

M. VAURIGAUD expose que la commission a voulu sauvegarder l'intérêt même de la paroisse qui, soit par l'influence personnelle du pasteur, soit par une autre cause, n'ose souvent pas formuler de plaintes contre lui.

M. DIDE fait remarquer que cet article peut devenir l'écrasement des minorités dans les Consistoires.

M. BABUT estime que l'article doit être maintenu, et cite, par exemple, le cas d'un pasteur qui quitte pour une assez longue période son Eglise sans congé régulier. Alors même que le Conseil presbytéral ne se plaindrait pas, il est bon que le Consistoire puisse procéder d'office.

L'amendement de M. Et. Coquerel, demandant la suppression du deuxième paragraphe de l'article 15, n'est pas adopté.

La rédaction proposée par M. You, avec la modification « préalablement consulté » au lieu de « entendu, » est adoptée.

L'article 15 dans son ensemble est mis aux voix et adopté.

Art. 16. « Le Consistoire prononce, soit en appel, soit en premier ressort, sur toutes les contestations qui s'élèvent dans l'étendue de sa circonscription. »

M. ET. COQUEREL trouve que l'article est bien vague, et qu'il a l'air d'établir l'omnipotence absolue du Consistoire.

M. LAURENS répond qu'il y a toujours possibilité de faire appel. Quant au sens de l'article, et spécialement du mot « contestation, » il lui paraît assez clair, sans qu'il soit nécessaire d'entrer dans les cas particuliers.

M. CHABRIÈRES-ARLÈS voudrait plus de clarté dans la rédaction, et spécialement en ce qui concerne le droit d'appel.

M. VAURIGAUD éclaircira brièvement la question. Il y a des questions qui se posent entre pasteurs et Conseils presbytéraux. Si la solution n'est pas prononcée, elles viennent devant le Consistoire qui décide en appel. Quant aux questions qui sont du ressort consistorial, telles que les contestations entre pasteurs ou Conseils presbytéraux, le Consistoire les résout en première instance.

M. CLAMAGERAN. — On a parlé de l'autonomie de la paroisse, mais si vous votez cet article, vous l'anéantissez. Vous avez l'air de faire de la décentralisation, et vous ne laissez en réalité à la paroisse aucune attribution souveraine. (*Protestations.*) Votre système, c'est l'écrasement du Conseil presbytéral sous le Consistoire, et du Consistoire sous le Synode. (*Exclamations.*) Vous faites une œuvre de despotisme. (*Vives réclamations.*)

M. VAURIGAUD. — Pour faire justice de ces grands mots, je me bornerai à rappeler que, pendant qu'on nous accuse d'un côté d'écraser la paroisse, M. Sirven nous accusait tout à l'heure de la rendre tellement autonome, qu'il n'y aurait désormais plus de lien ecclésiastique. (*Très-bien!*)

M. BABUT propose un amendement qui supprime

les mots : « soit en appel, soit en premier ressort, » et il ajouterait ceux-ci : « entre les pasteurs et les Conseils presbytéraux des différentes paroisses de son ressort. »

M. SOHIER croit que l'article doit être maintenu. M. Clamageran a confondu deux choses bien distinctes ; il ne s'agit pas de placer les paroisses sous l'autorité des Consistoires, mais de donner à ces corps un rôle analogue à celui des juges de paix dans l'ordre judiciaire.

M. BABUT retirant son amendement, M. Colani déclare le reprendre.

Il est mis aux voix et n'est pas adopté.

M. DE MARICHARD propose la rédaction suivante :

« Le Consistoire prononce, soit en appel — dans la plus prochaine séance — sur les contestations qui s'élèvent au sein des Conseils presbytéraux, soit en premier ressort sur celles qui ont un caractère général intéressant toute la circonscription. »

M. MALLET croit qu'il peut y avoir encore d'autres contestations possibles, par exemple entre une minorité dans une paroisse et le Conseil presbytéral, ou le pasteur lui-même.

La rédaction de M. de Marichard n'est pas adoptée.

L'article 16 est mis aux voix et adopté.

M. PAUL DE MAGNIN donne lecture du vœu suivant, relatif aux Consistoires :

« Le Synode, pénétré du grand devoir qui lui incombe d'assurer par tous les moyens en son pouvoir la paix de l'Eglise ;

« Persuadé que le ministère évangélique ne peut

porter tous ses fruits, ni la piété fleurir au milieu des agitations et des discordes ;

« Soucieux de l'unité de l'Eglise, que ces discordes compromettent, et des intérêts religieux des minorités ;

« Désirant répondre au double vœu des fidèles qui attendent de cette assemblée des mesures pacificatrices, et du gouvernement qui, en convoquant le Synode, a voulu mettre l'Eglise en état de proposer elle-même les remèdes aux maux dont elle souffre ;

« Vu les difficultés qui se sont élevées dans l'Eglise de Paris entre un grand nombre d'électeurs d'une part, le Conseil presbytéral et le Consistoire de l'autre ;

Sans se prononcer d'ailleurs sur le fond du débat,

« Emet le vœu qu'il soit créé à Paris un deuxième Consistoire, et que les électeurs soient libres de choisir celui des deux auquel ils préféreront se rattacher.

« *Signé* : Seignobos, Borel, Gachon, Bazile,  
Rives, A. Viguié, Paul de Magnin,  
C. Rabaud, Mourgues. »

Renvoyé à la commission des vœux.

La séance est suspendue. Les bureaux sont invités à se réunir pour procéder à la nomination d'une commission chargée de préparer un projet d'adresse aux Eglises.

Elle est reprise à quatre heures.

M. le modérateur donne lecture de la liste des membres qui viennent d'être nommés par les bureaux. Ces membres sont :

MM. Gaufres (Paul), Sohier, Dide, Lasserre,  
Roberty, Pelon et Delmas fils.

L'assemblée passe à la discussion du titre du projet de la commission intitulé : « Du Synode particulier. »

M. COLANI. — Avant d'en venir aux articles, je demande la suppression du titre même du chapitre. Je voudrais qu'on le remplaçât par celui-ci : « Des élections au Synode général, » et qu'on n'accordât aux Synodes particuliers que le simple rôle de collèges électoraux. Je pars de cet axiome que tout rouage inutile est un rouage nuisible. Je ne vois nulle part quatre instances successives, quatre corps superposés. Dans l'ordre judiciaire, il y a le tribunal, la cour et la cour de cassation. (*Une voix* : Et la justice de paix ?) En politique, il y a le conseil municipal, le conseil général et l'Assemblée nationale. Qu'on ne me parle pas des conseils d'arrondissement, car ils seront supprimés comme inutiles. Je sais qu'on invoque ici notre ancienne discipline, mais elle a été faite pour des temps de persécution, où il arrivait souvent que le Synode provincial pouvait seul se réunir. Je vous demande la suppression des Synodes provinciaux, et la convocation annuelle du Synode général.

D'ailleurs, le projet de la commission donne à ces quatre corps à peu près les mêmes attributions. Seule la décision du Synode général est définitive et sans appel. En conséquence, j'estime que ce sera une source de troubles continuels dans l'Eglise. Je verrais à la suppression du Synode particulier un double avantage : d'abord le Synode général, qui devrait dès lors se réunir tous les ans, n'aurait plus besoin d'établir entre ses sessions un pouvoir exécutif, qu'il s'appelât bureau, commission ou directoire. De plus, les



Synodes particuliers ne devenant qu'un simple corps électoral, un plus grand nombre de membres, parmi lesquels tous les pasteurs, pourraient y assister.

Après quelques mots de M. le modérateur établissant l'état de la question, M. Laurens, rapporteur de la commission, répond à M. Colani que les Synodes particuliers, supprimés par son amendement, bien loin d'être inutiles et par conséquent nuisibles, sont essentiels à la marche normale de l'Eglise.

On a reproché à la commission de vouloir faire du Consistoire un corps omnipotent. Le Synode particulier a précisément pour but de pondérer, en les limitant, les pouvoirs du Consistoire.

Pour apprécier l'utilité de ces corps, jugés indispensables dans notre ancienne Eglise, il doit suffire d'étudier leurs nombreuses attributions. Quant à les conserver comme simples collèges électoraux, c'est là que serait l'anomalie, sans analogie et sans précédents. La question de leur suppression ne s'est pas même posée au sein de la commission, qui juge leur maintien absolument nécessaire.

M. MALLET ajoute qu'en l'absence du Synode particulier, telle Eglise, composant un Consistoire à elle seule ou avec l'addition d'une ou deux autres paroisses plus petites, serait absolument indépendante, sans autre recours que le Synode général.

L'amendement de M. Colani tendant à restreindre les Synodes particuliers au rôle de collèges électoraux, est mis aux voix et n'est pas adopté.

On passe à la discussion de l'article premier ainsi conçu :

« Les circonscriptions réunies de plusieurs Con-

sistoires forment le ressort d'un Synode particulier, conformément au tableau dressé par le Synode. »

M. ET. COQUEREL demande si la commission a déjà dressé le tableau des circonscriptions synodales.

M. LAURENS répond que la commission, après avoir repoussé comme base stricte le chiffre de six mille âmes par Consistoire et par conséquent de trente mille par Synode particulier, tel qu'il est fixé par la loi de germinal, s'est trouvée en présence de deux groupements; le projet de l'Assemblée de 1848, qui n'est plus applicable au nombre actuel des Consistoires, et le groupement annexé au décret du 29 novembre 1871, qui a soulevé tant d'objections.

Une sous-commission a été chargée par elle d'un travail de groupement qui sera soumis au Synode, et qui, sans s'astreindre nécessairement au chiffre de cinq Consistoires par circonscription, tiendra compte des affinités régionales et des facilités de communication. La commission s'est préoccupée de donner au Synode particulier une consistance suffisante; elle a pris pour base l'unité pastorale, en constituant un Synode par chaque groupe comptant de trente à quarante pasteurs, mais en respectant l'unité consistoriale, un même Consistoire ne devant jamais se rattacher à deux Synodes différents.

L'article 1<sup>er</sup> est mis aux voix et adopté.

Sur l'article 2(1), M. le rapporteur expose que la commission a voulu donner une juste représentation aux Eglises, en faisant émaner la délégation, conformément à notre ancienne discipline, non du Consistoire,

(1) Cet article est devenu l'article 43 du *Projet de Règlement*. (Voir à l'Appendice.)

mais de la paroisse, et en prenant pour base, à la place de l'unité consistoriale, le chiffre total des pasteurs de la circonscription.

Quant au deuxième paragraphe de l'article, la commission a voulu éviter un trop grand nombre de délégués, en désignant alternativement tantôt un pasteur, tantôt un laïque. Les Eglises qui comptent plusieurs pasteurs pourront les déléguer tour à tour.

MM. PAUL DE MAGNIN et AUG. DIDE proposent l'amendement suivant : « Dans toute circonscription consistoriale, chaque paroisse envoie au Synode particulier son ou ses pasteurs, et un nombre de délégués laïques proportionnel à sa population, en raison d'un délégué par mille protestants, ou fraction de mille, sans que jamais le nombre de délégués laïques d'une paroisse soit inférieur à celui de ses pasteurs. »

M. MONNIER propose un amendement analogue qui serait le retour à notre ancienne discipline : « Dans chaque circonscription consistoriale, chaque paroisse envoie au Synode particulier un nombre de délégués laïques égal à celui de ses pasteurs. Tous les pasteurs en font partie. » M. Monnier développe son amendement. Le Synode particulier de la première circonscription s'est déjà préoccupé de la question, et, pour éviter des assemblées trop nombreuses, a voulu faire nommer des délégués par les Consistoires. Mais avec ce système on sort de la tradition et on efface l'individualité des paroisses.

Le système de la commission, en envoyant alternativement au Synode particulier des séries entièrement

différentes par les individus qui doivent les composer, a l'inconvénient d'enlever à ces corps tout esprit de suite et de tradition.

Quant à l'inconvénient des assemblées trop nombreuses, il est bien moindre. On pourrait d'ailleurs établir des circonscriptions synodales moins étendues.

M. BREYTON demande qui remplira les fonctions pastorales dans les Eglises, si tous les pasteurs sont envoyés en même temps au Synode.

M. MONNIER répond que leur absence ne sera que de quelques jours; que, du reste, tel était l'usage dans l'ancienne Eglise.

M. F. CORBIÈRE combat l'article comme gênant la liberté des paroisses pour la délégation de ses pasteurs au Synode particulier. Telle paroisse a deux pasteurs dont l'un ne représente pas du tout ses opinions religieuses. Devrait-elle être forcée à le déléguer au Synode à son tour?

L'orateur voudrait de plus que le suffrage universel direct nommât les délégués au Synode, autant dans l'intérêt de la participation de la paroisse elle-même à ses propres affaires que dans celui de la proportionnalité.

Il lit en son nom et en celui de M. Paris la proposition suivante :

« Attendu que l'article relatif à l'élection des membres du Synode ne fait qu'aggraver les inégalités électorales déjà signalées contre la constitution du présent Synode;

« Attendu que l'importance de la paroisse doit être déterminée d'après le nombre de ses membres plutôt que d'après le nombre de ses pasteurs;

« Attendu que le projet de la commission, en conférant au Conseil presbytéral et non au Consistoire l'élection pour le Synode particulier, offre une occasion de revenir à un principe plus rationnel;

« Les soussignés proposent l'amendement suivant :

« Les délégués aux Synodes particuliers sont élus par le suffrage direct et universel des paroisses, proportionnellement au nombre des membres de ces paroisses. »

L'amendement de MM. F. Corbière et Paris est mis aux voix et n'est pas adopté.

Restent deux amendements, celui de M. Monnier et celui de MM. Paul de Magnin et Dide.

M. JALABERT propose de voter sur la question qu'ils soulèvent l'un et l'autre, à savoir si tous les pasteurs d'une circonscription, ou la moitié, siégeront au Synode.

M. MALLET insiste sur l'inconvénient signalé par M. Breyton au projet de M. Monnier. Il ne faut pas que toutes nos Eglises soient privées en même temps de tous leurs pasteurs. M. Monnier a objecté au projet de la commission que la composition des Synodes sera ainsi connue d'avance. Ce ne sera vrai tout au plus que de l'élément pastoral. L'orateur croit d'ailleurs qu'il est bon autant que juste que tous les pasteurs puissent à leur tour être envoyés au Synode. Il comprendrait pourtant qu'on laissât le libre choix entre eux aux paroisses qui en ont plusieurs, ce qui diminuerait d'autant l'inconvénient signalé par M. Monnier.

M. JALABERT, membre de la commission, expose les

difficultés pratiques que présenterait la réunion régulière d'une soixantaine de personnes au moins, qui, aux termes de l'amendement de M. Monnier, devraient composer chaque Synode particulier. Ces difficultés pourraient aller jusqu'à compromettre le jeu de l'institution. L'objection résultant de l'interruption du ministère pastoral est des plus graves. Il ne faut pas oublier que les Synodes particuliers dureront durer une semaine et même davantage. Quant à la délégation de chaque pasteur à son tour, elle est équitable au double point de vue des charges qu'elle impose et de l'honneur qu'elle confère.

M. GROTZ demande si les circonscriptions synodales comprendront nécessairement trente pasteurs.

M. JALABERT répond que la commission a cru devoir adopter en principe un nombre à peu près uniforme, mais que la proportion ne saurait être mathématique, que d'ailleurs la Consistoriale ne devra jamais être divisée.

M. MONNIER voudrait qu'on se préoccupât de l'unité de région plutôt que de l'égalité numérique.

M. VIGUÉ déclare qu'il est plus frappé des inconvénients du projet de la commission que de ceux qui résulteraient d'assemblées synodales trop nombreuses. Il voudrait que tous les pasteurs fissent partie des Synodes particuliers.

M. le modérateur met aux voix les deux amendements Monnier et P. de Magnin dans leur disposition commune : la délégation de tous les pasteurs aux Synodes particuliers.

Les votes à mains levées et par assis et levé sont successivement déclarés douteux.

On procède à l'appel nominal, qui donne sur 92 votants le résultat suivant :

Pour l'adoption de l'amendement, 45 voix.

Contre l'adoption, 47.

L'amendement n'est pas adopté.

La seconde partie de l'amendement de MM. Paul de Magnin et Dide est mise aux voix et n'est pas adoptée.

M. COLANI présente l'amendement suivant :

« Chaque paroisse envoie au Synode particulier un nombre de délégués proportionnel à sa population, sur la base de *un* par mille âmes ou fraction de mille. En aucun cas, le nombre de ses délégués ne pourra être inférieur à celui de ses pasteurs. »

M. Colani, après avoir exposé que cet amendement n'aurait au fond d'autre résultat que de donner aux grandes paroisses une représentation laïque un peu plus forte, demande qu'on en vote au moins le principe.

M. BOIS. — Ce serait le remaniement complet de tout ce que nous avons fait jusqu'ici pour les Conseils presbytéraux et pour les Consistoires. Si vous prenez pour base le chiffre de la population, vous vous déjugerez vous-mêmes. Nous sommes partis de l'idée que les Eglises sont égales, qu'elles sont sœurs. Vous craignez que les grandes Eglises ne soient pas suffisamment représentées, mais n'ont-elles pas déjà les avantages de leur situation, de leur influence, de leurs lumières? Ne possèdent-elles pas en général les hommes les plus instruits? (*Appro- bation à droite.*)

M. COLANI. — Je ne puis accepter la manière de



voir de M. Bois. Au point de vue protestant, il n'y a pas de grandes et de petites Eglises, il y a des âmes. (*Très-bien ! à gauche.*) Les grandes Eglises sont déjà insuffisamment représentées dans les Consistoires; je vous demande de leur donner, dans les Synodes particuliers, une représentation laïque plus forte. Je rappelle ce que j'ai déjà dit précédemment, que les Eglises de campagne ont un pasteur pour deux ou trois cents protestants, que, dans les villes, il y a un pasteur pour 1,500 à 2,000 âmes.

M. BABUT trouve la base de la population bien incertaine, bien variable, peu susceptible de contrôle, inconvénients que le principe de l'unité pastorale, si facile à constater, ne présente pas.

L'amendement de M. Colani est mis aux voix et n'est pas adopté.

L'article 2 de la commission est mis aux voix, paragraphe par paragraphe, et successivement adopté.

On passe à l'article 3.

« Le Conseil presbytéral de chaque paroisse nommera sa délégation, avec faculté de la prendre soit dans son sein, soit parmi les anciens de toute la circonscription synodale. »

On propose d'ajouter sa délégation *laïque*.

Adopté.

M. CAMBEFORT, membre de la commission, explique l'emploi du mot *anciens*. Il faudra pour pouvoir être délégué au Synode provincial, faire partie d'un des Conseils presbytéraux de la circonscription synodale.

M. COLANI propose au lieu d'*anciens* le mot « élec-

*teurs*, » alléguant qu'on restreint arbitrairement le choix des délégués.

L'amendement de M. Colani est mis aux voix et n'est pas adopté.

L'article 3 est mis aux voix et adopté.

La suite de la discussion est renvoyée à demain.

La séance est levée.

## VINGT-TROISIÈME SÉANCE.

MERCREDI 3 JUILLET.

La séance est ouverte à une heure et demie. Prière de M. le pasteur Crès.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. le pasteur GROTZ demande l'insertion de deux rectifications au rapport qu'il a présenté au nom de la commission des vœux. Il est inexact que le Consistoire de Vallon (17<sup>e</sup> circonscription) ait voté pour l'établissement de la confession de foi ; il s'est prononcé contre. Il en est de même des Consistoires de Saint-Etienne et de Vernoux.

M. DE MARICHARD demande qu'il soit constaté au procès-verbal que le Consistoire de Bédarieux a des premiers, dans un but de paix et d'union des Eglises, exprimé le vœu que le Synode général ne formulât pas une confession de foi dont le caractère fût obligatoire.

M. PERNESSIN regrette que le rapport en question ne fasse pas mention des vœux du Consistoire de Marseille. Cette omission sera réparée.

M. VERNES D'ARLANDES, président de la commission administrative, informe le Synode que les dis-

positions financières, présentées au ministre par la commission, ont été adoptées, et il demande que le Synode se constitue après la séance en comité secret pour entendre le développement de cette communication.

M. le modérateur donne lecture d'une dépêche de M. Lantaret, modérateur des Eglises vaudoises du Piémont, accreditant auprès du Synode M. le pasteur Prochet.

Sur l'invitation de M. le modérateur, M. PROCHET monte à la tribune. Si l'Eglise vaudoise, dit l'orateur, arrive bien après les Eglises d'Europe et d'Amérique, pour adresser au Synode ses salutations fraternelles, c'est qu'elle est une des plus humbles entre les Eglises protestantes, et qu'elle se tient à son rang. Mais si, faisant abstraction de son importance, on mesure le rang qu'elle doit occuper auprès du Synode, d'après ses affections et ses sympathies, elle occupera alors une place plus près du cœur. Cette Eglise vaudoise a été autrefois à vos côtés avant toutes les autres; ses liens avec les Eglises de France sont trois fois séculaires. Je viens de traverser ces Alpes, autrefois traversées dans des circonstances douloureuses par nos pères et par vos pères, qui se sont mutuellement soutenus dans des persécutions communes. L'homme qui envoyait ses dragons dévaster les Cévennes était le même homme qui fit lier de cordes les cent derniers Vaudois.

Et cependant, Dieu fut avec vous et avec nous; nous ne sommes pas morts, vous êtes encore vivants. Malgré les persécutions, vous n'avez pas

cessé d'être de bons citoyens; nous aussi, nous avons persisté de l'autre côté des Alpes à être de bons citoyens. Il n'y a pas de montagnes entre des cœurs chrétiens; la pratique de la foi chrétienne est partout la même. Nous avons eu à lutter contre l'incrédulité et la superstition, et pour ces combats nous avons la même arme (désignant la Bible ouverte sur la chaire), celle que je vois sur cette chaire; et, avec cette arme, nous nous sommes vengés en chrétiens. On a porté le fer et le feu chez nous; nous avons combattu avec l'épée à deux tranchants, avec le feu du Saint-Esprit. Nous n'avons pas porté la mort parmi nos ennemis; comme vous, nous y avons porté la vie. Nous l'avons portée ensemble aux âmes qui sont dans la mort. (*Très-bien!*)

Unis dans les souffrances, nous le sommes encore dans la paix et la prospérité, et nous vous demandons, comme signe et marque de cette union fraternelle, d'envoyer des délégués au Synode de nos Eglises qui se réunira en septembre. (*Applaudissements.*)

M. LE MODÉRATEUR, au nom du Synode, remercie l'orateur des paroles qu'il vient de faire entendre. Si petite par le nombre que soit l'Eglise qu'il représente, cette Eglise a la grandeur que donnent les épreuves subies, le témoignage rendu à la vérité, le mystère d'une antique origine, car la science historique n'a pu déterminer encore dans quel temps reculé ont apparu pour la première fois ces premiers témoins de la vérité, fondateurs des Eglises vaudoises. Un nouvel avenir s'ouvre devant ces

Eglises avec la régénération de l'Italie ouvrant ses portes à l'Evangile. La devise vaudoise « *Lux lucet in tenebris* » se réalise d'une manière plus éclatante que jamais. Le Synode général des Eglises réformées de France exprime aux Eglises vaudoises sa cordiale et affectueuse sympathie, qu'il résume dans un vœu fraternel, à savoir que, dans le nouvel avenir qui les attend, les Eglises vaudoises soient dignes de leur passé. (*Applaudissements.*)

M. le pasteur CAMBEFORT dépose la proposition suivante, en demandant qu'elle soit mise à l'ordre du jour de demain :

« Nul ne pourra être consacré au saint ministère et exercer les fonctions de pasteur au sein de l'Eglise réformée de France, sans avoir adhéré formellement et par écrit à la déclaration de foi votée par le Synode dans sa séance du 20 juin 1872. (*Sensation.*)

« Les situations acquises seront respectées ; mais les pasteurs actuellement en exercice seront invités, au nom de la vérité et de la charité, à s'abstenir de toute attaque publique contre les principes de foi proclamés par le Synode.

« E. Cambefort. »

M. MALLET propose le renvoi à la commission d'organisation ecclésiastique.

M. DIDE demande la discussion immédiate.

M. COLANI appuie le renvoi, et prie la commission de déposer son projet le plus tôt possible.

M. LE MODÉRATEUR et M. JALABERT insistent pour que l'on suive l'ordre du jour. Cette question viendra en son lieu.

M. ET. COQUEREL demande qu'elle soit traitée et tranchée à bref délai. Cette question très-grave est posée très-nettement par la proposition Cambefort. Il s'agit de savoir si l'Eglise sera ou ne sera pas déchirée en deux. Le Synode doit à l'Eglise et à lui-même de trancher cette question le plus tôt possible. (*Très-bien! à gauche.*)

M. PERNESSIN appuie cette opinion, et, sur la proposition de M. le modérateur, l'assemblée décide que cette question sera mise à l'ordre du jour du surlendemain vendredi 5 courant.

M. LAURENS, rapporteur de la commission, a la parole sur l'article 4 du titre *du Synode particulier*. La commission, revenant sur sa décision première, fixe à un an au lieu de trois ans la durée des pouvoirs des membres du Synode particulier. Cette modification est particulièrement fondée sur l'inconvénient qu'il y a à laisser dans l'expectative, pendant trois ans, une partie des pasteurs et des laïques parmi lesquels se recrutera le Synode particulier.

Cette nomination étant faite par le Conseil presbytéral, la plus grande fréquence des élections n'aura ni l'inconvénient d'agiter les Eglises, ni celui d'exiger des déplacements incommodes, comme c'eût été le cas si la nomination des membres du Synode particulier eût été dévolue, soit au suffrage universel, soit au Consistoire.

M. COLANI propose comme amendement le texte même de l'article primitif de la commission ainsi conçu :

« Les membres du Synode particulier sont nommés pour trois ans. »



Dans l'esprit des auteurs du projet, le Synode particulier sera un tribunal doctrinal; on saura d'avance les cas de cette nature qu'il aura à juger, et la fréquence des élections aurait ce grave inconvénient que les juges seraient élus en vue des cas sur lesquels ils auraient à se prononcer. Ce serait constituer pour eux un énorme privilège.

L'amendement mis aux voix est adopté; le projet de la commission est écarté.

Un article additionnel est proposé par la commission; il est ainsi conçu :

« Dans les Eglises qui n'ont qu'un seul pasteur, si ce pasteur, désigné pour le Synode particulier, se trouve par un empêchement quelconque dans l'impossibilité de s'y rendre, le Conseil presbytéral pourra le remplacer par un de ses membres. »

M. VAURIGAUD propose de nommer, en même temps que les titulaires au Synode particulier, des suppléants qui prendraient régulièrement la place des titulaires empêchés, comme on l'a fait pour le Synode général. Il y aurait là une utile simplification.

Cet amendement, repoussé par la commission, l'est également par le Synode.

L'article additionnel proposé par la commission est adopté.

L'article 5 est mis en discussion :

« Le Synode particulier se réunit au moins une fois par année, et plus souvent si les circonstances l'exigent. Dans chacune de ses sessions, il désigne le lieu de la session suivante. »

Cet article est adopté sans observation.

Sur l'article 6, M. le pasteur E. DE MAGNIN présente l'amendement suivant :

« Le Synode particulier élit à la majorité absolue des suffrages un président pasteur, un vice-président laïque et deux secrétaires, l'un ecclésiastique, l'autre laïque. Le bureau est renouvelé pour chaque session. »

L'article 6 ainsi modifié est adopté.

L'article 7 est ainsi conçu :

« Le bureau ainsi constitué veille à l'exécution des décisions du Synode, convoque le Synode suivant et prépare la matière de ses travaux. »

Après une observation de M. Colani sur le sens précis que la commission entend donner au mot « veiller, » interprété par M. Laurens dans le sens d'une action directe ayant pour but l'exécution des décisions synodales, l'article est adopté.

M. MONNIER dépose un article additionnel ainsi conçu :

« Les membres du bureau du Synode précédent, les pasteurs et anciens de l'Eglise de la localité dans laquelle se réunit le Synode, assistent de droit à ses séances avec voix consultative. »

L'orateur estime que cette addition a un caractère d'utilité et d'équité. Les membres du bureau sont chargés de recueillir les pièces des affaires sur lesquelles le Synode est appelé à prononcer. Ils ont la charge de convoquer le Synode et de préparer son travail. Il est donc juste de leur donner droit d'assistance avec voix consultative; c'est d'ailleurs une disposition de l'ancienne discipline.

M. VAURIGAUD conteste cette assertion. Il s'agit,

dans la disposition disciplinaire citée, d'admissions exceptionnelles, dépendant du bon vouloir de l'assemblée et non d'un droit établi.

L'amendement mis aux voix est rejeté.

ART. 8. « Le Synode ne peut délibérer que si la moitié de ses membres assistent aux séances. Les procès-verbaux en sont signés par les membres du bureau, après leur adoption par le Synode.

« Des ampliations, signées du président et de l'un des secrétaires, en sont transmises aux présidents des Consistoires de la circonscription. »

L'article est mis aux voix et adopté.

ART. 9. « Sauf les cas réservés au Synode général, le Synode particulier statue en dernier ressort sur toutes les contestations survenues dans l'étendue de sa circonscription. »

Sur ce premier paragraphe, M. COLANI propose la rédaction suivante : « Le Synode particulier statue, sauf appel, sur toutes les contestations,... etc. »

L'assemblée connaît le sentiment de l'orateur sur la valeur du Synode particulier. Cet élément, dit-il, ne lui inspire aucune confiance, et une des principales raisons de cette appréciation, c'est que le sort désigne une partie des membres de ce Synode. Un corps ainsi constitué ne peut ni ne doit trancher aucune affaire en dernier ressort.

M. LAURENS dit que les affaires de peu d'importance sont mieux résolues par la disposition contestée par M. Colani; que pour les autres, le droit d'appel est réservé.

M. COLANI demande que les cas réservés soient spécifiés.

M. VAURIGAUD répond qu'il y a certains cas sur lesquels le Synode particulier ne peut pas décider, par exemple, lorsqu'il y a un conflit où il est partie intéressée. En somme, toutes les questions d'ordre général, celles qui intéressent l'Eglise, seront réservées au Synode général.

M. le pasteur DIDE demande la suppression pure et simple du premier paragraphe. En faisant cette motion, l'orateur reste conséquent avec ses principes, voulant l'autonomie de la paroisse et voulant réduire le Synode particulier au rôle de Comice électoral. Ce paragraphe va à l'encontre de telles idées; l'indépendance de la paroisse se perd dans la prépotence du Consistoire, les Consistoires sont opprimés à leur tour par les Synodes particuliers, et ceux-ci par le Synode général. C'est votre système, il est déplorable, il n'est autre chose que la papauté de la majorité. (*Vives protestations à droite.*)

M. DE SEYNES. — Ce n'est plus l'autonomie de la paroisse que vous demandez en réclamant la suppression du paragraphe, c'est l'autonomie du ministre des cultes, car il y aura des contestations, il faudra les trancher, et, si vous contestez aux Synodes ce droit nécessaire, c'est pour l'attribuer forcément au ministre des cultes, statuant, selon vous, en dernier ressort. (*Très-bien !*)

M. MAURIN ajoute qu'il ne s'agit pas de trancher toutes les questions, mais seulement les contestations. Il y a, du reste, une contradiction entre cet article et celui voté hier (art. 16), attribuant aux

Consistoires la décision sur toutes les contestations de son ressort.

M. COLANI maintient son amendement.

M. MALLET en détermine le sens précis, qui est d'interdire au Synode particulier toute décision absolue, de l'empêcher de rien terminer.

Mis aux voix, l'amendement est rejeté et le premier paragraphe est adopté.

Le second paragraphe est ainsi conçu :

« Il veille sur tout ce qui concerne la célébration du culte, l'enseignement de la doctrine et la conduite des affaires ecclésiastiques. »

M. COLANI. — Je propose au Synode un nouvel amendement portant sur le second paragraphe; je demande la suppression pure et simple des mots suivants : « Il veille à l'*enseignement de la doctrine*. » Songez-y, Messieurs, avec cette clause, vous aurez des procès de doctrine, vous les rétablissez au moment où on les supprime partout. La majorité des Consistoires ne veut pas de procès de doctrines. Par ces seuls mots, vous ruinez tout votre projet, car vous le rendez inacceptable. Ah ! si je n'écoutais que mon sentiment personnel, je voudrais que vous les adoptiez; je m'en réjouirais, parce que cela renverserait votre projet, mais j'estime que la fin ne justifie pas les moyens, et c'est pour cela que je vous demande de les retirer.

M. LAURENS. — Je ferai remarquer que ces mots sont la reproduction pure et simple d'une clause de la loi de germinal.

M. ET. COQUEREL. — M. Laurens cite la loi de germinal; mais cette loi vise la confession de foi de

la Rochelle, qui était, je l'avoue, fort peu connue alors ; eh bien ! je demande si c'est cette loi que votre commission a voulu viser.

M. BABUT. — Je propose de remplacer les mots « enseignement de la doctrine » par ceux d'enseignement *religieux*. Cela évitera de décider quelle est la doctrine dont il s'agit, ce que votre article n'indique pas, et puis l'expression aura quelque chose de moins roide. (*Vive approbation à gauche.*)

M. VAURIGAUD. — Je constate d'abord un fait, c'est qu'on vient d'avouer que la loi de germinal vise la confession de la Rochelle : c'est là ce qu'on nous avait dénié jusqu'ici.

M. JALABERT. — Nous le nions encore.

M. VAURIGAUD. — Vous le niez, mais M. Etienne Coquerel l'avoue, et il nous demande si c'est cette confession que nous voulons viser. Je n'hésite pas à répondre : Pour le fond des choses, oui, pour la forme, non. Je dis pour le fond des choses : y a-t-il deux manières de connaître Dieu, y a-t-il deux Sauveurs, y a-t-il deux manières d'être réconcilié avec Dieu ? Voilà ce que j'appelle le fond des choses, et voilà ce que nous visons aujourd'hui. Aussi je m'oppose à l'amendement de M. Babut, malgré toute l'affection que je porte à son auteur. Qu'est-ce que cette expression d'enseignement religieux ? Je ne veux blesser personne ; mais, enfin, un juif, un mahométan a un enseignement religieux.

Nous disons ici que notre Eglise a une doctrine, qu'elle veille à l'enseignement de cette doctrine, de ce fond de doctrines que, par esprit de conciliation ou de paix, nous avons réduit au minimum possible,

concédaient tout ce que nous pouvions jusqu'à cette limite extrême où commencerait pour nous l'infidélité.

Nous ne sommes pas de ceux qui disent : « *Magis amicus Plato.* »

*A gauche.* — Qui est-ce qui a dit cela ?

M. VAURIGAUD. — Il y a des hommes, je ne dis pas dans cette enceinte, ce sera, si vous le voulez, dans un autre monde, il y a des hommes qui voyant d'un côté la vérité, de l'autre des amis, préfèrent leurs amis à la vérité. Eh bien ! nous ne sommes pas de ceux-là. Nous resterons amis jusqu'au moment où commencerait le sacrifice de la vérité. (*Vive approbation à droite.*)

M. COLANI. — La commission accepte-t-elle cette interprétation ?

M. JALABERT. — La minorité de la commission la repousse.

M. VAURIGAUD a le sentiment d'avoir parlé au nom de la majorité de la commission.

M. LAURENS dit que la commission repousse l'amendement.

M. le pasteur PAUL DE MAGNIN. — Si vous visez la confession de foi de la Rochelle, en parlant de l'enseignement de la doctrine, vous devez accepter le fond de cette confession. Or, il y est dit que les enfants morts sans baptême seront damnés. Cette confession, dans son dernier article, prononce l'anathème sur quiconque repoussera un seul de ses articles. (*Dénégations à droite.* M. Frossard, archiviste du Synode, met sous les yeux de l'orateur le texte de la confession en lui demandant d'indiquer l'article.)



Eh bien ! si l'article n'y est pas, tous les conciles se valent. (*Exclamations.*)

M. VAURIGAUD. — J'ai en mains la confession de la Rochelle; il est matériellement inexact qu'elle contienne rien de semblable; la doctrine dont je parle est celle que ce Synode a formulée.

M. PAUL DE MAGNIN voudrait connaître l'opinion de la majorité de la commission relativement à la doctrine exposée dans la déclaration de foi votée au début de la session.

M. DE CLAUSONNE dit que la question de la doctrine n'a nullement été traitée par la commission. La commission a pris ce terme d'une manière générale, reproduisant le texte de l'article de la loi de l'an X; ce sera l'affaire des Synodes d'apprécier la valeur à attribuer à ces mots et à les définir. Le principe seul est posé.

M. GROTZ. — Je vous demande la suppression de ces trois mots : « Il veille à l'enseignement de la doctrine. » Ils me mettent dans la plus grande perplexité. Cette doctrine, ce serait, dites-vous, celle que vous avez votée; or, dans votre déclaration, vous avez fait allusion à la confession de foi de la Rochelle que personne ici ne signerait.

Mais voici déjà la confession de foi de la Rochelle abandonnée; le Symbole des apôtres est interprété diversement par vous; il peut en être de même de certains passages des liturgies visées. Voilà maintenant un pasteur de cette Eglise qui doit enseigner la doctrine promulguée par vous. A chaque pas, il va commettre des hérésies...

Dans l'Eglise catholique, le premier devoir de celui

qui y entre est de renoncer à son indépendance et de se soumettre à l'interprétation de la foi qui lui est donnée par ses supérieurs. Ici, plus le pasteur sera sévère pour lui-même, plus ses incertitudes seront grandes; vous serez les juges des controverses, et vous n'êtes pas d'accord entre vous sur les principes qui serviront à juger les contestations! A moins que vous ne vous renfermiez dans un silence qui serait forcément interprété.

Mes amis et moi sommes entrés dans l'Eglise sans qu'on nous ait demandé autre chose que d'enseigner l'Evangile et de chercher à faire du bien aux âmes. Je crois avoir rempli ces conditions; mais les conditions restrictives que vous voulez poser sont mauvaises, et simplement, tristement, je vous dirai en finissant : *Amo periculosam libertatem*. Vous avez peur de la liberté. (*Très-bien! à gauche.*)

M. Bois. — Je ne sais si le moment est venu d'aborder cette grave question; il me semblait que nous étions en quelque sorte convenus d'y venir plus tard, quand nous traiterions de la consécration des pasteurs. En ce moment de quoi s'agit-il? Simplement de reconnaître que l'Eglise veille à l'enseignement de la doctrine. C'est là un principe général que nous devons poser. Nous aurons à définir clairement plus tard quelle est cette doctrine.

*A gauche.* — Attendez alors ce moment.

M. Bois. — Pourquoi l'attendre? En ce moment, je le répète, il ne s'agit que d'un principe général.

Maintenant, je voudrais relever un mot qui a été prononcé ici aujourd'hui et qui l'avait déjà été auparavant. On a dit que des pasteurs, en étant consa-

crés, n'avaient point pris d'autre engagement que de prêcher l'Evangile selon leur conscience. Est-ce bien exact? Quand vous êtes entrés au service de l'Eglise réformée de France, avez-vous cru entrer dans une société quelconque? Cette Eglise n'avait-elle pas son culte, ses liturgies, ses fêtes solennelles qui rappelaient des croyances et des faits religieux déterminés? Est-ce que vous ne connaissiez pas tout cela? Si donc vous ne vous êtes pas engagés à prêcher ces faits, en croyant à ce qu'ils rappellent, en vérité je ne sais plus ce que c'est qu'un engagement quelconque. (*Vive approbation à droite.*)

M. ATHANASE COQUEREL. — C'est moi qui l'autre jour ai dit que je n'avais pris d'autre engagement que celui de prêcher l'Evangile selon ma conscience. Je ne connais pas l'orthodoxie, j'ai été consacré par un pasteur hétérodoxe, mon père; installé par un Consistoire hétérodoxe, celui de Nîmes; j'ai toute ma vie enseigné l'hétérodoxie...

*Une voix.* — Et les sacrements?

M. ATHANASE COQUEREL. — Les sacrements, je les ai administrés selon ma conscience; les liturgies, j'en ai usé comme tous les pasteurs, libéraux ou orthodoxes, qui les corrigeaient, estimant, les uns qu'elles disaient trop, les autres qu'elles ne disaient pas assez. (*Rires à gauche.*) J'ai vécu dans la liberté. Vous avez l'intention de faire une Eglise réformée, autre que celle que nous avons connue et servie. C'est nous qui défendons contre vous l'Eglise. (*Exclamations.*) C'est nous qui défendons notre Eglise contre vos innovations révolutionnaires... (*Vives réclamations.*)

Supposons, pour un instant, que je pense comme vous; le passé est là, l'histoire est là, les faits sont là; depuis l'origine, l'Eglise s'est continuellement réformée elle-même, d'après un principe chrétien et protestant qu'elle porte en elle-même. Pour moi, l'Eglise réformée, ce n'est pas cette Eglise réformée une fois pour toutes, il y a trois cents ans, par Luther et Calvin, mais une Eglise qui se réforme elle-même d'âge en âge. Vous regrettez cette évolution; vous trouvez l'Eglise, vous, trop réformée; vous voulez revenir au passé. Nous, nous voulons maintenir l'Eglise dans l'état de progrès où elle est, grâce à Dieu, arrivée. Il s'agit de savoir s'il doit y avoir une haute police de l'Eglise. (*Agitation. Cris : A l'ordre!*)

Vous voulez organiser une constitution où la liberté de conscience sera entravée par tous les degrés successifs de juridiction. Je proteste au nom des grands intérêts des âmes protestantes. Je ne défends pas seulement ma conscience de pasteur, mais je défends les âmes et les consciences. Elles doivent être libres, et vous voulez établir sur elles une autorité. Si saint Paul prêchait parmi vous sa doctrine sur la résurrection du Christ et que saint Paul fût un pasteur, vous l'empêcheriez de continuer et le condamneriez à cause de sa doctrine. Notre devoir, à nous, c'est de défendre cette grande, sainte et glorieuse liberté que Dieu nous a donnée. Vous ne nous l'ôtez pas. (*Vifs applaudissements à gauche.*)

*Voix diverses au centre et à droite.* — Ce n'est pas la liberté, c'est la licence, c'est l'anarchie.

M. LE MODÉRATEUR regrette les paroles passionnées

qui donnent lieu à des réclamations qui le sont également. Nous ne viendrons pas à bout de notre tâche si nous ne nous imposons pas tous le devoir de la modération.

M. COLANI. — Il est entendu, Messieurs, que vous définirez la doctrine vendredi. Aujourd'hui, vous voulez constituer un tribunal de doctrine; or, de qui le composerez-vous? La plupart de nos Eglises sont des Eglises de campagne. Vous aurez là des cultivateurs; ah! certes, je n'ai pas de dédain pour les paysans : c'est ce qu'il y a de plus solide en France; mais ce ne sont pas des théologiens; avec eux vous aurez des industriels, des commerçants, tous gens ignorant la théologie; ils viendront là avec leur Nouveau Testament.

On leur soumettra l'hérésie de tel ou tel pasteur. Pourront-ils citer le texte grec? Pourront-ils apprécier tel argument de critique? Vous entreprenez une œuvre impossible à réaliser.

M. JALABERT. — Dans la commission dont je fais partie, nous n'avions vu nulle difficulté à conserver cet article sur l'enseignement de la doctrine, qui était l'article 30 de la loi de germinal. Mais après l'explication qui nous en a été donnée par M. Vaurigaud, je ne puis l'accepter. J'y vois votre intention de faire voter l'obligation de souscrire à la doctrine déjà formulée par la majorité de cette assemblée.

Vous préjugez ainsi la discussion qui va commencer dans deux jours; vous précisez ce qui était encore indécis. Jusqu'ici, en lisant cet article, on comprenait que le Synode particulier ne l'exécuterait qu'en prenant pour règle sa conscience : aujourd'hui,

vous lui imposez une règle doctrinale. Je vous propose de substituer aux mots : « l'enseignement de la doctrine, » ceux-ci : « le maintien de la discipline. »

M. FAUCHER. — Je m'oppose à la substitution de ces mots. Nous n'avons pas cette discipline dont on parle. Elle n'est pas encore rédigée. Il s'agit de veiller à la doctrine, et vous voyez combien cela est nécessaire, puisqu'on a soutenu ici la cause de la liberté illimitée dans l'enseignement religieux. (*Protestations à gauche.*)

M. ATH. COQUEREL. — Un mot d'explication. Jamais nous n'avons parlé de liberté illimitée. Je suis convaincu, pour ma part, que le pasteur a et doit avoir une règle, c'est la conscience de son troupeau ; je crois que lorsqu'un pasteur blesse la conscience de son troupeau, son devoir est de s'en aller. Si, au contraire, l'Eglise approuve l'enseignement de son pasteur, la police n'y peut rien.

La clôture de la discussion générale est demandée et rejetée.

M. PH. CORBIÈRE dit que la discussion lui paraît reposer sur un malentendu. Les uns pensent qu'il s'agirait, au sein des Synodes, de juger l'enseignement doctrinal au point de vue purement théologique, et les autres croient qu'il ne peut être question que de ces vérités primordiales qui constituent le fond de la croyance de l'Eglise. Si, comme l'a dit un des honorables préopinants, il fallait arriver au Synode un Nouveau Testament grec à la main, pour s'y livrer savamment à la discussion des textes, il est sûr que les gens simples de nos campagnes, et généralement

les membres laïques qui se trouveront dans nos Conseils presbytéraux, dans nos Consistoires et dans nos Synodes, ne seraient pas aptes à remplir cette fonction, et qu'on aurait tort de la leur confier. Mais s'il s'agit simplement du maintien de ces vérités courantes qui constituent le christianisme populaire et servent de base à la piété des fidèles, le bon sens, les bonnes intentions et l'amour de l'Eglise suffisent. Toutes ces choses, on doit les attendre de la part des membres de nos corps ecclésiastiques. Je vote pour l'amendement de M. Jalabert, dont le but est de maintenir la vigilance sur le terrain disciplinaire et de faire cesser le malentendu existant sur le sens du mot *doctrine*.

M. PÉCAUT. — J'ai regret à ne pouvoir étendre la discussion jusqu'à ses limites naturelles; il faut me borner, et je voudrais du moins rectifier une erreur. On se plaît à nous dépeindre comme voulant une liberté illimitée dans l'enseignement religieux. Personne n'est opposé plus que moi à la liberté illimitée dans l'Eglise. Il y a dans toute association des conditions dont il faut tenir compte.

Quand nous réclamons l'autonomie de la paroisse, nous ne la voulons pas absolue : l'absolu n'est pas possible dans cet ordre de choses. Mais voici ce qui nous distingue de vous, c'est que nous avons plus confiance que vous dans les ressources naturelles de la vérité.

Nous n'avons jamais prétendu soustraire aux corps supérieurs ce qui se passe dans une Eglise; nous comprenons fort bien que lorsqu'un abus produit du scandale, on défère cet abus au Consistoire



et que celui-ci le défère à une juridiction plus haute; nous acceptons tous ces degrés, mais nous maintenons que le dernier mot doit rester à la paroisse. C'est la paroisse qui nomme le pasteur; le Consistoire peut y faire opposition, or, s'il a ce droit, nous comprenons qu'il puisse aussi suspendre le pasteur, qu'il use de son droit de *veto*, mais à la condition que la paroisse décide en dernier ressort.

Nous reconnaissons le même droit aux Synodes particuliers, quoique ce soient à nos yeux des pièces artificielles; nous admettons en un mot qu'on puisse toujours être mis en demeure de justifier de sa conduite, mais l'autonomie de l'Eglise locale doit être respectée.

Laissez-moi vous dire que j'éprouve une impression très-pénible. Vous élevez ici, Messieurs, une construction tout artificielle, un édifice sans rapport avec les besoins, avec les nécessités morales de ceux qui veulent l'habiter. Cet édifice, avec ses étages superposés, ne répond en rien à nos mœurs. Vous ne comprenez pas le caractère dominant de nos Eglises qui est l'affranchissement de l'esprit ecclésiastique...

*A droite.* — Oui, nous le comprenons!

M. VAURIGAUD laisse échapper le mot de *tactique*.

M. PÉCAUT. — On parle de tactique, permettez-moi de vous dire que si quelqu'un dans cette assemblée mérite d'échapper à ce reproche, c'est bien moi. Je répète que vous faites une construction artificielle, et pendant ce temps, les pénitents, les âmes vraiment pieuses vous échapperont. Ah! je me demandais si vous n'alliez pas faire des articles

pour eux, si vous n'alliez pas leur imposer des pénitences publiques, comme le faisaient nos pères ; cela aurait été logique, mais c'est le pasteur seul qui est l'objet de votre discipline. Vous avez réservé toutes vos sévérités pour le pasteur ; c'est là une injustice que vous eussiez évitée en laissant en telles matières le dernier mot à la paroisse dûment avertie.

Il y a une demande d'appel nominal pour le vote de l'amendement Colani.

M. Bois précise la question. L'article 9 signifie dans les mots contestés que le Synode a le droit et le devoir de veiller à ce que nulle attaque ne se produise, dans l'enseignement public de la foi dans la chaire, dans le catéchuménat, contre les grands faits chrétiens énumérés dans la déclaration de foi et dans les liturgies.

Ceux qui pensent que les corps directeurs de l'Eglise ont le devoir de s'occuper de telles questions doivent voter l'article tel quel.

M. le colonel DENFERT propose de voter sur la partie du paragraphe non contestée, en réservant les mots « l'enseignement de la doctrine, » puis de voter sur les amendements.

Appuyé.

Le paragraphe est voté dans les conditions ci-dessus.

M. Bois explique que la question posée est celle de savoir si le Synode particulier a le droit de surveillance sur l'enseignement de la doctrine.

M. COLANI déclare accepter la surveillance ; mais si le Synode particulier doit juger les infractions, il s'y oppose.

L'appel nominal, demandé, est ensuite abandonné.

M. ABT monte à la tribune au milieu d'une vive agitation, pour déposer un nouvel amendement ainsi conçu : « Le Synode... veille sur l'enseignement des vérités chrétiennes révélées dans la Bible, au maintien de la discipline..., etc. » Le sens du mot « doctrine » est vague, suivant l'orateur. Si c'est la doctrine de l'Eglise, elle variera avec la majorité des Synodes généraux. Dès lors, sur l'enseignement de quelle doctrine les Synodes particuliers veilleront-ils ? Paul nous exhorte à maintenir le bon dépôt de la foi ; ce dépôt, ce sont les vérités révélées dans la Bible. De tous les côtés de cette assemblée, on répudie la liberté illimitée de l'enseignement ; notre limite, à nous chrétiens protestants, c'est la Bible. La liberté ne peut aller au delà de la fidélité au titre de chrétien et aux vérités révélées dans la Bible.

On pourra faire choix d'un formulaire résumant l'essence des vérités chrétiennes, auquel les pasteurs devront donner une formelle adhésion en entrant dans l'Eglise. Mais les Synodes devront veiller au maintien de toutes les vérités évangéliques. Les termes de l'article sont trop vagues, ils font craindre des abus analogues à ceux que l'orateur signale en Allemagne, où des inspections ecclésiastiques ont souvent accordé à des formulaires une autorité supérieure à celle de la Bible, et ont attribué aux vérités bibliques une interprétation contraire à leur sens vrai et chrétien.

Ainsi donc, M. Abt propose son amendement comme complétant celui de M. Jalabert, comme

écartant le danger de substituer l'autorité d'un formulaire de foi à l'autorité seule et souveraine de la Bible, enfin comme donnant au Synode à la fois le droit de veiller sur l'enseignement des vérités révélées et la limite de ce droit.

L'amendement n'étant pas appuyé n'est pas mis aux voix.

M. LAURENS.—On a dit que nous étions des novateurs, des révolutionnaires. Nous le sommes si peu que nous voulons conserver ce qui est. C'est une disposition de la loi de l'an X. Veut-on la retenir, veut-on la rejeter? En deux mots, l'Eglise a-t-elle ou non une doctrine? Si elle en a une, elle a le droit de la faire respecter.

*Une voix.* — C'est la vraie question.

M. le modérateur met successivement aux voix l'amendement Babut, puis l'amendement Jalabert. Ils sont également rejetés.

La rédaction de la commission est mise aux voix et définitivement adoptée.

Suspendue pendant un quart d'heure, la séance est reprise à cinq heures.

M. le comte DE PREISSAC dépose une proposition relative à l'impression des procès-verbaux officiels et des actes du Synode. Cette proposition est appuyée. Après quelques observations de MM. Colani, Dhombres et de Cazenove, il est entendu qu'une commission spéciale de sept membres sera nommée demain pendant la suspension de la séance, et s'occupera immédiatement des voies et moyens.

La proposition est ainsi conçue :

« Les membres soussignés du Synode ont l'hon-

neur de déposer la proposition suivante, en demandant l'urgence :

« Considérant que la publication officielle des procès-verbaux et des actes du Synode général est attendue avec une vive impatience, tant par les Eglises de France que par celles de l'étranger, dont plusieurs ont envoyé au Synode des délégués et des lettres exprimant leurs vœux fraternels pour les travaux de l'assemblée ;

« Considérant qu'à l'ouverture de chacune de nos séances il a été rendu unanimement justice au soin parfait, à l'intelligence et à l'impartialité avec lesquels les secrétaires du Synode ont rendu compte de ses séances ;

« Considérant que, malgré les soins qui y ont été apportés, les publications officieuses de ces procès-verbaux n'ont pas un caractère suffisant d'authenticité ;

« Considérant que, dans l'intérêt de l'exactitude de ces procès-verbaux, il est nécessaire que les orateurs qui ont pris part aux délibérations du Synode soient, autant que possible, admis à vérifier les épreuves de l'impression en ce qui les concerne ;

« Une commission de sept membres, un par bureau, sera nommée immédiatement, et s'occupera sans retard des voies et moyens relatifs à l'impression et à la publication des procès-verbaux officiels et des actes du Synode général, et à leur envoi à chacune des Eglises de France.

« *Ont signé :* Comte de Preissac ; Henri  
Bordier ; A. Viguié ;  
Ernest Dhombres. »

M. DE SEYNES dépose une proposition relative à l'envoi par le Synode d'une adresse au congrès pénitentiaire pour le relèvement moral des prisonniers, qui s'ouvre aujourd'hui en Angleterre.

Cette communication obtient l'approbation générale. La voici :

« Les soussignés, membres du Synode général des Eglises réformées de France, ont l'honneur de présenter la proposition suivante :

« Considérant que la question du relèvement des prisonniers est l'une des plus sérieuses préoccupations du jour; que cette question est l'objet d'une enquête faite par une commission de l'Assemblée nationale, et qu'elle sera soumise à l'examen d'un congrès pénitentiaire universel qui doit s'ouvrir à Londres le 3 juillet prochain, auquel seront représentés tous les pays du monde civilisé;

« Considérant que l'Eglise réformée ne doit demeurer étrangère à aucune des grandes préoccupations morales de notre époque;

« Considérant combien il importe à des chrétiens de remplir le devoir tracé par la parole de leur Maître :  
« J'étais en prison et vous m'êtes venu voir » ;

« Considérant les sérieux résultats obtenus par des efforts persévérants en différents pays, et notamment en Angleterre et en Amérique;

« Considérant tout le bien qui pourrait être fait en France et en Algérie par un ensemble de mesures ayant pour but la visite des prisons et le patronage des prisonniers;

« Le Synode envoie un témoignage de sympathie au congrès de Londres, et exprime le vœu que le

relèvement des prisonniers, objet des travaux de ce congrès, soit organisé en France et en Algérie en faveur des prisonniers protestants.

« *Ont signé* : F. Ollier, Ernest Dhombres,  
J. de Seynes. »

La discussion continue sur le troisième paragraphe de l'article 9, ainsi conçu :

« Il présente au gouvernement les candidats aux chaires vacantes ou nouvellement créées dans les Facultés de théologie. »

M. COLANI propose d'ajouter ces mots : « qui seront aussi appelées à donner leur avis. »

Cet amendement est appuyé par M. le professeur Bois.

M. COLANI explique son addition par l'utilité évidente de la constatation de la capacité théologique des candidats.

M. LARNAC. — Le Synode ne pourra-t-il présenter des candidats qu'après cette constatation de capacité, ou pourra-t-il les présenter sous la réserve qu'elle aura lieu ?

M. COLANI laisse les détails à l'appréciation des Synodes ou de la discipline. Il ne veut qu'établir le principe que les Facultés de théologie concourront à cette nomination des candidats.

M. MALLET. — Il est entendu que chaque Synode particulier présente son candidat, et que le ou les candidats, qui auront eu le plus de voix synodales, seront ceux qui seront présentés à l'acceptation du gouvernement.

MM. JALABERT et BOIS présentent des modifications



à l'amendement de M. Colani, modifications acceptées par lui. L'amendement est alors ainsi conçu :

« Il présente, avec les Facultés de théologie, lesquelles sont aussi appelées à donner leur avis, les candidats..., etc. »

Malgré l'opposition de M. MALLET, qui trouve la rédaction nouvelle absolument vague et demande la division du vote, le vote a lieu, et l'amendement Colani-Jalabert-Bois est adopté.

Sur le dernier paragraphe de l'article 9, un amendement de M. Dide, consistant en ces mots : « les Consistoires doivent être entendus », est adopté.

Ce dernier paragraphe est voté dans la forme suivante :

« Il apporte aux circonscriptions des Consistoires de son ressort, préalablement entendus, les changements qu'il juge nécessaires, sous l'approbation du Synode général, et propose à ce Synode ceux qu'il croit utiles à sa propre circonscription. »

L'assemblée passe à la discussion de l'article 10 ainsi conçu :

« Le Synode particulier fera visiter chaque année toutes les paroisses de son ressort par une ou plusieurs délégations composées chacune d'un pasteur et d'un laïque pris dans son sein.

« Les rapports de ces délégations devront lui être présentés dans sa plus prochaine session. »

M. le pasteur PAUL LAFON demande la suppression pure et simple de cet article, et présente un nouvel article qui serait à ajouter au chapitre « Des Consistoires. »

Cet article est ainsi formulé : « Le Consistoire

adresse, chaque année, au Synode particulier, un rapport sur l'état religieux et moral des paroisses de sa propre circonscription. »

Cette substitution est fortement appuyée.

M. LAFON développe son amendement. Cette inspection ecclésiastique lui paraît avoir beaucoup d'inconvénients et même des dangers. Des difficultés seraient par là soulevées dans l'Eglise, et cette institution, offrant peu de garanties, n'aurait d'ailleurs que de médiocres effets. Se bornera-t-on à interroger les pasteurs ? Ce serait insuffisant, — l'Eglise ? Mais les inspecteurs ne connaîtront pas les fidèles.

M. COLANI demande la permission de citer trois lignes de l'ancienne Discipline, chapitre I<sup>er</sup>, article 18 :

« On se gardera de la coutume qui s'est trouvée en quelques lieux, de députer certains ministres par les Synodes provinciaux pour visiter les Eglises. »  
(*Vive approbation.*)

M. LAURENS, sur l'invitation de M. Jalabert, donne les motifs de la commission. Le but de la commission a été de corriger et surtout de prévenir beaucoup d'abus qui se commettent dans les Eglises, tant au sujet de la célébration du culte que sur d'autres points, tels que les irrégularités fréquentes des registres de l'Eglise. Les inspections se pratiquent dans la Drôme avec avantage et profit pour le réveil du zèle religieux dans les Eglises et dans les troupeaux.

L'amendement Lafon mis aux voix est adopté.

L'article 11 est ainsi conçu :

« Le Synode particulier adresse au Synode géné-

ral, à chacune de ses sessions, un rapport sur l'état religieux et moral des Eglises consistoriales de sa circonscription. »

M. le pasteur COLOMBIER dit que les Consistoires sont appelés tous les ans à faire un rapport sur l'état religieux et moral des Eglises de leurs circonscriptions. Ils ont donc le droit d'envoyer dans ces Eglises des délégués, dont la mission est de réunir les éléments de ces enquêtes, nécessaires à la rédaction du rapport exigé. Ayant à faire le même rapport au Synode général, le Synode particulier doit être investi du même droit.

L'article 11 est adopté tel que la commission l'a rédigé.

L'assemblée ayant à se former en comité secret, M. le modérateur déclare la séance levée à six heures.

## VINGT-QUATRIÈME SÉANCE

JEUDI 4 JUILLET.

La séance s'ouvre à une heure et demie. Prière de M. le pasteur At. Coquerel. Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

Après cette lecture, M. PAUL DE MAGNIN monte à la tribune pour déclarer publiquement qu'il s'est trompé en affirmant, dans la séance de la veille, que la confession de foi de la Rochelle renfermait des anathèmes contre ceux qui ne l'acceptaient pas.

M. EMILIEN FROSSARD dépose une proposition par laquelle il demande que, lorsque le Synode aura terminé les règlements d'après lesquels les divers corps constitutifs de l'Eglise devront être élus, il soit nommé cinq commissions, composées chacune d'un membre de chaque bureau, et qui seront chargées d'étudier l'une des cinq questions suivantes :

- 1° Discipline de l'Eglise;
- 2° Le culte;
- 3° L'instruction à tous les degrés;
- 4° Les rapports de l'Eglise avec l'Etat;
- 5° Un système financier en vue des nécessités de l'Eglise et des œuvres chrétiennes.

Ces commissions feront un rapport sur leurs tra-

vaux à la prochaine session du Synode. M. Frossard demande en outre qu'à la fin des Synodes il soit rendu, dans toutes les Eglises, de solennelles actions de grâces à Dieu pour les bénédictions qu'il a répandues sur son peuple.

Le Synode continue la discussion de la loi organique. On aborde aujourd'hui le chapitre relatif au Synode général.

ART. 1<sup>er</sup>. « Le Synode général est la plus haute représentation de l'Eglise. »

M. FAUCHER. — Je propose qu'on ajoute à cet article une clause portant que le Synode général est le seul intermédiaire entre le gouvernement et l'Eglise réformée de France. Ce n'est pas là une idée chimérique, c'est un plan mûrement délibéré par le Consistoire de Marseille. Il nous a semblé que ce serait là la vraie solution des rapports entre l'Eglise et l'Etat, la seule qui permettrait à l'Eglise d'être vraiment indépendante. L'Etat n'aurait plus à faire qu'avec le Synode; le Synode seul traiterait des intérêts de l'Eglise, et les pasteurs ne relèveraient que de celle-ci; ils seraient affranchis de ce côté humiliant de leur situation qui les rend fonctionnaires de l'Etat et qui affaiblit leur autorité morale aux yeux des populations. (*Protestations.*) J'estime que le gouvernement serait très-heureux de son côté de n'avoir plus à intervenir dans les affaires de l'Eglise auxquelles il est par nature étranger. A quoi se réduirait alors le rôle de gouvernement? Il deviendrait le payeur général de l'Eglise. Ne croyez pas que ce soit un rôle si simple. Le payeur général s'assure que toutes les formalités ont été dûment

remplies, il exige toutes les signatures des autorités compétentes, et, sans s'immiscer dans les affaires elles-mêmes, il exerce un contrôle réglementaire très-utile. Tel est le rôle que l'Etat prendrait et qui ne gênerait en rien la liberté intérieure et la marche régulière de l'Eglise.

M. JALABERT. — Ce n'est pas sans quelque surprise que j'ai entendu développer la proposition que vous venez d'entendre. Il s'agirait donc d'incarner en quelque sorte l'Eglise dans le Synode, et, comme celui-ci ne pourrait pas toujours être réuni, dans une commission synodale qui deviendrait un véritable directoire. Pouvons-nous accepter un pareil régime? Ce n'est pas tout. Croyez-vous que l'Etat se contenterait d'être le payeur général de l'Eglise? Nullement. Il réclamerait le droit de confirmer les pasteurs, qui est à la base même du Concordat, qui est la condition *sine qua non* de toute union entre l'Eglise et l'Etat. M. Faucher nous a dit : Ce sera le vrai moyen d'aplanir tous les conflits. Vraiment, je marche de surprise en surprise en entendant de telles affirmations. Mais que faisons-nous tous les jours, si ce n'est de créer des corps chargés de résoudre tous les conflits, de manière à les soustraire à l'Etat? Est-ce que ce but ne sera pas suffisamment atteint? Vous ne pouvez faire que l'Eglise, à tous ses degrés, paroisse, Consistoire, Synode particulier, n'ait des relations avec l'administration à tous ses degrés, et il est impossible de défaire ainsi tout ce qui existe, et qui est dans la nature même des choses. (*Très-bien!*)

L'amendement de M. Faucher est repoussé.

ART. 2. « Chaque Synode particulier nomme autant de députés au Synode général qu'il y a de fois six pasteurs dans sa circonscription ; et, quand le nombre des pasteurs de cette circonscription dépasse un multiple de six, il nomme un député de plus pour une fraction égale ou supérieure à trois.

« La moitié de ces délégués, si leur nombre est pair, la moitié plus un, si leur nombre est impair, sont laïques. »

M. LAURENS, rapporteur, fait remarquer que cet article n'est que la reproduction de l'article 4 du décret du 29 novembre 1871, dont il diffère en un seul point. L'article 4 du décret disait qu'il serait élu un délégué par six pasteurs, deux délégués pour tout nombre de six à douze pasteurs, trois délégués pour tout nombre de treize à dix-huit pasteurs, etc. La commission a cru devoir établir plus de proportionnalité entre le nombre des délégués et celui des pasteurs, et elle a décidé que, lorsque le nombre des pasteurs dépasserait un multiple de six, il serait nommé un délégué de plus pour une fraction égale ou supérieure à trois, c'est-à-dire deux délégués pour neuf pasteurs et au-dessus, trois pour quinze pasteurs et au-dessus, et ainsi de suite.

M. CORBIÈRE, d'Agen. — Je viens encore, à propos de cet article, défendre devant le Synode la nécessité d'une représentation plus équitable du peuple protestant. C'est maintenant qu'apparaît dans toute sa force la conséquence de votre système représentatif qui est fondé uniquement sur le nombre des pasteurs. Comme vous l'avez décidé, chaque Conseil presbytéral composé de sept représentants de la



paroisse enverra un seul délégué laïque au Synode provincial, et c'est ce délégué qui nommera au Synode général. Donc en fait, chaque paroisse n'aura qu'un membre, un seul, qui pourra élire à la plus haute représentation de l'Eglise, et cela, quand ? Tous les trois ans seulement. Eh bien ! pendant ce temps, chaque citoyen peut élire au Conseil général, à l'Assemblée nationale. Comment voulez-vous qu'on ne compare pas ces deux systèmes si opposés et qu'on ne conclue pas que le vôtre est un système absolutiste, clérical et théocratique ? (*Vires protestations.*)

Je propose l'amendement suivant :

« En chaque circonscription synodale, les électeurs, convoqués dans leurs paroisses respectives, nomment au scrutin de liste les membres du Synode général. »

M. LAURENS, rapporteur. — La commission s'est placée à un point de vue différent de celui de M. Corbière, parce qu'elle n'a pas voulu que les paroisses fussent agitées et troublées par des élections trop souvent répétées. Elle n'a accepté le suffrage universel que pour la nomination des conseillers presbytéraux, et elle est conséquente avec elle-même et fait une loi homogène, en acceptant pour l'élection au Synode général la base qu'elle avait acceptée pour l'élection au Synode particulier. D'ailleurs, l'autonomie de la paroisse est sauvegardée, en ce sens que ce sont ses électeurs qui choisissent les conseillers presbytéraux, lesquels nomment les délégués au Synode particulier et par suite au Synode général, où toutes les paroisses se trouveront désormais représentées.

L'amendement de M. Corbière mis au voix est rejeté.

M. CAMILLE RABAUD propose l'amendement suivant à l'article 2 : « Chaque Synode particulier nomme autant de délégués au Synode général qu'il y a de fois 6,000 protestants dans sa circonscription et pour toute fraction égale ou supérieure à 3,000. »

L'adoption de mon amendement, dit l'orateur, aura pour conséquence de faire du Synode général l'exacte et proportionnelle représentation de la population protestante, ce qui est indispensable pour un corps que l'on investit de tant et de si importantes attributions. Désormais, l'on ne pourra plus contester aux futurs Synodes, ainsi nommés, la compétence et l'autorité qu'une partie de cette assemblée a refusées au Synode actuel, comme n'étant pas une représentation exacte et complète de l'Eglise.

En acceptant le nombre des pasteurs comme base du chiffre des délégués à envoyer au Synode général, la commission commet une injustice en ne tenant pas compte de l'importance des populations, puisqu'en moyenne, un pasteur du Nord représente une population de 400 âmes, et un pasteur du Midi une population de 1,000 protestants. Et cependant, 1,000 protestants auront la même représentation que 400. (*Dénégations.*)

On a objecté qu'il y avait plus de foi dans les petites que dans les grandes Eglises. Je réponds que je connais de grandes Eglises où la foi est plus vive, plus complète que dans la plupart des petites Eglises. On repousse mon amendement comme entraînant d'importantes modifications dans le projet

de la commission ; mais quand une modification est reconnue bonne, il ne faut jamais la repousser.

Enfin, on objecte qu'il est presque impossible de connaître le chiffre exact des populations des paroisses. Il est possible qu'un pareil travail présente quelques difficultés dans les grandes villes comme Paris, Lyon, etc. Mais chaque Conseil presbytéral, dans la plupart des paroisses, pourra facilement arriver à connaître le chiffre de la population locale.

M. BASTIE. — Je dois informer l'assemblée, à propos de cette discussion, que M. Guillaume Guizot m'a fait espérer le prochain envoi des documents que nous avions réclamés en vue notamment de connaître le chiffre de nos populations protestantes, chiffre qu'il paraît bien difficile de fixer exactement.

M. VERNES D'ARLANDES pense que ces documents seront remis demain au Synode.

M. LAURENS, rapporteur, repousse l'amendement de M. Rabaud, par suite de l'impossibilité où l'on est de connaître exactement l'importance des populations de chaque paroisse, impossibilité qui entraînerait, dans la représentation, des inégalités beaucoup plus fréquentes qu'avec le système de la commission ; on ne peut accepter le chiffre des électeurs inscrits pour calculer le chiffre de la population des paroisses, puisque la tenue régulière de ces registres varie d'une paroisse à l'autre.

L'amendement de M. Rabaud n'est pas adopté.

M. JALABERT. — On a oublié, dans l'article 2, de fixer la durée du mandat du délégué, et il serait bien de combler cette lacune.

M. LAURENS répond que la commission a cru de-

voir attendre, pour déterminer la durée de ce mandat, d'avoir fixé celle du Synode. Si le Synode est renouvelé tous les trois ans, le mandat de ses membres durera trois ans, et si l'on donne suite à la proposition de M. Frossard, qui demande la création de cinq commissions, les membres de ces commissions seront nécessairement des membres du Synode actuel, qui fonctionneront jusqu'à la convocation du prochain Synode.

M. JALABERT retire sa proposition à la suite de ces explications.

L'article 2 est voté.

M. SOHIER propose de compléter l'article 2 par l'addition suivante :

« Quand les Synodes particuliers seront convoqués pour procéder aux élections des délégués au Synode général, ils se composeront de tous les pasteurs de leurs circonscriptions respectives et d'un nombre égal de représentants laïques nommés par les Conseils presbytéraux. »

Afin, dit l'orateur, que chaque Eglise fût représentée le mieux possible au sein du Synode particulier, j'aurais désiré que ce Synode se composât de tous les pasteurs de la circonscription et d'un nombre égal de laïques. Mais, reconnaissant le grave inconvénient qu'il y aurait pour les paroisses à se trouver toutes sans pasteur pendant les huit ou dix jours que dureront en moyenne les travaux des Synodes particuliers, j'ai renoncé à demander que les Synodes particuliers fussent ainsi composés. Mais, comme l'inconvénient de l'absence de tous les pasteurs pendant huit jours n'existera pas quand cette

absence ne durera que quarante-huit heures, j'ai présenté l'article additionnel dont il a été donné lecture.

M. LAURENS. — La commission accepte la proposition ; mais il est bien entendu que ce ne sera qu'en vue des élections au Synode général que les Synodes particuliers seront ainsi composés.

M. JALABERT. — La disposition, par laquelle un pasteur empêché est remplacé par un ancien, sera également applicable dans le cas prévu par l'article additionnel.

L'article additionnel est adopté.

ART. 3. « En prévision de décès, démission, ou de tout autre empêchement, les Synodes particuliers nommeront des délégués suppléants en nombre égal, au moins, à celui des pasteurs et des laïques titulaires. »

M. JALABERT désirerait qu'on nommât deux suppléants pour chaque titulaire, afin que, dans le cas où le mandat des titulaires durerait trois ans, il fût toujours possible de les remplacer au sein du Synode. D'ailleurs, il n'insiste pas en présence du mot *au moins* que contient cet article.

M. VAURIGAUD craint qu'une semblable mesure n'amène les titulaires à se faire trop facilement remplacer.

M. MALLET fait observer que l'article donne un nombre de cinq ou six suppléants en moyenne, et que ce nombre doit suffire pour pourvoir au remplacement des titulaires, qui ne pourront exercer leur mandat pendant toute la durée du Synode.

L'article 3 est voté.

ART. 4. § 1<sup>er</sup>. « Les délégués au Synode général et leurs suppléants peuvent être choisis par les Synodes particuliers en dehors de leurs circonscriptions respectives... »

Le premier paragraphe est adopté.

« § 2. S'il s'agit de pasteurs, parmi les pasteurs titulaires, les pasteurs adjoints, les pasteurs auxiliaires et les suffragants réunissant les conditions requises pour être nommés pasteurs, les professeurs des Facultés de théologie, ministres du saint Evangile, les pasteurs admis à la retraite après trente ans d'exercice et les aumôniers. »

M. COLANI trouve que l'énumération faite dans ce paragraphe est incomplète, et qu'il est injuste de ne pas faire figurer parmi les éligibles des personnes aussi respectables et aussi estimées que les agents des Sociétés religieuses, les ministres du saint Evangile, les pasteurs qui ont donné leur démission pour cause de santé. Il serait équitable de les comprendre dans ce paragraphe.

MM. LASSERRE et PELET proposent un amendement ainsi conçu : « Les délégués au Synode général et leurs suppléants seront pris dans le Synode particulier. »

M. LASSERRE. — Le mode adopté par la commission, pour nommer les délégués au Synode général, ressemble beaucoup à celui qu'avait établi le décret de 1871. Ce mode a eu l'avantage de permettre l'envoi au Synode de beaucoup d'hommes distingués, qui n'y auraient pas figuré si les choix n'avaient pu se faire en dehors des circonscriptions. Mais si la présence de ces hommes de mérite était presque indis-

pensable dans ce premier Synode qui a eu tant de questions préjudicielles à résoudre et de si grands travaux à accomplir, elle sera bien moins nécessaire dans les futurs Synodes, et il vaut mieux s'exposer à être privé de leurs lumières, que de manquer à cette obligation, que nous devrions pratiquer comme nos pères, d'affirmer l'individualité morale de la paroisse et des corps ecclésiastiques, en n'envoyant au Synode général que les représentants les plus autorisés de ces corps. Selon notre ancienne discipline, et le principe du régime presbytérien synodal, l'Eglise doit exiger pour l'élu un suffrage d'autant plus souvent répété qu'il est investi d'une fonction plus haute, et c'est ce suffrage répété que je trouve dans le délégué au Synode général, choisi parmi les membres du Synode particulier, puisqu'il se trouve ainsi successivement élu par les électeurs de la paroisse, par le Consistoire, par le Synode particulier.

Par l'amendement suivant : « Le Synode particulier devra choisir dans son sein les deux tiers au moins des délégués, » M. BABUT espère concilier l'intérêt qu'a la paroisse à être représentée et celui qu'a le Synode à compter parmi ses membres le plus grand nombre possible d'hommes distingués.

M. BREYTON pense que les membres du Synode particulier seront plus disposés à s'envoyer eux-mêmes au Synode général qu'à choisir des délégués en dehors de leur assemblée. Il ne craint pas qu'on abuse de la faculté donnée par l'article 3. D'ailleurs, il croit qu'il faut laisser les Synodes particuliers complètement libres dans leur choix, car ce qui importe par-dessus tout, c'est que les délégués au



Synode général représentent, autant que possible, l'esprit des Eglises qui les envoient.

L'assemblée repousse les amendements de MM. Las-serre et Mallet et celui de M. Babut.

MM. MONNIER et OLLIER proposent l'amendement suivant : « Les délégués titulaires au Synode général doivent être choisis, pour la moitié au moins, parmi les pasteurs en fonctions et les anciens de leurs circonscriptions respectives; pour le surplus, faculté leur est laissée de choisir dans toute la France, savoir :... » (Suit l'énumération du paragraphe 2 de l'article 4.)

M. MONNIER croit qu'il est de toute justice qu'une place soit toujours faite parmi les délégués au Synode général pour une circonscription, à ceux qui s'occupent des affaires religieuses de cette circonscription.

L'amendement n'est pas accepté.

M. VAURIGAUD combat l'amendement présenté par M. Colani, qui demande l'admission parmi les éligibles énumérés dans l'article 4, des ministres du saint Evangile, des agents des Sociétés religieuses,... etc. La commission n'a pas cru devoir considérer comme éligibles les ministres du saint Evangile, parce que l'honneur de la délégation au Synode lui a paru devoir être accordé aux pasteurs qui s'occupent des affaires de l'Eglise, et en connaissent les besoins, et qu'on ne pouvait y appeler des hommes qui, bien que ministres, se dérobaient aux charges pastorales, alors que tant de paroisses manquent de pasteurs. (*Très-bien!*)

M. COLOMBIER demande si les pasteurs suffragants sont éligibles.

La commission, répond M. VAURIGAUD, ne s'est pas spécialement occupée de ces cas; mais le droit des pasteurs suffragants à être élus ne paraît pas douteux, surtout après une suffragance d'une certaine durée à déterminer.

L'assemblée décide que les pasteurs suffragants sont éligibles.

M. COLANI. — Par le seul fait que les ministres du saint Evangile ne sont pas compris dans le paragraphe 2 de l'article 4, il en résulte pour eux une exclusion et un blâme formels, qui nous paraissent regrettables, et qu'il faut absolument éviter.

M. ROBERTY craint que, pour éviter le service militaire, que la loi va exiger de tous, beaucoup de jeunes gens ne suivent les cours de théologie et ne se fassent recevoir ministres qu'en vue d'échapper aux charges militaires, sauf à donner leur démission dès qu'ils auront atteint l'âge sauveur de vingt-six ans. Il faut éviter de choisir pour délégués des ministres aussi peu disposés à être pasteurs, en exigeant pour leur éligibilité la condition de l'exercice des fonctions pastorales pendant un certain nombre d'années.

Il serait bon aussi d'exiger la preuve qu'un congé régulier a été accordé par son Eglise au ministre du saint Evangile qui ambitionne d'être nommé au Synode général.

M. COLANI. — J'abonde dans le sens des premières paroles de M. Roberty; j'ai vu à Strasbourg des jeunes gens accourir à la Faculté pour échapper à la loi sur la garde mobile; j'en ai eu le cœur soulevé. (*Vive approbation.*) Je vais si loin à cet égard que

je voudrais qu'on n'accordât aucune exemption du service militaire à ceux qui étudient pour le ministère. (*Nouvelle approbation sur plusieurs bancs.*) Mais je vous demande de déclarer que les simples ministres pourront être nommés au Synode comme laïques; je ne plaide pas ma cause, je suis redevenu laïque et je le resterai.

Les amendements de MM. Colani, Roberty ne sont pas acceptés.

L'assemblée rejette également un amendement de M. Vesson, ainsi conçu : « S'il s'agit de pasteurs, parmi tous les pasteurs en fonctions à quelque titre dans l'Eglise, titulaires, adjoints, suffragants, auxiliaires, agents de Sociétés religieuses, pourvu qu'ils réunissent les conditions requises pour être nommés pasteurs, les professeurs de théologie..., » etc.

On fait observer qu'en votant l'article 3, tel qu'il est conçu, les ministres du saint Evangile, par cela même qu'ils ne sont pas considérés comme pasteurs, se trouvent éligibles comme laïques, à moins qu'on ne veuille les considérer comme une classe à part, comme des parias.

M. DE PREISSAC, dans l'intérêt de la bonne direction des décisions à prendre, propose de voter d'abord l'article, sauf ensuite à augmenter, par voie d'admissions successives, le nombre des éligibles au Synode général.

M. GAUFRES propose l'amendement suivant : « Tout ministre du saint Evangile, n'exerçant aucune fonction pastorale, sera considéré comme laïque et pourra être élu en cette qualité. »

On fait observer que la question de savoir si les

ministres, qui n'exercent pas de fonctions pastorales, seront considérés comme pasteurs ou laïques, doit être examinée par une commission.

M. GAUFRÈS remarque que, lorsqu'on aura voté les paragraphes 2 et 3, relatifs aux catégories d'éligibles, et dans lesquels les ministres sans fonctions pastorales ne sont pas mentionnés, on aura, par cela même et de fait, déclaré ces ministres incapables au point de vue de l'éligibilité.

M. CHABRIÈRE-ARLÈS demande si les pasteurs admis à la retraite ayant moins de trente ans d'exercice sont inéligibles.

M. LAURENS répond que la commission considère comme inéligibles tous ceux qu'elle n'a pas énumérés au paragraphe 2 de l'article 4.

M. DIDE. — Vous décrêtez ainsi, de votre autorité privée, de véritables incapacités électorales.

M. CAMBEFORT dépose un amendement par lequel « ne seront considérés comme laïques que les ministres du saint Evangile qui déposent entre les mains du modérateur du Synode particulier de leur circonscription, leur certificat de consécration évangélique. » — On aura par ce moyen, ajoute M. Cambefort, des garanties contre les changements fantaisistes de situation et de qualité. Il n'est pas bon que le même homme puisse alternativement, et selon les circonstances ou les inspirations de son ambition et de son intérêt du moment, être considéré aujourd'hui comme pasteur et demain comme laïque.

M. CLAMAGERAN. — Mais ce serait là pour eux une déclaration d'indignité ! Est-ce que lorsqu'un avocat renonce à exercer sa vocation, on lui de-

mande le dépôt de l'acte qui assure les droits qu'il a à porter son titre? (*Vive agitation.*)

M. CAMBEFORT. — Il ne s'agit ici de rien d'infamant. A la place du dépôt de l'acte de consécration, exigez de lui une lettre déclarant qu'il renonce définitivement au ministère ecclésiastique.

M. COLANI. — Vous vous faites du ministre une idée absolument fausse et catholique; vous allez créer une caste. Dans le protestantisme, on doit être consacré en vue de telle ou telle fonction, non pour la vie entière, et, dès que cette fonction cesse, on est laïque.

M. DELMAS père. — Que M. Colani me permette une question. Pourrait-il reprendre demain les fonctions pastorales?

M. COLANI. — Je vous ai déjà dit que je ne le voulais pas.

M. DELMAS. — Il ne s'agit pas de cela. Le pourriez-vous? Voilà ma question. (*Très-bien! à droite. Nouvelle agitation.*)

M. DE CLAUSONNE. — Un ministre du saint Evangile n'est pas un laïque, puisqu'il peut exercer les fonctions pastorales; d'un autre côté, il n'est pas pasteur ayant charge d'âmes, et il semble qu'on doit lui demander quelques garanties pour la conservation de son caractère de ministre. Si l'on considère les ministres du saint Evangile comme des laïques, il pourra arriver qu'on envoie des ministres du saint Evangile comme laïques, ce qui peut réduire de beaucoup le nombre des délégués véritablement laïques.

M. JALABERT. — La commission a entendu dési

gner par pasteurs les ministres du saint Evangile en exercice et ayant charge d'âmes. A ce point de vue on ne doit pas admettre que les ministres du saint Evangile qui n'exercent pas, qui n'ont pas charge d'âmes, puissent être envoyés au Synode comme pasteurs. Mais alors, comme il faut de deux choses l'une, à moins qu'on ne veuille les considérer comme des parias, on doit les considérer comme des laïques éligibles.

M. PERNESIN. — Je vais répondre avec une entière franchise au dilemme posé par M. Jalabert.

Un pasteur renonce après trois ou quatre ans au ministère pour embrasser telle ou telle industrie. Evidemment nous ne pouvons plus le considérer comme pasteur.

Pouvons-nous le regarder comme laïque ? Pas davantage. (*On rit.*) S'il est laïque, il viendra comme laïque siéger au Synode. Eh bien ! nous, vrais laïques, nous craignons la concurrence de ces laïques-là qui sont des théologiens, qui ont la parole exercée et qui nous embarrassent par leurs citations. (*Rires prolongés.*)

Et puis, il ne faut pas s'y tromper, quand on a été pasteur, on en garde toujours quelque chose, il y a un je ne sais quoi qui vous trahit. Quant à moi, négociant, je n'aimerais pas voir siéger dans un Synode, à côté de cinquante pasteurs qui y entrent de droit, une trentaine d'anciens pasteurs qui y entreraient comme laïques. Ah ! s'ils veulent devenir vraiment laïques, qu'ils déposent leur acte de consécration ; si vous trouvez cela blessant, inventez autre chose, une déclaration solennelle par exemple, mais

un acte public par lequel ils renoncent au saint ministère.

M. DIDE. — L'argument de M. Pernessin ne porte pas, car il n'évitera point le danger de rencontrer au Synode la science et le talent de parole des anciens pasteurs, qui paraissent lui faire peur, et qui seront redevenus laïques par le dépôt du certificat de consécration entre les mains du modérateur du Synode particulier. Il est évident que l'obligation de ce dépôt n'empêchera pas ceux qui l'auront fait d'arriver au Synode général. Ce qu'on veut, c'est exclure du droit à l'éligibilité de nombreux ministres du saint Evangile qui sont sortis de l'Eglise nationale. Ce qu'on cherche, c'est de créer un genre neutre d'hommes (respectés et sérieusement instruits sans doute), mais que l'on repousse pour des motifs dont je ne veux pas pénétrer l'intention, et comme laïques et comme pasteurs.

M. COLOMB faisant remarquer qu'on ne peut cependant accorder aux ministres du saint Evangile une position exceptionnelle et privilégiée, en leur laissant la faculté de se présenter au suffrage des électeurs, tantôt comme laïques, tantôt comme pasteurs, suivant les chances du moment, M. Clamageran lui fait observer que ce n'est pas l'une et l'autre qualité qu'on demande à l'assemblée de déterminer chez le ministre du saint Evangile, mais l'une *ou* l'autre.

M. MALLET. — Il y a des laïques et il y a des pasteurs. A mes yeux tous les ministres de l'Evangile sont des pasteurs, mais la commission n'a voulu admettre au Synode que ceux qui ont charge d'âmes,



et elle a eu raison. Quant à ceux qui veulent redevenir laïques, qu'ils le déclarent nettement. Sans cela que verrions-nous? En trente ans le même homme pourrait paraître dix fois au Synode, cinq fois comme pasteur, cinq fois comme laïque.

M. COLANI. — C'est trop subtil. Vous faites de la théologie.

M. MALLET. — Pardon, je vous laisse ce soin, vous vous en acquittez mieux que moi (*Rires*), mais je choisis un exemple extrême pour bien faire saisir la difficulté de la question.

M. ETIENNE COQUEREL. — M. Pernessin n'a pas voulu créer une classe de parias, mais il veut créer des suspects. (*Dénégations.*) Il veut des garanties contre ce scandale d'un pasteur qui a des doutes, qui se retire quelque temps du ministère comme l'a fait Verny, et qui y rentre plus tard quand il est affermi. Eh bien! en entrant dans cette voie, vous allez gêner le recrutement du pastorat et faire quelque chose qui n'est ni protestant, ni chrétien, ni évangélique. (*Aux voix! aux voix!*)

M. MONTANDON. — Sans doute, on ne peut admettre qu'on puisse changer facilement de situation et de caractère, en se déclarant tantôt pasteur, tantôt laïque. Mais d'un autre côté, il est impossible de considérer comme indélébile la qualité de pasteur ou de laïque, et il me semble conforme à la justice et à la liberté de laisser toujours au pasteur la faculté de devenir laïque, et au laïque, ancien pasteur, de rentrer dans l'Eglise pour reprendre ses fonctions pastorales.

M. LAURENS. — L'exclusion n'est en définitive

prononcée que par le ministre de l'Evangile lui-même, puisqu'il ne veut pas opter entre la situation du pasteur et celle du laïque. Il y a des faits fâcheux dont il faut absolument éviter le retour. Ainsi, moi, j'ai connu un ancien pasteur qui, vingt-cinq ans après avoir donné sa démission, et après avoir rempli des fonctions administratives, jugea convenable de donner le baptême.

L'assemblée repousse l'amendement de M. Gaufrès, et adopte celui de M. Vesson, qui est ainsi conçu :

« Les membres de l'Eglise qui ont été consacrés au ministère évangélique pourront être élus en qualité de laïques, s'ils déclarent renoncer à la carrière ecclésiastique. »

§ 3 (art. 4). « Et lorsqu'il s'agit de laïques, parmi les électeurs qui remplissent les conditions d'éligibilité autres que celles de la résidence. »

M. PAUL LAFON propose de substituer le mot *ancien* au mot *électeur*. De cette façon, dit-il, il y aura plus d'homogénéité dans la loi, puisqu'il a été admis qu'on ne pourrait choisir les délégués au Synode particulier que parmi les anciens, et on tient vraiment compte des décisions du suffrage universel qui désigne les *anciens*.

M. LAURENS combat l'amendement parce que son adoption ne permettrait pas d'envoyer au Synode les plus capables de la circonscription, si par hasard ils n'étaient pas anciens.

L'assemblée n'accepte pas l'amendement de M. Lafon et vote l'ensemble de l'article 4, tel qu'il a été modifié.

ART. 5. « Toutes les nominations des délégués et des suppléants ont lieu au scrutin secret, à la majorité absolue des suffrages. »

M. JALABERT a la parole pour développer l'amendement qu'il a proposé en vue de faire disparaître les abus du scrutin de liste dans les élections au Synode général ; voici cet amendement :

« En vue de l'élection de députés au Synode général, le Synode particulier se divisera en autant de bureaux qu'il y aura de députés à élire, chaque bureau devant élire un député et un suppléant.

« La répartition entre les bureaux se fera de la manière suivante :

« On divisera le nombre des membres présents par celui des bureaux, et le résultat de cette division en chiffres ronds étant déterminé, la composition de un ou plusieurs bureaux se fera volontairement toutes les fois qu'il se présentera un ou plusieurs groupes de membres, chaque groupe étant égal à ce chiffre.

« A défaut de groupement volontaire pour un ou plusieurs bureaux, il y aura un tirage au sort des membres afférents aux bureaux non composés.

« La fraction des membres présents restant en dehors du multiple du chiffre des députés à élire sera répartie par le sort entre quelques-uns des bureaux.

« Les bureaux ainsi constitués, le sort déterminera ceux qui éliront des pasteurs et ceux qui éliront des laïques.

« L'élection dans chaque bureau aura lieu à la majorité absolue.

« En cas de partage de voix, le candidat le plus âgé sera élu. »

Les déplorables inconvénients du système du scrutin de liste sont reconnus depuis longtemps, dit M. Jalabert. Mais ils viennent de s'accuser puissamment à propos des élections au Synode général. Il est difficile de s'entendre sur les noms qui doivent figurer au scrutin de liste. Ce système ne tient aucun compte des minorités, puisque les listes de conciliation, qui sont souvent désirées, deviennent impossibles par la crainte d'être dupe, dans le cas où l'on serait seul à faire de la conciliation, et vu la difficulté d'être renseigné sur ce point au moment même du vote. Enfin, il implique l'existence et le fonctionnement de comités électoraux qui, par intérêt de parti et parce qu'il n'est pas de la majorité du lieu, ne portent pas tel homme distingué de leur circonscription, qui mériterait à plusieurs titres d'être délégué, laissant ainsi à d'autres circonscriptions le soin de l'envoyer au Synode. Or, c'est un honneur, pour un homme de mérite, d'être reconnu comme tel dans son pays, d'être choisi par lui, et il y a également honneur et profit pour une circonscription à se faire représenter par un tel homme.

Avec le système que je propose, tous ces inconvénients, inhérents au scrutin de liste, disparaissent; et, en ce qui concerne la représentation des minorités, il supprime les quelques imperfections du système dit du quotient électoral et du système du vote cumulé, que j'avais d'abord recommandé, et dont l'assemblée a bien voulu renvoyer l'étude aux Synodes particuliers.

Ma proposition est entièrement nouvelle, et, par son mécanisme, il est facile à une minorité de dix membres seulement, dans un Synode particulier comptant cinquante électeurs et ayant cinq délégués à nommer, de se faire représenter au Synode général. L'équité et l'exactitude de la représentation ressortent clairement, à la simple lecture, du nouveau système électoral proposé, et son adoption, sa facile application mettraient enfin un terme aux injustices et aux inégalités qu'on a vu si souvent se produire avec le scrutin de liste. (*Très-bien !*)

M. LAURENS, *rapporteur*. — La commission reconnaît avec M. Jalabert combien la représentation des minorités est chose désirable. Mais, sans repousser en principe son système d'élection, elle le considère comme compliqué dans l'application, et croit son mécanisme difficile à bien saisir pour l'électeur, qui préférera le scrutin de liste par la seule raison qu'il est habitué à s'en servir. Sans doute, l'emploi du scrutin de liste sacrifie parfois les minorités, mais il faut bien, en fin de compte, que les minorités s'habituent à se consoler et à s'incliner devant les majorités.

M. BREYTON. — Je ferai remarquer en outre que, dans ce système, il reste toujours quelques voix qui sont absolument sacrifiées; ce sont les voix supplémentaires que le sort distribue entre les bureaux, mais qui ne pourront rien y faire. (*Très-bien !*)

L'amendement de M. Jalabert est mis aux voix et repoussé.

L'article 5 est adopté.

ART. 6. « Chaque Faculté de théologie, dont les

professeurs ont été nommés par l'Etat sur la présentation des Eglises, est représentée au Synode général par un de ses professeurs, élu par la majorité de ses collègues. »

Sur une observation de M. Colani, il est déclaré que, dans le cas des Facultés de théologie mixtes, les membres de la confession d'Augsbourg ne participeront pas à la nomination du délégué au Synode.

L'article 6 est voté.

ART. 7. « Le Synode général se réunit périodiquement tous les trois ans, au lieu et à l'époque déterminés par le Synode précédent.

« Il sera réuni extraordinairement dans l'intervalle, sur la demande du tiers des Synodes particuliers. »

M. COLANI propose l'amendement suivant :

« Le Synode, élu pour trois ans, dans les deux mois qui suivent le renouvellement des Conseils presbytéraux, se réunit de droit chaque année au lieu et à l'époque fixés dans la session précédente. »

Le Synode serait ainsi élu pour trois ans, mais il sera tenu de se réunir chaque année. Une pareille disposition est bonne à établir dans une loi qui doit être approuvée par l'Etat, et elle aura pour effet de rendre presque inutile une commission synodale, un directoire de quelques personnes, qui finiraient par devenir omnipotentes si leur mandat durait trois ans.

Si les futurs Synodes devaient avoir l'importance de celui-ci, il serait peu pratique d'en demander la réunion annuelle. Mais il est évident qu'ils auront bien moins à faire, et que leurs travaux seront préparés et rendus plus faciles par les commissions de-

mandées par M. Frossard au commencement de cette séance.

Enfin, la question matérielle des frais du Synode se réunissant chaque année ne peut guère nous arrêter, parce qu'il est probable que le gouvernement voudra bien accorder à l'Eglise réformée de France les 30,000 francs qu'il accordait annuellement, pour ses frais généraux, à l'Eglise de la confession d'Augsbourg.

L'amendement de M. Colani est adopté par assis et levé, après une première épreuve déclarée douteuse. (*Sensation prolongée.*)

L'article 7, modifié par l'amendement Colani, et par la suppression du mot *extraordinairement* (2<sup>e</sup> §), est voté ainsi que l'article 8 ainsi conçu :

« Il nomme au scrutin, à la majorité absolue des suffrages, un modérateur, deux modérateurs adjoints, dont un laïque et six secrétaires. »

ART. 9. Le paragraphe 1<sup>er</sup> est voté : « Il statue sur les suspensions de pasteurs maintenues ou prononcées par le Synode particulier. »

§ 2. « Il prononce, s'il y a lieu, la révocation des pasteurs après avoir pris l'avis des Synodes particuliers, et à la charge d'en référer immédiatement au gouvernement. »

M. COLANI voudrait qu'on ajoutât ces mots : « Lorsqu'il en a été saisi d'abord par les Conseils presbytéraux et les Consistoires. »

M. PARIS propose l'amendement suivant au paragraphe 2 de l'article 9 : « Il prononce, sur l'initiative du Conseil presbytéral, la révocation du pasteur, après avoir pris l'avis des Consistoires et des Synodes



particuliers. » M. Paris fait remarquer qu'il y a contradiction à donner au Synode général le droit de prononcer la révocation d'un pasteur, peine beaucoup plus grave qu'une suspension, alors qu'on ne lui accorde le droit de statuer sur les suspensions qu'après les décisions des Synodes particuliers et des Consistoires.

L'amendement est repoussé.

On lit le paragraphe 3 : « Il prononce définitivement sur les conflits élevés soit entre les corps ecclésiastiques, soit entre ces corps et les pasteurs, soit entre les pasteurs. »

M. COLANI désire qu'on mette : « Il prononce *en dernier ressort*. » — Mais M. Jalabert fait observer qu'en écrivant ces mots dans la loi, on laisse supposer que la révocation d'un pasteur a pu être prononcée, en premier ressort, par un Synode particulier ou un Consistoire. Or, ces deux corps ne peuvent prononcer que des suspensions, et le droit de révocation appartient au Synode général seul.

M. Colani n'insiste pas.

L'article 9 est voté avec ces mots proposés par M. Roberty : « Le pasteur, dont la révocation est demandée, est toujours entendu. »

Art. 10. « Il arrête et approuve les règlements généraux relatifs au culte, à la discipline, à l'enseignement de la doctrine, à l'organisation et à l'administration de l'Eglise. »

M. COLANI réclame la suppression du mot *approuve* comme inutile. Il demande si l'on entend donner au mot *discipline* le sens large qu'il avait autrefois et qui comprenait même le culte. Enfin, il ne saisit pas

le sens de ces expressions : « *règlements généraux relatifs à l'enseignement de la doctrine.* » Est-ce que par hasard le Synode général serait compétent pour formuler des règles auxquelles l'enseignement de la théologie devrait s'assujettir ?

*Plusieurs voix.* — Oui, oui ! Cela va de soi !

L'article 11 est voté.

La séance est levée.

## VINGT-CINQUIÈME SÉANCE.

VENDREDI 5 JUILLET.

La séance est ouverte à une heure et demie.  
Prière de M. Delmas père.

On communique ensuite à l'assemblée :

1° Une lettre de M. le pasteur de Melle, qui l'informe que, contrairement à ce qui a été dit au Synode, le Conseil presbytéral de son Eglise n'a point émis le vœu que l'on formulât une confession de foi.

2° Une lettre du comité de la Société de l'Histoire du Protestantisme français, qui remercie l'assemblée du témoignage de sympathie qu'elle lui a donné.

Enfin, en troisième lieu, une proposition relative aux Eglises réformées de l'Algérie, et signée de MM. Teule, Besançon et Nougulier. Cette proposition est renvoyée à la commission d'organisation ecclésiastique.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. SCHICKLER donne lecture de la proposition suivante :

« Considérant que la situation actuelle des aliénés protestants, disséminés dans des asiles publics où ils ne peuvent recevoir les soins moraux et religieux

nécessaires, est regrettable à tous les points de vue et surtout à celui du rétablissement possible de leur santé ;

« Considérant que les Eglises protestantes ne pourraient encore subvenir aux frais d'établissements spéciaux, qui seuls remédieraient à cette fâcheuse situation ;

« Considérant que l'Etat s'est toujours montré favorable aux mesures qui peuvent remédier à cette situation, ainsi qu'il ressort d'une circulaire du ministre de l'intérieur aux Conseils généraux, en date du 12 août 1867 ;

« Le Synode général invite les Synodes particuliers à étudier le mode de groupement possible des aliénés protestants dans un seul asile d'une région déterminée, suivant la méthode qui a déjà reçu la sanction de l'expérience dans la région du sud-est.

« Les Synodes particuliers s'entendraient, d'une part avec les Consistoires, d'autre part avec les Conseils généraux, pour l'exécution du plan adopté, qui doit dans tous les cas respecter les vœux des familles intéressées.

« *Signé* : Fernand Schickler, J. de Seynes. »

Après un discours de M. Schickler, en faveur des aliénés protestants, la proposition, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

M. CAMILLE RABAUD dépose une proposition ainsi conçue :

« Nous, soussignés, impérieusement obligés de rentrer dans nos Eglises, demandons au Synode de prononcer lundi prochain, 8 juillet, la clôture de la

session, et d'ajourner à la session suivante la fin de ses travaux. »

Cette proposition, signée de MM. Rabaud, Grotz, Lamarche, Basile Rives, François Corbière, Gachon, Philippe Corbière et Gache, est renvoyée à la commission des vœux.

L'ordre du jour appelle la continuation de la discussion sur la loi organique.

M. ET. COQUEREL présente un paragraphe additionnel à l'article 11.

M. JALABERT demande que l'on consulte l'assemblée afin de savoir si elle veut continuer la discussion de la loi organique, ou passer immédiatement à la discussion de la proposition de M. Cambefort, ainsi que cela avait été décidé.

L'assemblée décide que la proposition Cambefort sera mise immédiatement en discussion.

M. LAURENS, rapporteur, rappelle qu'elle avait deux objets, l'un relatif aux candidats au saint ministère, l'autre aux pasteurs en exercice. M. Cambefort ayant retiré cette seconde partie de sa proposition, s'est rattaché d'autant plus à la première, et y a ajouté un formulaire de consécration qui n'est autre que la déclaration de foi votée par le Synode, le 20 juin dernier.

Cette proposition a été examinée avec le plus grand soin par la commission, et il a été reconnu qu'un formulaire était nécessaire, mais qu'il convenait d'en renvoyer l'étude à la session prochaine. Cette question ayant été vidée, la majorité de la commission a été d'avis d'exiger des candidats au saint ministère leur adhésion à la foi de l'Eglise, et de

s'en tenir provisoirement aux formulaires de consécration actuellement en usage dans l'Eglise. Voici la proposition telle qu'elle a été arrêtée par la commission :

« Tout candidat au saint ministère devra, avant de recevoir la consécration, déclarer qu'il adhère à la foi de l'Eglise telle qu'elle est constatée par le Synode général.

« On se servira pour la consécration au saint ministère d'un formulaire approuvé par le Synode. L'usage du formulaire, dit de Montauban, et du formulaire dit des conférences du Gard, est provisoirement autorisé. »

M. CAMBEFORT a déclaré se rallier à la proposition de la commission.

M. CAMBEFORT dit qu'en déposant sa proposition, son but était d'obtenir des garanties de sécurité pour l'avenir de l'Eglise, et de prévenir le retour des désordres qui l'ont troublée. Ce qu'il voulait, c'était poser une limite. Il croyait qu'il n'en pouvait exister d'autre que la déclaration de foi du 20 juin. Il a pourtant rencontré des hésitations, et a compris qu'il valait mieux se rallier à une proposition plus générale. Aussi, a-t-il retiré celle qu'il avait présentée, étant d'accord sur le fond avec la commission. Il accepte le premier paragraphe de la proposition qui vient d'être lue par M. Laurens, mais fait ses réserves sur les deux derniers, relatifs aux formulaires de consécration.

M. MARTIN-PASCHOUX a entendu le précédent orateur parler de désordre, et il a à cœur de dire quelques mots sur ce sujet. On veut imposer une déclai-

ration de foi aux futurs pasteurs. Voici ce qu'en pensait Samuel Vincent :

« Dans la situation actuelle de nos Eglises, avec l'esprit qui anime la presque totalité de leurs membres, la remise en vigueur de la discipline et de la confession de foi serait une véritable innovation, une *révolution radicale*, qui occasionnerait les plus graves inquiétudes et les troubles les plus sérieux. Parler d'exhumer notre antique discipline dans ces circonstances, c'est, je ne crains pas de le dire, anéantir notre religion. »

Samuel Vincent avait raison. Nous voulons tous améliorer et non détruire notre Eglise. Si les séditions du présent contre le passé sont parfois funestes, celles du passé contre le présent le sont plus encore. Le passé est vraiment passé. Les confessions de foi sont mortes, ou plutôt (car rien ne meurt) votre ancienne Eglise se trouve transformée en celle d'aujourd'hui. Les circonstances et le temps en ont fait ce que nous la voyons. C'est bien l'Eglise que les réformateurs ont fondée, mais ses règles, ses usages, son gouvernement ont changé.

Tout a changé depuis trois siècles. La France est toujours la France ; mais elle n'est plus ce qu'elle était sous Henri II. Il en est de même de notre Eglise. Il la faut accepter telle que le temps nous la donne.

Pour l'orateur, il ne peut y avoir d'Eglise chrétienne sans doctrine chrétienne. Mais cette doctrine se trouve uniquement dans les paroles et les exemples de Jésus-Christ dans l'Evangile, et voilà pourquoi, depuis le commencement du siècle, on ne de-



mande autre chose aux pasteurs et aux fidèles de notre Eglise que de professer la doctrine chrétienne, telle qu'elle est renfermée dans l'Evangile, où chacun doit la chercher pour lui-même.

M. Cambefort vient de dire que c'est là un désordre.

M. CAMBEFORT. — Je n'ai pas dit cela.

M. MARTIN-PASCHOUD. — J'ai cru l'entendre. L'orateur continue en disant que ce n'est pas là qu'est la cause du désordre. Cette cause procède du peu de fidélité des membres de l'Eglise à ses principes. Les uns veulent remplacer la pure doctrine de Jésus-Christ par des formules qu'ils entendent imposer. Les autres s'affranchissent de promesses qu'ils ont faites de s'appliquer à l'étude de la Bible et à la prière. Le véritable moyen d'établir l'Eglise sur sa base, c'est d'accomplir tous, pasteurs et laïques, d'une façon plus fidèle nos engagements, sans vouloir nous assujettir et assujettir les autres à un *credo* quelconque.

Il cite à ce propos le passage suivant d'une lettre de M. Agénor de Gasparin à M. le pasteur Athanase Coquerel :

« Le protestantisme n'est ni la religion de Calvin, ni celle de Luther, ni celle d'aucun de nous. Le jour où il a été admis par quelques hommes que les décisions et les interprétations émanées de quelques autres hommes avaient la même force que le texte sacré, ce jour-là seulement il y a eu des catholiques. Si le protestantisme, infidèle à son principe, eût imposé à son tour des interprétations, des commentaires, s'il eût donné un caractère obligatoire aux écrits des réformateurs, aux opinions des Synodes,

aux symboles et aux confessions de foi, nous n'aurions fait que changer de joug et d'erreur.

« Les doctrines des premiers réformés, nécessairement fautives sur plus d'un point, seraient devenues des articles de foi. Chaque génération aurait ajouté son contingent à ce fatal recueil de décisions infailibles et irrévocables, qu'on aurait eu le droit d'augmenter et jamais le droit de réduire. L'unité, la vérité de l'Evangile auraient encore été étouffées une fois sous les commentaires de main d'homme. Les vieilles confessions de foi étaient des exceptions au principe de la Réforme. Tous aujourd'hui nous entourons de notre respect les glorieux monuments de la foi de nos pères, mais tous aussi nous puisons notre foi à une autre source.

« Nous lisons les Ecritures et non les confessions d'Augsbourg ou de la Rochelle, pour voir si ce qu'on nous dit y est conforme. Nous trouvons que la Parole de Dieu nous suffit pour le dogme et pour la morale. Nous trouvons qu'elle est plus claire, plus précise, plus accessible aux pauvres d'esprit que les symboles obscurs, toujours imparfaits, qui sortent de la main des hommes.

« Enfin, il n'y a pour la loi divine et pour la loi humaine que deux systèmes possibles : l'un consiste à admettre un pouvoir interprétatif, dont les décisions aient la même force que la loi ; l'autre consiste à conserver le texte primitif sans commentaires, et à appliquer la loi dans chaque cas particulier, abstraction faite des décisions antérieures : le système catholique et le système protestant. Eh bien ! ce second système est le seul admissible, quand il s'agit de la loi divine. »

Pour l'orateur, ce système se résume en deux mots : l'Evangile et la liberté. Nous le suivons tous depuis soixante-dix ans ; n'allons pas le détruire et le remplacer par un autre qui, après avoir porté de bons fruits en son temps, serait mortel pour notre Eglise. On ne doit demander aux candidats au saint ministère que ce que l'on a décidé que l'on demanderait aux électeurs : Adhérez-vous à la vérité révélée..... et surtout pratiquée, à la vérité agissante par la charité ? (*Très-bien ! à gauche.*)

M. CAMBEFORT demande la parole pour un fait personnel. Le désordre, selon lui, ne consiste pas dans le principe du libre examen. C'est un principe auquel il tient, et il ne permettrait à personne, individu ou Synode, de lui imposer une foi toute faite. Mais, à côté des droits de l'individu, il reconnaît ceux de l'Eglise, et ne trouvera nullement étrange que telle Eglise n'ayant pas sa foi ne veuille pas de lui pour pasteur. Le désordre consiste à vouloir imposer à l'Eglise les résultats du libre examen qui sont subversifs de sa foi. (*Applaudissements à droite.*)

M. JALABERT. — Je viens au nom de la minorité de la commission, repousser la première partie de la proposition. Quant à la seconde, je fais remarquer qu'elle se trouve comprise dans un chapitre déjà voté, et j'ajoute qu'il n'y aurait aucun inconvénient à ce que l'on employât les deux formulaires désignés. Je ne traiterai donc que le premier point, et je résume ainsi mes objections :

1° L'adhésion à la foi de l'Eglise n'est pas un acte protestant ;

2° Elle peut n'avoir aucune signification ;

3° Enfin, je la considère comme dangereuse, si elle doit être soumise à une formule nettement précisée.

J'affirme d'abord que le mot « d'adhésion » implique une idée catholique qui me répugne. Que signifient d'ailleurs ces mots : adhérer à la foi de l'Eglise? — Pour moi, par cela seul que le candidat demande à entrer dans l'Eglise, il témoigne que ses croyances et ses sentiments sont en harmonie avec les siens. La formule est dès lors à peu près inutile. Elle est au contraire dangereuse, si par ces mots « la foi de l'Eglise » on entend la foi de l'Eglise constatée et formulée par le Synode général.

Si les Synodes ultérieurs apportent des modifications à la déclaration de foi, les candidats devront y adhérer; mais aujourd'hui c'est bien de la déclaration du 20 juin qu'il s'agit, et alors reparaissent toutes les objections que nous vous avons faites. Quand nous vous disions : Votre déclaration sera obligatoire, vous vous êtes récriés; aujourd'hui elle devient obligatoire, et la preuve c'est que, quand vous voudriez l'imposer, vous ne pourriez rien faire de plus. Vous avez voulu faire un abrégé de la confession de la Rochelle, un *minimum*, tel qu'on le pourrait supporter aujourd'hui. Eh bien ! nous n'avons pas retrouvé dans votre déclaration une expression adéquate de la foi de l'Eglise; nous ne voulons pas lier sur les épaules des autres des fardeaux que nous n'avons pas pu porter nous-mêmes.

Nous ne referons pas ici l'exposition de nos croyances, nous l'avons faite l'autre jour, mais nous avons des objections contre la forme et le fond de votre déclaration.

Pour ma part, si j'étais candidat au saint ministère, je refuserais de la signer. Pourquoi? Parce que je n'admets pas qu'on m'interprète tel ou tel document. Il est ce qu'il est; vos interprétations sont purement subjectives. Vous choisissez entre tant de versets qui parlent de la mort de Jésus-Christ, un seul; vous y voyez le rédempteur, un autre y verra ce dont vous ne voulez peut-être pas; qui décidera entre lui et vous? Vous parlez des faits contenus dans le Symbole, mais de quels faits s'agit-il? Le retour de Jésus-Christ est-il un de ces faits? A qui le demander? Qu'arrivera-t-il? Le candidat s'abstiendra, et vous aurez ainsi éloigné du ministère des chrétiens fervents qui auraient donné leur vie pour Jésus-Christ. Quelle est la condition que le Maître a posée : « Simon, fils de Jona, m'aimes-tu? » Et il a ajouté : « Pais mes brebis. »

Remarquez que les esprits vigoureux sont les plus difficiles. Si vous écarterez par vos entraves des hommes dont l'esprit et la conscience sont pleins de droiture, ils porteront leur activité dans d'autres carrières; qui aurez-vous pour vous? Les hommes sans caractère, sans volonté, qui reçoivent comme une cire molle toutes les empreintes. (*Vives protestations à droite.*)

On ne s'appuie que sur ce qui résiste. Défiez-vous de cette facilité à tout signer qui n'est que trop répandue. Je vous demande à vous, pasteurs de la droite, si au moment de votre consécration, vous n'auriez pas eu quelque scrupule à signer cette déclaration.

Mais alors, me dira-t-on, vous ne voulez rien faire?

Je réponds : Est-ce que jusqu'ici, par hasard, on n'a rien demandé à ceux qui entraient dans le ministère ? Il y a toujours eu des formulaires de consécration. Je vais prendre, par exemple, ce malheureux formulaire du Gard qui a été si souvent attaqué par le parti orthodoxe. Eh bien ! il contient tout ce qui est essentiel dans le christianisme, tout ce qui est dans votre déclaration. (*Ah ! ah ! à droite et rires.*) Il y a la foi en Dieu, en Jésus-Christ Fils unique de Dieu, au salut par sa mort, à sa résurrection, à l'autorité des saintes Ecritures. Qu'avez-vous donc besoin d'innover ?

Et puis, réfléchissez que la situation a bien changé depuis quelques jours. Cette Eglise s'est déclarée presbytérienne et synodale. Elle a son Synode. Par conséquent celui qui y entre déclare accepter l'ordre qu'elle a établi. Vous avez donc toutes les garanties possibles. Le Synode fera toujours respecter ses volontés. Que voulez-vous de plus ? Vous avez l'essentiel.

N'allez pas plus loin, en vue du présent et en vue de l'avenir. Du présent, car les votes pris à une faible majorité ne fortifient point une cause ; de l'avenir, car vous ne pouvez pas lier vos successeurs. A chaque jour suffit sa peine. Votre loi organique doit recevoir l'approbation du gouvernement ; cela vous donne du temps. Aujourd'hui ne faites rien d'excessif. (*Applaudissements à gauche.*)

La séance est suspendue à trois heures et demie.

M. le modérateur rappelle que, pendant la suspension, les bureaux devront se réunir pour procéder à la nomination des membres qui doivent composer la

commission chargée de faire imprimer les procès-verbaux et les actes du Synode.

La séance est reprise à quatre heures dix minutes.

M. le modérateur communique à l'assemblée le résultat des élections qui ont eu lieu dans les bureaux :

Ont été nommés : MM. Planchon, Sayous, Vesson, J. Gaufrès, de Seynes, Montandon et Alfred André.

La discussion est reprise.

M. DE CLAUSSONNE tiendrait, si la proposition de la commission est maintenue telle qu'elle a été présentée, à déposer un autre formulaire. Mais il croit devoir attendre que la question ait été vidée.

Sur la demande de plusieurs membres, M. de Claussonne donne lecture du formulaire suivant :

« Vous promettez de prendre pour règle de votre foi la vérité révélée, telle qu'elle est contenue dans les livres sacrés de l'Ancien et du Nouveau Testament ; d'annoncer à l'homme pécheur l'Evangile du salut, le pardon que Jésus-Christ assure, et la vie nouvelle qu'il communique par son Esprit à ceux qui s'unissent à lui par la foi ;

« De consacrer votre vie au service du Fils de Dieu, votre Sauveur, et de demeurer dans son amour ;

« De vous conformer à l'ordre établi et à la discipline de l'Eglise réformée de France, vous engageant ainsi tout particulièrement à respecter en chaire et dans votre enseignement les grands faits chrétiens qui servent de base à ses fêtes et à ses cérémonies religieuses.

« *Signé* : Borel, Pelon, Schickler et de Claussonne. »

M. LASSERRE donne lecture de l'amendement suivant :

« Les soussignés proposent au Synode de substituer au paragraphe 3 de la proposition de la commission, les dispositions suivantes : « Jusqu'à ce que le Synode ait rédigé un formulaire obligatoire de consécration, il autorise les Consistoires à se servir de tout autre en usage dans notre Eglise, à condition qu'il soit conforme à la déclaration du 20 juin. »

« *Signé* : Eugène de Magnin, Paul Lafon  
et Lasserre. »

M. DHOMBRES. — Messieurs, je ne ferai aucune observation sur la proposition de M. de Clausonne, si ce n'est qu'elle est trop faible et qu'elle consacre le *statu quo*, c'est-à-dire le mal dont nous désirons délivrer l'Eglise. Je désire répondre à M. Martin-Paschoud; il nous a parlé des séditions du passé contre le présent. Eh bien ! je l'avoue, je suis de ces séditieux-là; je défends le passé dans ce qu'il a de bon et de chrétien contre le présent dans ce qu'il a de mauvais. Nous avons laissé beaucoup du passé, mais nous avons maintenu le fond des doctrines professées par nos pères, par les grands chrétiens du moyen âge; nous faisons plus, nous remontons jusqu'au premier passé, jusqu'au christianisme primitif; c'est là pour nous le roc que nous voulons opposer aux flots changeants des doctrines humaines.

M. Martin-Paschoud nous a cité Samuel Vincent et nous l'a montré contraire aux confessions de foi; qu'il me permette de lui répondre en lui citant une lettre signée par lui en 1812. A cette époque,



M. Gasc, professeur à Montauban, avait attaqué la divinité de Jésus-Christ. Les pasteurs de Nîmes protestèrent par une lettre ainsi conçue :

« Le seul parti qui lui reste à prendre (à M. Gasc), est de donner sa démission de sa charge de professeur dans notre Faculté. C'est à quoi nous vous invitons à le forcer. Il le doit à lui-même et à nos Eglises, qui ne souffriront pas qu'on enseigne une doctrine entièrement opposée à celle dont elles font profession. Nous ne prétendons ni l'obliger à enseigner ce qu'il ne croit pas, ni renoncer à une opinion qu'il croit sans doute fondée ; mais nous sommes en droit d'exiger qu'il ne forme pas pour nos Eglises de jeunes pasteurs imbus d'une doctrine qui n'est pas la leur, et dont elles ne veulent pas changer. »

Samuel Vincent était un des signataires de cette lettre. (*Très-bien ! à droite.*)

M. Martin-Paschoud nous a encore cité M. Agénor de Gasparin, cet homme au cœur vaillant et généreux, que nous n'entendrons plus, hélas ! ici-bas. Il l'a transformé en apôtre du protestantisme libéral. Il est certain que M. de Gasparin mettait la Bible au-dessus de toutes les confessions, mais il était si peu opposé aux déclarations de foi qu'en 1848, il est sorti de l'Eglise réformée parce que celle-ci avait refusé de reconnaître la divinité de Jésus-Christ. (*Très-bien !*)

Je ne veux point m'accorder le plaisir de mettre M. Martin-Paschoud en contradiction avec lui-même, mais enfin c'est lui qui a écrit que la doctrine de l'Eglise réformée est clairement enseignée dans la

Bible d'abord, puis dans nos liturgies. Voilà ce que dit notre déclaration.

M. Jalabert, après M. Martin-Paschoud, est venu avec beaucoup de douceur, nous conseiller... de ne rien faire. (*On rit.*) Mais la douceur de son accent faisait un contraste étonnant avec quelques-unes de ses thèses. Il nous a dit qu'adhérer à la foi de l'Eglise n'est pas un acte protestant. Ah! s'il a voulu parler d'une foi qui s'impose en opprimant la conscience, il a eu raison. Mais vraiment, n'est-ce pas vouloir effacer l'histoire que de nous faire croire que nos pères, que les protestants de tous les pays, qui ont adhéré avec tant d'énergie à la loi de leur Eglise, n'étaient pas protestants?

Qu'est-ce que l'adhésion à la foi de l'Eglise? C'est la rencontre de la foi de l'individu avec la foi de l'Eglise. (*Très-bien!*) Il est étrange de nous dire que, par un acte semblable, on devient catholique. M. Jalabert nous a dit : Si vous faites une profession de foi, vous allez attirer à vous toutes les âmes faibles, sans vigueur, semblables à de la cire molle. Qu'il me permette de lui répondre que les protestants du seizième siècle étaient les âmes les plus indomptables de leur temps, et que ce n'est pas dans les pays aux croyances arrêtées que se sont formés les caractères sans consistance. Il nous a dit : « les déclarations de foi sont inutiles. » Inutiles! et pourquoi? Ce qui serait étrange, c'est qu'on ne demandât rien à ceux qui entrent au service de l'Eglise; je crois, comme on nous le disait l'autre jour, qu'un jeune pasteur serait justement étonné si, au moment de l'appeler à son service, l'Eglise ne lui demandait rien. Il a ajouté

que de telles déclarations seraient dangereuses parce qu'elles nous liaient et qu'un Synode prochain pourrait défaire ce qu'avait fait celui-ci. Sérieusement, M. Jalabert peut-il croire à une pareille mobilité? Avons-nous inventé quelque chose de nouveau? Mais les vérités que nous affirmons, elles sont au fond de toutes nos liturgies. Est-ce nous qui avons fait les liturgies? Ah! sans doute, j'espère bien que les Synodes prochains modifieront notre œuvre, mais en la complétant, en l'enrichissant. Aujourd'hui nous avons fait ce que nous avons pu, nous sommes allés jusqu'aux extrémités des frontières chrétiennes pour vous tendre la main.

En ce moment, l'Eglise remplit un saint devoir; elle veille à la pureté de l'enseignement dans son sein. Et qu'on ne vienne pas nous parler d'une haute police. Il n'y a ici ni haute ni basse police, il y a une sainte vigilance qui est pour nous un devoir chrétien : nous le remplissons dans l'intérêt des âmes, car ce qui les affranchit, c'est la vérité. Quand Jésus-Christ a dit à ses apôtres : « Allez, instruisez toutes les nations, » a-t-il voulu parler de l'enseignement primaire? Non, il parlait de la doctrine qui devait sauver les âmes. Et saint Paul n'insiste-t-il pas sur le maintien de cette doctrine? Cela me rappelle qu'on nous a dit que saint Paul était un hérétique, qu'il ne croyait pas à la résurrection de Jésus-Christ dans le même sens que les autres apôtres. C'est pourtant lui qui a dit : « Il est ressuscité le troisième jour. » Ah! Messieurs, soyez des hérétiques comme lui et c'est avec joie que nous vous recevrons. (*Rires.*) Est-ce que saint Paul ne rappelle pas le de-

voir de veiller sur la doctrine? Ecoutez ses propres paroles : « Il viendra un temps où les hommes ne souffriront plus la saine doctrine, mais où, ayant une démangeaison d'entendre des choses agréables, ils assembleront des docteurs selon leurs propres désirs. » Eh ! Messieurs, ne semble-t-il pas que saint Paul ait parlé en vue de notre temps ? (*Rires prolongés.*)

On parle de la liberté du pasteur, mais il serait temps de songer à la liberté du troupeau. Or, celle-ci consiste à pouvoir demander qu'on l'édifie, qu'on ne vienne pas attaquer sa foi. Si vous ne la respectez pas, vous introduisez le despotisme électoral.

Enfin, Messieurs, nous sommes une Eglise synodale, et ici je vous ferai part de mon étonnement ; je croyais que la gauche défendrait le congrégationalisme, et je suis surpris de la voir accepter le régime historique de notre Eglise ; toutefois, elle fait ses réserves, elle défend l'autonomie de la paroisse, dans un sens tel qu'elle la rend absolue ; eh bien ! nous ne pouvons accepter cette autocratie d'un nouveau genre. Les paroisses sont pour nous les membres du corps de l'Eglise.

Maintenant, je voudrais aborder quelques objections qu'on nous a faites. On nous a dit : « Prenez garde, vous ferez des hypocrites ! » Messieurs, s'il y en a, ils se feront eux-mêmes. Nous ne voulons surprendre personne. C'est à ce moment solennel où il entre au service de l'Eglise que nous nous adressons à la conscience du jeune pasteur, que nous lui disons : Voici la foi de l'Eglise, pouvez-vous l'accepter ? Nous présumons chez lui non la duplicité,

mais la droiture. (*Très-bien !*) On nous a dit : Il faut respecter la sincérité de nos jeunes pasteurs et le travail qui se fait dans leur âme. Certainement. Moi aussi j'ai été jeune, j'ai traversé ces crises intérieures où la foi s'élabore, mais quels qu'aient été mes doutes, je n'ai jamais mis en question ce qu'on vous demande de proposer aux candidats à la consécration. En vérité, si je n'avais pas cru que Jésus-Christ est mort pour nos offenses et ressuscité, je ne serais jamais entré dans le ministère. (*Très-bien !*)

Nous respectons la liberté des consciences par la largeur extrême de notre déclaration ; sur cette base des faits évangéliques, chacun pourra édifier à sa manière, mais le fondement sera respecté.

Oui, il faut respecter la conscience des jeunes pasteurs, mais il faut aussi respecter celle des ignorants, des malades, des faibles, des mourants, de tous ceux qui ont besoin qu'on leur apporte des paroles de vie et de vérité. On nous dit encore : Vous faites de l'autorité, et de nos jours cela n'est pas de mise. J'en conviens, de nos jours on ne comprend pas la vraie autorité, parce qu'on ne comprend pas la vraie liberté. Nous voyons tout une presse frivole qui déverse la raillerie sur les travaux de ce Synode, parce qu'elle ne peut comprendre que des croyants viennent à la face du soleil affirmer leurs convictions. Eh bien ! je n'irai pas la flatter. Il y a une autre popularité que je recherche, non pas pour moi, mais pour ma cause. C'est celle qui vient du peuple de Dieu, c'est l'approbation des Eglises fidèles, de celles dont nous avons entendu ici les éloquents représentants. D'ailleurs, il ne s'agit pas ici de l'opi-

nion; nous obéissons au cri le plus impérieux de nos consciences; nous avons traversé de grandes perplexités, en mesurant d'avance la portée de nos actes, mais nous sommes arrivés au calme, à ce calme qui remplit l'âme au plus fort de la tempête, lorsqu'elle a pour elle l'approbation de Dieu.

Je m'adresse à vous, Messieurs, qui faites partie du centre gauche. Vous nous parliez tout à l'heure de ce formulaire du Gard que vous acceptez, mais ce formulaire contient, vous l'avez dit vous-mêmes, les mêmes choses que notre déclaration. Si vous les croyez, pourquoi ne les diriez-vous pas avec nous? Si vous ne voulez pas agir avec nous, nous vous laissons la responsabilité de l'avenir qui menace notre Eglise, de l'envahissement continu et toujours plus effrayant de l'incrédulité. Placez-vous devant Dieu. Priez et agissez en priant. Vous n'avez pas de raison sérieuse qui vous empêche d'adhérer à ce que nous vous demandons. (*Approbation à droite.*)

M. PLANCHON donne lecture d'un discours écrit. Il dira en toute simplicité, mais en toute franchise, ses impressions sur la proposition. Il part du fait que les laïques libéraux font partie de l'Eglise réformée de France telle que la majorité du Synode elle-même l'a limitée. A vrai dire, ils n'en ont jamais douté, mais ce fait a été consacré par le vote sur les conditions religieuses de l'électorat. L'orateur croit pouvoir déclarer, au nom de ses amis, qu'ils acceptent tous la vérité chrétienne contenue dans les livres sacrés, et que Dieu révèle à notre cœur et à notre conscience, sans avoir besoin pour cela de troubler l'ordre et l'harmonie qu'il a lui-même établis.

*Voix nombreuses.* — Mais ce n'est pas la formule. C'est dans un autre sens que le Synode a entendu le mot *révélée*. (*Vive agitation.*)

M. PLANCHON. — Cette formule n'écarte aucun de ceux qui acceptent à la fois l'Évangile et la liberté. Or, cette fraction est plus nombreuse qu'on ne veut bien le dire, et ne se réduit pas, comme on l'a affirmé, à un brillant état-major; elle est *légion* (*Hilarité*), et les simples soldats ne feront pas défection au moment critique. La composition même du Synode suffit d'ailleurs à prouver son importance.

Or, ces laïques, au nom desquels parle l'orateur, sont fermement attachés à leurs pasteurs. La plupart ont plus ou moins passé par l'orthodoxie et commencé par subir l'influence du système calviniste. Plus tard, sous le souffle de la science et l'esprit moderne, ils ont senti la nécessité de se détacher de telle ou telle croyance. Et pour cela ils ont dû lutter jusqu'au moment où ils sont arrivés au port. Mais que seraient-ils devenus au milieu de la tempête s'ils n'avaient eu des pilotes sûrs pour leur tracer la voie? N'auraient-ils pas rejeté peut-être le fond avec la forme et laissé le christianisme pour l'incrédulité? De là leur attachement pour leurs pasteurs, et ils demandent qu'on les laisse à leur tête dans l'Eglise. Ils ne le demandent pas seulement pour eux, mais pour leurs enfants. Tant que ce troupeau libéral fera partie de l'Eglise, vous lui devez des pasteurs. (*Très-bien! à gauche.*)

On a dit qu'on respecterait les positions acquises et que les pasteurs actuels seraient maintenus. Mais un seul d'entre eux acceptera-t-il cette posi-



tion exceptionnelle sans dignité, cette sorte de tolérance humiliante? Les troupes demandent que leurs pasteurs soient dans l'Eglise avec tous leurs droits, ou qu'ils n'y soient pas. Le refus à cette demande, c'est le schisme inévitable.

Ce qui est vrai du fidèle l'est de la paroisse. On a reconnu au Conseil presbytéral le droit de nommer son pasteur. Or, par vos conditions restrictives, vous annihilez ce droit. Quels conflits n'allez-vous pas soulever dans l'Eglise et dans les familles? Au nom de la paix et de l'union, consacrez vos décisions antérieures, en donnant aux paroisses les pasteurs qu'elles auront choisis. (*Approbaton à gauche.*)

M. BABUT. — Il y a ici deux questions qu'il ne faut pas confondre. Une question d'équité qui est pleinement réservée, c'est celle des pasteurs actuellement en exercice; une question de fond sur laquelle je désire parler. Cette dernière question elle-même soulève deux points : l'Eglise a-t-elle le droit de demander à ses pasteurs l'adhésion à une foi commune? La déclaration que nous proposons est-elle bien le résumé de la foi de notre Eglise?

Sur le premier de ces points, je suis heureux de voir que M. Jalabert et ses amis pensent comme nous, car ils acceptent le formulaire du Gard; donc, entre eux et nous, il n'y a pas désaccord quant au principe. J'en viens à notre déclaration de foi et j'avoue que je ne l'aurais pas acceptée moi-même si ç'avait été une confession théologique et dogmatique, car j'ai horreur du dogmatisme, mais tel n'est point le caractère de notre déclaration. En réalité que contient-elle? Trois choses :



1° L'autorité souveraine des saintes Ecritures. Eh bien ! y a-t-il ici quelqu'un qui veuille nous proposer une autre autorité, par exemple celle de la raison ou de la conscience ? Y a-t-il quelqu'un qui veuille nous soumettre à un autre tribunal que celui de notre Seigneur Jésus-Christ ?

2° Notre seconde affirmation c'est celle du salut par la foi en Jésus-Christ mort pour nos offenses et ressuscité. Eh bien ! sur ce point encore peut-il y avoir deux opinions ? Y a-t-il deux manières d'être sauvés ? A côté de la foi de Jésus-Christ, placerons-nous nos œuvres, nos mérites, nos repentirs ? Mais si nous ébranlions ce principe, nous ne serions plus protestants, nous ne serions plus chrétiens.

3° En troisième lieu nous affirmons les faits chrétiens que l'Eglise rappelle dans ses grandes fêtes. Pouvons-nous admettre qu'on les traite comme des légendes, qu'on lise les liturgies sans y croire ? Si nous l'admettons je ne dis pas que nous ne serions pas chrétiens, je dis que nous ne serions plus honnêtes. (*Très-bien !*)

Nous avons laissé aux consciences autant d'espace et d'air que possible, mais il nous semble que lorsqu'on est dans l'Eglise, on doit être en harmonie avec la foi de l'Eglise.

M. ETIENNE COQUEREL. — Et le Symbole des apôtres ?

M. BABUT. — On me parle du Symbole. Nous avons dit assez clairement que pour nous le Symbole n'est pas une règle de foi, mais un document de la foi. Nous avons rappelé les faits chrétiens tels qu'ils sont contenus, en particulier, dans le Symbole, et rien de plus.

En terminant, je remarque qu'il s'agit ici autant de la liberté que de l'autorité. Les corps constitués de l'Eglise auront, vous l'avez établi, un droit légitime de surveillance sur l'enseignement. Mais on ne doit pas juger sans une règle. Je suppose un Synode ultra-orthodoxe qui veuille me suspendre pour cause de doctrine. Où sera ma défense? Il faut que le pasteur puisse répondre : « Voilà ce qu'on m'a demandé ; voilà ce que j'ai promis d'enseigner. » (*Très-bien ! à droite.*)

M. DENFERT. — Les conditions à imposer aux pasteurs semblent *a priori* ne regarder que les ecclésiastiques du Synode. Mais comme les pasteurs donnent à nos enfants l'éducation religieuse, leur liberté ne saurait nous être indifférente, et c'est ce qui m'a déterminé à venir comme laïque vous exposer mes idées sur cette question.

Tout protestant trouve à la base de ses croyances l'Evangile, c'est-à-dire l'ensemble des récits, épîtres, etc., qui ont trait à la vie de Jésus, à son enseignement, aux actes et à l'enseignement des apôtres. L'Evangile a pour préface l'Ancien Testament ; et c'est l'étude de cette collection considérable de documents, de cet *in-folio* qu'on appelle la Bible et que possèdent toutes nos familles, qui fournit à chaque protestant les moyens de se former sa foi.

Nous devons tous étudier les Ecritures et pousser cette étude aussi loin que nous le permettent notre science et notre intelligence. M'appuyant sur le principe du libre examen, qui est le fondement même du protestantisme, je ne saurais reconnaître ni à un homme, ni à une assemblée religieuse le

droit d'isoler tels ou tels passages de la Bible ayant trait à certains faits particuliers, pour faire de la croyance absolue à ces faits l'indispensable ou le minimum de la foi. Il est inévitable, au contraire, que des personnes différentes ne regardent pas comme ayant une importance inégale les même parties de l'enseignement évangélique. Chacune d'elles s'attachera à ce qui frappera le plus vivement son intelligence et son cœur. Ce que je dis des personnes peut également se dire des époques, et l'histoire nous montre que la doctrine chrétienne a constamment varié, accusant de siècle en siècle de profondes modifications. Ainsi les points essentiels pour les uns peuvent être secondaires pour les autres, sans que les uns et les autres cessent, pour cela, d'appartenir à l'Eglise de Jésus-Christ.

Qui dit examen et étude reconnaît par cela même l'obligation d'admettre les conséquences, quelles qu'elles soient, de l'examen et de l'étude, qu'il en résulte la confirmation, la modification ou la transformation des croyances antérieures. Le laïque comme le pasteur subissent cette loi; mais on peut dire que le pasteur, par sa position même, est plus particulièrement entraîné à modifier et à développer de plus en plus sa foi. Aussi me paraît-il plus difficile au pasteur protestant qu'à tout autre de venir déclarer que sa foi est toute faite.

M. CAMBEFORT. — J'ai dit cela et je le maintiens.

M. DENFERT. — Je dois dire qu'en étudiant les Ecritures, ce qui m'a le plus frappé, ce qui a laissé dans mon esprit l'impression la plus profonde, ce n'est pas la naissance miraculeuse ou naturelle

de Jésus, sa résurrection corporelle ou spirituelle, mais sa vie tout entière caractérisée par un accord complet de la doctrine et des actes. C'est ce côté du christianisme qui me paraît avoir exercé sur l'humanité l'influence la plus profonde. Tous les jours nous la ressentons, tous les jours nous la constatons lorsque, comparant la vie de notre prochain à celle de Jésus, nous disons de lui qu'il vit ou qu'il ne vit pas chrétiennement. (*Très-bien ! à gauche.*)

A ce point de vue, les travaux de la critique moderne me paraissent avoir une importance considérable. Ils ont été pour moi une véritable résurrection de Jésus. Au milieu du voile dont l'avaient enveloppé les enseignements religieux de mon enfance, le Christ apparaissait plutôt comme un être idéal que réel. Les théologiens modernes nous ont rendu Jésus ; ils nous l'ont montré comme une réalité vivante, et le résultat de leurs études a été non de le rabaisser, mais de le relever en nous le faisant connaître tel qu'il a vécu, il y a plus de dix-huit siècles, au milieu des populations de la Judée.

En présence de la variation nécessaire et normale des croyances protestantes, quelles sont les conditions à imposer aux pasteurs ? Il n'y en a pas d'autres pour chacun d'eux que d'être en harmonie avec l'Eglise particulière, avec la paroisse qu'il est appelé à desservir. A une paroisse orthodoxe il faut un pasteur orthodoxe, à une paroisse libérale un pasteur libéral. Après avoir été élu, le pasteur doit se proposer pour règle de se maintenir en harmonie avec les fidèles au milieu desquels il est appelé à vivre. (*Rires et dénégations à droite.*) Il doit se sou-

venir que si sa mission d'éducateur des âmes l'oblige à faire participer les laïques au résultat de ses études propres, elle l'oblige également à régler son enseignement d'après leur niveau intellectuel. La paroisse et le pasteur sont seuls aptes à décider quand ces conditions d'harmonie seront ou ne seront pas remplies, et nulle assemblée n'a le droit d'obliger au préalable le pasteur à souscrire une confession de foi que la paroisse qui l'appelle ne lui demande pas. L'harmonie entre le pasteur et la paroisse nous apparaît ainsi comme la seule solution de la question qui nous occupe. On ne peut à mon avis rien y ajouter, et je regarde comme une cause inévitable de discorde de donner à une assemblée élue par un ensemble plus ou moins étendu de paroisses, — Consistoire, Synode particulier ou Synode général, — le droit d'imposer, dans l'intérêt d'une doctrine déterminée, à la majorité des fidèles d'une paroisse un pasteur qui ne lui convient pas, ou de lui enlever un pasteur qui lui convient.

C'est en vue de sauvegarder la liberté de conscience et les intérêts communs des pasteurs et des laïques, qu'au nom de plusieurs de nos collègues et au mien, j'ai l'honneur de déposer sur le bureau l'ordre du jour suivant :

« Le Synode,

« Considérant que la meilleure sauvegarde de l'Eglise est dans la conscience de ceux qui veulent en faire partie, et dans la liberté laissée à la paroisse de choisir le pasteur qui lui convient;

« Considérant que toute confession obligatoire est une mise en suspicion de la sincérité de ceux qui, en

adhérant à l'Evangile, déclarent ne vouloir relever, en matières religieuses, que de leur conscience et de Dieu ;

« Considérant qu'elle aurait pour effet de gêner la liberté et la sincérité de l'enseignement religieux, de créer une opposition dangereuse entre la science et le christianisme, de fausser ainsi l'intelligence et la conscience de nos enfants,

« Passe à l'ordre du jour.

*Signé* : Auguste Dide, Denfert-Rochereau,  
A. Bosc, A. Carénou. »

*(Vifs applaudissements à gauche.)*

M. VIGUË. — On a retiré de la proposition qui nous occupe la seconde partie relative aux pasteurs en exercice, on a effacé cette parole qui disait que les positions acquises seraient respectées. Il ne faut plus que cette parole revienne ici. *(Elle est retirée.)* On me dit qu'elle est retirée. Je le sais, mais j'y reviens. Voici la situation que vous nous faites. L'avenir de cette Eglise, au point de vue libéral, est fermé, mais vous nous y tolérez encore quelque temps. Nous n'acceptons pas une position pareille, nous ne voulons pas être dans l'Eglise à titre de commisération, de pardon. Rappelez-vous ce que disait Rabaut Saint-Etienne à propos des droits civils des protestants : « La tolérance, nous n'en voulons pas. Il faut que ce mot soit rayé. » On tolère les pasteurs libéraux, parce qu'on n'a pas le courage de les frapper tous ensemble.

Vous savez quelle est la gravité de la situation. M. Dhombres nous a parlé de sa perplexité, de ses

angoisses. Eh bien ! demandons à Dieu qu'il nous éclaire tous dans les décisions que nous avons à prendre.

Notre Eglise n'a jamais été dans une situation aussi douloureuse, aussi angoissante. Vous nous feriez une position impossible si nous accordions à vos délibérations une force absolue et légale. Vous nous amoindririez dans notre ministère. Vous ne nous permettriez plus de faire des consécration. Lorsqu'un jeune homme partageant nos principes libéraux viendra, dans l'élan de son cœur, nous demander de le consacrer au service de l'Eglise, nous ne pourrions plus lui donner cette consécration. Si vos délibérations avaient une force absolue, nous partirions immédiatement ; mais, je le déclare très-solennellement, nous ne voulons pas être tolérés dans l'Eglise, nous y restons et nous y sommes parce que c'est notre droit et notre devoir.

L'Eglise, c'est notre maison paternelle ; nous sommes les descendants de nos pères, descendants selon la chair si vous le voulez ; nous sommes protestants comme vous, nous obéissons à la méthode protestante, nous y sommes plus fidèles que vous ; et j'ose dire que, quant au fond même, nous touchons à la vérité plus près que vous ; dans notre idée sur l'immanence divine qui nous fait parfois accuser de panthéisme, il y a quelque chose de plus profond, de plus chrétien que dans votre sec déisme. Notre Eglise, nous l'aimons de toute notre âme. Son passé, son présent, son avenir, tout nous intéresse. Eh bien ! tout à coup, vous nous dites : Ce droit d'être dans l'Eglise, vous ne l'avez plus. Pourquoi ? Parce que

vous êtes des fils égarés. Mais qui nous le dit? C'est l'Eglise. Et où est l'Eglise? Ici, à la droite. Ah! c'est bientôt dit; mais ne vivez pas dans les fictions. Vous n'êtes pas l'Eglise tout entière, vous n'en êtes pas la représentation authentique. L'Eglise nous apprécie nous aussi, elle nous estime, et (souffrez notre imprudence) elle nous aime. Voilà pourquoi nous restons dans son sein. C'est notre devoir, car nous pouvons y faire quelque bien. Si nous sortions, cette Eglise pourrait dire : Je sens qu'une vertu est sortie de moi! Oui, une vertu, car nous représentons un principe. Si vous sortiez, l'Eglise en dirait autant de vous, et cela serait également vrai.

Oui, vous avez besoin de nous. Il y a aujourd'hui des âmes, et elles sont nombreuses, pour lesquelles le côté magique, mystique, surnaturel du christianisme n'est plus acceptable; elles en préfèrent le côté intime, moral, spirituel, que nous représentons. (*Dénégations à droite.*)

Peut-être notre parole convient-elle mieux que la vôtre aux hommes du dehors. Elle leur est plus intelligible. Nous avons notre mission à remplir dans l'Eglise; rappelez-vous que, selon la parole de saint Paul, ce sont souvent les membres les plus méprisables qui sont le plus nécessaires.

Notre situation aurait été intolérable, si vous aviez formé une imposante majorité et s'il y avait eu un seul Synode décrétant une fois pour toutes la doctrine de l'Eglise; mais il y aura d'autres Synodes, tout ce que vous faites sera révisé. Nous espérons être bientôt la majorité. Nous avons confiance dans ces grandes assemblées. Il y avait dans la France



d'autrefois ce qu'on appelait des grands jours : c'étaient des époques solennelles mises à part pour reviser les jugements d'une province; les magistrats les plus éminents s'y donnaient rendez-vous, on évoquait là toutes les causes. Il y avait les grands jours d'Auvergne, les grands jours du Languedoc. Eh bien ! je voudrais que nos Synodes devinssent les grands jours du protestantisme français, des jours desquels nous attendrions une parole de justice et de vérité, des jours où la conscience de l'Eglise rayonnerait autour d'elle. Restons unis dans cette espérance, ayons confiance en l'avenir, la clarté sera dans nos ténèbres, et nous avons entre nos mains l'instrument de notre délivrance. (*Applaudissements à gauche.*)

M. CHABRIÈRE-ARLÈS. — Nous étions réunis pour travailler à une œuvre de paix, mais si vous nous imposez une confession de foi, vous déchainerez la guerre ; vous allumerez un formidable incendie.

Qu'êtes-vous après tout ? Une majorité de quinze pour cent tout au plus. On nous dit que nous pourrions sortir, mais où irions-nous si nous sortions ? Quelle est l'Eglise qui voudrait nous recevoir ?

Si le Synode tranchait nos difficultés présentes par un vote, il ferait une mauvaise action. Je crois que, si nous nous laissions aller au vrai sentiment chrétien, nous serions bientôt d'accord ; il faudrait laisser là cette exégèse subtile, cette gymnastique théologique à laquelle nous autres laïques nous ne comprenons rien.

Sachons apprécier l'Évangile mieux que par le passé. Moi le premier je fais un acte de contrition, je l'aimerai plus à l'avenir, j'y chercherai plus la nour-

riture de mon âme. Ne serait-il pas indigne de nous de nous séparer, de nous tourner le dos à l'issue de nos débats? Non, Messieurs, il faut sortir de ce Synode non comme des ennemis, mais comme des chrétiens.

M. ATHANASE COQUEREL. — Un mot encore après les belles paroles que vous venez d'entendre. C'est aussi dans l'intérêt des laïques que je veux parler. On nous a dit que, pour sauvegarder la liberté des troupeaux, il ne faudrait plus à l'avenir consacrer que des orthodoxes. Mais la liberté pour les troupeaux ne consiste-t-elle pas tout d'abord à leur laisser choisir leur nourriture? Laissons là les fictions. Il y a un certain nombre de pères de familles qui ne veulent plus que leurs enfants soient élevés dans la doctrine orthodoxe, ils en craignent pour eux les conséquences. Eh bien ! respectez leur choix, ne dites plus liberté, quand vous faites en réalité du despotisme; vous voulez chasser de l'Eglise tous ceux qui ont une autre doctrine que la vôtre; soit, mais ne dites pas que c'est la liberté des âmes. Il y a un acte de spoliation à enlever aux autres ce qui est pour eux le pain de vie. Je vous demande de bien réfléchir à ceci : Il y a aujourd'hui un grand nombre d'âmes flottantes qui cherchent péniblement leur voie. Vous sentez-vous prêts à les satisfaire? Est-ce que nous ne souffrons pas tous de voir si peu d'hommes dans les églises? Eh bien ! ce qui éloigne les hommes, c'est l'idée qu'ils ont que la prédication est quelque chose de convenu, qui doit se faire de telle façon, qui ne peut se faire autrement, une sorte de messe parlée au lieu d'être chantée.

Au contraire, quand les auditeurs rencontrent un prédicateur qui ne répète pas des paroles convenues, qui cherche et qui dit tout ce qu'il pense, savez-vous ce qu'ils disent? « C'est un homme! » et ils reviennent l'entendre. Quand un prédicateur a souscrit à une confession de foi, il perd son influence, on se dit : c'est une mécanique montée et je n'en ai pas besoin. (*Murmures à droite.*) Il y a quelques années, un grand prédicateur attirait à Notre-Dame des foules immenses auxquelles il faisait beaucoup de bien. Mais un jour il lui arriva de dévier de l'orthodoxie de son Eglise; aussitôt on lui jeta l'anathème, et pourtant jamais il n'avait été plus respectable qu'en obéissant à sa conscience. (*Applaudissements prolongés.* Les regards se tournent vers le P. Hyacinthe qui est dans l'assemblée.) Rappelez-vous Luther qui écrivait à un de ses amis de laisser les esprits se heurter et combattre, parce que la vérité sortirait de tous ces conflits. Ce que vous appelez désordre, c'est pour moi un ordre admirable.

Dans ma jeunesse, j'entendais souvent Adolphe Monod prêchant à l'Oratoire, trop petit pour contenir la foule qui accourait; j'admirais la beauté de sa parole, et le dimanche suivant, dans le même temple, un autre orateur que je ne nommerai pas rassemblait un auditoire qui débordait jusque dans la rue; ces deux hommes ne prêchaient pas la même chose, mais plus d'un de leurs auditeurs disait : « J'apprends quelque chose de l'un et quelque chose de l'autre, » et soyez certains que ce qu'ils apprenaient de tous deux, c'étaient les choses le plus essentielles.

Je vais dire une chose qui vous paraîtra insensée.

La gloire de l'Eglise protestante, le secret de son avenir, c'est l'indépendance complète de celui qui parle dans ses chaires. Il ne faut pas qu'on puisse penser de lui que c'est une mécanique réglée. S'il se met à parler en songeant qu'il a souscrit à une confession de foi, ne voyez-vous pas qu'il n'osera pas s'en écarter d'une ligne, et alors où sera sa spontanéité?

Augustin a dit : « Aime Dieu et fais ce que tu voudras. » Eh bien ! moi je dirai au prédicateur : « Crois en Dieu et dis tout ce qui te viendra, » oui, crois au Dieu de Jésus-Christ, au Dieu de l'Evangile et dis sans hésiter tout ce qui remplit ton cœur. Si vous touchez à cette liberté, vous découronnez cette Eglise, et vous lui ôtez son plus bel ornement. (*Applaudissements prolongés à gauche.*)

La séance est levée.

## VINGT-SIXIÈME SÉANCE

SAMEDI 6 JUILLET

La séance est ouverte à une heure et demie.

Prière de M. le pasteur Ph. Corbière.

M. le modérateur donne lecture à l'assemblée d'une lettre reçue du Synode général de l'Eglise réformée des Pays-Bas, contenant des vœux chrétiens et des encouragements sympathiques à l'adresse du Synode de l'Eglise réformée de France.

Le bureau est chargé de faire une réponse conforme aux sentiments fraternels dont le contenu de cette lettre motive l'expression envers l'Eglise des Pays-Bas.

Le procès-verbal est lu et adopté.

M. DELMAS père, au nom de la commission des vœux qu'il préside, chargé du rapport sur la proposition déposée par M. Rabaud, relative à la clôture de la session du Synode, le lundi 8 juillet, soumet à l'assemblée une autre proposition délibérée par la commission, fixant la clôture au jeudi 11 juillet, à six heures du soir au plus tard. Cette proposition étant appuyée, sera discutée dans la séance de lundi.

De plus, se fondant sur la nécessité pour le Sy-

node actuel de traiter directement avec le gouvernement des modifications possibles que la mise en délibération du projet de loi organique au sein de l'Assemblée nationale pourrait entraîner, la commission est d'avis que le présent Synode se proroge pour une seconde session, qui sera tenue à Paris, à l'époque jugée opportune soit par la commission permanente, soit par le bureau actuel du Synode, dans le cas où il tiendrait lieu de commission permanente.

M. Delmas ajoute que les rapporteurs de la commission des vœux et de la commission des Facultés de théologie sont aux ordres de l'assemblée pour lui donner communication de leurs rapports respectifs.

M. LAURENS annonce que la commission d'organisation ecclésiastique a terminé son travail. Une sous-commission, déléguée à cet effet, s'est occupée d'opérer, parmi les divers articles votés, le départ entre ceux de ces articles qui concernent la loi à présenter au Corps législatif, ceux qui doivent être réservés à la simple approbation ministérielle, et enfin ceux qui devront entrer dans la discipline.

Le travail de cette sous-commission, ainsi que le tableau des nouvelles circonscriptions synodales, seront présentés au Synode dans la séance de lundi.

L'assemblée, consultée, fixe à mardi le vote sur l'ensemble du projet.

L'ordre du jour appelle la suite du débat relatif à la consécration des pasteurs.

M. LASSERRE. — Le débat actuel a eu un point de départ très-précis : c'est la condition que l'on a

exigée de la part de tout candidat au saint ministère d'adhérer à la foi de l'Eglise. A cette clause, s'en joignait une autre relative aux pasteurs en exercice; mais elle avait été retirée et semblait hors de la question, lorsque M. Viguié est venu la reprendre. Il est vrai que M. Viguié nous avait dit d'abord : « Nous n'en parlerons pas; » et que, tout d'un coup, se reprenant, il nous a dit : « Eh bien ! j'en parlerai. » (*Rires.*) Je ne sais quel est le nom propre qu'il faut donner à cette figure de rhétorique, mais il m'a semblé que c'était un moyen assez ingénieux de placer, à cette occasion, un discours préparé en vue d'un autre débat. (*Nouveaux rires.*)

Messieurs, nous nous sommes tus jusqu'ici dans cette discussion. Est-ce que vous n'avez pas compris ce silence? Ce silence vous pèse, nous dites-vous, et vous voulez connaître toute notre pensée; je vous l'apporte avec une entière franchise et un grand respect pour ceux que je dois combattre.

Vous avez dit qu'après l'adoption de ce que nous avons demandé aux candidats, vous resterez dans l'Eglise à titre d'amnistiés, de tolérés, et qu'une telle situation est indigne de vous. Messieurs, j'honore cette réponse, et si j'étais à votre place, j'aurais parlé comme vous. Vous avez raison; entre les nouveaux pasteurs et les anciens, il y a une étroite solidarité. Ceux qui demeurent dans l'Eglise, où ils sont entrés sans condition, sont moralement astreints à adhérer à la foi déclarée. Tel est mon sentiment. Il est vrai que vous avez ajouté : « Cette loi ne nous atteindra pas; nous n'admettons pas votre autorité. Nous sommes dans l'Eglise au même titre que vous, nous y exer-

çons un ministère utile, fécond, honoré. » Encore une fois, je comprends ce langage, sans l'approuver. Le sentiment du devoir est l'autorité souveraine en matière de conduite.

Mais à ces paroles sont venues s'en joindre d'autres d'un caractère tout différent. Vous avez dit à la majorité qu'elle tenait en mains la situation; que si elle était modérée, elle ferait à l'Eglise une situation qui serait pour nous tous pleine de joie; que, malheureusement, elle ne voulait pas entendre ce langage, que son attitude était tyrannique, et qu'elle porterait seule la responsabilité de ce qui allait arriver.

Or, si c'est là votre sentiment, voici ce que j'ai à vous répondre : Messieurs, nous sommes ici sous la pression d'un mandat impératif; nous ne pouvons faire autrement. Ecoutez : c'était au milieu du massacre de Vassy; dans cette tuerie affreuse, on avait oublié un homme, c'était le pasteur; on le découvre et l'on dit : « C'est le ministre, ne le tuons pas, conduisons-le au duc de Guise. » Le duc s'adressant à lui, lui dit : « Malheureux, qui t'a donc fait séduire ce peuple ? » — « Monseigneur, si j'ai séduit ce peuple, répondit le pasteur, c'est Dieu qui m'a séduit le premier par sa Parole. »

Voilà notre excuse, Messieurs; Dieu nous a fait une raison telle que nous ne pouvons concevoir l'Eglise autrement que comme une société de frères unis par une foi commune. Nous ne pouvons la comprendre autrement. L'Eglise, selon nous, doit dire à chaque candidat : « Voici la foi que je professe, la partages-tu ? Es-tu prêt à la répandre par ta parole,



par tes actions, par ton sang, s'il le faut? » Oui, Messieurs, voilà comment nous comprenons l'Eglise, et si elle ne tenait pas ce langage, elle ne serait pas seulement infidèle à sa mission, elle serait encore insensée. (*Très-bien! à droite.*)

Dans cette conviction, nous avons résumé la foi de l'Eglise sous sa forme la plus populaire. Nous avons demandé à saint Paul, comment cette foi doit être résumée, et si nous nous sommes trompés, c'est Dieu qui nous a séduits. Voici ce que nous a répondu saint Paul : « Je veux, mes frères, vous faire souvenir de l'Evangile que je vous ai annoncé, que vous avez reçu, dans lequel vous persévérez, et par lequel vous êtes sauvés, si vous le retenez tel que je vous l'ai annoncé, autrement vous auriez cru en vain. Or, je vous ai enseigné, *avant toutes choses*, ce que j'avais aussi reçu, savoir, que Christ est mort pour nos péchés, selon les Ecritures, et qu'il a été enseveli et qu'il est ressuscité le troisième jour, selon les Ecritures. » (1 Cor. XV.) Voilà, Messieurs, comment nous avons résumé l'Evangile. (*Très-bien!*)

Ah! s'il était possible de nous ôter du cœur la conviction que l'Eglise ne peut pas exister en dehors de ces vérités, nous serions, au point de vue humain, bien soulagés, et c'est avec joie que nous vous tendrions la main d'association. Il y a parmi vous des condisciples auxquels m'unit une vieille amitié, des hommes que j'aime plus que je ne puis le leur dire; il y en a d'autres que je ne connais pas, mais que j'honore, mais ils compromettent une cause qui m'est plus chère que la vie, et c'est là ce qui creuse entre eux et moi une ligne infranchissable de démarcation.

On nous dit que notre idée de la foi n'est pas la vraie, que nous devons nous borner à demander au ministre de prêcher l'Evangile selon sa conscience.

Je suis particulièrement peiné d'avoir à opposer ici ma faible voix à celle de M. Martin-Paschoud dont la vieillesse a droit à tous mes respects; mais enfin, il faut bien le dire, ce système d'après lequel le pasteur ne relève absolument que de sa conscience, savez-vous à qui il pourrait s'appliquer à merveille? C'est à Robinson dans son île. (*Rires prolongés.*) Il y est seul en effet avec le livre de Dieu et sa conscience pour l'interpréter.

Mais ce n'est pas ainsi que les choses se passent dans la réalité. En fait, voici ce qui arrive : quand un candidat veut entrer au service d'une Eglise, il trouve devant lui l'Eglise anglicane, l'Eglise presbytérienne, l'Eglise méthodiste, l'Eglise réformée, que sais-je encore? Et il doit se demander s'il accepte la doctrine particulière et la discipline de l'Eglise qu'il veut servir. Vous ne déferez pas l'histoire, Messieurs; or, il est dans la nature des choses que l'Eglise se divise en autant de grands corps qu'il y a ici-bas de grandes conceptions du christianisme. Notre Eglise a elle aussi son caractère, elle a sa foi, elle a ses règles distinctes, elle ne se confond pas avec les autres, et vous ne pouvez faire que ses ministres n'aient à les accepter. (*Très-bien !*)

Maintenant je voudrais dire un mot au sujet d'une assertion de mon cher condisciple M. Athanase Coquerel. Il a comparé la prédication orthodoxe à la prédication libérale, il a dit que la première était une espèce de mécanique, qu'elle n'avait point de

spontanéité. Qu'est-ce qu'il a voulu dire? Ah! s'il a parlé d'une orthodoxie sèche et morte, il a eu mille fois raison; mais telle n'a pas été sa pensée, il a dit que notre prédication, par cela même qu'elle a pour base une foi positive, a moins de vie, moins de force, moins d'efficacité. Ah! mon cher ami, vous avez touché là à une question bien délicate. Il ne nous convient point de parler ici de nous-mêmes, et je me rappelle la parole de saint Paul : « Non pas moi, mais la grâce de Dieu qui agit en moi, » c'est à la grâce de Dieu, ce n'est pas à nous-mêmes que nous devons attribuer tous les résultats de notre ministère. Je m'en souviens et je vous dis : « Venez dans ma paroisse, et j'irai dans la vôtre. Vous verrez si les âmes qui ont été confiées à mon ministère ont une foi moins vivante, moins personnelle, moins courageuse que celles que vous avez formées. » Sur ce terrain-là, je ne puis rien vous concéder. Ah! s'il s'agissait du talent, je suis prêt à rendre au vôtre le plus éclatant témoignage, et Dieu m'est témoin qu'en vous entendant j'ai dit plusieurs fois : » Pourquoi ce soldat si vaillant ne combat-il pas avec nous? » Mais il ne s'agit pas ici de talent. En réalité, notre ministère se compose de deux choses, notre misère et la miséricorde de Dieu. (*Sensation.*) Eh bien! c'est à celui qui les sent le plus profondément que sont réservées les meilleures conquêtes, non pas les plus brillantes, mais les plus sérieuses. Ne touchez plus, je vous en supplie, à ce sujet-là. Nous, chrétiens évangéliques, nous sommes, nous voulons être plus que personne, les esclaves, les martyrs de notre conscience, et nous ne permettrons jamais qu'on rabaisse

ou qu'on nie les effets que la grâce de Dieu produit par notre ministère. (*Applaudissements à droite.*)

M. RABAUD. — Je rappellerai d'abord en deux mots ce que nous sommes, mes amis et moi; nous ne sommes ni de Pierre, ni de Paul, ni de Nîmes, ni de Paris; nous sommes de Jésus-Christ; Jésus-Christ est notre maître, notre lumière, notre salut, notre consolation, et si nous devions prendre dans l'Evangile une devise, nous choisirions celle-ci : « Celui qui a le Fils a la vie. » Cela dit, comment se fait-il que, partageant les croyances énoncées dans votre déclaration, nous n'ayons pu nous entendre avec vous? Je vais vous le dire avec franchise. Nous ne nous sommes pas jetés dans vos bras parce que nous avons eu peur d'y être trop pressés. (*Rires à gauche.*)

Une confession de foi est un étau, nous ne voulons pas de cet étau; en l'adoptant vous nous mettez dans cette douloureuse alternative, de souffrir en quittant l'Eglise, ou de souffrir plus encore en y demeurant. Nous ne voulons pas des confessions de foi, parce qu'elles substituent une œuvre humaine à une œuvre divine, parce qu'elles mettent les croyances intellectuelles au-dessus de la vie morale et religieuse qui, selon nous, est l'essentiel.

Nous ne sommes pas venus à vous parce que vous voulez transformer le caractère de notre Eglise qui a été jusqu'ici une Eglise chrétienne libérale. Nous ne sommes pas venus à vous, parce que nous n'avons pas voulu lier sur les épaules des autres un fardeau que nous n'avons pas voulu porter nous-mêmes. Rappelez-vous ici la lettre qui a été adressée à ce Synode par quarante-cinq étudiants de Genève vous

suppliant de ne point adopter de confession de foi.

Votre œuvre est une œuvre de réaction qui dépasse les justes bornes, qui portera les fruits les plus amers. Nous ne sommes pas venus à vous, parce que c'est nous qui avons le droit d'attendre que vous veniez à nous; nous avons accepté la déclaration demandée aux électeurs, nous nous sommes rattachés hier au projet de formulaire de M. de Clausonne, nous avons dit ainsi ce que nous croyons. Après cela, vous parlez de responsabilité, et vous voulez faire retomber sur nous les conséquences de ce que vous appelez l'envahissement de l'incrédulité dans l'Eglise. Eh bien! nous aussi nous en parlerons. Nous rejetons cette responsabilité avec toute notre énergie. L'avenir vous demandera compte de votre conduite. Si l'Eglise réformée doit périr, si on doit prononcer sur elle ce mot historique : *finis Poloniae*, cette responsabilité retombera tout entière sur vous qui nous avez divisés en élevant des barrières, non pas sur nous qui avons voulu les abaisser. (*Applaudissements à gauche.*)

M. DELMAS fils. — Permettez-moi tout d'abord, Messieurs, en vue de tous ceux qui nous écoutent ou qui liront ces débats, de bien préciser la situation des deux tendances, des deux systèmes ecclésiastiques qui sont en présence ici. Il y a d'abord le nôtre (en le nommant le premier, je n'obéis pas, je le sais, aux règles de la politesse, mais c'est l'ordre même de cette exposition qui l'exige). Nous partons de cette idée que l'Eglise est une association à la fois religieuse et humaine. Elle est religieuse, c'est-à-dire qu'elle vit de sa foi, qu'elle repose sur des

convictions communes, qu'elle doit avoir à sa base l'affirmation des grandes vérités sur lesquelles elle repose. Cela a été surabondamment démontré. Elle est ensuite une société humaine (et c'est sur ce point que j'insiste), c'est-à-dire qu'elle est assujettie aux conditions de toute autre association.

Toute société humaine repose sur une ou plusieurs affirmations. Prenons la famille, c'est la première des sociétés; elle a sa discipline, sa règle, sa foi. Prenons une association politique, vous ne pouvez vous y mouvoir sans vous heurter à chaque pas à la loi de l'obligation. On débat en ce moment l'obligation militaire. Qu'est-ce que le service militaire obligatoire, si ce n'est la plus forte atteinte possible portée à la liberté de l'individu? Pourtant, vous, Messieurs, vous en êtes les partisans très-décidés. Vous voulez même l'instruction obligatoire, et vous avez raison; vous lui sacrifiez la liberté du père de famille, parce que vous jugez que la société a ici les premiers droits. Vous n'accepteriez pas qu'à cause de cela on vous accusât d'être des oppresseurs. Eh bien! ce que vous admettez partout, pourquoi le niez-vous dès qu'il s'agit de la société religieuse?

On nous répond que les fidèles souscrivent à un engagement et que nous n'avons pas le droit d'exiger plus du pasteur que des membres du troupeau. On nous a dit que nous sommes tous « sacrificateurs et rois; » certes ce n'est pas nous qui repoussons cette idée, nous croyons au contraire que nous régnons d'autant plus que nous nous sacrifions davantage. Oui, devant Dieu, nous sommes tous égaux, mais est-ce que le pasteur n'a pas dans l'Eglise une

position spéciale, exceptionnelle? Est-ce qu'il est le premier venu? N'exigez-vous pas de lui des études approfondies, des garanties intellectuelles que vous jugez sérieuses? Or, trouvez-vous étrange que l'Eglise exige à son tour la garantie morale qu'il enseignera conformément à sa foi? Quoi! vous n'ouvrez pas votre famille au premier serviteur venu; lorsqu'il s'agit de l'éducation de vos enfants, de cette charge que vous ne pouvez remplir vous-mêmes, vous voulez que le serviteur qui se présente vous paraisse digne de la mission si élevée qui doit lui être confiée, et ce que vous demandez dans la famille, vous ne l'exigeriez pas dans l'Eglise?

Je parlais, il y a un instant, de la société politique. Eh bien! il y a dans cette assemblée des hommes qui ont voulu y jouer un rôle. Est-ce que vous les avez vus se refuser à signer des professions de foi politique? (*Rires et applaudissements.*) Est-ce qu'ils ont cru se rabaisser en les rédigeant? Est-ce qu'ils ont jugé que leurs électeurs étaient des oppresseurs et des tyrans parce qu'ils leur demandaient quelles étaient leurs convictions? Ils ont fait partie peut-être de comités électoraux. Est-ce qu'on a trouvé inouï que ces comités eussent un programme clair et défini? Il y a ici des rédacteurs de journaux politiques. Est-ce que ces journaux n'ont pas un programme et certains principes arrêtés? Est-ce qu'une feuille politique peut se mouvoir dans le vague? Lorsqu'un collaborateur vient lui offrir ses services, trouvez-vous exorbitant qu'elle lui demande la ligne qu'il veut suivre, la cause qu'il veut défendre? Mais cela c'est l'évidence même.



Nous sommes ici dans les conditions éternelles de toute association, nous sommes sous la loi impérieuse du bon sens. L'Eglise comme association ne peut pas sortir de cette loi, et en exigeant qu'elle le fasse, vous lui faites des conditions de vie impossibles, vous la conduisez au suicide. (*Très-bien! à droite.*) Oui, nous avons le droit de dire à celui qui se présente pour servir l'Eglise : « Voici ce que nous croyons, le crois-tu? Si tu le crois, nous pouvons travailler ensemble. Sinon, unis-toi à ceux qui partagent tes idées. »

En vérité, j'établis ici l'évidence, j'obéis aux lois mêmes de mon esprit. Vous nous dites : « Mais vous attendez à la liberté du pasteur! » Je vous réponds : « Mais, de grâce, qui donc l'oblige à entrer dans notre Eglise? » Il est libre, parfaitement libre. Ce qui serait étrange c'est que nous ne lui demandions rien. Vous n'acceptez pas cela, vous nous avez tracé l'idéal d'un pasteur qui ne sait pas aujourd'hui ce qu'il croira demain, qui n'obéit qu'à lui-même, qui n'est lié par aucun engagement, et vous rayez ainsi des sentiments humains l'un des plus touchants et des plus respectables, c'est la fidélité. (*Très-bien!*)

Le jeune pasteur se présente devant une Eglise qu'il connaît, dont il a étudié la foi et les principes. Quel embarras peut-il éprouver à dire qu'il partage sa foi, et qu'il veut la servir? J'ose dire qu'il serait singulièrement mal à l'aise si on ne lui demandait rien, si nul ne lui disait : « Comprends-tu l'engagement que tu vas contracter? » Sa conscience elle-même en serait étonnée.

Le voici entré dans l'Eglise; il enseigne; ce sera,



vous l'avez dit, une mécanique montée (*Sourires*), je ne m'arrête pas à cette définition ; il y aura en lui des luttes, des crises peut-être. Nous ne le nions pas. Quel sera alors son devoir ? Il faudra qu'il se recueille. Si son doute ne porte que sur des points de détail, s'il partage au fond la foi de l'Eglise, il restera, ce sera son devoir ; mais s'il en vient à nier cette foi elle-même, il se retirera. Est-ce que la porte ne lui est pas ouverte ? Ce n'est pas moi qui y mettrai jamais des verrous. Ainsi pour lui liberté d'entrée, liberté de sortie (*Murmures à gauche*), oui, liberté de sortie, et j'ajoute qu'il y a des hommes auxquels notre estime n'a été pleinement acquise qu'à partir du jour où ils sont sortis. (*Très-bien ! à droite.*)

On nous a dit : « Une confession de foi, c'est la mort de la dignité humaine, c'est l'oppression, c'est le catholicisme. » Il serait temps de dissiper ce fantôme du catholicisme. La confession de foi protestante n'est pas la confession de foi catholique. Celle-ci s'impose, elle exige la soumission passive ; nous en avons eu récemment en France de bien tristes exemples, voilà pourquoi j'estime que le catholicisme est le pire ennemi de la France, parce qu'il porte atteinte à la conscience ; il place devant les âmes ce dilemme mensonger : « Tout ou rien. »

La confession de foi protestante se propose et ne s'impose pas (*Très-bien !*) ; aussi, loin d'être un bâillon, elle est un aiguillon qui provoque à l'activité intellectuelle, qui fait réfléchir la conscience. C'est là ce qui nous explique cette parole de M. Colani que nous avons entendue : « Je suis laïque, Dieu

merci. » Cette parole a pu être prononcée ici par un ancien pasteur. Dans le catholicisme, elle serait impossible. Là, une fois ordonné, on ne peut plus, comment dirai-je ? on ne peut plus se désordonner. (*Rires.*) Voilà ce qui est terrible.

Chez nous, au contraire, on reste libre en restant honoré. Que deviennent donc ces reproches d'oppression dont on nous a parlé ? Qui, parmi nous, croit en réalité à cette menace du catholicisme ? Personne, pas même ceux qui nous l'ont adressée et qui savent parfaitement que nous sommes d'aussi bons protestants qu'eux.

On nous a dit : « Votre déclaration de foi fera des hypocrites. » Qu'est-ce qu'un hypocrite ? C'est un homme qui vit autrement qu'il ne pense, qui a tout à la fois des pensées de dessus et des pensées de dessous, c'est par exemple un pasteur qui, pour ne choquer personne, serait obligé de ne pas prêcher ce qu'il croit. Mais est-on hypocrite, parce qu'on a librement adhéré à la foi d'une Eglise ? A ce compte, pensez-y bien, que d'hypocrites vous créez ! Ces pasteurs qui sont venus nous saluer au nom d'Eglises croyantes, ces pasteurs dont les paroles ont fait vibrer nos âmes, c'étaient donc des hypocrites ! Ces puissantes Eglises d'Ecosse, d'Amérique, qui ont des confessions de foi strictes, ce sont donc des écoles d'hypocrisie !

Ah ! Messieurs, cette grande race anglo-saxonne formée par ces Eglises, ce n'est pas elle qui a fourni les Machiavel et les Tartuffe, elle a été la plus haute école de sincérité que le monde ait encore vue. (*Applaudissements prolongés.*) Non, nous ne rabaissons

pas le caractère, nous respectons pleinement la conscience du pasteur, et notre système peut se résumer en ce mot : « Le pasteur libre dans l'Eglise libre. » (*Très-bien !*)

Maintenant, examinons le vôtre. Vous nous avez dit : « Nous ne voulons pas imposer de confession de foi, » vous nous l'avez dit en paroles qui voulaient être douces, et qui, permettez-moi de vous le dire, ont été amères. Vous avez ajouté que vous acceptiez un formulaire, et un formulaire qui affirme les mêmes vérités que notre déclaration. En vérité, cela m'étonne. Est-ce qu'un formulaire ne doit pas être pris au sérieux ? Est-ce qu'en l'acceptant, par hasard, on se réserverait de n'y pas souscrire ? Je cherche inutilement ce qui vous sépare de nous, à moins que ce ne soient des réticences dont nous ne voulons pas. (*Très-bien ! à droite.*)

Laissons donc là le centre gauche, et venons-en à la gauche elle-même qui parle un langage plus distinct. Elle veut que le pasteur s'engage à prêcher l'Evangile selon sa conscience. Voilà donc votre limite, car vous aussi vous avez une limite. J'en prends à témoin cette assemblée. Il n'y a personne ici qui ne veuille des limites. (*Rires.*) M. Athanase Coquerel nous a indiqué la sienne, il dit au pasteur : « Crois en Dieu et dis tout ce qui te viendra. » Vous l'avez dit, n'est-ce pas ?

M. COQUEREL. — J'ai dit cela, mais j'ai expliqué ma pensée, en ajoutant qu'il s'agissait du Dieu de Jésus-Christ.

M. DELMAS. — C'est selon vous le Dieu de Jésus-Christ, tant mieux ; alors vous mettez une limite

plus haute, c'est tout ce que je voulais constater. (*Rires prolongés.*) Donc, après avoir tant accusé notre intolérance, tout le monde ici veut des limites. C'est entendu, eh bien, je vais examiner la vôtre.

« C'est l'Evangile prêché selon la conscience du pasteur. »

L'Evangile ! le mot est bien vague, car nous ne savons trop ce qui en reste encore pour quelques esprits. Ce ne sont pas même les livres du Nouveau Testament, dont on prend ou on laisse ce que l'on veut. Il y a autant d'Evangiles que de personnes lorsque chacun le limite arbitrairement. Ah ! si c'est l'Evangile, ce serait la grande, la bonne nouvelle de la rédemption par Jésus-Christ ! Mais nous savons ce qu'on en a fait ; par conséquent, il n'y a là qu'une limite essentiellement personnelle et arbitraire.

La conscience ! Qu'entend-on par là ? On nous a dit ici que la conscience, c'était l'esprit même de Dieu en l'homme. Si vous acceptez cette définition, il est évident que la conscience est supérieure aux livres saints, que l'esprit de Dieu parlant en l'homme doit juger ces livres inspirés par le même esprit. Donc le pasteur prendra dans la Bible ce qui lui va ; cela revient à dire qu'il prêchera sa propre conscience, en d'autres termes, qu'il se prêchera lui-même. Est-ce que la conscience est quelque chose qui ne se trompe pas, qui ne se soit jamais contredit ? Mais elle est essentiellement mobile, errante et faillible, et si nous devons toujours agir en conscience, cela ne veut, hélas ! pas toujours dire en lumière et en vérité. Lisez l'histoire de l'Eglise. Elle est pleine d'insanités, d'égarements, de sectes étranges,

de systèmes bizarres, parfois monstrueux. Oserait-on dire que ceux qui s'égarèrent de la sorte n'agissaient pas selon leur conscience? Leur conscience approuvait ce qui révolte la nôtre. Eh bien! tous ces systèmes, toutes ces erreurs pourraient, d'après vous, être portés en chaire. Qu'est-ce qui empêcherait un Israélite de prêcher dans nos Eglises? Il voit en Dieu un père, en Jésus un sage, peut-être le plus grand des sages. Beaucoup de protestants ne croient que cela. — Qu'est-ce qui empêcherait de prêcher le catholicisme dans nos Eglises?

Je dois citer ici la parole d'un pasteur libéral, homme excellent, et que j'ai aimé (M. Pellissier). Un des anciens de notre Consistoire, parlant avec lui de la liberté de la chaire, lui disait : « Mais enfin, s'il vous arrivait de croire à l'Immaculée-Conception, la prêcheriez-vous dans nos temples? » Il répondit oui sans hésiter.

Telle est la conséquence logique de votre système.

Supposons, par contre, qu'un pasteur prêchât une doctrine qu'il croit avoir trouvée dans la Bible et qui révolte le troupeau, la prédestination absolue et la damnation des petits enfants. Vous n'avez contre lui aucun recours. Les âmes seront douloureusement froissées, mais il faudra vous taire, car il aura prêché selon sa conscience.

Donc vous n'avez aucun contrôle. Il est vrai que vous avez parlé des droits de la paroisse. Mais que fera la paroisse vis-à-vis d'un pasteur qui aura répandu les plus graves erreurs? Lui enverra-t-elle des laïques?

Ah ! Messieurs, vous avez entendu des médecins parler des laïques qui ignoraient leur métier, vous savez ce qu'ils pensent d'eux, et avec quel dédain ils s'expriment sur leur compte. Croyez-vous que les théologiens seront moins hautains, plus bienveillants ? Je voudrais le croire, mais, hélas ! la théologie ne préserve pas toujours de l'aberration ; souvent elle la produit. (*Rires.*) Il est probable que vos laïques seront éconduits.

Lui enverrez-vous des collègues, pasteurs comme lui ? Autre difficulté, c'est alors la rivalité, c'est une espèce de duel où chacun défendra ses droits. Que ferez-vous ? Le menacerez-vous ? C'est alors que sa dignité se révolterait et qu'il vous parlerait de sa conscience. Le révoquerez-vous ? Et au nom de quoi, je vous prie ? Il n'a manqué à aucune promesse, il n'a violé aucun contrat. Il vous répondra : « J'ai prêché l'Evangile selon ma conscience, » et vous resterez désarmés vis-à-vis de lui. Vous êtes donc à la merci d'un homme qui n'a ni limite, ni frein, qui pense et qui dit ce qu'il veut. L'Eglise est à ses pieds, elle doit accepter tout ce qu'il enseigne, et c'est ainsi que, tandis que nous proclamons le pasteur libre dans l'Eglise libre, vous établissez, vous, logiquement le pasteur omnipotent dans l'Eglise asservie. (*Très-bien ! à droite.*)

J'en appelle à vous, Messieurs les laïques, qui avez fait entendre ici hier des paroles d'humilité virile. Vous aimez vos pasteurs, avez-vous dit, et nous avons compris vos sentiments, nous les avons respectés ; mais il s'agit ici de la dignité, de la liberté de nos Eglises, et ce n'est pas à des conditions

personnelles que vous devez les sacrifier. (*Longs applaudissements à droite.*)

M. COLANI. — Un mot seulement à propos d'une parole de moi que M. Delmas a de nouveau citée. On a supposé qu'en m'exprimant ainsi : « Je suis laïque, Dieu merci ! » j'avais laissé échapper l'aveu que le ministère pesait sur ma conscience. Il n'en est rien. Si j'ai donné ma démission de pasteur à Strasbourg, c'est simplement parce que j'étais accablé par d'autres travaux.

M. G. DELMAS. — J'admets très-volontiers cette rectification ; ce que je veux seulement dire, c'est que l'affirmation de la foi de l'Eglise a poussé certains pasteurs à se retirer ; sans cela, ils seraient encore dans l'Eglise.

M. PARIS. — Je viens combattre la proposition qui vous est soumise, 1<sup>o</sup> parce qu'elle est en désaccord avec les principes que vous avez votés ; 2<sup>o</sup> parce qu'elle est en désaccord avec l'esprit même du protestantisme. Vous nous avez ouvert la porte de l'Eglise par l'électorat, et vous fermez les chaires aux pasteurs de notre choix ; vous aurez des électeurs libéraux qui nommeront des Conseils presbytéraux de leur tendance et auxquels vous refuserez un pasteur de leur choix. N'est-ce pas un attentat à la liberté des paroisses ? Sur le second point, je n'admets pas la distinction qu'on a faite entre une confession de foi proposée et une confession de foi imposée. Le catholicisme n'admettrait pas lui-même qu'il impose des doctrines. La vraie différence entre les deux Eglises est celle-ci : dans le catholicisme, la foi de l'Eglise est antérieure et supérieure à la foi des



fidèles ; dans le protestantisme, la foi de l'Eglise est simplement la résultante de la foi des fidèles. Pour nous, nous voulons des déclarations de foi non imposées ; les consécérations auxquelles j'ai assisté et qui m'ont le plus ému sont celles dans lesquelles on n'a pas employé de formulaires. D'ailleurs, nous n'admettons pas la distinction que vous voulez faire entre le laïque et le pasteur.

Il n'y a pas deux vérités, l'une pour le laïque, l'autre pour le pasteur. Il n'y a pas deux Evangiles. Nous avons devant nous deux écueils, celui de la liberté et celui de l'autorité. C'est ce dernier qui est le plus redoutable, car comme l'a dit un homme excellent, M. le pasteur Pellissier : « L'homme aime mieux la servitude que la liberté morale, parce que celle-là est un repos, et celle-ci un effort. » Prenez-y garde : vous allez éloigner des chaires des hommes consciencieux et droits ; vos formules, trop vagues pour être des affirmations puissantes, suffisent à enchaîner la pensée dans l'Eglise. (*Aux voix ! La clôture !*)

M. PÉCAUT. — Je demande la parole contre la clôture. Il me semble, Messieurs, que ce débat est trop important, qu'il touche à de trop hautes considérations morales pour être terminé aussi brusquement. Nous devons laisser cette discussion prendre son développement normal. (*Très-bien !*)

M. BOIS. — Je comprends, Messieurs, que plusieurs ici demandent la clôture de cette discussion. Nous nous répétons de part et d'autre. La plupart des arguments qui se produisent avaient déjà été développés devant nous. Il est pénible d'avoir à entendre



répéter les mêmes choses, il est plus pénible peut-être de répéter les mêmes réponses. Mais, puisque ce débat se continue et que mon tour de parole est venu, je parlerai, dussé-je me heurter à l'écueil que je viens de signaler.

J'éprouve du reste ici un grand embarras; est-ce, par hasard, que ma cause serait mauvaise? C'est le contraire; je suis dans l'embarras d'un homme qui doit prouver que deux et deux font quatre, qui doit défendre un axiome.

Quoi! nous sommes réduits, en plein dix-neuvième siècle, à démontrer que, pour enseigner dans une société, il faut admettre les principes de cette société! Cela me paraît une de ces vérités qui sont, si je peux dire, indémontrables à force d'évidence. Il me faut résumer les objections que vous y avez faites; je les ai notées, et quand je cherche à les saisir, je ne trouve que des arguments qui s'échappent au moment où je crois m'en emparer. Vous nous avez offert le spectacle touchant de laïques qui aiment leurs pasteurs, de pasteurs qui ne veulent pas se séparer de leurs troupeaux, mais tout ce que vous avez dit là-dessus en termes fort élevés me semble dirigé contre la seconde partie de la proposition relative aux pasteurs en exercice, partie qui a été retirée. N'importe! vous l'avez attaquée et vous m'avez rappelé ces orateurs dont le siège est fait et qui prononcent leurs discours lors même que la cause qu'il faut défendre n'existe plus. (*Rires à droite.*)

Je remarque d'abord que nous sommes tellement d'accord avec le centre gauche que nous ne sommes séparés que par des inconséquences. Ainsi, nos

frères du centre gauche croient, comme nous, que le Fils de Dieu est mort et ressuscité pour notre justification.

M. DE CLAUSONNE. — C'est selon.

M. BOIS. — M. de Clausonne me dit : C'est selon ! Je fais donc exception pour lui, mais je crois qu'il y a dans le centre gauche des hommes en grand nombre qui croient fermement à ce double fait ; mais ils ne veulent pas exiger des pasteurs qu'ils y croient ; ils affirment comme nous les grands faits chrétiens, mais ils ne croient pas devoir dire qu'il faut les placer à la base de l'Eglise.

*Plusieurs voix au centre gauche.* — Pardon.

M. BOIS. — Vous le croyez, eh bien ! alors nous sommes encore moins séparés que je ne le pensais. (*Rires.*) M. Jalabert nous propose le formulaire du Gard qui contient tout ce que contient notre déclaration. Qu'est-ce donc qui nous sépare ?

*Une voix au centre gauche.* — La charité.

M. BOIS. — Vous dites : « La charité. » Elle est donc toute de votre côté ? Avouez du moins qu'en disant cela vous n'êtes guère charitables, et qu'on ne prouve pas beaucoup de charité lorsqu'on en réclame le monopole. (*Rires prolongés.*)

Ce qui nous sépare, je vais vous le dire : c'est ce grand mot de « confession de foi. » Vous voulez bien votre formulaire, vous ne voulez pas de confession de foi. Pourquoi ? Parce que dans votre formulaire on s'engage simplement à respecter, à ne pas attaquer les faits chrétiens. Eh bien ! je ne conçois pas la situation que vous faites au pasteur ; elle me semble indigne de son caractère. Quoi ! cet homme peut

considérer ces faits comme faux, et il lui serait interdit de les attaquer? Mais s'il croit que le miracle est une conception fausse de la religion, son devoir est de l'attaquer. S'il croit que la résurrection est une légende, son devoir est de l'attaquer. Quelle situation lui faites-vous? Vous voulez qu'il puisse renier dans son cœur ce qu'il doit respecter de ses lèvres! Eh bien! ce n'est pas ainsi que nous comprenons, nous, la dignité du ministère. (*Très-bien! à droite.*)

On a fait un épouvantail de ce mot de confession de foi. Qu'est-ce au fond, Messieurs? C'est une foi qui est exprimée, voilà tout. Vous nous répondez : « C'est une conception particulière du christianisme. » Je ne le comprends pas. Qu'affirme notre déclaration? Des faits, rien que des faits, du commencement jusqu'à la fin, des faits, que vous affirmiez tous il y a quelques années, des faits que la science théologique a pu expliquer de diverses manières, mais enfin des faits et rien de plus. Nous avons soigneusement évité de reproduire une théologie particulière, et voilà que déjà dans les Eglises du Midi, nous le savons de bonne source, on agite le fantôme de la confession de foi de la Rochelle, on va répétant que nous affirmons la prédestination absolue, la damnation des petits enfants! Est-ce là une tactique permise? Est-ce là de la loyauté?

Mais je ne veux pas finir sur ces mots avec mes amis du centre gauche. Au fond nous sommes d'accord avec eux pour affirmer le côté surnaturel du christianisme; c'est la foi de l'immense majorité de nos Eglises; dans le vote du 26 juin, nous étions soixante-

dix-neuf qui avons affirmé le caractère surnaturel de la vérité révélée. Et ici, qu'il me soit permis d'exprimer mon profond étonnement de la manière dont on est venu hier expliquer cette affirmation. Nous avons entendu un orateur prétendre qu'il s'agissait de reconnaître « la vérité chrétienne contenue dans la Bible et révélée au cœur et à la conscience. »

Est-ce dans ce sens que nous avons pris le mot *révélée*? Est-ce que M. Bastie qui l'avait proposé n'a pas dit clairement la signification qu'il lui attribuait? Est-ce que M. de Clausonne, en invitant ses amis à voter ce mot, n'a pas dit qu'acceptant le caractère surnaturel du christianisme, ils pouvaient le voter? Est-ce que la gauche en s'abstenant n'a pas souligné ce mot? (*Interruptions à gauche et vive agitation.*) Ah! Messieurs, de la droiture! (*Vives protestations à gauche.*) Oui, de la droiture! Je demande s'il y a une seule personne dans cette assemblée qui ait douté du sens que nous attachions au mot *révélée* quand nous l'avons voté. (*Vive approbation à droite.*)

J'entre maintenant dans le vif de la question. Je m'adresse à ceux qui refusent de demander aucune condition aux candidats à la consécration. On nous a dit que nous voulions immobiliser ce qu'il y a de plus mobile au monde, que la foi protestante est, par sa nature même, perpétuellement en mouvement. Voilà la thèse qu'a soutenue devant nous un héros militaire que nous respectons tous et qui a mieux défendu Belfort que la cause dont il s'est fait ici l'apôtre. (*Sourires à droite et murmures à gauche.*) Il nous a dit que ce qui caractérise le pas-

teur protestant c'est qu'aujourd'hui il enseigne une chose et demain une autre.

Ah ! certes, nous ne voulons pas, nous, d'une vie chrétienne immobilisée et pétrifiée. Nous voulons le progrès continu, le développement incessant dans la vérité, mais à condition que la vérité elle-même reste à la base. Autrement, qu'arrivera-t-il ? Prenons des exemples. Aujourd'hui, Jésus-Christ est mort pour nos offenses. Demain il sera mort comme tous les martyrs de la vérité. Aujourd'hui il est ressuscité pour notre justification, demain il sera resté dans le tombeau ; aujourd'hui les Ecritures sont la règle de foi, demain c'est un livre respectable où chacun prendra ce qui lui convient.

Voilà les changements radicaux qu'on nous propose comme l'idéal du ministère ; voilà la mobilité perpétuelle qu'on a érigée en système. Et pendant ce temps, que devient le troupeau ? Pauvre troupeau obligé de suivre ce pasteur étrange ! (*Rires.*) Que deviendra-t-il ? Où le conduira-t-on ? Que croira-t-il ? Ah ! l'on nous dit : « Il y a une condition nécessaire : c'est l'harmonie entre le pasteur et la paroisse. » Mais comment établir l'harmonie entre deux corps perpétuellement mobiles ? On nous a dit : « Le pasteur ne brusquera rien, il ira lentement. » Lentement ? pourquoi, si ce n'est pas là son pas naturel ? (*Rires et applaudissements à droite.*)

On nous a dit : « Il ne faut pas gêner la spontanéité du pasteur. S'il souscrit à une foi quelconque, il devient une mécanique montée ! » Est-ce que par hasard, dans les Eglises qui ont une foi positive à leur base, la prédication est moins vivante, moins

actuelle, moins puissante? Est-ce que ces grands prédicateurs qui ont remué l'Angleterre et l'Amérique et obtenu des résultats que nous sommes réduits à envier, est-ce qu'ils étaient des mécaniques montées? Et, je n'ai pas besoin de traverser l'Océan, nous avons en France des frères appartenant à des Eglises qui ont des confessions de foi; est-ce que leur parole est moins forte que la nôtre? L'autre jour, à cette tribune, un homme nous émouvait profondément par sa parole singulièrement personnelle et puissante. Il appartient à une Eglise qui a une confession de foi. L'appellerez-vous une mécanique montée? Non, ne dites plus qu'une profession de foi glace les paroles sur les lèvres! Les grands mouvements religieux qui ont transformé la société moderne sont sortis d'Eglises qui avaient des confessions de foi plus étroites que la nôtre. (*Applaudissements.*)

On s'est défendu contre le reproche de liberté illimitée. Nous avons demandé : « Où est la limite? » On nous a répondu : « L'Evangile et la conscience. » M. Delmas a démontré d'une manière irréfutable que, cette limite, ce n'était rien. On nous a dit : « La limite, ce sera la conscience du troupeau. » Les auditeurs pourront montrer qu'ils ne sont pas satisfaits. Comment? En s'en allant sans doute, en laissant leur pasteur seul dans le temple? (*Hilarité.*) Irez-vous plus loin? Attribuez-vous à la paroisse le droit de destituer son pasteur? Mais alors, comment échapperez-vous à la mécanique montée? Voyez ce pasteur qui n'a pour règle que l'opinion de son troupeau. Il a devant lui des hommes riches, des personnages influents qui peuvent lui être hostiles. S'il dit ceci, il va bles-

ser l'un, s'il dit cela, cet autre va se scandaliser. Le voyez-vous réduit à dire des choses agréables, à ménager cette opinion toute-puissante de laquelle seule il relève? Où sera sa protection? Nulle part, car vous lui retirez cette confession de foi, ce chiffon de papier comme vous l'appellez, qui, à nos yeux, est la sauvegarde de son indépendance, et l'abri de sa dignité. (*Très-bien ! à droite.*)

Ah! j'en conviens, il ne faut plus parler ici d'omnipotence pastorale, mais n'en triomphez pas, car les extrêmes se touchent, ce que vous obtenez ainsi, c'est l'abaissement du ministère. (*Vive approbation à droite.*)

Et lors même que l'opinion du troupeau serait juste, vous savez bien que, dans la plupart des cas, elle n'aurait pas de force. Pourquoi? Parce que le pasteur, pour peu qu'il ait de talent, a une influence considérable, parce qu'il peut aisément faire accepter ses idées en sachant bien les présenter, parce que l'on n'aimera pas à entrer en lutte avec lui. Donc, ou l'omnipotence ou la servilité, voilà le dilemme auquel conduit fatalement votre système, et cela doit être, car il n'y a de vraie liberté que sous la loi; et là où nulle loi n'existe, il n'y a place que pour l'anarchie et le despotisme. (*Applaudissements.*)

*Plusieurs voix.* — La loi, c'est l'Évangile!

M. Bois. — Il est facile de dire en termes vagues que l'Eglise repose sur l'Évangile, mais qu'est-ce que cela signifie? Je me rappelle à ce sujet un mot que j'entendis autrefois à Crest, dans une réunion électorale préparatoire au Synode officieux de 1848. Un digne pasteur, M. Meynadier, parlait de la né-

cessité d'une confession de foi. On lui répondit : « Nous l'avons, c'est la Bible. » « La Bible ! s'écriait-il, ah ! sans doute ; c'est comme si vous me demandiez un mot, et comme si je vous répondais : Ce mot je le tiens, je l'ai ; il est là dans ce livre que je porte sous mon bras, car c'est le dictionnaire. » (*Hilarité.*) Il faut toujours en revenir à ceci : Que dit la Bible ? Sans cela nous aurons devant nous un volume et rien de plus.

J'ai fini, Messieurs, mais je voudrais citer en terminant les paroles d'un homme dont le nom mérite d'être prononcé ici avec vénération, de M. le professeur Jalaguier, auquel M. Pécaut a consacré en 1864 un article dont on peut dire qu'il fait le plus grand honneur à celui qui l'a écrit, car c'est peut-être la plus belle page de M. Pécaut. (*Sensation.*) M. Jalaguier n'était pas homme à se jeter dans la mêlée des partis, et il y a eu peu d'esprits qui aient plus que lui respecté la pensée d'autrui. Eh bien ! dans un opuscule intitulé : *Qui peut devenir pasteur ?* et que l'on a retrouvé après sa mort parmi ses papiers, M. Jalaguier se demande ce qu'est le ministère au milieu de l'ébranlement des esprits contemporains, après la chute de tous les vieux formulaires, et il s'exprime ainsi : « Vouloir l'assujettir de tout point aux règlements dogmatiques et disciplinaires établis pour une époque et une situation différentes, ce serait méconnaître les nécessités des temps actuels, ce serait exiger, des aspirants au saint ministère, ce qu'ils ne peuvent donner ; ce serait éloigner les plus consciencieux, les plus capables, les esprits et les cœurs les plus élevés, pour retenir uniquement ceux qui



suivent les routes battues sans soupçonner qu'il s'en ouvre des nouvelles, ou ceux qui ne voyant dans le pastoral qu'une carrière comme une autre, sont décidés à y entrer et à y rester *quand même* ; ce serait porter à l'Eglise un coup mortel, sous ombre de la protéger plus efficacement. »

Vous voyez que M. Jalaguier fait la part la plus large possible aux nécessités de notre époque ; écoutez maintenant ce qu'il ajoute :

« Est-ce à dire que le ministère soit livré à toutes les opinions ; que tout le monde puisse y entrer sans scrupule, pourvu qu'il retienne les noms de Christ, d'Evangile, de rédemption, quelle que soit d'ailleurs pour lui la signification de ces termes sacrés ? Est-ce à dire qu'à ce titre le fouriériste et l'icarien par exemple, et l'hegélien et l'ami des lumières soient en droit d'envahir les chaires de nos temples et de nos académies ? Ce n'est pas une question de discipline ecclésiastique que je pose, c'est une question de conscience et de loyauté. »

Et M. Jalaguier, continuant, montrait qu'il survit au-dessus des règlements surannés, ce quelque chose qui s'appelle la foi de l'Eglise, et il se demandait si l'on peut solliciter la direction d'une société religieuse lorsqu'on est étranger à sa foi et à sa vie ; il montrait ce qu'est le christianisme en soi, il le résumait dans les faits éternels qui le constituent, il disait : « L'Evangile, c'est le don que Dieu nous a fait de son Fils, c'est la grâce qu'il nous a accordée en lui, » etc. ; il disait : « Ce qui reste, après tous les systèmes, c'est ce fait qu'une dispensation éclatant en dehors du cours général de la nature et de la Pro-

vidence, une intervention divine, immédiate constitue le fond même de l'Evangile. » Il ajoutait que « le surnaturel tient aux entrailles même du christianisme, et que là où cette conviction manque, on ne saurait entrer dans la carrière pastorale consciencieusement et loyalement. »

Que faut-il ajouter, Messieurs, à un pareil témoignage? C'est la voix même du bon sens. Pour entrer au service d'une Eglise, il faut avoir la foi de cette Eglise. (*Interruptions* : Pas la vôtre.) On me dit que notre déclaration n'exprime pas la foi de l'Eglise réformée de France. Eh! Messieurs, qu'est-ce que croit alors notre Eglise? Depuis quand a-t-elle renoncé à croire à l'autorité des saintes Ecritures ou quelle autre autorité a-t-elle mise en place? Depuis quand a-t-elle cessé de croire au salut par la mort de Jésus-Christ? Depuis quand a-t-elle cessé de célébrer le jour de Pâques Jésus-Christ ressuscité? Ah! je comprendrais qu'un étranger pût tenir un semblable langage. Mais je ne le comprends plus dans la bouche d'hommes qui, chaque dimanche, lisent la confession des péchés et le symbole, d'hommes qui célèbrent nos fêtes chrétiennes et qui récitent nos liturgies. Qu'ils disent, s'ils l'osent : « Ce n'est pas notre foi, » mais qu'ils ne viennent plus nous dire : « Ce n'est pas la foi de l'Eglise réformée de France. » (*Vive approbation à droite.*)

Messieurs, je ne sais ce qui sortira de ces débats. Nous faisons ici notre devoir sous le regard de Dieu. Quelles seront les conséquences de nos votes? C'est le secret de Dieu. Mais il y a une chose que nous emporterons en restant fidèles à notre devoir, c'est

vosre respect. Je crois que si nous allions sacrifier cette déclaration après tout ce que nous avons dit sur la foi de l'Eglise, et sur l'obligation qui lie nos consciences, un mépris secret pour nous s'échapperait de vos cœurs.

Quant à nous, nous voulons assurer à l'Eglise un enseignement conforme à sa foi, et, tout en travaillant à assurer ce grand but, il y a quelque chose que nous sommes décidés à respecter jusqu'au bout, c'est la vérité et la justice. J'en prends, en ce qui me concerne, l'engagement devant Dieu. (*Vive approbation à droite.*)

M. JULES GAUFRES. — Messieurs, il y a un mot qui pèse sur mon âme depuis le commencement de ces débats. L'honorable M. Bois, dans un discours précédent disait : « On nous fatigue du mot de schisme. » Eh bien, il y a un mot qui me frappe aussi péniblement, c'est le mot d'*Eglise*. Pour ma part, je suis serviteur de Dieu et non pas de l'Eglise; nos pasteurs ne sont pas des fonctionnaires de l'Eglise, ou du moins ils le sont si peu, et dans des rapports si extérieurs, que cela ne mérite pas notre attention.

On nous parle sans cesse de l'Eglise, des droits de l'Eglise, de la foi de l'Eglise. Cela, mais c'est du catholicisme ! (*Vive agitation.* M. Cambefort se lève et déclare qu'il ne se laissera jamais appeler catholique.) Messieurs, il faut bien que vous me permettiez de dire ce que je pense. Or, voici quelle est à mes yeux la différence entre un catholique et un protestant. Un protestant communique directement avec Dieu sans l'intermédiaire de l'Eglise, un catholique, au contraire, communique d'abord avec l'Eglise

qui le conduit à Dieu. (*Très-bien !*) Je ne dis pas que vous soyez des catholiques ; je dis qu'en faisant à l'Eglise la place que vous lui faites, vous descendez d'un degré, vous vous placez à un point de vue inférieur.

Les réformateurs avaient délivré le monde du joug de l'Eglise, et une grande joie avait accueilli leur œuvre. Je vois avec douleur se reformer le joug qu'ils avaient brisé.

N'êtes-vous pas frappés d'une analogie ? Notre Synode a été précédé d'un concile. Ce concile avait été réuni dans un but tout semblable à ce Synode. Il y avait dans l'Eglise catholique des libéraux qui étonnaient, qui scandalisaient. L'un avait parlé trop ouvertement de sa sympathie pour les libertés modernes, un autre de la supériorité des pays protestants. Pour faire cesser ce désordre, pour assurer l'unité dans l'enseignement, on trouva une formule : l'infaillibilité du Saint-Père, et on étouffa ainsi la voix des catholiques libéraux.

Ici on a en vue d'autres libéraux, et pour les réduire au silence, on recourt à un procédé tout semblable, on découvre une formule qu'on impose ; je dis que c'est descendre d'un degré.

Nous sommes tous infidèles à notre passé. Je procède pour ma part du beau réveil de 1830. Il y eut alors des hommes vraiment remplis de l'esprit de Dieu : c'étaient des étrangers et des Français : le docteur Cook, MM. Gaussen, Adolphe et Frédéric Monod et d'autres encore ; ils étaient en contact si direct avec Dieu, que jamais ils n'auraient consenti à être les fonctionnaires d'une Eglise ; ils avaient pris une devise qui vous paraîtra choquante, mais que, pour

ma part, j'admire : « Faire l'œuvre de Dieu avec, sans, ou malgré les Consistoires. »

Si vous êtes nombreux à droite, Messieurs, c'est à cause de ce réveil ; si au lieu d'agir comme alors, on avait convoqué des Synodes, vous ne seriez pas soixante ici. Et savez-vous pourquoi ils sont quarante-cinq à la gauche ? C'est parce qu'il y a eu un travail religieux et critique qui les a conduits où ils sont. Ce travail, vous ne pouvez pas l'empêcher, il suit le mouvement naturel des esprits.

Messieurs, nous avons tous subi sous l'empire un souffle de matérialisme qui a produit parmi nous le marasme ; on ne s'est plus préoccupé en France que de ses aises, de ses plaisirs. L'Eglise a été gagnée par cet esprit-là. Elle a besoin d'être relevée, elle ne peut l'être que par la piété. Aussi, si j'émets un vœu, c'est que nous laissions là tous ces papiers, tous ces règlements, toutes ces lois auxquels nous donnons tant d'heures, et que nous nous mettions avec ardeur à l'œuvre. Rappelons-nous cette parole de saint Ambroise, qu'un homme que nous admirons a prise pour épigraphe :

« Rien n'est si dangereux auprès de Dieu, rien n'est si honteux auprès des hommes pour un prêtre, que de ne pas dire librement son sentiment. » (*Vive approbation à gauche.*)

*Plusieurs voix.* — La clôture !

La clôture, mise aux voix, est décidée.

On met aux voix l'amendement signé par MM. Denfert, Dide, Carénou et Bosc, et ainsi conçu :

« Le Synode,

« Considérant que la meilleure sauvegarde de l'E-

glise est dans la conscience de ceux qui veulent en faire partie et dans la liberté laissée à la paroisse de choisir le pasteur qui lui convient ;

« Considérant que toute confession de foi obligatoire est une mise en suspicion de la sincérité de ceux qui, en adhérant à l'Evangile, déclarent ne vouloir relever, en matières religieuses, que de leur conscience et de Dieu ;

« Considérant qu'elle aurait pour effet de gêner la liberté et la sincérité de l'enseignement religieux, de créer une opposition dangereuse entre la science et le christianisme, de fausser ainsi l'intelligence et la conscience de nos enfants ;

« Passe à l'ordre du jour. »

L'amendement, mis aux voix, n'est pas adopté.

On passe ensuite à l'amendement de M. Jalabert qui demande simplement le maintien des formulaires sans aucun engagement d'adhérer à la foi de l'Eglise.

M. JALABERT. — Je ne viens pas répondre à toutes les attaques qui ont été dirigées contre nous. Nous avons toujours entendu que la profession de foi personnelle du candidat devait précéder son admission dans l'Eglise. Si le Consistoire la trouvait insuffisante, il pourrait s'opposer à la nomination.

On a objecté qu'il n'y avait pas de différence entre la confession de foi et le formulaire de consécration. Selon moi, elle est grande, et sans revenir à cette heure avancée sur ce que j'ai dit des confessions de foi, je me bornerai à rappeler que la confession de foi est essentiellement dogmatique, s'appliquant à tous les membres de l'Eglise, tandis que le formu-

laire de consécration s'applique exclusivement aux pasteurs, et n'est autre chose, pour ainsi dire, que la résultante de plusieurs professions de foi individuelles. Le formulaire n'est pas obligatoire; chaque Eglise choisit celui qui lui convient.

Le principal argument qu'on fait valoir contre mon amendement, c'est le mot de fidélité, dont on abuse. Il y a la fidélité de la conscience à elle-même, et nous sommes tous d'accord que nous ne saurions être jamais trop fidèles à notre conscience. Mais il y a aussi la fidélité à la conscience ecclésiastique. Or, cette conscience change avec le temps. On ne lui est pas toujours complètement fidèle, et la preuve, c'est qu'après avoir voté votre déclaration de foi, vous n'avez pas voulu déclarer que tous ceux qui n'y adhéraient pas étaient par cela même hors de l'Eglise. Je n'entends nullement faire un reproche de cette inconséquence; j'en félicite au contraire la majorité. *Beata culpa!*

Il y a donc, à l'égard de la conscience ecclésiastique, une mesure, une appréciation; ce n'est plus un impératif catégorique. C'est qu'au fond la majorité n'a plus rien à désirer. Elle a en main le régime presbytérien synodal, c'est-à-dire des corps qui peuvent décider souverainement en matière ecclésiastique. On est forcé de reconnaître qu'on a obtenu sur ce point toutes les satisfactions. Nous ne pouvons pas accorder la dernière satisfaction qu'on demande.

Ce serait un avortement, ce serait ridicule, nous dit-on, nous nous exposerions au mépris. Je ne le pense pas, et je crois au contraire que si l'on y re-

nonce, on sera dans le vrai, dans le juste. Nous ne vous avons pas suivis le jour où vous avez formulé votre déclaration. Nous serions inconséquents si nous vous suivions aujourd'hui. D'accord avec vous sur le fond, nous différons au point de vue de la conduite ecclésiastique.

M. le modérateur met aux voix l'amendement de M. Jalabert.

M. ANDRÉ fait observer qu'on ne peut mettre aux voix la suppression d'un article.

M. le modérateur explique qu'en votant *oui*, on votera pour la suppression, et en votant *non* pour le maintien de l'article.

Le vote a lieu dans le sens indiqué par appel nominal. Le résultat du vote donne 61 non, 43 oui et 4 absents.

L'amendement de M. Jalabert n'est pas adopté.

M. DE CLAUSONNE veut expliquer la pensée et le but du projet de formulaire qu'il a proposé, dans la séance d'hier, de mettre à la place de celui de la commission, et qui est revêtu de dix-sept signatures ; voici ce projet :

« Vous promettez de prendre pour règle de votre foi la vérité révélée telle qu'elle est contenue dans les livres sacrés de l'Ancien et du Nouveau Testament ;

« D'annoncer à l'homme pécheur l'Evangile du salut, le pardon que Jésus-Christ assure, et la vie nouvelle qu'il communique par son Esprit à ceux qui s'unissent à lui par la foi ;

« De consacrer votre vie au service du Fils de Dieu, votre Sauveur, et de demeurer dans son amour ;

« De vous conformer à l'ordre établi et à la disci-



plaine de l'Eglise réformée de France, vous engageant ainsi tout particulièrement à respecter en chaire et dans votre enseignement les grands faits chrétiens qui servent de base à ses fêtes et à ses cérémonies religieuses.

« H. Borel; C. de Clausonne; G. Pelon; F. Schickler; A. Montandon; Ph. Corbière; Camille Rabaud; Camille Larmarche; Edouard Sayous; Gely de Costelongue; Ed. Borel; F. Gaches; Ph. Jalabert; A. Colombier; P. Rivet, A. Pintard; G. Besançon. »

Nous avons en vue, dit M. de Clausonne, mes amis du centre gauche et moi, de provoquer la réapparition de cette majorité de 79 à 80 voix qui nous a réjouis dans la séance du 26 juin. La voie était dès lors tracée; pourquoi l'abandonner aujourd'hui? Pourquoi ce retour de la droite vers une déclaration qui n'avait eu qu'un succès combattu, et qui n'avait pas réuni au delà d'une soixantaine de suffrages? Pourquoi ne pas continuer à chercher ce qui unit plutôt que ce qui divise?

L'orateur voit bien cependant, d'après la disposition des esprits, qu'il ne réussira pas, et il lui en coûte, à une heure aussi avancée, de prolonger la fatigue de l'assemblée et de retarder un vote impatientement attendu par la majorité. S'il le fait et s'il prie l'assemblée de lui accorder quelques moments de bienveillante attention, c'est qu'il lui paraît important de préciser la situation des diverses fractions du Synode et de constater le contingent de chacun à l'œuvre qu'il s'agit d'élaborer.

L'intention qui a présidé à la rédaction de notre projet, continue M. de Clausonne, a été de ne rien présenter qui ne fût sûr d'avance de l'approbation de la droite. Le premier paragraphe est la reproduction exacte du vote du 26 juin. Qu'on se rappelle le frémissement de satisfaction avec lequel il fut accueilli, et qu'on dise si nous pouvions débiter d'une manière plus heureuse qu'en nous plaçant sous son égide, et en le mettant en tête des engagements à demander aux jeunes candidats au ministère évangélique?

Les deux paragraphes suivants, empruntés au formulaire du Gard, avaient rencontré l'approbation la plus sympathique dans le sein de la commission. Ils respirent les sentiments chrétiens les plus purs, et, par l'emploi des mots « Fils de Dieu, » ils ont en outre l'avantage, rapprochés de la première phrase, d'achever de rendre sensible notre croyance commune que le christianisme est un fait divin, un don de Dieu, qui ne s'explique pas par le jeu naturel des choses de ce monde.

Nous terminons enfin par la recommandation de respecter en chaire et dans l'enseignement les grands faits chrétiens qui servent de base à nos fêtes et à nos cérémonies religieuses, recommandation qui, si l'on y fait attention, est la mieux appropriée aux négations et aux excentricités qui, dans ces dernières années, ont froissé bien des consciences.

La droite ne peut assurément qu'y applaudir. Voilà ce que nous offrons; voilà ce qui pourrait procurer une seconde fois à nos Eglises le spectacle, sinon d'une unanimité impossible, du moins d'une grande communauté de sentiments, en présence de laquelle la

gauche elle-même, si elle conserve des scrupules qui l'empêchent d'adhérer, ne pourrait pas raisonnablement se plaindre et reconnaîtrait, si je ne me trompe, que la situation ne comporte pas une solution meilleure. A droite on nous dit : « Mais pourquoi ne venez-vous pas à nous ? » Et M. Dhombres nous adjurait hier de le faire, en s'étonnant, comme M. Bois aujourd'hui, qu'avec tant de points communs, nous n'accomplissions pas ce point décisif.

Vous oubliez, continue M. de Clausonne, en s'adressant à la droite de l'assemblée, que si nous avons en effet un point commun capital, et j'ai dit lequel, le caractère divin du christianisme, sur plus d'un autre, nous ne sommes pas identiques, et que dans votre déclaration du 20 juin, toute simple qu'elle paraisse, il y a un germe de doctrines mystérieuses, sur lesquelles il n'est pas étonnant qu'il se manifeste des conceptions différentes ; et lorsque, malgré la peine que j'y ai prise, je n'ai pas réussi à mon âge de soixante-quinze ans, à m'expliquer celle que je reconnais avoir pour elle la tradition et plus d'un texte, de manière à me l'assimiler et à pouvoir en faire un aliment véritable de ma vie spirituelle, comment pourrais-je songer à l'imposer à des jeunes gens de vingt-trois ans et à exiger d'eux une opinion sur des points hérissés de tant de difficultés ? Nous sommes faibles dans la foi si vous le voulez. C'est une raison pour nous tendre la main. Nous ne pouvons nous élever jusqu'à vous ; mais rien ne vous empêche de venir à nous dans ce que nous avons de commun, et en pareil cas c'est l'allure du faible qui doit déterminer l'allure du fort. Ceci est dans la nature même des

choses, et il ne serait pas juste d'y chercher un indice quelconque de ténacité ou de vain désir de triomphe.

En résumé, de 60 voix de majorité nous étions arrivés à 80. Nous voudrions conserver ce chiffre, et nous vous en demandons les moyens. Vous préférez retourner à celui de 60; c'est un recul. Nos Eglises s'en affligeront, et peut-être ne comprendront pas. La responsabilité ne saurait peser sur nous.

L'orateur se plaît à reconnaître que tout ne sera pas absolument compromis, et que plus d'une décision de cette assemblée demeure pour amoindrir les montagnes de défiance dont il parlait il y a quatre semaines. Mais la délibération d'aujourd'hui était une heureuse occasion de les abaisser encore, et il s'afflige profondément de la voir perdre. Nos Eglises n'apprécieront pas tout de suite, avec une netteté suffisante, les détails de nature à les rassurer sur la portée de l'œuvre synodale; tandis qu'elles auraient tout de suite saisi et salué avec bonheur une seconde proclamation de ce chiffre de 80 suffrages, symbole de paix et d'entente.

L'histoire nous raconte que Mirabeau à son lit de mort, a dit : « Je voudrais bien ne pas avoir enfanté que des ruines ! » Ecartons tout rapprochement déplacé; mais si dans cette circonstance nous pouvions tout au moins nous rendre la justice d'avoir prodigué les uns et les autres tout ce que nous avons de cœur, de zèle, de ressources, combien il serait triste de retourner dans nos foyers avec la préoccupation de n'avoir peut-être enfanté que des dissensions et des déchirements ! Que Dieu détourne un tel présage !

La proposition de M. de Clausonne, mise aux voix, n'étant pas acceptée, l'article de la commission est mis aux voix dans les termes ci-dessus énoncés. On procède à l'appel nominal qui donne le résultat suivant :

Nombre des votants . . . . .	101
— absents . . . . .	7
Pour . . . . .	62
Contre . . . . .	39

M. le pasteur L. VERNES, vice-modérateur, remplace M. Bastie au fauteuil.

M. LASSERRE demande la lecture et la mise aux voix de son amendement relatif au second paragraphe de l'article. La commission consentant à retirer ce paragraphe, M. Lasserre retire son amendement, qui n'a plus d'objet.

La séance est levée.

## VINGT-SEPTIÈME SÉANCE

LUNDI 8 JUILLET.

La séance est ouverte à une heure vingt minutes.

Prière de M. le pasteur Pelet.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. le modérateur fait connaître au Synode que MM. Grotz, Gachon, de Marichard, Camille Rabaud, Pécaut, Basile Rives et Gaches lui ont adressé leur démission de délégués, obligés qu'ils sont, pour des raisons diverses, de rentrer dans leurs familles ou dans leurs Eglises.

M. PAUL DE MAGNIN adresse aussi à l'assemblée sa démission; il l'accompagne d'un vœu selon lequel les Facultés de théologie ne devraient délivrer de diplômes de bachelier qu'aux candidats ayant fait des études régulières; et les paroisses, ainsi que les Consistoires, seraient invitées à n'appeler aux fonctions du ministère que des ministres pourvus de diplômes valablement obtenus.

M. ROBERTY demande si les membres démissionnaires seront regardés comme n'ayant pas droit de siéger dans une nouvelle session du présent Synode.

L'assemblée pense, avec M. Mallet, qu'ils conser-

vent ce droit, mais qu'ils pourront, s'ils sont empêchés, se faire remplacer par leurs suppléants.

M. le modérateur donne la parole à M. EMILE COOK, pasteur méthodiste, qu'une indisposition avait empêché de se présenter plus tôt au Synode pour lui offrir de vive voix les salutations fraternelles de son Eglise. Cet honorable pasteur dit que les Eglises méthodistes, dont il apporte les vœux les plus sincères, font partie de cette grande famille protestante que Dieu a singulièrement honorée dans le passé, et qu'il a soutenue dans ses grandes épreuves. Les Wesleyens sont, par leur discipline, par leur méthode systématique, par l'austérité des mœurs, les continuateurs des réformés du seizième siècle. M. Emile Cook est lui-même petit-fils d'un des derniers pasteurs consacrés au désert, M. Marzials, mort depuis peu d'années à Montauban. — Anglo-Saxon par son père, il est né en France, et la France est sa patrie d'adoption.

Les Wesleyens se rattachent étroitement à l'Eglise réformée française; les succès des uns sont les succès de l'autre. La société méthodiste a essentiellement pour but le réveil, la conversion, le salut des âmes; elle veut répandre la sainteté selon les préceptes et les règles de l'Ecriture.

Au reste, tout en se rattachant au protestantisme français, M. Emile Cook constate les relations intimes des méthodistes de notre pays avec ceux d'Angleterre et d'Amérique, qui sont très-nombreux. Ils ne comptent pas moins de seize mille pasteurs qui tous les ans souscrivent dans leurs conférences la confession de foi qu'ils ont librement acceptée; et,

s'il arrive qu'ils ne puissent plus la signer, ils passent à une autre Eglise ou rentrent dans la vie privée. Leurs fidèles communicants sont au nombre de trois millions et demi.

Les Eglises méthodistes ont les yeux tournés vers le Synode ; et l'honorable orateur qui, dans quelques semaines, représentera les Eglises françaises à la grande conférence méthodiste de Londres, y racontera ce qu'il a vu et entendu dans le Synode. Il termine en faisant le vœu que l'Eglise réformée croisse, selon les paroles de saint Paul, dans la vérité et dans la charité.

M. le modérateur remercie M. Emile Cook ; il dit que l'Eglise méthodiste est assez importante pour n'être ignorée de personne. Les Wesley, les Whitefield sont célèbres ; ils ont fait beaucoup de bien, et leurs disciples ont été leurs fidèles imitateurs. Les méthodistes peuvent bien différer sur quelques points de doctrine et de forme de l'Eglise réformée, mais ils ont leur place dans l'ensemble du corps du Christ. M. le modérateur charge M. le pasteur Cook de rapporter à la conférence de Londres l'expression des sentiments fraternels des membres du Synode.

L'assemblée passe ensuite à son ordre du jour.

Il reste à examiner les articles 12 et 13 du chapitre « Synode général. »

ART. 12. « Avant la clôture d'une de ses sessions ordinaires, le Synode général nomme une commission permanente qui aura pour mandat spécial :

« 1° De veiller, en se conformant aux instructions du Synode, à l'exécution des dispositions particulières prises dans sa session ;



« 2° Et de prendre toutes les mesures nécessaires pour préparer les travaux et assurer la convocation de sa prochaine session. »

ART. 13. « Cette commission sera composée de sept membres, dont trois pasteurs et quatre laïques, choisis dans le sein du Synode général.

« On ne pourra prendre plus de deux de ses membres dans le même Consistoire. »

M. LAURENS, rapporteur, a la parole.

La commission avait proposé de désigner le bureau pour suivre l'exécution des décisions du Synode d'une session à l'autre. Sur les observations qui lui ont été présentées, elle a adopté le principe d'une commission permanente. On avait paru craindre qu'une commission permanente devînt une sorte de « Conseil central. » Mais il faut remarquer que cette commission sera nommée par le Synode, au lieu de l'être par le gouvernement, et que, d'ailleurs, elle sera renouvelée tous les ans. Elle ne sera pas non plus un directoire, puisque ses pouvoirs seront déterminés, et qu'aucun empiétement ne lui sera possible. Elle devra seulement veiller à l'exécution des décisions synodales et préparer la réunion du Synode suivant.

Au reste l'article 13 prévient tout inconvénient en établissant que les membres de cette commission seront nécessairement choisis dans plusieurs circonscriptions consistoriales. Les Eglises libres ont une commission de ce genre ; elles en sont satisfaites, et il y a lieu de tenter la même expérience.

M. JALABERT ajoute que les articles proposés par la commission doivent figurer dans la loi pour servir de

règle aux Synodes à venir, mais que le détail des pouvoirs qu'aura la commission permanente chargée de faire exécuter les décisions de chaque Synode demeure réservé.

M. COLOMBIER demande la suppression du mot *spécial*, qui laisse supposer que le mandat de la commission permanente n'est pas limité exclusivement aux attributions portées par les deux paragraphes de l'article 12.

M. JALABERT répond qu'on n'a pas voulu laisser à la commission le soin d'appliquer les règlements généraux, mais seulement de veiller à l'exécution des décisions spéciales du Synode.

Le principe de l'établissement d'une commission permanente est mis aux voix et adopté.

Le paragraphe 1<sup>er</sup> est voté ensuite.

Sur le paragraphe 2, M. JALABERT propose d'y ajouter : « ou du Synode suivant. »

Après une observation de M. Et. Coquerel, qui trouve trop vagues les termes « préparer les travaux du Synode, » et la réponse de M. Laurens, qui prévoit que la commission aura une correspondance considérable à mettre en ordre pour le Synode suivant, le paragraphe 2 est adopté.

M. PAUL LAFON propose, sur l'article 13, qu'au lieu de deux membres dans le même ressort consistorial, on ne puisse en prendre qu'un seul. Son amendement est rejeté.

Le paragraphe de la commission avec les mots de *circonscription consistoriale*, substitué à celui de *consistoire*, est adopté.

La commission soumet à l'assemblée un nouvel

article intitulé : « Dispositions générales ou transitoires » et portant que :

« Des règlements arrêtés par le Synode général et approuvés par le gouvernement, assureront l'exécution de la présente loi. »

M. JALABERT explique le sens de cet article : Certains règlements serviront à l'application des dispositions légales ; mais il n'est pas besoin de les soumettre à l'approbation de l'Assemblée nationale ; il suffit qu'ils soient soumis au gouvernement. L'article général que la commission propose, fait partie de la loi, et cela suffit.

M. LAURENS annonce que, dans la prochaine séance, il présentera au Synode les dispositions légales et les dispositions réglementaires séparées.

Après avoir adopté tous les articles relatifs au Synode général, l'assemblée passe à l'examen des articles qui concernent les pasteurs.

Le 1<sup>er</sup> paragraphe de l'article 1<sup>er</sup>, portant que pour être nommé pasteur il faut être Français, est adopté.

Le 2<sup>e</sup> paragraphe, touchant l'âge de vingt-cinq ans exigé pour exercer le saint ministère, est l'objet d'une observation de M. Colombier. Cet honorable membre rappelle qu'il est difficile de trouver des candidats pour certaines paroisses, et demande qu'on ne soit pas absolu sur la condition d'âge. On est parfois obligé d'adresser vocation à des candidats n'ayant pas encore atteint leur vingt-cinquième année. Le ministre, d'ailleurs, accorde volontiers des dispenses. M. Colombier voudrait que ces dispenses fussent accordées par les Synodes particuliers ou par les Consistoires.

M. COLANI ne pense pas que le gouvernement

abandonne le droit qu'il a retenu jusqu'ici de permettre l'exercice du pastoral avant vingt-cinq ans révolus.

M. FAUCHER rappelle que l'âge légal de la consécration est bien vingt-cinq ans; qu'en 1820 environ, et à la suite de réclamations nombreuses, une circulaire ministérielle annonça que des dispenses seraient *toujours* accordées. Mais vers 1837, une nouvelle circulaire fit savoir aux présidents des Consistoires qu'aucune dispense ne devrait être demandée pour aucun candidat ayant moins de vingt-trois ans. Le Synode, suivant M. Faucher, devrait profiter des circonstances pour affranchir l'Eglise de la tutelle administrative, et faire attribuer le droit de dispense aux corps ecclésiastiques, le gouvernement n'intervenant que pour confirmer les nominations.

M. J. DE SEYNES estime qu'il ne faut pas trop abaisser l'âge de la consécration. En maintenant celui de vingt-cinq ans, on obligera les jeunes candidats à faire une sorte de noviciat, comme le demande l'honorable M. Dide.

M. BREYTON propose d'abaisser cet âge à vingt-trois ans.

L'assemblée, admettant le principe des dispenses, adopte le paragraphe 2 ainsi amendé :

« Etre âgé, sauf dispense, de vingt-cinq ans révolus. »

M. MONNIER présente quelques remarques sur le paragraphe suivant du même article ainsi conçu : « Etre pourvu d'un diplôme de bachelier en théologie, délivré par une Faculté française légalement établie, et d'un acte régulier de consécration signé par sept pasteurs en exercice dans l'Eglise réformée

de France. » Il voudrait qu'on en revînt aux usages consacrés par l'ancienne discipline; que l'on fît examiner le candidat par le Synode particulier au point de vue religieux, et qu'après cet examen, le candidat pût se présenter devant une paroisse. Il ne pense pas qu'il faille exiger pour la consécration la présence de sept pasteurs; il voit dans cette exigence du projet de la commission une tendance catholique. Il propose donc que les ministres soient préalablement examinés par le Synode particulier ou par le Consistoire, qui permettra, s'il y a lieu, la consécration. Pour ce dernier acte, cinq pasteurs, selon lui, suffiraient.

M. CORBIÈRE, de Montpellier, combat le point de vue de M. Monnier. L'assemblée a déjà voté un article qui met les consécrationes sous le patronage des Consistoires; il ne conviendrait pas de les placer sous l'autorité du Synode particulier, ce qui établirait une confusion dans le projet de loi. De plus, la proposition de M. Monnier ne va à rien moins qu'à léser l'indépendance des paroisses, tandis que le projet de la commission respecte les droits des Consistoires et des Synodes particuliers. L'examen des candidats par les corps supérieurs est une superfluité.

M. COLANI propose que l'acte de consécration émane du Consistoire et non point des pasteurs; il voudrait même que les anciens participassent à cet acte religieux.

M. VAURIGAUD dit que plus la consécration sera solennelle et entourée de garanties sérieuses, plus on rehaussera l'idée du ministère. Il ajoute qu'à ses yeux, ce sont les sept pasteurs consacrans qui doi-

vent signer l'acte de consécration. Seulement, cet acte pourrait être délivré par le Consistoire.

L'amendement de M. Monnier est rejeté.

M. COLANI déclare se ranger à l'opinion exprimée par M. Vaurigaud, d'après laquelle « l'acte de consécration signé par sept pasteurs, sera délivré par le Consistoire dans le ressort duquel la consécration aura eu lieu. »

Le paragraphe 3 de la commission, ainsi amendé, est mis aux voix et adopté.

L'assemblée rejette un amendement signé de M. Sirven et quelques-uns de ses collègues, portant que les Facultés de théologie ne pourront délivrer de diplômes de bachelier en théologie qu'aux jeunes gens déjà munis du diplôme de bachelier ès lettres.

M. VAURIGAUD propose, sur l'article 1<sup>er</sup>, un paragraphe additionnel, portant que les jeunes gens, à leur sortie de la Faculté, seront employés dans les Eglises, à titre de suffragants, pour se préparer utilement à l'exercice de la charge pastorale.

M. LAURENS repousse l'amendement au nom de la commission. Plusieurs Conseils presbytéraux et Consistoires ont demandé, comme M. Vaurigaud, une sorte de noviciat pour les candidats au saint ministère; c'est une pensée louable; mais la commission ne pense pas qu'elle puisse être mise en pratique. On ne trouve pas aisément des pasteurs pour occuper des places vacantes. Si le paragraphe additionnel de M. Vaurigaud était favorablement accueilli, la difficulté serait plus grande encore. Mais surtout, il faut remarquer qu'avant même la fin de leurs études, les jeunes gens sont souvent réclamés pour les paroisses;

si on leur imposait un stage, on gênerait non-seulement leur liberté, mais celle des paroisses.

La commission espère que le fonctionnement régulier du régime synodal permettra de remédier en quelque mesure aux inconvénients que l'on signale.

M. DIDE voudrait que l'assemblée recommandât aux Synodes particuliers la pensée qui a inspiré l'amendement de M. Vaurigaud.

M. EUG. DE MAGNIN n'a pas été convaincu par les raisons de M. Laurens. Il croit qu'un stage serait désirable autant pour les jeunes gens que pour les paroisses. C'est trop de responsabilité que d'avoir la charge entière du ministère au sortir des études ; et c'est en outre exposer les troupeaux à un ministère sans expérience. Les jeunes gens voyant que le culte ne consiste guère, pour la plupart des fidèles, que dans la prédication, ne s'appliquent guère, à la Faculté, qu'aux soins de la prédication et négligent le reste. Ils manquent de tact sous beaucoup de rapports, et pour la prédication elle-même, ils sont loin d'avoir la simplicité dont les âmes pieuses ont besoin. Ces graves inconvénients tomberaient si on forçait les candidats à un stage. Six mois de préparation à la vie pastorale, auprès d'un pasteur expérimenté, pourraient suffire, à l'avis de l'honorable orateur.

M. VAURIGAUD dit que l'assemblée va voter une disposition qui assure des suffragants aux pasteurs âgés ou infirmes. Il demande que ces suffragants soient pris parmi les jeunes gens qui sortent des Facultés.

M. BREYTON dit que ce système est impraticable

dans une Eglise qui a de la peine à recruter son corps pastoral.

M. FAUCHER demande à répondre un mot à l'objection de M. Breyton. Il estime qu'il ne faut pas s'y arrêter, attendu qu'elle prouve trop. Supposons la création simultanée de vingt-cinq paroisses nouvelles. Ne faudrait-il pas y aviser? Eh bien! on aviserait de même, le cas échéant, à ce que l'institution de vingt-cinq suffragances, par exemple, laissât aussi peu que possible les Eglises en souffrance.

Le paragraphe additionnel, mis aux voix, est rejeté.

Les articles 2, 3 et 4, qui ont pour but de sauvegarder à la fois les intérêts des pasteurs infirmes ou âgés, des pasteurs adjoints et des Eglises, sont successivement adoptés.

Il en est de même de l'article 5, qui soumet la résidence des pasteurs hors de leur paroisse à l'autorisation du Synode particulier.

Sur l'article 6, relatif aux aumôniers, M. E. DE MAGNIN dit que ces pasteurs, représentant souvent les intérêts d'une région considérable par l'étendue, devraient être présentés, non par les Consistoires, mais par les Synodes particuliers.

M. LAURENS fait remarquer qu'il y a des aumôniers de plusieurs sortes, et maintient l'article de la commission.

Cet article est adopté (1).

La commission soumet au Synode le tableau des circonscriptions des Synodes particuliers.

(1) Les articles 2, 3, 4, 5, 6 dont il vient d'être parlé, sont devenus les articles 4, 5, 6 et 7 du *Projet d'articles organiques*. (Voir à l'Appendice.)



M. COLANI pense que, pour arrêter définitivement ce tableau, qui mérite un sérieux examen, il vaudrait mieux attendre la prochaine session du Synode général.

MM. LAURENS, COUDERC et DELMAS, sont d'un avis différent.

M. CORBIÈRE, d'Agen, demande que ce tableau soit d'abord soumis à l'étude des Consistoires et des Synodes particuliers, après avoir été discuté par l'assemblée. La division de la France protestante en circonscriptions est un travail difficile et délicat, la population étant répartie en groupes très-inégaux dans le pays. La division sera nécessairement imparfaite; mais le tableau la présente-t-il aussi bonne que possible?

Le décret du 29 novembre a été trouvé mauvais à certains égards; la commission n'y a pas changé grand'chose. Les principes de la proportionnalité et de la représentation équitable des tendances religieuses n'y sont pas suffisamment respectés. Ainsi dans le département de l'Ardèche, où quatre Consistoires libéraux sont annulés par suite d'un groupement arbitraire; ainsi dans le Poitou. Là, on tient compte trop scrupuleusement des distances géographiques; ici, on se montre beaucoup moins scrupuleux. L'orateur demande donc le renvoi du tableau aux Synodes particuliers et aux Consistoires, qui sont en mesure de le contrôler utilement et d'y apporter plus d'harmonie.

M. COUDERC rappelle que ce ne sont pas les Consistoires, mais les paroisses qui nomment les délégués au Synode particulier. On est d'ailleurs obligé de rat-

tacher à certaines circonscriptions des Consistoires isolés. La sous-commission s'est efforcée d'être juste et impartiale.

M. COLANI convient qu'on ne peut faire des circonscriptions parfaitement égales, à cause de la dissémination de la population protestante. Mais on devrait, suivant lui, considérer avant tout les groupes naturels. La commission est partie, à tort, du principe qu'il fallait attribuer une moyenne de trente pasteurs à chaque circonscription synodale.

M. PERNESSIN demande qu'on ne renvoie pas à une autre session la délibération sur le tableau de la commission. On doit être prêt à se réunir si les deux tiers des Synodes particuliers le réclament; et il ne faut pas que la légalité de cette réunion éventuelle puisse être contestée.

M. ET. COQUEREL répond à M. Pernessin qu'il ne faut pas trop se préoccuper des éventualités, que l'on a d'ailleurs des répartitions toutes faites, et que le tableau de la commission ne vaut pas mieux que celui du 29 novembre. L'un et l'autre sont également mauvais et consacrent les mêmes inconvénients. Dans celui du gouvernement, vingt-sept Consistoriales n'étaient pas représentées au Synode général; dans celui de la commission, il y en aura vingt-cinq. M. Coquerel n'accuse pas les intentions de la commission, mais le choix qu'elle a fait d'un mauvais principe de groupement.

En réalité, d'après le tableau annexé au décret du 29 novembre, seize Consistoriales libérales et onze orthodoxes seulement n'avaient aucune représentation au Synode général. Avec le nouveau projet, sur

vingt-cinq Consistoriales non représentées, il y en aurait dix-huit libérales avec 101,302 protestants, et sept orthodoxes avec 33,375 âmes. Ce résultat est fâcheux, et le tableau qui le consacre ne peut être voté qu'après une consultation des Consistoires et des Synodes particuliers.

L'assemblée rejette l'ajournement, et renvoie à demain la discussion du projet de la commission.

La séance est levée.

## VINGT-HUITIÈME SÉANCE.

MARDI 9 JUILLET.

La séance est ouverte à une heure. Prière de M. le pasteur Babut.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

Après la lecture du procès-verbal, le modérateur donne la parole à M. le pasteur Rochedieu, délégué par le Synode de l'Eglise protestante de Belgique. M. Rochedieu prononce le discours suivant :

Messieurs,

Il est un peu tard pour vous apporter les salutations et les vœux des Eglises belges, mais c'est par des circonstances indépendantes de notre volonté que nous n'avons pu le faire plus tôt. Notre Synode a pris cette décision dans sa séance du 19 juin dernier ; mais nous vous suivons avec sympathie depuis que vous avez commencé vos importants travaux.

Nous sommes bien petits par le nombre, bien peu importants pour attirer l'attention sur nous. Mais nous aimons cette Eglise réformée de France qui a une si grande et si glorieuse histoire. Nous avons avec elle une communauté de foi, d'origine et d'or-

ganisation. Nous sommes en outre vos plus proches voisins, et nous parlons la même langue, quoique nous soyons en réalité une Eglise cosmopolite, une colonie protestante, composée de protestants de toute nation et de toute communion.

Nous sommes une Eglise presbytérienne synodale, organisée sur la base de l'autonomie de la paroisse. Le Synode est le corps représentatif de toutes les Eglises et notre organe officiel auprès de l'Etat. Tout en étant jaloux des libertés de chaque communauté, nous nous trouvons bien de ce pouvoir central qui nous unit et qui entretient la vie parmi nous. Le centre reçoit de tous les points de la circonférence et exerce à son tour un rayonnement d'influence dont tous profitent. Nous avons fait l'expérience que cette organisation complète du corps ecclésiastique profite à l'ensemble et aux individualités. La vie n'est complète et normale que si la République ecclésiastique a son Parlement. (*Très-bien !*)

C'est pourquoi nous croyons pouvoir vous féliciter tout particulièrement d'avoir reconquis cet élément si important de votre organisme, cette partie de vos droits et de vos pouvoirs. Il ne nous appartient pas de porter un jugement sur vos débats que nous suivons avec tant d'intérêt; notre modeste position nous commande la réserve. Mais ce que nous pouvons vous dire et vous prédire, c'est que votre Eglise n'aura qu'à gagner à avoir obtenu ses Synodes. Elle se sentira plus forte, plus digne, plus vivante en se gouvernant elle-même, et l'avancement du règne de Dieu aussi y gagnera.

Sous ce rapport, nous n'avons pas de vœux à for-

mer. Nous nous sentons une Eglise parfaitement libre ; le lien qui nous unit à l'Etat, grâce à la Constitution belge, est si faible que le gouvernement n'intervient en rien dans les affaires et ne sanctionne pas même la *nomination* des pasteurs. Nous n'avons avec lui que des rapports temporels, de traitements. (*Très-bien !*)

Nous souhaitons la même liberté à votre Eglise, je dirai presque la nôtre ; nous sommes plusieurs pasteurs français dans notre corps ; et pour ma part, je l'aime comme mon Eglise, et je compte au milieu de vous tant de collègues et de condisciples que je respecte et que j'aime ! Nos vœux et nos prières vous suivent ! Que le Seigneur bénisse l'Eglise réformée de France, et que vos délibérations tournent au bien des âmes et à la prospérité de l'Eglise. (*Applaudissements.*)

Le modérateur remercie M. Rochedieu et le prie de reporter aux Eglises belges les sentiments de cordiale sympathie de l'Eglise réformée de France.

M. CARÉNOU demande la parole pour déposer une proposition. Il a suivi les débats sans prendre la parole, et a réuni ses impressions dans les considérants de la proposition suivante :

« Le soussigné, délégué au Synode,

« Considérant que les Consistoires actuels ont été nommés en 1868 et 1871, — que les électeurs ignoraient alors que ces Consistoires dussent concourir à la réunion d'un Synode général, et que, d'ailleurs, les élections triennales de 1871 n'ont été faites qu'avec la participation d'un petit nombre d'électeurs ;

« Considérant que le décret du 29 novembre 1871

a été rendu sans que les Consistoires eussent été consultés au sujet de la convocation d'un Synode et de la formation des circonscriptions synodales;

« Considérant que, par suite des circonscriptions synodales établies par le décret du 29 novembre, cent cinquante mille protestants n'ont pas été représentés directement au Synode;

« Considérant que, depuis l'organisation des cultes en 1802 jusqu'à ce jour, l'Eglise réformée de France n'a cessé de jouir du droit d'examen, et que la foi a pu se développer et se manifester librement dans son sein, comme il convient dans une Eglise protestante nationale;

« Considérant que l'exercice du droit d'examen est nécessaire, indispensable à tous les membres de l'Eglise, puisque les protestants réformés qui reconnaissent l'autorité de la confession de foi de la Rochelle et y voient l'expression des croyances officielles de l'Eglise réformée de France, se sont eux-mêmes affranchis de ce formulaire et en ont abandonné les principales doctrines, telles que l'imputation du péché d'Adam, l'incapacité absolue de l'homme pour le bien, la prédestination, la déité du Christ, la trinité, etc., etc.....;

« Considérant que la majorité des membres du Synode, en déclarant quelle est la foi de l'Eglise réformée de France, a usurpé les droits de la conscience individuelle, et qu'en voulant imposer sa déclaration aux nouveaux pasteurs, elle confisque l'Eglise au profit d'une opinion et d'un parti religieux (*Murmures*);

« Considérant que le projet de loi élaboré par

le Synode modifie essentiellement l'organisation de l'Eglise réformée de France, qu'il transforme cette Eglise de libre examen en une Eglise autoritaire;

« Considérant que la mise à exécution des mesures adoptées par le Synode constituerait, sans l'assentiment des Eglises, une véritable spoliation (*Nouveaux murmures*);

« Considérant enfin qu'en aucun cas les décisions des mandataires ne sauraient anéantir les droits et la souveraineté de leurs commettants;

« Par ces motifs,

« Demande que le Synode soumette toutes ses délibérations à l'examen et à l'approbation des Conseils presbytéraux et des Consistoires. » (*Protestation à droite.*)

M. le modérateur fait remarquer qu'une commission est chargée de rédiger la lettre synodale qui doit être envoyée aux Eglises, et que l'assemblée n'a pas dès lors à statuer sur cette proposition.

M. CARÉNOU croit que M. le modérateur outre passe ses droits en manifestant son opinion avant d'avoir consulté l'assemblée.

M. DE PREISSAC demande la question préalable.

M. ET. COQUEREL ne comprend pas comment peut se poser la question préalable. Il rappelle que nous avons jusqu'ici usé d'une grande liberté de parole. Il est possible que, dans les considérants de la proposition de M. Carénou, il y ait des expressions regrettables; mais ce n'est pas, selon lui, une raison pour que l'on ne vote pas sur la proposition au fond. La question préalable est d'ailleurs blessante pour le membre qui est l'objet d'une semblable mesure.



M. DE LA COSTE propose l'ordre du jour.

M. DE PREISSAC. — Si M. Carénou retire les termes dont il s'est servi, je n'insiste pas.

M. CARÉNOU. — Je n'ai rien à retirer et je maintiens ma proposition.

La question préalable, mise aux voix, est prononcée.

M. COLANI s'approprie les conclusions de la proposition de M. Carénou et en donne lecture.

*Plusieurs voix.*—L'ordre du jour !

M. COLOMB appuie l'ordre du jour, en disant que les Conseils presbytéraux et les Consistoires ont entendu donner des pleins pouvoirs à chacun des membres de l'assemblée.

M. COLANI croit que le rejet de la proposition serait très-grave. Il semblerait que l'on ne veut pas soumettre aux Consistoires le résultat de nos délibérations.

M. BOIS fait remarquer que les Conseils presbytéraux et les Consistoires qui ne voudront pas accepter notre projet de loi, seront libres de le faire. Le soumettre maintenant à l'examen de ces corps, c'est demander l'annulation complète de tous nos travaux, c'est, sous une forme détournée, reproduire la même attaque que celle qui a été dirigée contre l'autorité du Synode au début de la session. Il demande l'ordre du jour.

M. DIDE n'est pas de cet avis. Ce n'est pas abaisser l'œuvre du Synode que de demander aux Conseils presbytéraux et aux Consistoires de se prononcer. Vous avez parlé au nom de l'Eglise. Quel inconvénient peut-on trouver à demander aux corps ecclé-

siastiques leur avis? Il n'y a là, selon lui, qu'une simple question de déférence et de respect pour l'Eglise. Se refuser à donner suite à la proposition serait laisser supposer qu'il y a au fond de tout cela une pensée d'usurpation. L'assemblée ne le voudra pas.

M. BREYTON proteste contre le mot d'usurpation. Nous sommes ici par le mandat des Conseils presbytéraux et des Consistoires, et c'est dans la plénitude de ce mandat que nous avons agi. (*Très-bien! à droite.*)

M. ATH. COQUEREL a toujours cru que le Synode actuel ne représente pas exactement l'état des opinions de l'Eglise. On le confirme dans cette idée. Si l'on était sûr que toutes les Eglises adhéreraient à toutes les décisions du Synode, on n'agirait pas ainsi. (*Aux voix! L'ordre du jour!*)

*Une voix.*— On ne renvoie jamais à un corps inférieur l'examen des décisions d'un corps supérieur.

L'ordre du jour est mis aux voix.

M. JALABERT proteste contre l'ordre du jour dans une question aussi capitale.

M. RIVET demande à parler contre l'ordre du jour. La loi organique lui paraissant inexécutable sur certains points, il croit indispensable de la renvoyer aux Eglises.

*Plusieurs voix.*— Parlez contre l'ordre du jour!

M. COLANI demande que l'on renvoie sa proposition à la commission des vœux.

M. le modérateur lit une proposition de M. Paul Gaufres dans ce sens.

L'ordre du jour ayant la priorité est mis aux voix et prononcé.

M. JALABERT dépose la proposition suivante :

« Le Synode général prie le gouvernement d'envoyer aux Consistoires et aux Conseils presbytéraux le projet de loi et le projet de règlement adoptés dans sa session avec les amendements qu'il jugerait convenable d'y apporter, en provoquant les observations de ces corps ecclésiastiques. Ces projets, ces amendements et ces observations seront renvoyés au Synode général, de façon à ce que le projet de loi ne soit présenté par le gouvernement à l'Assemblée nationale, et à ce que le règlement d'exécution ne puisse être approuvé par le gouvernement, que de concert avec le Synode. »

Le gouvernement, ajoute M. Jalabert, peut vouloir demander certaines additions ou amendements, et il est naturel qu'il le renvoie aux Eglises. De cette manière, le dernier mot restera au Synode général. Il ne s'agit pas de remettre en question les attributions du Synode. Dans les questions capitales, on ne déroge jamais en demandant, après la chose faite, si les corps intéressés n'ont pas d'objections à faire. Quelque étendu que soit votre mandat, vos Eglises ne vous ont pas donné un blanc seing complet. De là, pour vous, le devoir de vous éclairer par des renseignements. L'orateur ne voit rien là d'attentatoire aux pouvoirs de l'assemblée.

M. MALLET repousse la proposition de M. Jalabert ; il ne la comprend pas. Nous aurions donc travaillé pendant des semaines au Synode général pour nous trouver à la fin en présence d'une proposition qui ôterait au Synode toute son autorité, et à ses décisions toute leur valeur ! Du reste, demander au gouverne-

ment de proposer nos décisions aux délibérations des Consistoires, c'est toujours immiscer l'Etat dans nos affaires intérieures.

M. JALABERT proteste contre cette conclusion.

On demande l'ordre du jour.

La clôture de la discussion est mise aux voix et prononcée.

M. le modérateur, sur la demande de M. Jalabert, met l'adoption de sa proposition aux voix, après en avoir donné lecture. La proposition n'est pas adoptée.

M. LAURENS, rapporteur, au nom de la commission d'organisation, propose à l'assemblée d'établir, comme il a été convenu, le classement en deux catégories des résolutions prises par le Synode, et dont les unes doivent figurer dans la loi organique, et les autres dans le règlement. Il rappelle que la première catégorie seule doit être soumise à l'Assemblée nationale. La commission propose elle-même au Synode d'adopter son projet de classement. Ce projet se divise naturellement en deux parties, dont M. le rapporteur donne successivement lecture (1).

M. JALABERT, membre de la commission, veut exposer sur un point le dissentiment qui s'est élevé au sein de la commission entre la majorité et la minorité. La commission avait proposé la réunion du Synode tous les trois ans. Un amendement qui fut adopté, décida la réunion annuelle de ce corps. C'était là, évidemment, dans la pensée de tous, une disposition constitutionnelle et organique. Or, elle ne se trouve pas dans les articles de loi.

(1) Voir ces deux parties à l'*Appendice*, pièces 7 et 8.

Le Synode général ne sera une institution sérieuse qu'à la condition de n'avoir pas besoin, pour se réunir, de l'autorisation du gouvernement. Nous avons précisément voulu lier le gouvernement et soustraire la convocation du Synode à son caprice. Cette disposition doit donc figurer dans la loi. Or, la commission a décidé le contraire, en laissant dans le texte de la loi une latitude absolue au Synode général de fixer l'époque où il devra se réunir. D'une disposition législative elle a voulu faire une simple disposition réglementaire.

Avec le projet de la commission, les réunions synodales n'ont plus rien de constitutionnel. On peut réunir indifféremment le Synode tous les six mois comme tous les cinq ans. Est-ce là ce qu'on a voulu? Nous retombons dans l'arbitraire. Rétablissons l'article tel qu'il a été adopté : le Synode se réunit *de droit* tous les ans, et le gouvernement est lié par ce contrat. Voilà la garantie.

Tel membre du Synode peut préférer les réunions triennales et non annuelles. Mais il ne saurait être question de revenir sur la décision prise, et nous devons nous y tenir. L'orateur conclut en demandant que la disposition relative à la réunion annuelle du Synode prenne place dans le projet de loi.

M. LAURENS, rapporteur, expose le point de vue auquel s'est placée la majorité de la commission. Il est vrai que la réunion annuelle a été décidée; elle est maintenue. Mais avons-nous le droit de lier les Synodes à venir? Dans deux ans, trois ans, dix ans, on peut trouver des inconvénients à la réunion annuelle. Si elle est dans la loi, une loi sera nécessaire pour la

changer. Si elle trouve place dans le règlement, il suffira d'un simple décret ministériel.

M. VAURIGAUD appuie ces considérations. Quant à la crainte de voir un Synode futur changer à cet égard les décisions actuelles, il ne la comprend guère de la part de personnes qui pensent que ce même Synode peut changer même la doctrine. Quel mal y a-t-il dès lors à ne pas vouloir le lier sur la périodicité de ses réunions? L'orateur pense qu'on pourrait, par exemple, mettre dans la loi la disposition suivante : « Le Synode général se réunit de droit aux époques et selon les règlements déterminés par la discipline. »

M. LAURENS. — Le principe a été adopté, et il n'est pas question d'y revenir. Il s'agit seulement de savoir si ce principe doit trouver place dans la loi organique ou dans les règlements.

M. BOREL demande si la déclaration de foi est dans les règlements ou dans la loi organique.

M. LAURENS. — Elle est dans les règlements.

M. VAURIGAUD. — Il serait étrange que tous les Synodes futurs eussent toute latitude de changer la déclaration de foi, mais non pas celle de changer la périodicité des réunions synodales.

M. CLAMAGERAN croit que ce n'est pas là ce que l'assemblée avait entendu. D'ailleurs, en mettant cette disposition dans la loi organique, on échappe au besoin d'obtenir l'autorisation du gouvernement à chaque convocation du Synode.

M. MALLET expose brièvement la question. Sans revenir sur le vote, ce qui n'est dans la pensée de personne, on se demande si la disposition fera partie de la loi ou du règlement. Or, la commission propose

de demander que le gouvernement nous accorde, dans la loi, de nous réunir aux époques fixées par le règlement.

M. VAURIGAUD. — Quant à laisser au Synode la faculté de se déjuger, c'est là, il faut bien l'avouer, le propre du régime synodal.

M. COLANI croit que dans ces termes vagues on n'obtiendra pas l'assentiment du gouvernement, et que celui-ci ne voudra pas se lier devant l'inconnu.

M. CLAMAGERAN. — Vous pourriez avoir une loi établissant de droit la réunion annuelle du Synode, et vous n'aurez qu'un règlement.

M. VAURIGAUD. — Le point capital à sauvegarder, c'est la réunion de droit; mais nous est-il permis de lier nos successeurs pour l'avenir, en mettant dans la loi la réunion annuelle?

M. le général DE CHABAUD-LATOUR pose le cas où des circonstances urgentes nécessiteraient la réunion d'un Synode moins d'un an après qu'il se serait déjà réuni. N'est-il pas prudent de sauvegarder le droit de l'Eglise à la provoquer sans s'exposer à violer la loi organique?

M. RIVET rappelle que le fait de la réunion annuelle a été posé.

M. VAURIGAUD tient à poser le principe que, pour ce qui est des questions de doctrine ou de gouvernement intérieur, l'Etat a à connaître et non à juger.

M. le modérateur mettant aux voix la disposition proposée par M. Vaurigaud, M. JALABERT demande la priorité pour sa proposition, à savoir que le principe de la réunion annuelle du Synode figure dans la loi organique et non dans le règlement.

La proposition de M. Jalabert est mise aux voix et n'est pas adoptée.

Celle de M. Vaurigaud est mise aux voix et adoptée.

L'ensemble de la loi organique est mis aux voix et adopté.

L'ensemble de la partie réglementaire est mis aux voix et est également adopté.

M. COLANI demande l'impression immédiate et la distribution de ces documents.

M. LAURENS répond que la commission avait prévu la demande et allait la prévenir. Il ajoute que les Conseils presbytéraux et les Consistoires en recevront également communication, et que de fait ils pourront en dire leur avis.

M. VAURIGAUD demande qu'il soit bien entendu que c'est à titre de simple communication, et non pour leur demander un avis quelconque.

M. LE MODÉRATEUR. — C'est bien entendu !

M. BREYTON donne lecture d'un article de la loi de germinal, portant qu'aucune décision doctrinale ou dogmatique ne pourra être publiée avant que le gouvernement en ait autorisé la promulgation.

M. COLANI fait remarquer qu'il s'agit dans ce texte d'une publication officielle.

MM. BOIS, DE CLAUSONNE, DE PREISSAC, ALFRED ANDRÉ et plusieurs autres membres demandent l'envoi de ce document à toutes les Eglises, à titre de simple communication.

M. FAUCHER demande qu'on le joigne à la lettre synodale, dont l'envoi a été décidé.

L'impression et l'envoi du texte de la loi organique



et des règlements à toutes les Eglises de France sont votés.

La séance est suspendue.

Elle est reprise à quatre heures et demie.

M. VERNES, modérateur adjoint, remplace M. le modérateur au bureau.

M. ALFRED ANDRÉ donne lecture de la proposition suivante :

« Qu'il plaise au Synode de demander au gouvernement :

« 1° Qu'un aumônier militaire protestant soit désormais attaché, à titre permanent, à chacun des corps de l'armée active ;

« 2° Que dans la prochaine loi d'organisation militaire, les droits des soldats protestants soient clairement fixés, afin qu'ils puissent participer librement aux exercices de leur culte, et se trouver, par contre, exemptés autant que possible de tout assujettissement obligatoire à des exercices du culte catholique. » (*Très-bien ! très-bien !*)

M. ANDRÉ fait remarquer l'intérêt de cette proposition, maintenant que les militaires vont être groupés en grands corps d'armée. Les soldats isolés ne sont pas aussi enclins à rechercher les secours religieux que lorsqu'on peut les former en groupes relativement considérables.

La seconde partie de la proposition est délicate. L'Assemblée nationale vient de décider, sur la proposition de l'évêque d'Orléans, que les militaires auraient désormais toute facilité pour assister à la célébration de leur culte, quel qu'il soit. Mais il est encore une question à régler, question de discipline

autant que de conscience, relative aux honneurs militaires à rendre au viatique, au Saint-Sacrement, dans les processions et ailleurs. M. André estime que l'appui moral du Synode pourra être d'une grande utilité pour la solution de la question dans les démarches qui vont être faites dans ce but auprès du ministre de la guerre.

Les deux paragraphes de la proposition de M. André sont successivement mis aux voix et adoptés.

M. PERNESSIN donne lecture de la proposition suivante :

« Qu'il plaise au Synode de demander au gouvernement de nommer des aumôniers protestants de la marine dans les ports de guerre. »

L'honorable membre expose en particulier ce qui se passe à Toulon, où cet aumônier existe déjà, mais à l'état et dans des conditions semi-officielles. Il serait urgent que le poste fût officiellement créé à Toulon et dans les autres chefs-lieux de préfecture maritime.

M. MALLET. — Indépendamment des pasteurs titulaires qui peuvent déjà exister dans ces localités?

*Une voix.* — Bien entendu !

La proposition est mise aux voix et adoptée.

M. DE SEYNES propose d'ajouter un autre vœu, relatif aux prisonniers militaires protestants. Il voudrait qu'ils fussent rattachés au même pénitencier, où des mesures seraient prises pour qu'ils pussent recevoir les soins d'un aumônier de leur culte.

M. le général DE CHABAUD-LATOUR. — Il serait possible que le ministère objectât à cette concentration le long parcours. Peut-être serait-il plus pratique de demander plusieurs pénitenciers au lieu d'un.

La proposition, sous cette forme nouvelle, est adoptée.

M. FROSSARD, ancien aumônier de l'armée d'Orient, demande qu'on soit autorisé, partout où il y a un camp, à avoir un lieu de culte protestant.

M. DE CHABAUD-LATOUR rappelle qu'on l'avait enfin obtenu au camp de Châlons. Il lui semble naturel qu'on généralise la demande, et la fonction de l'aumônier régional, s'il nous est accordé, serait précisément de desservir ce lieu de culte.

La proposition est mise aux voix et adoptée.

M. VERNES D'ARLANDES croit utile d'exprimer un vœu au nom du comité d'administration de la caisse de retraite pour les pasteurs. Cette institution est connue. Près de trois cents pasteurs y sont actuellement affiliés. Elle sert quarante pensions de retraite, et subventionne dix-neuf veuves de pasteurs. Son capital social s'élève à près de 400,000 fr., auxquels il faut ajouter une somme égale versée, au nom des pasteurs affiliés, à la caisse des retraites pour la vieillesse. Cette institution devrait être généralisée et rendue obligatoire, et le conseil, en appelant sur elle l'attention du Synode, désirerait provoquer une solution pour la prochaine session. Les pasteurs âgés ont un droit spécial à la reconnaissance de l'Eglise.

M. le modérateur appuie vivement ce vœu. Il donne ensuite lecture de la proposition suivante :

« Les soussignés, délégués au Synode général,

« Ont l'honneur de soumettre à cette assemblée la proposition suivante :

« Le Synode général n'ayant plus qu'une session

de deux jours, à partir de mercredi 10 juillet, il y aura deux séances générales, l'une de huit heures et demie du matin à onze heures, et l'autre de une heure à cinq heures du soir.

« L. de Richemont, Jules Nouguier, Laforgue, Gaufrès (M.-J.), G. Planchon, Ph. Corbière. »

Cette proposition est mise aux voix et adoptée.

M. BASTIE, soulevant la question des circonscriptions synodales, expose qu'il lui paraît impossible qu'un pareil groupement soit fait en assemblée du Synode. Le tableau actuel, malgré ses défauts, ayant en somme été jugé préférable à ce qu'on a essayé jusqu'ici de lui substituer, le système le plus simple et le plus pratique serait de s'en tenir provisoirement à ce tableau, du moins jusqu'à la session prochaine, où l'on pourrait charger une commission spéciale d'élaborer un nouveau projet de groupement sur des bases qui puissent être acceptées de tous.

M. PERNESSIN ajoute qu'il faut, dans ce cas, bien établir que le mode actuel de réparation servira pour les élections, jusqu'à nouvel ordre.

— C'est entendu !

M. VAURIGAUD demande que le projet de groupement, élaboré par la commission, soit renvoyé aux Synodes particuliers, nommés d'après le décret du 29 novembre, qui donneront leur avis.

M. JALABERT ne voit pas la nécessité de les réunir dans ce but unique. Ce sont les Consistoires qui sont les plus intéressés dans la question.

M. PERNESSIN présente sur ce sujet la proposition suivante :

« Le Synode, saisi trop tard de la question des circonscriptions synodales, décide que jusqu'à nouvel ordre le mode de répartition, indiqué par le décret du 29 novembre 1871, sera employé pour la convocation des Synodes tant particuliers que généraux.

MM. BABUT et PARIS, chargés de présenter des rapports sur des sujets qui touchent à des questions de personnes, demandent qu'on renvoie l'examen de ces questions à la séance de demain matin qui, dans ce cas, ne serait pas publique.

Adopté.

M. MONNIER, secrétaire de la commission des vœux, énumère les diverses questions sur lesquelles des rapports doivent encore être présentés au Synode.

Le premier de ces rapports, sur la proposition de MM. Paul de Magnin, Seignobos, H. Borel, Gachon, Viguié, Basile Rives, Mourgues, Camille Rabaud, est relatif à la création d'un second Consistoire dans l'Eglise de Paris.

M. le comte DE PREISSAC, rapporteur, en donne lecture :

« Messieurs, votre commission des vœux a eu à examiner une proposition signée de M. Paul de Magnin et sept de ses collègues, qui demande au Synode général, « sans se prononcer d'ailleurs sur le fond du débat, d'émettre le vœu qu'il soit créé à Paris un deuxième Consistoire, et que les électeurs soient libres de choisir celui des deux auquel ils préféreront se rattacher. »

Tout d'abord, votre commission a pensé que cette proposition ne pouvait recevoir aucune suite, car elle est manifestement contraire aux dispositions législatives que vous avez déjà adoptées, et qui ne permettent pas l'existence de deux Conseils presbytéraux et encore moins de deux Consistoires dans la même paroisse.

Vous avez aussi décidé que les circonscriptions paroissiales ne pouvaient se former que par des divisions géographiques et non au moyen de groupements par affinité.

Cependant, quelques membres ont pensé que l'Eglise de Paris était dans une situation toute spéciale, que les divisions fâcheuses qui règnent dans son sein, et auxquelles il serait si désirable de voir porter remède, que son importance à tous les points de vue s'opposait à ce que cette proposition fût écartée par une fin de non-recevoir, et ont désiré qu'elle fût examinée à titre d'exception.

A cela, il a été répondu qu'une demande écartée *comme contraire à la loi* ne pouvait prétendre qu'elle était repoussée par une fin de non-recevoir, qui ressemble toujours un peu à un déni de justice; la loi n'est pas une fin de non-recevoir. (*Très-bien! à droite.*)

Que la situation de Paris n'était pas la seule exceptionnelle, et on a cité comme se trouvant dans le même cas les Eglises de Tonneins, Vauvert, le Havre, Montauban et plusieurs autres;

Que d'ailleurs l'affaire n'était pas instruite, puisque ni le Conseil presbytéral, ni le Consistoire, ni le Synode provincial de la circonscription n'avaient été appelés à donner leur avis;

Que non-seulement ces corps avaient à donner leur avis, mais à juger l'affaire aux différents degrés de juridiction que vous avez établis.

En dehors des considérations légales que je viens de vous faire connaître, il y aurait un procédé fort peu convenable à ce que le Synode tranchât une question de cette importance en passant par-dessus la tête des corps ecclésiastiques de la circonscription qui n'auraient même pas été avisés.

L'affaire n'est donc pas en état d'être soumise à vos délibérations.

Par toutes ces considérations, votre commission vous propose de renvoyer l'examen de cette question au Conseil presbytéral, au Consistoire de Paris et au Synode provincial de la 3<sup>e</sup> circonscription.

M. GAUFRÈS, de Paris. — Dès le commencement de notre session, j'ai exprimé le vœu que le Synode inaugurât une ère d'apaisement, une ère de foi et de vie nouvelles.

Or, nous voici en présence d'une question qui exige impérieusement une solution pacifique. On nous propose de la renvoyer à l'examen de certains corps dont nous demanderions l'avis. J'estime que c'est là une formalité inutile; il n'est pas un de nous qui ne connaisse cette question, qui ne la connaisse à tous ses degrés.

Tous les trois ans, à Paris, la guerre est déchaînée, et c'est une guerre par laquelle se perd quelque chose qui vaut mieux que le sang, je veux dire la vie morale et religieuse de l'Eglise. On se livre, dans les deux camps, aux plus tristes récriminations. On exhume le passé d'hommes respectables, on leur

rappelle ce qu'ils ont fait ou écrit, et comment ils ont voté, il y a trente ou quarante ans. Par là se perd le respect des personnes et des choses, et ces déplorables débats ont au loin, dans les départements, à l'étranger, un trop grand retentissement. Inutile de dire qu'au dehors les libres penseurs comme les catholiques y trouvent un motif de mépriser la foi protestante. Pouvons-nous laisser un tel mal sans chercher à y remédier?

Je sais combien vous tenez à la fidélité dans l'expression de la vérité religieuse, mais qu'il me soit permis de dire qu'il ne s'agit pas ici d'une question de doctrine. (*Dénégations.*) Vous ne sacrifierez rien; au fond qu'est-ce qu'on vous demande?

Les fidèles libéraux n'assistent guère à votre culte. S'ils ne sont pas sérieux dans leurs convictions, est-ce un si grand mal que de les laisser libres de former une paroisse et de montrer ainsi leur impuissance? S'ils ont, au contraire, de la foi et du zèle, quel mal y a-t-il à ce qu'ils puissent les manifester? Certainement, vous feriez ainsi un acte d'équité.

Je ne sais comment ce Synode sera jugé par l'histoire, mais n'eût-il fait que remédier à ce grave désordre, il eût servi l'honneur du protestantisme. (*Très-bien! à gauche.*)

M. BREYTON. — Je viens appuyer les conclusions du rapport. Je ne puis cacher ma surprise en voyant pour la troisième fois revenir ici cette question de Paris. Vous savez fort bien que c'était d'elle qu'il s'agissait lorsque ce Synode a voté qu'il ne pourrait y avoir deux Conseils presbytéraux dans la même paroisse, et maintenant voici que vous la présentez



de nouveau sous forme d'exception. Vous nous demandez de revenir sur nos votes, de méconnaître l'œuvre que nous avons faite, et d'accorder à Paris ce que nous refusons à toute autre ville. Pourquoi cette exception ? On nous a parlé des douleurs de Paris. Mais croyez-vous qu'il n'y ait que Paris où l'on souffre ? Est-ce qu'on ne souffre pas pareillement à Vauvert où la minorité évangélique, opprimée par le Conseil presbytéral, est réduite à construire un temple pour s'y édifier ? Est-ce qu'on ne souffre pas à Nîmes, où un Consistoire libéral n'a plus voulu admettre dans son sein les Léon Noguier, les Clau-sonne ; à Montauban où l'on doit également créer un culte à part, à Anduze où l'on fuit le temple pour remplir les chapelles dissidentes ? Et l'on vient nous dire que Paris est une exception ? Non, si vous traitez ainsi Paris, vous lui accordez un privilège, et alors c'est une iniquité, ou, si vous faites là une règle générale, toute l'Eglise y passera.

Il faut savoir ce que l'on veut. Veut-on légaliser le schisme ? Si c'est cela, qu'on le fasse loyalement, et nous serons heureux d'une séparation que je crois inévitable ; ce sera alors une mesure générale. Mais légaliser le désordre à Paris, je m'y refuse avec énergie. D'ailleurs, il y a ici un argument que j'ai déjà eu l'honneur de vous soumettre et auquel on n'a rien répondu. Il ne peut être question de Consistoires délimités géographiquement, dont l'un serait sur la rive droite, l'autre sur la rive gauche de la Seine. Non, on veut des Consistoires ouverts dans lesquels chacun ira s'inscrire quand cela lui plaira, quitte également, si cela lui plaît, à aller de l'un à l'autre.

Eh bien ! au nom de cette liberté, savez-vous ce qui arrivera ? C'est que, huit jours avant les élections, des centaines d'électeurs pourront se porter en masse dans le Consistoire où ils sont les moins nombreux et enlever le vote par un coup de majorité.

Donc vous aurez organisé une machine de guerre dont se serviront impunément les gens sans scrupule ; il s'agira uniquement de la faire manœuvrer avec quelque habileté ; vous aurez pris une mesure d'iniquité et de désordre, qui bouleversera toutes les conditions régulières de la vie ecclésiastique, et qui détruira les lois fondamentales de notre organisation. Je demande donc que la pétition soit repoussée ; je ne voudrais pas même qu'elle fût renvoyée au Synode particulier de la circonscription, car ce serait dire que vous préjugez la possibilité de l'acceptation, et que vous voulez créer deux poids et deux mesures. (*Vive approbation à droite.*)

M. SCHICKLER. — Messieurs, je n'abuserai pas de la parole, mais je me dois à moi-même de vous dire ce que j'ai sur le cœur. Je suis membre de l'Eglise de Paris, j'y ai été baptisé, reçu comme catéchumène, mon mariage y a été béni ; j'ai pour elle un amour filial et je ne puis rester silencieux quand il s'agit de ses plus chers intérêts.

L'honorable M. Breyton est étonné de ce que cette question revienne toujours ; mais quoi de plus naturel après de si longues souffrances ? On vous a rappelé ce qui se passe à Paris. Il y a ici une question tellement grande, tellement sainte, qu'elle devrait vous frapper ; la moitié de l'Eglise n'a plus les pasteurs de son choix, elle est privée de l'enseignement religieux

auquel elle a droit. M. Breyton trouve qu'il ne faut rien faire, mais, nous, nous souffrons, et, tant que nous souffrirons, nous nous plaindrons, nous demanderons qu'on nous fasse justice. Il y a quelque chose à faire, nul ne peut le nier. Je ne m'adresse pas à l'esprit de parti, aux sentiments d'aigreur que ces luttes ont soulevés, je m'adresse à vos cœurs. Je ne voulais rien dire, mais en entendant M. Breyton, je me suis rappelé la parole de saint Paul : « sachant que l'affliction produit la patience et la patience l'épreuve ; » voilà longtemps que nous savons cela, mais remarquez ce qu'ajoute l'Apôtre : « et l'épreuve, l'espérance. » L'espérance, voilà ce qui nous reste ; nous espérons en vous tout d'abord, en votre justice, et puis nous espérons en Dieu. (*Très-bien ! à gauche.*)

M. JALABERT. — Messieurs, je viens soumettre à cette assemblée un amendement qui pourrait, selon moi, nous rallier tous, c'est celui-ci : « Qu'il plaise au Synode général de demander au gouvernement que l'Eglise de Paris soit divisée en autant de paroisses qu'elle a de temples, l'Oratoire excepté. »

Cette proposition n'est point opposée à ce que vous avez voté jusqu'ici. Aucun article de votre loi ne s'oppose à ce qu'il y ait à Paris autant de paroisses que de temples ; je l'ai déjà dit précédemment ; si une ville de cent mille âmes était tout entière protestante, il vous serait impossible de ne pas la diviser en paroisses. Vous avez voté qu'il ne pourrait y avoir deux Conseils presbytéraux dans une même paroisse ; ici il s'agit de tout autre chose, il s'agit de créer plusieurs paroisses dans une même ville. A qui pouvions-nous demander une telle mesure, si ce n'est à

vous, Synode général? Une telle demande n'a rien que de respectueux, de parfaitement convenable. C'est là pour vous une question d'appréciation, d'opportunité. Pour moi je ne suis pas de ces protestants de province qui ne s'inquiètent pas de ce qui se passe à Paris. Paris a une situation tellement exceptionnelle que tout ce qui s'y passe a un incomparable retentissement. C'est en vain qu'on nous cite ici telle petite ville, tel village (*Murmures*) qu'on veut lui comparer.

Nous ne pouvons assister froidement à une lutte qui épuise notre Eglise et qui laisse après elle l'amoindrissement moral et religieux. Aussi, sachez-le bien, il n'y aura pas un Synode où nous ne revenions vous demander de remédier à cette situation. Non, nous ne pouvons accepter cette situation étrange faite à la moitié d'une Eglise qui reste sans représentant dans ses Conseils, sans pasteur de son choix. Il faut mettre un terme à cet état de choses et nous ne le pouvons qu'au moyen de la loi.

M. METTETAL. — Il y a une justice qu'on doit rendre aux représentants de l'Eglise de Paris à ce Synode. Ils ont usé d'une véritable discrétion. Le Consistoire de Paris a été continuellement mis sur la sellette et ils n'ont rien dit. Oui, Messieurs, nous avons voulu laisser se produire toutes les accusations; nous ne sommes pas intervenus pour ne pas troubler les débats par des questions personnelles.

La proposition qui vous est soumise tend à vous rendre juges de la situation de Paris. Nous ne déclinons à aucun degré la compétence de ce Synode, mais l'équité exige qu'avant de trancher une ques-

tion aussi grave, les corps intéressés soient entendus. On ne décide pas si sommairement une pareille cause, et tout d'abord, il fallait apporter cette proposition dès le début, et non pas à la dernière heure, insidieusement.

*Vive interruption à gauche.* — A l'ordre ! Retirez ce mot !

M. J. GAUFRES. — Si nous n'avons pas apporté la proposition plus tôt, c'est que nous ne le pouvions pas.

M. METTETAL. — Je disais donc, Messieurs.....

*A gauche.* — Retirez le mot *insidieusement* ou nous quittons la salle.

M. METTETAL. — Je ne peux pas retirer ce mot qui exprime ma pensée. (*Tumulte.*)

Les membres de la gauche se lèvent.

Le modérateur supplie l'orateur de retirer le mot, l'orateur y consent.

M. METTETAL. — Je ne veux pas entrer dans le fond même du débat. Je rappellerai simplement un fait : le Consistoire de Paris s'est toujours déclaré prêt à reconnaître un pasteur présenté par la minorité, pourvu que ce pasteur déclarât accepter les faits miraculeux rappelés par le Symbole, en particulier la naissance miraculeuse et la résurrection de Jésus-Christ. Eh bien ! le Synode vient de déclarer que l'Eglise exige plus que cela. Nous avons donc été plus larges que ce Synode.

Vous demandez un moyen de paix. Présentez-nous un pasteur qui accepte les conditions posées par ce Synode, et sans hésiter nous le nommerons.

Maintenant, un mot de la proposition qui vous

est soumise. Elle consacre le schisme, et M. Breyton vous a péremptoirement démontré que ce système de Consistoires ouverts disloquait tout, qu'il donnait à la minorité le droit de conquérir l'Eglise par le détail. A Paris, nous avons treize cents électeurs contre douze cents; supposons les deux paroisses constituées; il suffira à deux cents électeurs de se porter tantôt dans un Consistoire, tantôt dans un autre pour changer le vote et renouveler les Conseils presbytéraux dans leur sens. Je dis que c'est là un mécanisme de guerre, qui ne nous laissera plus une heure de paix, et qui en peu de temps aura ruiné l'Eglise.

Vous êtes pourtant bien forcés d'y recourir, parce que les deux tendances ne sont pas séparées par des limites géographiques. Ce procédé viole toutes les lois que vous avez faites, car vous avez voté l'unité de la paroisse, et vous avez fait plus, vous avez déclaré que les Synodes particuliers seuls détermineraient les circonscriptions consistoriales. M. Jalabert nous a dit : Ayez des paroisses indépendantes! il y a longtemps que cette question a été étudiée à fond. Nous avons reconnu que cela était impossible.

La population est trop mobile; il n'est pas bon de séparer les quartiers riches des quartiers pauvres, car l'abondance des uns supplée à la misère des autres; enfin les rapports entre toutes les parties de Paris sont trop étroits pour qu'un tel plan soit réalisable. Bien avant nos tristes débats, on l'avait rêvé. M. le pasteur Vermeil l'avait demandé, mais il rencontra un adversaire décidé, c'était M. Coquerel père. Celui-ci, nommé rapporteur d'une commission

appelée à examiner cette question, s'opposa à la division en paroisses, et demanda que la paroisse des Batignolles rentrât dans l'Eglise de Paris. Il savait ce qu'il y avait d'impossible dans la constitution à Paris d'Eglises absolument indépendantes les unes des autres. J'ajoute que les meilleurs administrateurs de Paris en avaient jugé comme lui. Aujourd'hui on vient vous demander de scinder l'Eglise, et nous, conséquents avec les principes que tous reconnaissaient alors nécessaires, nous venons vous dire que cela est impossible. (*Applaudissements à droite.*)

M. CHABRIÈRE-ARLÈS. — Un mot seulement. L'influence de Paris est immense en province; c'est là que s'impriment les journaux religieux, et ceux-ci nous apportent sans cesse le triste écho de vos divisions. Il faut agir pour guérir la tête de l'Eglise, et quant à moi je me rattache à l'amendement de M. Jalabert que je trouve légal, excellent, et propre à rétablir la paix. (*La clôture! la clôture!*)

On met aux voix l'amendement de M. Jalabert, il est repoussé.

L'amendement de M. Breyton, qui concluait à l'ordre du jour pur et simple, est mis aux voix et adopté.

La séance est levée.

## VINGT-NEUVIÈME SÉANCE

MERCREDI MATIN 10 JUILLET.

La séance est ouverte à neuf heures moins un quart du matin.

Prière de M. le pasteur Couderc.

M. le modérateur invite M. de Richemond à vouloir bien prêter son concours à MM. les secrétaires sur leur demande, en raison de l'augmentation de travail causée par une double séance.

Le Synode, constitué au début de la séance en comité secret, pour examiner quelques affaires particulières, et consulté par M. Louis Vernes, faisant fonction de modérateur, décide que la séance sera publique après la clôture de la discussion relative à ces affaires.

La séance est déclarée publique à partir de dix heures.

La Société de prévoyance en faveur des veuves et des orphelins de pasteurs, sollicite le patronage direct du Synode. La commission propose et le Synode accepte qu'un témoignage de sympathie et de bienveillance soit adressé à ladite Société.

M. MONNIER donne lecture du rapport de la commission des vœux, sur les *questions se rapportant au culte et à la liturgie*.



Ce rapport est ainsi conçu :

« Les questions de culte et de liturgie, bien que distinctes, sont intimement unies et doivent être considérées ensemble. Plusieurs vœux se rapportent à des modifications à apporter à notre culte.

« Le *Synode de la première circonscription* (Saint-Quentin), exprime le vœu que le Synode général introduise dans la liturgie des modifications destinées à lui donner un caractère plus vivant, à attribuer à l'adoration une place plus importante, et à permettre aux fidèles de prendre au culte une part plus active et plus directe.

« Le *Synode de la septième circonscription* (Bordeaux), demande l'établissement d'une liturgie générale, embrassant les chants et tous les actes du culte et amenant le développement des actes d'adoration, de la prière et du chant.

« Le *Consistoire de Nérac* prie le Synode d'étudier les moyens de donner plus de solennité au culte et d'y attribuer une part plus grande à la participation des fidèles.

« Des vœux analogues sont exprimés par le *Consistoire de Toulouse*, ceux de *Vallon*, *Dijon* et *La Mothe-Saint-Héraye*, les *Conseils presbytéraux de Pau*, *Orthez*, *Saint-Antonin*, *Mauvezin*, *Le Caylar*, *La Mure* et *Saint-Sauvant*. Le *Conseil presbytéral de Jailleu* demande qu'il ne soit pas fait de modification au culte dans le sens de l'Eglise anglicane.

« Plusieurs vœux se rapportent uniquement à la révision de la liturgie, qui est généralement reconnue nécessaire. Le maintien et la révision de la liturgie sont demandés par les *Consistoires de La Tremblade*

et de Toulouse, les *Conseils presbytéraux de Bayonne* et de *Pau*. Les *Consistoires de Dijon* et du *Vigan*, les *Conseils presbytéraux de Jailleu, de Grenoble* et de *Mens* demandent formellement que la liturgie révisée soit rendue obligatoire. Le *Conseil presbytéral de Tréminis* voudrait au contraire que la lecture n'en fût que facultative.

« Quelques *Conseils presbytéraux* voudraient qu'il y eût une liturgie pour les sépultures. D'autres demandent formellement qu'il n'y ait point de prescriptions obligatoires pour ces cérémonies.

« *Questions se rapportant à la discipline et à son application.*

« Plusieurs corps de notre Eglise ont demandé qu'il soit fait un travail d'ensemble sur la discipline ecclésiastique.

« Le *Synode de la première circonscription* (Saint-Quentin), émet le vœu que le Synode général prépare une révision de la discipline qui, tout en maintenant les points fondamentaux, la mette en harmonie avec la nouvelle loi organique et avec les besoins actuels de l'Eglise.

« Le *Consistoire de Nérac* demande le rétablissement et la révision de la discipline pour assurer la paix et la dignité de l'Eglise.

« Le *Consistoire du Vigan* demande que le Synode général mette en vigueur une discipline qui reproduise autant que possible les dispositions de l'ancienne.

« Le *Consistoire de Toulouse*, les *Conseils presbyté-*

*raux de Sauveterre, Saint-Sébastien, Bellocq, Bagnères, Orthez, Pau, Salies, Mens, la Mure, Osse, Jailleu, Codognan*, formulent des vœux analogues.

« Le *Consistoire de Vallon*, le *Conseil presbytéral de Grenoble* demandent au Synode de rédiger une discipline d'accord avec les besoins de l'époque.

« Le *Consistoire de Vauvert* a étudié un projet complet de révision qui a été publié.

« Outre ces vœux généraux, quelques questions spéciales de discipline ont été recommandées à l'attention du Synode, notamment celle du catéchuménat.

« Le *Consistoire de Bourges* demande que la question soit étudiée. Le *Conseil presbytéral de Saint-Antonin* voudrait qu'on donnât plus de solennité à la réception; celui de *Mens*, que le catéchuménat actuel fût maintenu; celui de *Mauvezin*, que le mode fût modifié; ceux de *Tréminis, La Mure, Jailleu, Codognan*, désireraient que la cérémonie de la réception fût supprimée; ceux de *Codognan* et du *Caylar* demandent qu'il soit rédigé un catéchisme uniforme.

« Le *Conseil presbytéral de Bayonne* voudrait qu'il fût établi des règles pour la conduite à suivre dans les mariages mixtes.

« Plusieurs corps demandent qu'il soit pris des mesures pour la bonne préparation des candidats au ministère évangélique.

« Le *Consistoire de Dijon* et le *Conseil presbytéral du Caylar* expriment le vœu que les candidats soient obligés à un stage ou à une suffragance.

« Le *Conseil presbytéral de Toulouse* demande que

les professeurs de théologie soient tenus de témoigner officiellement, non-seulement des connaissances qu'ont acquises les étudiants, mais aussi de leur piété et de leur vocation.

« Le *Conseil presbytéral de Bellocq* voudrait que les Consistoires suivissent la conduite et les études des étudiants en théologie de leur ressort, et que leur autorisation et celle du Synode fussent nécessaires pour les consacrer.

« M. Cellier, de Nîmes, demande l'établissement du ministère gratuit.

« D'autres vœux se rapportent à l'exercice même du ministère pastoral.

« Le *Consistoire de Toulouse* demande que les Consistoires et les Conseils presbytéraux veillent à l'exécution des règlements disciplinaires, et que les pasteurs soient obligés de déclarer qu'ils croient aux principes contenus dans le Symbole des apôtres.

« Le *Conseil presbytéral de Saint-Martial*, que les pasteurs ne puissent pas changer la liturgie.

« Le *Consistoire de Florac*, que des règles uniformes soient fixées pour des fonctions pastorales.

« Le *Synode de la neuvième circonscription* transmet le vœu d'un de ses membres, demandant qu'il soit pris des mesures pour que les Eglises ne soient pas laissées sans secours spirituels pendant l'absence de leurs pasteurs.

« Quelques vœux se rapportent à la rédaction d'un « formulaire unique de consécration garantissant « mieux la fidélité évangélique : » tels sont ceux du *Consistoire de Saint-Jean-du-Gard*, du *Consistoire de Nérac* et des *Conseils presbytéraux de Saint-Sé-*

*lastien, Mens et Grenoble.* Ce dernier voudrait que le candidat fût tenu d'adhérer à la confession de foi et à la liturgie de l'Eglise réformée.

« *Vœux se rapportant à divers projets.*

« La commission a groupé sous ce titre diverses demandes qu'elle serait prête à étudier au cas où elles lui seraient renvoyées dans ce but, mais pour lesquelles elle ne se croit pas appelée à proposer actuellement de solution particulière.

« Le *Synode de la quatrième circonscription* (Nantes) demande qu'il soit adressé à l'Assemblée nationale le vœu que l'instruction primaire soit reconnue obligatoire, gratuite et laïque.

« Le *Synode de la septième circonscription*, le *Consistoire de Dijon* et celui de *Bourges* demandent que des mesures soient prises pour prévenir les faits regrettables auxquels donnent souvent lieu les inhumations protestantes.

« Le *Conseil presbytéral de Bayonne* demande que les pasteurs infirmes soient maintenus dans leur Eglise avec un suffragant.

« Le *Consistoire presbytéral de Mauvezin*, celui du *Caylar* et le *Consistoire de Vallon* demandent la création d'une caisse centrale pour venir en aide aux œuvres d'intérêt général. Ce dernier corps propose de pourvoir pour sa part aux frais des Synodes particuliers et généraux.

« Le *Conseil presbytéral du Caylar* voudrait l'établissement d'un journal officiel de l'Eglise réformée de France.

« Le *Synode de la quatrième circonscription* (Nantes)

demande que les Synodes particuliers favorisent dans leur ressort l'établissement de conférences religieuses historiques, littéraires et scientifiques.

« *L'Union évangélique du Lot-et-Garonne* et le *Comité de l'Eglise réformée évangélique de Clairac*, profondément reconnaissants de ce que le Synode ait formulé la foi de l'Eglise réformée, expriment le vœu que cette déclaration soit rendue obligatoire.

« *Questions et pétitions diverses.*

« La commission a réuni sous ce chef les questions sur lesquelles elle a cru pouvoir se prononcer, et pour lesquelles elle propose une solution, sans que leur importance ait semblé suffisante pour en faire l'objet d'une étude spéciale.

« *Sept membres du Consistoire d'Aigues-Vives* demandent que le chef-lieu de la Consistoriale soit transporté à Vergèze, localité tout à fait centrale et située sur le chemin de fer, tandis qu'Aigues-Vives est à une des extrémités de la circonscription, et à deux kilomètres de la station.

« La commission estime que cette question ne devra être soumise au Synode général qu'en cas d'appel, après la décision des corps compétents, en vertu de la nouvelle loi organique.

« *Les mêmes pétitionnaires* se plaignent de la répartition des représentants par le Consistoire.

« Cette demande sera sans objet après la mise en vigueur de la nouvelle loi organique.

« Il en est de même d'une pétition analogue du *Conseil presbytéral de Saint-Martial*.

« Le *Conseil presbytéral d'Arvert* se plaint de ne pouvoir obtenir du Consistoire de la Tremblade la nomination d'un pasteur libéral. Une pétition de cent soixante membres de l'Eglise, se prononçant en un sens contraire, exprime son attachement à la vérité évangélique. Le Consistoire présente un mémoire sur les faits qui se sont passés depuis la mort du dernier pasteur d'Arvert, et conclut en déclarant qu'il ne se croit pas libre de nommer un pasteur qui ne soit pas évangélique, mais qu'il s'en remet à la décision du Synode.

« La commission estime que cette question, comme les précédentes, sera résolue par le fonctionnement de la nouvelle loi organique.

« La *Société de prévoyance et de secours mutuels*, établie à Bordeaux en faveur des veuves et des orphelins de pasteurs appartenant à l'Eglise protestante de France, demande à être adoptée par le Synode comme institution de l'Eglise réformée de France.

« La commission estime qu'un prochain Synode pourra examiner la question des mesures à prendre en faveur des œuvres et des sociétés religieuses qui seront reconnues d'un intérêt général pour nos Eglises, mais qu'il est impossible d'entrer actuellement dans l'examen de cette question. Elle pense que le Synode doit se borner à exprimer ses sentiments de sympathie et de bienveillance pour l'œuvre des veuves et orphelins de pasteurs.

« L'*Alliance évangélique de l'Eglise réformée du Harre* d'une part, et une lettre adressée au Synode par des membres de cette Eglise d'une autre part,

font connaître, en se plaçant à deux points de vue opposés, la situation de cette Eglise.

« La commission estime que le Synode ne peut aborder l'examen de cette question spéciale ; mais elle espère qu'elle sera résolue par le fonctionnement de la plus haute organisation de l'Eglise, et qu'il y a lieu d'en renvoyer l'étude au Synode particulier.

« Un grand nombre de membres de l'Eglise de Royan et les membres du conseil de l'Eglise évangélique établie dans cette localité demandent qu'il leur soit accordé la nomination régulière d'un pasteur pour prêcher l'Evangile dans une Consistoriale où les doctrines nouvelles règnent exclusivement. Ils proposent pour remplir ces fonctions M. le pasteur Curie, qui les édifie actuellement.

« La commission estime que cette question doit avoir été étudiée par le Synode particulier avant d'être résolue par le Synode général.

« Elle exprime le même avis au sujet d'une demande de la fraction évangélique de l'Eglise réformée de Tonneins, qui, après avoir fait connaître sa situation, formule en outre le vœu général de la séparation des deux tendances qui existent dans l'Eglise réformée et de la formation de deux Eglises distinctes.

« Le *Consistoire de Sommières*, celui de *Royan* et ses sept Conseils presbytéraux demandent la division de l'Eglise de Paris en plusieurs Consistoires ou Conseils presbytéraux.

« Une proposition analogue ayant été faite par quelques membres de l'assemblée, un rapport spécial sera présenté par un des membres de la commission. (*La question est jugée.*)



« Un des membres de l'assemblée ayant proposé que des mesures soient prises pour que le président du Synode puisse correspondre en franchise avec les présidents de Consistoire, la commission estime, à l'unanimité, qu'il n'y a pas opportunité à intervenir actuellement auprès de l'Etat pour obtenir cette faveur. »

La lecture de ce rapport donne lieu à quelques observations qui se résument dans cette opinion, que partage à peu près unanimement le Synode, qu'il faut décider le renvoi de ces questions aux Synodes particuliers, suivant *l'esprit* de la nouvelle loi que le Synode vient de voter, plutôt que de s'en tenir à *la lettre* de la loi encore en vigueur aujourd'hui. On devra donc recourir dès à présent aux Synodes particuliers, institués par la loi de germinal an X, et mis en vigueur par le décret du 29 novembre 1871 et par les circulaires qui ont interprété ce décret.

Relativement à l'Eglise de Royan, M. PARIS demande l'ordre du jour pur et simple sur la difficulté soumise au Synode. Il se fonde sur ce fait qu'il ne peut y avoir deux poids et deux mesures, et que l'ordre du jour, adopté hier pour l'Eglise de Paris, doit être appliqué, non-seulement à l'Eglise de Royan, mais en particulier à celle du Havre et aux autres, dont il a été question dans le rapport actuellement présenté.

L'assemblée, consultée, adopte l'ordre du jour pur et simple pour toutes les questions de cette nature et ne les renvoie pas aux Synodes particuliers.

M. PH. CORBIÈRE présente un rapport sur l'affaire du Consistoire de Montagnac, créé en 1810, séparé

en deux en 1852. Les Consistoires de Montagnac et de Saint-Pargoire, restes de la Consistoriale primitive, furent réunis à celle de Montpellier en 1867. Tous les corps ecclésiastiques qui ont dû être utilement consultés dans cette circonstance, donnèrent un avis favorable au rattachement projeté. Le conseil municipal de Montagnac émit seul un avis contraire. Des décisions consacrèrent la mesure gouvernementale, qui devint exécutoire en 1867.

Depuis, d'anciens membres du Consistoire de Montagnac et cent onze protestants de cette ville (qui ne sont pas tous électeurs) ont demandé que l'autonomie de l'ancien Consistoire de Montagnac fût rétablie. Mais Saint-Pargoire ne veut pas quitter Montpellier ; mais le pasteur de Montagnac et une notable partie du troupeau ne le veulent pas non plus. Tout se réduit à la demande des cent onze pétitionnaires, qui rencontrent opposition parmi tous les autres intéressés, gouvernement, corps ecclésiastiques, pasteur et fidèles.

Les conclusions de la commission, proposant l'ordre du jour, sont adoptées.

M. FAUCHER dit que le Consistoire de Marseille a formulé des vœux sur la confession de foi, sur la discipline, sur le catéchuménat, qu'aucun de ces vœux n'est mentionné dans le rapport de la commission, mais que, par contre, on a mis à l'actif du Consistoire de Marseille des plaintes contre la délimitation des circonscriptions synodales (Rapport de M. Grotz), qu'il n'a jamais émises.

M. BREYTON, membre de la commission des vœux, explique que ces vœux du Consistoire de Marseille

ne sont pas arrivés par la voie régulière du ministère ; ils sont arrivés trop tardivement à la commission, et après un premier classement sur les données duquel le rapporteur a fait son travail : de là leur omission involontaire dans le rapport.

M. ATH. COQUEREL signale une erreur d'impression dans les comptes rendus officiels. Le compositeur a mis le mot « Synode » au lieu du mot « Consistoire » de Montpellier dans la mention d'une délibération de ce dernier corps.

Quelques explications sont échangées entre MM. les pasteurs Dhombres, Ath. Coquerel, de Cazenove et de Seynes, relativement aux corrections à apporter aux procès-verbaux pour l'impression officielle.

Le sentiment général de l'assemblée est qu'il faudra se borner aux corrections grammaticales, aux fautes d'impression, et à la modification des seules phrases qui présenteraient un sens contraire à la pensée des orateurs. Ceux-ci seront consultés par le bureau dans ce cas, et feront leurs observations par écrit. Le bureau reste chargé de décider en dernier ressort.

M. DHOMBRES présente le rapport de la commission nommée pour examiner la question des Facultés de théologie. La perte de Strasbourg a donné à cette question une importance particulière. L'idée de la translation à Paris de la Faculté de théologie rencontre beaucoup d'appui et de sympathies. Mais, dans ce cas, la Faculté de Montauban ne se trouverait plus dans des conditions suffisamment viables, et la commission conclut à l'établissement à Paris des deux Facultés de théologie protestantes, réunies

en une seule. Les professeurs y seraient alors appelés, des chaires luthériennes y seraient créées, et il y aurait à Paris un grand centre d'enseignement protestant qui y manque absolument, et cela au préjudice de nos intérêts moraux et matériels.

L'orateur insiste sur les grands souvenirs attachés à nos vieilles académies protestantes, dont il importe de perpétuer la tradition. Il propose, au nom de la commission, le transport à Paris de la Faculté de Montauban, enrichie de chaires luthériennes. Il ne méconnaît pas que la moralité des jeunes candidats ne soit exposée à Paris à de graves écueils, qu'il ne puisse être regrettable de passer sans transition de la vie cultivée et du milieu éclairé de la capitale dans quelque obscure paroisse de campagne. Mais il croit que ces périls peuvent être conjurés par une séminarisation rigoureuse et l'admission des élèves au sein de quelques familles honorablement connues.

L'orateur insiste sur le relief donné au protestantisme par la place officielle qui lui serait faite dans le monde savant. La culture générale est d'ailleurs plus développée à Paris; le milieu ambiant est plus étendu. Au point de vue de la prédication, le jeune candidat se formera par le contact des chaires des différents cultes chrétiens. Le ministère pastoral est plus complexe, le champ d'activité varié et intéressant : réunions d'évangélisation, maisons de santé, établissement de diaconesses, écoles du dimanche, évangélisation des soldats... La carrière est vaste.

Les conclusions du rapport demandent la suppression de la Faculté de Montauban et son transfert à Paris.

Dans le cas où le Synode ou le gouvernement ne donneraient pas suite au vœu émis par la commission, M. le pasteur BABUT propose qu'il soit demandé au gouvernement de créer deux chaires de plus à la Faculté de Montauban, l'une d'enseignement scientifique, l'autre d'études historiques.

M. JALABERT s'unit complètement aux premières conclusions de la commission, le transport de la Faculté de théologie de Strasbourg à Paris, pour toutes les raisons développées par M. le rapporteur. Mais il ne peut s'unir à ces conclusions, en ce qui concerne la suppression de la Faculté de Montauban. Assurément, il serait désirable et meilleur que cette Faculté fût transférée dans une ville pourvue de Facultés de lettres et de sciences, telle que Toulouse ou Montpellier. Mais il ne peut admettre qu'ayant deux foyers protestants de lumières et d'enseignement théologique, on les réduise à un seul, lorsque le gouvernement, en maintenant au budget les crédits de la Faculté et du séminaire de Strasbourg, nous en offre deux.

Tout au plus accepterait-il la substitution à la Faculté de Montauban d'une école secondaire dans le Midi, où les élèves feraient trois ans d'études et viendraient passer leurs examens de théologie à Paris. Mais il votera pour le maintien de la Faculté de Montauban, sans préjudice du transport à Paris de celle de Strasbourg.

La séance est levée.

## TRENTIÈME SÉANCE

MERCREDI APRÈS-MIDI, 10 JUILLET.

La séance est ouverte à une heure vingt minutes.

M. le modérateur donne lecture d'une lettre de M. le pasteur Emilien Frossard, exprimant au Synode ses regrets sur sa retraite et ses vœux pour cette assemblée. M. Frossard est remplacé par son fils M. le pasteur Charles Frossard, nommé suppléant.

Le procès-verbal de l'avant-dernière séance est lu et adopté.

M. DE CLAUSONNE demande la parole pour expliquer un fait. L'orateur croyait ne voter, à la séance du mardi 9 juillet, que sur le partage des affaires à soumettre au gouvernement, et sur celles qu'il convenait de retenir pour la discipline ; mais il ne pensait pas voter sur la loi elle-même. Il tient à réserver son vote jusqu'au moment où il connaîtra les dispositions de l'Eglise à laquelle il appartient.

M. le modérateur donne lecture d'un projet de règlement pour la garde et la communication des pièces manuscrites ou imprimées, déposées aux archives synodales.

Les archives synodales se composent des actes et procès-verbaux du Synode et des pièces manuscrites qui sont déposées sur le bureau.

La bibliothèque synodale se compose des livres et pièces imprimées, dont il est fait hommage au Synode, ou qui sont déposés sur son bureau.

Les manuscrits des archives peuvent être l'objet de copies faites par les soins de l'archiviste pour les corps constitués de l'Eglise qui en feront la demande, et à leurs frais.

Les manuscrits et les imprimés peuvent être communiqués sans déplacement aux membres des corps constitués de l'Eglise.

Le classement et la garde des archives et de la bibliothèque sont confiés à l'archiviste du Synode.

Le Synode peut ordonner ou autoriser le déplacement des pièces jugées utiles pour une circonstance et un temps déterminés.

Dans ce cas, une décharge sera donnée à l'archiviste, et les pièces seront réintégrées aussitôt le terme fixé écoulé.

Les archives et la bibliothèque seront disposées dans un local convenable, mis à la disposition du Synode par le Conseil presbytéral de Paris.

Ce projet de règlement est l'œuvre de M. Charles Frossard, archiviste.

M. MONTANDON, pris au dépourvu, fait remarquer que ce règlement a été préparé par une initiative privée toute bienveillante. Il conteste l'opportunité du dépôt des archives synodales dans les archives d'un Conseil presbytéral particulier, comme celui de Paris, ou d'un Consistoire. Il croit que la place des documents communs à toute l'Eglise serait marquée dans un dépôt tel que la bibliothèque de la Société de l'Histoire du Protestantisme français, qui a si légi-

timement obtenu l'assentiment unanime des membres du Synode.

M. CHARLES FROSSARD, archiviste du Synode, affirme son intérêt pour la bibliothèque de la Société de l'Histoire du Protestantisme, dont il est membre actif. Mais il n'y a pas possibilité d'accorder cette demande, les bibliothèques étant un dépôt public, et les archives synodales ayant un caractère confidentiel, puisqu'elles contiennent des pièces de la nature de celles qui ont été lues à la séance du mercredi matin. D'ailleurs, le local de la bibliothèque est trop restreint par suite de l'abondance des richesses qui y sont accumulées, et qu'il travaille lui-même à accroître. Le dépôt des archives synodales doit être réservé à la connaissance des corps officiels de l'Eglise réformée. Les locaux ne manquent pas au Conseil presbytéral de Paris. Il y a une salle très-convenable au premier étage, dans le temple même du Saint-Esprit.

M. VERNES D'ARLANDES propose le dépôt à titre provisoire dans les archives d'un corps constitué.

M. SCHICKLER demande la parole comme président de la Société de l'Histoire du Protestantisme. Il tient à rectifier l'impression produite par la déclaration de M. Frossard, membre du comité de cette Société. La Société a parfaitement la place nécessaire et suffisante pour loger les archives synodales. La Société qu'il préside a été reconnue comme établissement d'utilité publique; c'est une véritable personne civile offrant toutes les garanties exigées. Les papiers de famille, déposés à la bibliothèque, ne sont communiqués qu'aux intéressés et sur l'autorité expresse des dona-



teurs. Le secret des archives synodales serait donc parfaitement respecté. Ce serait un moyen de rattacher à cette institution toutes les Eglises; c'est d'ailleurs la tradition constante des Synodes.

M. COLANI ayant proposé que les archives synodales restent sous la garde de l'archiviste du Synode et demeurent provisoirement dans le local actuel, le règlement proposé est adopté, sous le bénéfice de cette réserve, et l'on passe à l'ordre du jour.

M. le modérateur dit que l'ordre du jour appelle la suite de la discussion sur les Facultés de théologie.

M. MALLET estime la question trop grave pour être résolue immédiatement. On ne peut pas préjuger l'opinion de nos frères de la confession d'Augsbourg. Si l'Eglise luthérienne désire avoir à Paris une Faculté spéciale et distincte, on ne peut résoudre la question sans l'avis préalable de nos frères luthériens. Il convient de savoir s'ils veulent faire une place aux réformés dans la Faculté nouvelle.

M. BOIS fait remarquer que ce sont précisément les luthériens qui demandent le transfert de la Faculté de Strasbourg à Paris.

M. MALLET fait ressortir les périls auxquels sont exposés à Paris de jeunes candidats. Ce n'est pas un bon milieu pour y établir une école de théologie. Si la liberté des candidats est restreinte par les soins de certaines familles qui leur offriront le logement, il y a un danger à passer sans transition de l'absence de liberté à une liberté complète. M. Mallet n'associera jamais son vote au transfert de la Faculté de Montauban à Paris. Il réserve son opinion sur la

question subsidiaire du transfert de la Faculté de Montauban dans une autre ville du Midi.

M. DHOMBRES croit devoir, comme rapporteur de la commission, expliquer la proposition de la commission. Reprenant les arguments qu'il a présentés dans la séance du matin, il rappelle qu'il s'agit de constituer à Paris une grande Faculté mixte. L'établissement à Paris d'une Faculté luthérienne est un fait acquis. Elle écraserait par sa concurrence celle de Montauban. La création d'une Faculté mixte est donc d'un intérêt général.

L'orateur, répondant alors aux objections soulevées par M. Jalabert, relève celle-ci : le projet de la commission est un amoindrissement. L'orateur pense, au contraire, que cette réduction apparente constitue un véritable accroissement. D'ailleurs, en tout état de cause, la Faculté de Genève nous reste. Nous retrouverons à Paris la Faculté de Strasbourg agrandie et augmentée. Après avoir étudié à Genève, les étudiants réformés prenaient leurs grades à Strasbourg.

L'orateur n'entend ni méconnaître, ni atténuer les dangers de la vie de Paris ; mais il n'ignore pas qu'il y a également des dangers en province. L'action de la famille pourra préserver nos étudiants. D'ailleurs, les inconvénients sont inférieurs aux avantages qui résultent du développement de la culture intellectuelle à Paris.

L'orateur ajoute qu'à Paris l'école préparatoire de Batignolles n'a présenté aucun des inconvénients que l'on pouvait craindre, et que l'atmosphère morale de Paris était aussi justifiée par le succès de cet établis-

sement considérable, dont les élèves ont toujours été très-moraux et ont fourni un contingent considérable au corps pastoral de l'Eglise réformée de France.

M. VAURIGAUD considère le projet de la commission comme très-dangereux au point de vue de l'avenir des pasteurs. L'action exercée sur des jeunes gens par une famille étrangère est illusoire. La séminarisation ne prépare pas au bon usage de la liberté future. La culture intellectuelle a certes son importance, mais s'il faut quelques docteurs, il faut beaucoup de pasteurs. Les jeunes candidats les plus distingués pourront venir à Paris se perfectionner dans leurs études et deviendront docteurs. La vie de Paris est un étrange apprentissage pour aller desservir de petites paroisses ; elles seront abandonnées de plus en plus.

L'orateur s'oppose également au transfert à Paris de la Faculté de Montauban et à la création d'une Faculté nouvelle luthérienne à Paris. Depuis nos désastres, le nombre des luthériens est insuffisant pour motiver une pareille création (80,000). Pour entrer dans cette voie, les réformés devront fournir l'appoint. Il s'associerait plus volontiers au transfert de la Faculté de Montauban à Montpellier, au développement des cours. La question essentielle est d'avoir de bons professeurs.

Dans les autres pays, les fortes études se font dans les villes universitaires et non dans les grandes agglomérations.

M. COLANI conteste cette assertion.

M. VAURIGAUD. — Affirmer n'est pas prouver. L'orateur conclut que la question n'est pas suffisam-

ment mûrie. Si, même à Montauban, l'action morale est insuffisante sur les étudiants, que sera-ce à Paris? Il ne voit pas comment le nombre des professeurs et leur valeur ne suffiraient pas pour imprimer cette impulsion scientifique, qui doit ajouter à l'honneur et à la dignité du protestantisme.

M. COLANI fait remarquer que le budget de 1873 comprend le traitement des treize professeurs des Facultés de théologie avec la mention « *à transférer* » appliquée aux professeurs de Strasbourg. En présence d'une pareille initiative du gouvernement, le Synode ne peut s'abstenir. Le système des Facultés isolées est condamné. Il est reconnu que les grandes villes présentent plus d'avantages pour les fortes études par la richesse de leurs bibliothèques et l'intensité de la vie intellectuelle. Strasbourg était la seule ville de France, après Paris, qui pût soutenir, au point de vue scientifique, la concurrence de l'étranger, car elle avait toutes les Facultés. L'isolement des professeurs est fâcheux. Paris et Montpellier seraient dans les meilleures conditions pour être les sièges de nos deux Facultés de théologie. Autour de la Faculté, il faut une grande Eglise, il faut les maîtres de la prédication. Strasbourg, ville frontière et ville de garnison, avait ses périls, et cependant la moralité de la majorité des étudiants était satisfaisante. Les étudiants voyaient journellement leurs professeurs. Le travail était une garantie de moralité. Les examens étaient sévères. Il n'y a pas lieu de trop s'effrayer des dangers de Paris. Le pasteur doit connaître le monde pour résister à ses tentations. C'est une occasion unique qui nous est offerte

d'avoir une Faculté à Paris ; nous ne sommes pas assez nombreux pour avoir deux Facultés distinctes ; on peut, au contraire, avoir une importante Faculté mixte.

M. COLOMBIER ne méconnaît pas l'importance des considérations intellectuelles dont on a parlé jusqu'ici, mais il estime qu'il y a de grands inconvénients dans les distractions d'une grande ville. L'étudiant est inconnu en dehors d'un rayon fort restreint, et dès lors il ne sent plus le frein de la surveillance morale des membres de l'Eglise, et ne peut suivre avec le même fruit de sévères études. Nos meilleurs pasteurs se sont formés auprès de leurs mères et ont puisé au foyer domestique leurs sentiments religieux. Malheureusement, ce ne sont pas les familles riches qui destinent leurs enfants au ministère évangélique, ce sont les familles des petites villes et des campagnes, familles disposées au sacrifice, à l'esprit de dévouement. L'orateur rappelle qu'étant en compagnie de M. Athanase Coquerel père, il fut entouré par dix-sept de ses anciens catéchumènes, qui tous étaient entrés dans la carrière pastorale. M. Coquerel lui dit : « C'est le plus bel éloge de votre ministère. » (*Très-bien!*)

Genève nous offre de nombreuses ressources. Nos étudiants y reçoivent des bourses, et cela n'a rien d'humiliant pour eux, puisque ce sont nos pères qui ont constitué ce fonds (1). (*Très-bien!*) On peut y vivre à bon compte. Ici, nous voyons ce que la vie coûte. (*On rit.*) Quant au placement des étudiants dans

(1) Voir, à propos de cette assertion, la Lettre de M. le professeur de Candolle. *Appendice.*

certaines familles, il ne réalise pas toujours les espérances qu'il avait fait naître. Les étudiants de Genève se plaignaient toujours des familles, peut-être par esprit de changement. L'Académie de Genève a dû renoncer à la séminarisation. Du reste, à côté de la nécessité de donner au jeune pasteur tous les moyens d'éducation, il convient d'examiner le côté pratique et l'intérêt des familles.

M. JALABERT. — Le gouvernement vous a demandé un avis; il veut savoir où il doit transférer la Faculté de Strasbourg. Rien de plus légitime, rien de mieux fondé qu'une pareille consultation. L'année dernière, le ministre des cultes réunit les députés de l'Est et le maire de Nancy et leur demanda s'ils pensaient qu'il serait bon d'établir la Faculté dans cette ville; le maire dit qu'il y consentirait avec plaisir, mais que le milieu ne lui semblait pas très-heureusement choisi. Rien n'a donc été fait, mais le budget de la Faculté a été comme auparavant voté par le pays. Aujourd'hui le gouvernement vous offre deux écoles de théologie protestante, je mets au défi personne de le nier. Vous répondez que vous n'en voulez qu'une seule, que vous voulez transférer celle de Montauban à Paris. Je trouve cette réponse déplorable; en effet, il est évident que, comme nous l'espérons, le protestantisme grandira et qu'une seule Faculté ne lui suffira plus, et d'un autre côté, il nous est avantageux d'avoir une Faculté dans le Midi au milieu des agglomérations protestantes. Aussi je vous demande d'émettre simplement le vœu que la Faculté de Strasbourg soit transférée à Paris. Il y a urgence : nos frères de la confession d'Aug-

bourg transmettront sans doute un vœu semblable, et rien ne s'opposerait à ce que l'école nouvelle s'ouvrît dès cet automne.

M. VIGUÉ. — Nous devons être, Messieurs, préoccupés d'un fait. A Paris, ce grand foyer intellectuel, on enseigne tout, excepté la théologie protestante; j'avoue que pour ma part j'en ai été souvent humilié.

Je ne traite point ici la question d'exécution et des détails du projet, mais ce qui domine tout ce débat, c'est la nécessité d'avoir à Paris un établissement où la science protestante puisse se faire entendre.

On a parlé de la question de bon marché, et de l'avantage pour les étudiants d'habiter de petites localités où la vie n'est pas chère; je suis peu frappé de cet argument, et j'estime au contraire qu'on fait aujourd'hui les études théologiques à trop bon marché. On pousse dans cette voie beaucoup de jeunes gens de familles pauvres, et je crois que c'est un mal; sans doute il faut les accepter eux aussi, mais il est regrettable que des familles qui sont à l'aise n'encouragent pas leurs fils à entrer dans la carrière pastorale. Il en résulte que, les études préliminaires ayant été faibles, le niveau intellectuel s'abaisse; c'est là une plainte qu'ont fait souvent entendre les professeurs de Montauban.

M. ATH. COQUEREL. — Je voudrais simplement rappeler ici un fait historique qui nous intéresse tous. L'une des premières pensées de nos pères, aussitôt qu'ils eurent obtenu l'Edit de Nantes, fut d'avoir une école de théologie à Paris, c'est-à-dire à Charenton, car vous savez que l'Edit leur fermait Paris.



Ils avaient mis ce projet à exécution, et déjà les fondations de l'édifice étaient posées lorsqu'en 1606 la Sorbonne s'en émut et se remua si fort qu'elle obtint la défense de continuer cet édifice. Eh bien ! l'importance que nos pères attachaient à l'établissement d'une école à Paris peut nous servir d'exemple. (*Très-bien !*)

Je ferai une seconde remarque. Il y avait autrefois une école de théologie israélite à Metz ; elle a été transférée à Paris ; on peut donc devenir rabbin à Paris, on ne peut pas y devenir pasteur. Il nous est impossible d'accepter une pareille inégalité. Tout nous oblige à reprendre la place qui nous est due. Je vous invite donc à faire au gouvernement la réponse que lui aurait faite en 1606 le Consistoire de Charenton s'il avait reçu de lui la même proposition.

M. Bois. — Je ne m'étais pas proposé de parler ; c'est par contrainte que je monte à cette tribune ; je sais que mes paroles seront entendues ailleurs, je sais qu'on s'est plaint déjà de ce que les professeurs de Montauban avaient l'air de discréditer la ville où ils enseignent.

Je crois pourtant que Montauban a des avantages réels pour une Faculté de théologie. Le milieu est fort paisible (*Sourires*), les étudiants y vivent à bon marché, les rapports entre eux et les professeurs sont facilités par la petitesse même de la ville. Nous y avons une bibliothèque assez riche, qui s'agrandirait encore si l'Etat y mettait un peu de libéralité. Actuellement, il nous donne cent francs par an pour nos livres. (*Rires prolongés.*)

Si nous avions à côté de nous une Faculté des



lettres et une Faculté des sciences, ce serait un grand avantage. Je ne veux point discréditer Montauban, mais il importe que la question qui nous occupe soit bien posée. Le gouvernement, a dit M. Jalabert, nous demande si au lieu d'une Faculté nous en voulons deux, et il ajoute que poser cette question c'est la résoudre. J'en demande pardon à M. Jalabert, mais la question n'est pas si simple. En réalité ce que le gouvernement vous offre c'est de transférer les professeurs de Strasbourg à Paris avec leurs traitements de Strasbourg : il vous offre en tout une trentaine de mille francs, avec lesquels il est absolument impossible de créer une Faculté. Cela étant, il en résulterait qu'il y aurait à Paris un embryon d'école et à Montauban une école complète. J'ajoute que si la question avait été telle que la pose M. Jalabert, que si l'Etat avait fait tous les frais d'une Faculté à Paris, un autre problème surgissait, c'est celui de l'existence de la Faculté de Montauban qui aurait été sacrifiée. Les étudiants auraient tous voulu venir à Paris. Quels professeurs voudront rester à Montauban dans de pareilles conditions ?

M. JALABERT. — Les Facultés de droit, de médecine, de lettres, vivent en province.

M. Bois. — Si nous voulons une grande Faculté protestante, qui soit un grand foyer intellectuel, elle doit être une Faculté mixte. Je n'ignore pas que cet établissement n'est ni sans difficultés, ni sans périls ; mais l'intérêt scientifique de notre haut enseignement a ses exigences, et cet intérêt du patriotisme est urgent. On ne saurait demander aux étudiants de ne pas suivre les cours d'une Faculté luthérienne.

Les professeurs n'accepteraient pas la responsabilité d'une pareille interdiction. Nous marchons à la création de Facultés libres d'enseignement supérieur. Nous arriverons à Paris au milieu d'un enseignement général et complet.

Que deviendra Montauban ? Je ne plaide pas une cause ; je me borne à exposer une situation. C'est la prospérité même de l'enseignement théologique qui est en question. On ne peut échapper à cette alternative : ou deux enseignements incomplets se neutralisant, ou un seul établissement unissant toutes les forces vives du protestantisme.

Dans tous les cas, on ne saurait accepter la proposition de M. Jalabert, et passer sous silence la Faculté de Montauban, car ce serait demander l'extinction de cet établissement. (*Très-bien ! à droite.*)

M. DE SEYNES demande si l'on vote sur les deux propositions.

M. le modérateur lit les conclusions de la commission :

« Le Synode général, considérant, etc., etc.,

« Emet le vœu que la Faculté de théologie de Montauban soit transférée à Paris, et qu'enrichie d'un certain nombre de chaires luthériennes elle devienne une Faculté mixte, où se préparent les futurs pasteurs des deux Eglises protestantes nationales de France. »

M. le modérateur donne ensuite lecture de l'amendement de M. Jalabert :

« Le Synode général émet le vœu que la Faculté de théologie protestante de Strasbourg soit transférée à Paris et soit complétée de façon à être composée en

partie de professeurs luthériens et en partie de professeurs réformés. »

L'ajournement d'une décision à une prochaine session, en prenant l'avis des Consistoires, n'est pas adopté.

L'amendement de M. Jalabert, mis aux voix, n'est pas adopté.

M. COLANI dépose la proposition suivante :

« Le Synode exprime le vœu que la Faculté de théologie de Montauban et celle de Strasbourg soient transférées à Paris et fondues en une seule. »

M. DHOMBRES se rallie comme rapporteur à cette proposition.

M. COUDERC demande l'appel nominal. Il n'est pas adopté.

La proposition Colani, à laquelle la commission s'est ralliée, est mise aux voix et adoptée à la majorité.

M. le modérateur met ensuite aux voix la proposition complémentaire formulée par M. Babut dans les termes suivants :

« Le Synode général,

« Considérant que, de nos jours surtout, des connaissances théologiques spéciales ne suffisent pas au pasteur protestant, et qu'un degré assez élevé de culture générale et scientifique est indispensable dans bien des cas pour assurer à son ministère toute la dignité et toute l'efficacité qui lui appartiennent ;

« Considérant que, sous ce rapport, la Faculté de théologie de Montauban est insuffisamment pourvue, quant aux objets de leur enseignement, et que le conseil de la Faculté a souvent appelé sur ce point,

par ses délibérations, l'attention bienveillante du ministre des cultes ;

« Considérant que la ville de Montauban, qui ne possède aucune Faculté, n'offre pas aux étudiants en théologie les ressources nécessaires pour réparer la grave lacune qui vient d'être signalée ;

« Emet le vœu que, dans le cas où le transfert de la Faculté de Montauban à Paris, demandé par le Synode, souffrirait des difficultés ou des délais, une chaire de sciences naturelles et une chaire d'enseignement historique soient ajoutées et annexées, dans cette Faculté, à la section préparatoire des études théologiques. »

M. COLANI estime qu'on trouvera difficilement des candidats réunissant le doctorat en théologie aux doctorats ès sciences et ès lettres.

M. DE SEYNES, reprenant les arguments déjà présentés au moment du dépôt de la proposition sur l'enseignement scientifique dans les Facultés de théologie, croit que cet enseignement doit être plutôt donné aux professeurs qu'aux étudiants. Les laïques sont peïnés quand, dans la maison de Dieu, au lieu de l'édification qu'ils attendent, ils ne trouvent qu'une conférence lorsqu'ils comptent sur un sermon. On pousserait dans cette voie en faisant une trop grande part à l'enseignement scientifique.

Il y aurait avantage à établir à Paris quelques chaires de hautes études destinées aux jeunes gens licenciés ès lettres, qui désireraient se fortifier dans les sciences, et formeraient le corps enseignant. L'adjonction d'une chaire des sciences à une Faculté de théologie ne donnerait pas les résultats qu'on en espère.

L'amendement de M. Babut, mis aux voix, est adopté.

M. le modérateur invite alors le Synode à passer à la question de la séparation de l'Eglise et de l'Etat.

Suspendue un instant, la séance est reprise à quatre heures.

La parole est à M. MONNIER pour la lecture du rapport de la commission des vœux sur la question de la séparation de l'Eglise et de l'Etat :

« La question de la séparation de l'Eglise et de l'Etat semble préoccuper assez généralement nos Eglises, dont plusieurs ont émis des vœux sur ce sujet, mais dans des vues divergentes. Quelques-unes, en petit nombre, se prononcent contre le principe même de la séparation.

« Le *Synode de la neuvième circonscription* (Toulouse) vote le maintien de l'union de l'Eglise réformée et de l'Etat, en exprimant le désir que la plus grande somme d'indépendance soit laissée, en ce qui regarde la discipline, à nos corps religieux.

« Le *Consistoire de Saint-Germain de Calberte* demande que le régime concordataire soit maintenu, mais qu'il soit fait une délimitation plus claire des attributions mutuelles de l'Eglise et de l'Etat.

« D'autres, sans formuler d'avis sur la question de principe, demandent qu'il ne soit rien fait pour hâter la séparation, mais que les mesures soient prises en vue de cette éventualité.

« Le *Synode de la quatrième circonscription* (Nantes) estime qu'il n'y a pas opportunité à demander la séparation d'avec l'Etat.

« Le *Synode de la septième circonscription* (Bor-

deaux, a rejeté la proposition demandant que le principe de la séparation de l'Eglise et de l'Etat soit inscrit dans la prochaine constitution ; mais il désire que le Synode étudie les mesures à prendre en vue de cette éventualité.

« Le *Consistoire de Clairac* demande que le Synode étudie la grande question de la séparation de l'Eglise et de l'Etat, afin que quand viendra son heure, nos Eglises soient prêtes pour toutes les éventualités.

« Le *Consistoire de Nérac* propose d'étudier les moyens propres à préparer l'Eglise à l'éventualité de la séparation d'avec l'Etat.

« Le *Consistoire de Florac* demande que des mesures soient prises en vue de la séparation de l'Eglise et de l'Etat ; mais il émet le vœu que le Synode ne demande pas lui-même cette séparation.

« Les *Conseils presbytéraux de Salies, Sauveterre, Osse, Pau et Orthez* divergent d'avis sur le principe de la séparation de l'Eglise et de l'Etat ; ils demandent qu'on avise aux moyens soit de la préparer, soit de s'y préparer.

« D'autres se prononcent nettement en faveur de la séparation, sans toutefois la réclamer immédiatement.

« Le *Synode de la première circonscription* (Saint-Quentin) estime que la séparation de l'Eglise et de l'Etat est désirable pour le relèvement de l'Eglise et le développement de la vie religieuse.

« *Celui de la huitième circonscription* (Clairac) demande que le Synode général, posant en principe la séparation de l'Eglise et de l'Etat, travaille à la rendre possible et pratique, afin que quand viendra son heure, notre Eglise soit prête.

« Le *Consistoire de Vallon* appelle de tous ses vœux la séparation de l'Eglise et de l'Etat, laissant le Synode juge du moment et de l'opportunité.

« Le *Conseil presbytéral de Jailleu* estime que la séparation est un but à poursuivre, mais qu'il faut conserver l'union aussi longtemps que l'Eglise catholique.

« Le *Conseil presbytéral de Codognan* voudrait la séparation de toutes les Eglises et de l'Etat.

« Quelques-uns, enfin, sont plus positifs pour demander des mesures immédiates.

« Le *Consistoire du Vigan* demande que le Synode général prenne dès à présent les mesures nécessaires pour permettre à l'Eglise de s'affranchir le plus tôt possible d'une union avec l'Etat, nuisible à son indépendance et préjudiciable à ses intérêts spirituels.

« La proposition *Pernessin* et la proposition *Dide* demandent dans les termes les plus généraux que la séparation de l'Eglise et de l'Etat soit prononcée par l'Assemblée nationale et inscrite dans la constitution de la France.

« Le *Conseil presbytéral de Tréminis* voudrait qu'on préparât la séparation de l'Eglise et de l'Etat par l'établissement d'un impôt obligatoire de 5 fr.

« Le *Conseil presbytéral de Mauvezin* propose au gouvernement de la République française la séparation de l'Eglise et de l'Etat, ce grand principe des temps modernes, sans lequel l'Eglise n'est plus que l'ombre d'elle-même.

« En résumé, la majorité des vœux exprimés semble favorable au principe de la séparation de

l'Eglise et de l'Etat, et demande qu'il soit pris des mesures pour y préparer l'Eglise, mais non pour la provoquer immédiatement. »

M. VIGUIÉ donne lecture de son rapport sur les vœux et propositions, concernant la séparation de l'Eglise et de l'Etat, déposés par MM. les pasteurs Rabaud, Dide et Babut, et MM. Colani et Pernessin :

« Des opinions très-diverses se sont manifestées sur cette grave question. Il est tout naturel que les partisans de la situation présente, le régime concordataire, n'aient pas, sauf quelques Consistoires, dit leur sentiment sur ce délicat problème, puisque la question n'était pas formellement posée.

« Les amis de la séparation, au contraire, ont dû prendre l'initiative et provoquer, par leurs propositions et par leurs vœux, la situation nouvelle qu'ils croient plus conforme aux intérêts de l'Eglise et de l'Etat. On peut dire que les opinions principales sur ce sujet sont formulées dans les propositions qui ont été déposées sur le bureau du Synode.

« La proposition *Babut* demande qu'il plaise au Synode d'adresser un vœu formel à l'Assemblée nationale en faveur de la séparation de l'Eglise et de l'Etat; mais les signataires ne se prononcent pas sur la question de savoir s'il est opportun pour l'Eglise réformée de se détacher isolément et immédiatement.

« La proposition *Colani* demande la séparation de tous les cultes, à partir de 1874; mais les signataires n'entendent pas que l'Eglise réformée soit séparée de l'Etat si les autres cultes ne le sont pas avec elle.

« La proposition *Rabaud* demande la séparation



immédiate pour l'Eglise réformée, alors même que la séparation, appliquée partiellement à l'Eglise réformée, risquerait de constituer pour l'Eglise catholique une sorte de religion d'Etat. Mais les signataires demandent au Synode de solliciter, avant la mise à exécution, l'assentiment des Eglises.

« Enfin, la proposition *Faure*, qui est la plus radicale, veut qu'à partir de 1873 le concordat conclu entre l'Eglise réformée et l'Etat soit résilié par les deux parties, afin que désormais les deux tendances qui se partagent notre Eglise puissent s'organiser selon leurs vœux et travailler en toute liberté et à leur manière au salut de notre commune patrie.

« Dans le sein de la commission, trois questions ont été principalement agitées :

« 1° La question de principe. Par des raisons générales, tirées de la notion de l'Eglise et de la notion de l'Etat, considérations qui sont exposées dans les traités sur la matière, et qu'il est inutile de développer devant vous, quelques membres se sont prononcés contre le principe de la séparation de l'Eglise et de l'Etat ; la majorité s'est prononcée en faveur de ce principe ;

« 2° La question de la séparation collective de tous les cultes et de l'Etat. La majorité s'est prononcée contre l'idée de la séparation de l'Eglise réformée exclusivement, alors que l'Eglise catholique continuerait à jouir des avantages matériels de l'union avec l'Etat. Les partisans de la séparation pour l'Eglise réformée seule ont mis en avant les considérations suivantes : si la séparation est un bien en soi pour la vie de l'Eglise, il faut tenter

l'épreuve et aller en avant avec une foi courageuse.

« Aussi bien, il est puéril de demander la séparation pour l'Eglise réformée à la condition qu'elle sera prononcée pour l'Eglise catholique. Il est bien sûr que, si la séparation est prononcée pour l'Eglise catholique, nous, minorité peu considérable, nous serons enveloppés dans les destinées de la grande Eglise de la majorité. — Enfin, de quel droit nous, Synode protestant, allons-nous nous immiscer dans les affaires de l'Eglise catholique en demandant pour elle la séparation?

« Les partisans de la séparation pour tous les cultes ont fait valoir que, si l'Eglise réformée seule était séparée de l'Etat, le privilège qui serait laissé à l'Eglise catholique ferait d'elle une sorte de religion nationale, et donnerait à l'Eglise réformée, vis-à-vis du peuple protestant, un caractère d'infériorité sociale qui ne serait ni accepté, ni compris. Pour le peuple protestant, ce serait là une question de dignité. Cette dernière opinion a prévalu.

« 3° La question d'opportunité. La majorité des membres de la commission s'est prononcée contre l'idée de demander actuellement au gouvernement, soit directement comme Synode, soit par voie de pétition à l'Assemblée nationale, la séparation immédiate. Le grand argument mis en avant par ces membres, c'est qu'ils n'avaient pas reçu un tel mandat de leurs commettants, et qu'ils ne sauraient, en une aussi grave affaire, engager les Eglises dont ils n'avaient pas pressenti l'opinion à ce sujet. D'ailleurs, est-ce bien au moment où l'Etat veut laisser aux Eglises une plus large part dans la direction de leurs

affaires, qu'il convient et qu'il est opportun de dire à l'Etat que sa tutelle est intolérable et qu'il faut rompre avec lui?

« Mais d'un autre côté, comme la séparation est une éventualité possible, et pour beaucoup désirable, la commission a pensé que le Synode devrait avertir les Eglises et les inviter à se préparer à la situation nouvelle qui peut leur être faite. C'est sous l'empire de ces idées et de ces sentiments, que la commission vous propose la résolution suivante, adoptée à la majorité :

« Le Synode général,

« Reconnaissant que le principe de l'indépendance réciproque des Eglises et de l'Etat doit être inscrit dans le droit des sociétés modernes,

« Convaincu d'ailleurs que l'Eglise réformée de France est disposée à accepter avec confiance, en ce qui la concerne, la séparation d'avec l'Etat, quand les pouvoirs publics la jugeront nécessaire pour tous les cultes,

« Croit bon d'inviter l'Eglise à s'y préparer. »

Les conclusions du rapport sont adoptées par le Synode.

M. PERNESIN demande l'impression particulière de ce rapport et son envoi aux Conseils presbytéraux et aux Consistoires. Cette proposition est rejetée; ce rapport figurera à son rang dans les procès-verbaux officiels.

M. LAURENS, au moment où l'ordre du jour appelle la nomination de la commission permanente, donne lecture des attributions de cette commission :

« Le Synode général détermine comme suit les

instructions qui doivent servir de règle à cette commission pour l'exécution des décisions de la présente session.

« La commission permanente est chargée de soutenir auprès du gouvernement le projet de loi organique et le projet de règlement adoptés par le Synode général.

« Elle n'a point mandat de consentir les modifications qui pourraient être demandées. Le projet, s'il est modifié par le gouvernement, devra être soumis au Synode général, pour arrêter, de concert avec l'Etat, les dispositions de la loi concordataire qui sera présentée à l'Assemblée nationale, et les dispositions du règlement destiné à assurer l'exécution de la loi. »

M. le modérateur met aux voix l'adoption de la proposition ayant pour objet la prorogation du Synode actuel en une seconde session qui sera tenue à Paris.

Le Synode adopte cette proposition.

M. MALLÉ demande qu'il soit formellement établi que les membres titulaires qui ont dû quitter le Synode pour des causes indépendantes de leur volonté, seront de droit remis en possession de leur siège pour la seconde session de cette assemblée.

Cette observation est établie en droit par le Synode.

Les Synodes particuliers sont invités, sur la proposition du modérateur, et avec l'assentiment de l'assemblée, à compléter le nombre des suppléants laïques et ecclésiastiques des titulaires qu'ils ont nommés.

La seconde session est fixée au 15 novembre, sauf à la commission permanente à apprécier, dans le cas

où les négociations avec le gouvernement au sujet de la loi organique ne seraient pas terminées, s'il y a lieu de retarder la convocation du Synode.

Il est ensuite procédé à l'élection des membres de la commission permanente, au nombre de sept : trois pasteurs et quatre laïques.

Sur cent huit membres du Synode, le bureau constate quatre-vingt-six votants.

Le dépouillement du scrutin donne les résultats suivants :

Ont obtenu la majorité absolue :

MM. les pasteurs Vernes (Louis),	59	voix.
— Bastie,	56	—
— Bois,	51	—
MM. les laïques Laurens,	57	—
— de Cazenove,	51	—
— Mettetal,	49	—
— Pelon.	46	—

Plus 24 billets blancs et 56 voix perdues.

En conséquence de ce vote, MM. Louis Vernes, Bastie, Bois, Laurens, de Cazenove, Mettetal, Pelon sont déclarés membres de la commission de permanence.

M. le modérateur annonce que la commission qui vient d'être nommée aura à se réunir immédiatement après la séance pour se constituer.

M. LASSERRE, au nom de la commission spéciale dont il est le rapporteur, donne lecture à l'assemblée de la lettre synodale. Il expose que cette lettre, destinée à résumer le travail du Synode, n'a pu être rédigée que dans les deux derniers jours, qu'elle pré-

sente beaucoup d'imperfections, et qu'elle eût été plus courte si la commission avait eu plus de temps pour préparer ce travail. Voici ce projet :

LE SYNODE GÉNÉRAL AUX FIDÈLES DE L'ÉGLISE RÉFORMÉE  
DE FRANCE.

Bien-aimés Frères en Jésus-Christ notre Seigneur,

Arrivés au terme de nos travaux, nous venons avec joie vous entretenir de l'œuvre que Dieu nous a donné de faire.

C'est un des jours les plus bénis de notre histoire que celui où le gouvernement de la République a rendu à notre Eglise, avec les Synodes, son indépendance religieuse. Si nous avions pu méconnaître le prix de ce bienfait, les félicitations de toutes les Eglises, sœurs ou filles de la nôtre, nous l'auraient fait sentir. De l'Irlande, de l'Ecosse, de l'Angleterre, de la Hollande, de la Belgique, de la Suisse, des vallées du Piémont, de l'Amérique même, leurs députations sont venues, de concert avec celles des Eglises indépendantes de France, mêler leur joie à notre joie, se glorifier de notre commune origine, nous assurer du concours de leurs prières et de l'ardeur de leurs vœux. Sympathie doublement précieuse et fortifiante en nos jours difficiles. Il fait bon de se dire : Nous ne sommes pas seuls au combat.

Il fallait constituer l'Eglise; tout d'abord constater et proclamer la foi dont elle vit. Nous l'avons fait dans la solennelle déclaration qui accompagne cette adresse. Vous approuverez, nous en avons la confiance, son esprit de fermeté et de largeur. Jaloux de maintenir le seul fondement qui puisse être posé, nous ne l'avons pas moins été de sauvegarder la glorieuse liberté qui procède de la foi en Jésus-Christ, les besoins de la pensée, le développement d'une science plus que jamais nécessaire, mais qui cesserait d'être la science chrétienne, si elle perdait cette immuable base : Jésus-Christ, fils de Dieu, mort et ressuscité pour nous. N'est-ce pas là, bien-aimés Frères, le Christ de notre foi, celui que le témoignage intérieur

de l'Esprit de Dieu nous révèle comme l'auteur de notre salut, comme le principe de notre sanctification, comme le garant de notre vie éternelle? Avons-nous fait autre chose qu'accomplir votre vœu, en n'acceptant pour futurs ministres de notre Eglise que ceux qui croient en Lui, qui reconnaissent la souveraineté de la Bible en matière de foi; qui proclament avec nous les grands faits chrétiens, célébrés dans nos fêtes solennelles, représentés par nos sacrements et exprimés dans nos liturgies?

C'est dans ce même sentiment que nous avons examiné et résolu la question de l'électorat paroissial. Avant d'admettre l'électeur à participer à la direction de l'Eglise, nous voulons savoir de lui s'il en partage la foi. Et pour être compris de tous, nous avons résumé cette foi sous une forme simple et brève, à la portée des moins instruits.

Après avoir constaté la foi, il fallait réorganiser l'Eglise. Nous avons consulté son austère et glorieuse histoire; hommes de notre temps, nous avons tenu compte de ses justes aspirations. Le système presbytérien synodal fut, sous la protection de Dieu, le plus ferme rempart de nos pères contre l'esprit du monde et la haine de leurs ennemis. En lui s'incarne ce merveilleux génie d'ordre et de liberté, gloire de nos réformateurs, qui tout à la fois unifie et décentralise, concilie l'autorité du corps avec la liberté des membres, et donne à la paroisse tout ce que le bon ordre de l'Eglise lui peut laisser d'autonomie. Pénétrés de cet intérêt, nous nous sommes efforcés d'y faire droit.

Ainsi, c'est le Conseil presbytéral qui, désormais, sous l'autorité la plus adoucie du Consistoire, nommera ses pasteurs. Avons-nous d'ailleurs pleinement résolu ce problème difficile? C'est notre espoir. Quoi qu'il en soit, nous avons posé la base essentielle. L'expérience instruira nos successeurs.

Nous ne pouvons ni ne voulons le cacher. C'est dans la contradiction et la lutte, aussi bien que dans la prière et sous le regard de Dieu, que nous avons fait notre œuvre. Qui ne le pressentait? Depuis deux cent douze ans, la Réforme était privée de ses assemblées souveraines. Les Synodes du désert, monuments de zèle et de courage, ne purent exercer toute

l'autorité qui leur appartenait. Survint le Concordat; nous payâmes cher ses bienfaits. Privée du Synode national, notre Eglise restait découronnée. Après cela, de quoi faut-il s'étonner davantage? Est-ce de nos misères ou de l'indomptable vitalité qui nous a tenus debout? Nous sommes debout; que Dieu en soit béni! Le monde le sait par le bruit même de nos luttes. Ce n'est pas sous la pierre du tombeau, c'est dans l'ardeur de la vie qu'on se livre au combat. Nous pouvons dire comme l'Apôtre : « *Nous sommes pressés de toutes les manières, mais nous ne sommes pas réduits à l'extrémité. Nous sommes en perplexité, mais nous ne sommes pas sans espérance* (2 Cor. IV, 8).

Le plus vif désir de nos cœurs, en cette occasion solennelle, c'est de vous adresser, sous le regard de Dieu et comme de sa part, une parole de relèvement et de courage. Ce qui est le plus alarmant, ce n'est pas la lutte au sein de nos assemblées, c'est l'état d'indifférence et d'affaissement qui se révèle parmi nous. Que chacun l'entende : Sans la foi vivante, les doctrines les plus évangéliques et l'organisation la mieux conçue ne sont qu'un corps sans âme. Si l'Evangile n'est pas la puissance de Dieu pour le salut de celui qui croit,... il n'est rien, rien, sinon peut-être un souvenir qui sommeille, pour se réveiller à notre dernière heure et la remplir de regrets et d'angoisses.

Bien-aimés Frères, nous vous supplions, par les compassions de Dieu, que nul d'entre vous ne persiste à lui fermer son cœur, et que les jours qui voient reflourir nos antiques institutions voient aussi rentrer dans l'âme des enfants la piété des pères.

Nos pères! Si la France les eût compris, qui peut dire ce qu'elle serait à cette heure? Ne vous y trompez pas, le moment présent n'est pas moins solennel, nous ne sommes plus seuls à le dire : il faut qu'un grand souffle chrétien ranime la France, sans cela, elle est perdue. Jamais apostolat a-t-il entrevu sur la terre plus noble récompense? Dieu, dans son amour, le confère à chacun de nous. Ajoutons que c'est moins l'apostolat de la parole que celui de l'exemple. Convertissez-vous; soyez sanctifiés par la vertu du Saint-Esprit; montrez



à tous la réalité sublime du bonheur dans le don de soi-même, dans le sacrifice des jouissances passagères, dans la joie d'accomplir le bien. C'est de cela que notre peuple tourmenté a soif, sans le savoir. Quel peuple que le nôtre, si un jour les dons merveilleux qu'il a reçus de Dieu sont sanctifiés et fécondés par le souffle de l'Évangile ! Il nous appartient de le relever ! Ayons-en la sainte ambition. Dieu est avec nous ; soyons ouvriers avec Lui. Ouvriers, c'est bien le mot ; ce ne sont pas des paroles ou des soupirs, mais nos efforts que Dieu demande. Notre siècle positif se défie des discours ; il ne se rend qu'aux œuvres ; c'est le blessé du chemin de Jéricho, à qui pansera sa plaie il donnera son cœur. Jetons-nous dans les œuvres vraiment chrétiennes ; que tout ce qui peut éclairer, moraliser, soulager, fortifier les âmes occupe non-seulement nos pensées, mais nos cœurs et nos bras. Alors on dira : D'où viennent ces trésors ? Et nous verrons s'accomplir le vœu de notre Maître : *Que votre lumière luise devant les hommes, afin que, voyant vos bonnes œuvres, ils glorifient votre Père qui est dans le ciel.*

Bien-aimés Frères, c'est avec cet espoir et ce vœu de nos cœurs que nous vous saluons en notre Seigneur et Sauveur Jésus-Christ. (*Très-bien, très-bien ! Applaudissements.*)

M. MARTIN-PASCHOUX a la parole sur le projet d'adresse. La satisfaction qu'exprime la lettre synodale au sujet des résultats obtenus par le Synode, la joie qu'éprouveront les Églises à la recevoir, ses amis et lui la partageraient profondément, s'ils pouvaient accepter purement et simplement ce que le Synode a cru devoir faire. L'orateur a été profondément touché des sentiments exprimés dans la plus grande partie de cette adresse, et il n'est pas un d'entre nous qui ne soit touché de la nécessité si bien exprimée dans cet écrit où se trouve notre malheureux pays, de s'attacher enfin à la foi chrétienne et à la liberté protestante. Que serait devenue la France depuis trois siè-

cles si elle eût été protestante? Bien plus, que serait-elle devenue, si elle eût été véritablement chrétienne et véritablement protestante?

Mais les membres de la majorité de cette assemblée ne sauraient s'étonner qu'après les déclarations faites par l'orateur et par ses amis sur le vice d'origine et l'illégalité — à leurs yeux — du Synode, et sur le caractère purement consultatif qu'ils auraient voulu voir maintenir à cette assemblée, ils ne puissent se joindre à l'envoi de cette adresse. Ils n'y feront aucune objection, ils n'y proposeront aucun amendement, et l'orateur se borne, au nom de ses amis et au sien, à rappeler les déclarations de leur foi qu'ils ont faite; ils ne sauraient rien y ajouter, rien y changer.

Que le Synode adresse donc aux Eglises cette exhortation fraternelle, à laquelle l'orateur et ses amis déclinent toute participation; ils espèrent toutefois que les exhortations qui s'y trouvent produiront d'heureux résultats.

L'orateur n'a jamais été partisan du Synode; mais il croit que beaucoup d'espérances ne seront pas réalisées, que beaucoup de craintes ne le seront pas non plus, que celle du schisme en particulier sera dissipée. Quant à lui, il a aussi rédigé une adresse; il voudrait la voir signée de tous et la placer en *post-scriptum* à la suite de l'autre; voici cette adresse :

« Animés tous du profond et sincère désir de recevoir, de pratiquer et de répandre, pour la régénération et le salut des âmes, la pure et sainte doctrine de notre divin Maître, si divisés que nous soyons sur des points controversés depuis, et qui le seront peut-

être pendant bien des siècles encore, nous nous accordons tous et nous exhortons fraternellement tous les membres de l'Eglise, pasteurs et laïques, à reconnaître pour abrégé de la doctrine de Jésus-Christ, telle qu'elle résulte de ses enseignements et de ses exemples, le sommaire qu'il en a donné lui-même au docteur qui lui demandait ce qu'il fallait faire pour avoir la vie éternelle : « Tu aimeras le Seigneur ton Dieu de tout ton cœur, de toute ton âme, de toute ta pensée,—c'est là le premier et le plus grand commandement, et voici le second qui lui est semblable : Tu aimeras ton prochain comme toi-même. — Fais cela et tu vivras. »

Il n'ajoutera qu'un conseil : celui de Madame de Staël à un prédicateur de talent : « Vous avez fait un magnifique sermon ; seulement restez de votre avis. »

M. DE CLAUSONNE s'associe à la conception générale de la lettre synodale, ainsi qu'aux sentiments fraternels qui y sont exprimés ; mais il ne saurait admettre l'idée contenue dans ces mots : « Depuis soixante-dix ans nous avons vécu dans l'anarchie (1). » — Appuyé.

De plus, la lettre présente la formule électorale du 26 juin comme le résumé de la déclaration du 20 juin. Tel n'est pas son sentiment. Il a jugé, au contraire, qu'on sortait de l'esprit de la déclaration du 20 juin, pour admettre, le 26 juin, quelque chose de plus chrétien, de plus doux.

M. LASSERRE répond qu'il tiendra compte de l'ob-

(1) Le mot a été modifié dans le *Projet d'adresse* tel que nous le publions.

servation que veut bien lui faire M. de Clausonne ; il remplacera le mot « anarchie » par un mot plus modéré.

Sur la proposition de M. le modérateur, l'assemblée délègue, pour la représenter au Synode des Eglises vaudoises, qui aura lieu en septembre prochain, M. le pasteur Lasserre et M. de la Coste ; M. le pasteur Cambefort et M. Reboul-Garnier sont désignés comme suppléants.

M. L. VERNES propose aussi l'envoi de délégués au Synode luthérien de Paris.

— Renvoyé avec approbation à la commission permanente.

M. DE CHABAUD-LATOIR ajoute que les délégués auront à exprimer à cette Eglise la douleur que nous éprouvons de la voir mutilée par la guerre fatale que nous venons de subir. (*Vive approbation.*)

La question de l'envoi de l'adresse aux Eglises est mise ensuite en discussion.

M. ROBERTY donne lecture de la formule employée par le Synode officieux de 1848 pour l'envoi de sa lettre synodale. Elle est ainsi conçue : « L'assemblée vous charge de transmettre aux fidèles l'expression des vœux qu'elle adresse aux Eglises. Vous serez juge, ainsi que votre Consistoire, des moyens à employer pour cette communication, parmi lesquels la lecture du haut de la chaire semble indiquée comme l'un des plus convenables. »

L'assemblée adopte l'emploi de cette formule.

M. le modérateur communique au Synode une lettre de M. le pasteur G. Monod, dans laquelle sont rappelées les persécutions auxquelles sont actuellement

en butte les juifs dans les provinces roumaines. (*Vif assentiment.*)

L'assemblée émet le vœu qu'une lettre de sympathie fraternelle soit rédigée par le bureau sur ce sujet au nom du Synode, et envoyée au grand rabbin à Paris.

M. DE CLAUSONNE. — Comme membre inactif du bureau, il croit pouvoir prendre l'initiative de proposer au Synode que des remerciements soient votés au bureau pour le travail qu'il a accompli et le zèle dont il a fait preuve. (*Très-bien!*)

M. COLANI dit qu'il a demandé la parole pour faire une proposition semblable ; il se joint donc à M. de Clausonne, et il exprime à notre vénéré modérateur d'abord, pour le respect et l'estime que l'impartialité de son caractère nous inspire à tous, à notre modérateur adjoint, qui a conduit plus d'une fois nos délibérations avec habileté et vigueur, nos sincères remerciements. Il en adresse aussi aux secrétaires, qui ont élevé un véritable monument, en rédigeant avec autant de patience envers les orateurs que d'intelligence et de zèle, les procès-verbaux de nos séances. (*Très-bien!*)

M. L. VERNES demande que des remerciements soient également votés en faveur de M. Laurens, l'excellent et infatigable rapporteur de la loi organique. (*Très-bien!*)

L'assemblée s'associe unanimement à ces divers témoignages de reconnaissance.

M. LAURENS remercie avec émotion le Synode de ce témoignage d'estime, qui lui est d'autant plus cher et honorable qu'il lui vient des deux côtés de l'as-

semblée. Un double vœu s'échappe de son cœur : en nous séparant, ne conservons aucun souvenir des dissentiments fâcheux qui se sont produits parfois. Nous avons tous dû obéir, dans ces cas d'antagonisme, à des convictions d'autant plus exigeantes qu'elles étaient plus droites et plus sincères. Si donc nous nous revoyons dans cette enceinte, ayons l'intention arrêtée de faire de notre mieux, d'agir en amis, en frères, pour compléter et achever ensemble l'œuvre que nous avons commencée ensemble. C'est un moyen de relever notre chère Eglise, en même temps qu'un moyen de force pour la société contre les causes de dissolution qui la minent. (*Applaudissements.*)

M. BABUT propose de voter aussi des remerciements au Consistoire de Paris pour l'hospitalité dont il a largement usé envers le Synode. (*Très-bien !*)

L'assemblée s'associe à ces sentiments, et remercie, par l'organe de M. de Clausonne, les membres de l'Eglise de Paris tout entière de l'hospitalité généreuse et cordiale exercée envers de nombreux membres de cette assemblée.

Sur une question de M. Et. Coquerel, relative au procès-verbal de la présente séance, il est décidé que ce procès-verbal sera soumis au bureau, qui l'approuvera, et lui donnera, sous sa responsabilité, la même publicité qu'aux précédents.

Le Synode ayant épuisé son ordre du jour, M. le modérateur prononce, en ces termes le discours de clôture :

Messieurs,

Le moment où nos travaux vont se clore me reporte involontairement à celui qui les a vus commencer. Lorsqu'il y a un mois nous nous réunissions pour la première fois dans cette enceinte, nous étions sous le poids des plus graves émotions. Les grands souvenirs d'un passé si différent à tous égards du présent et dont nous étions appelés à renouer la tradition brisée, le sentiment profond de l'affaissement de la foi dans l'Eglise et dans nos âmes même, le désir ardent d'améliorer la situation religieuse, et la crainte de nous heurter en l'essayant à des difficultés insurmontables, tout nous tenait recueillis et tremblants en présence de notre responsabilité.

Et aujourd'hui que nous achevons la tâche dont la pensée nous remuait si profondément, ne serions-nous pas émus peut-être plus profondément encore? Que s'est-il passé? Qu'avons-nous fait? Quelles impressions emportons-nous de ce premier Synode général de l'Eglise réformée de France, reprenant, après tant d'épreuves, le gouvernement d'elle-même? Que dirons-nous à nos paroisses, qui ont suivi nos délibérations avec la plus vive sollicitude? Que ferons-nous, et quelle est l'attitude que nous conseillerons de prendre, dans la situation nouvelle où nous sommes, à ceux qui ont confiance en nous? Je serais bien étonné, Messieurs, si le simple énoncé de ces questions n'avait déjà remué votre conscience et agité votre cœur. Permettez-moi d'y répondre sommairement pour moi-même; peut-être, — et j'en suis heu-

reux, — exprimerai-je en partie vos sentiments, en disant quels sont les miens.

Il s'est produit, dans le cours de nos séances, un fait qui, au premier abord, semble de nature à inspirer de la tristesse, pour ne pas dire du découragement. La dernière de nos grandes décisions a été prise à la même majorité que la première. Ainsi la discussion, si libre, si prolongée, des points qui nous divisaient, tant de paroles loyales, éloquentes, émues, tant d'appels sincères et chaleureux, n'auraient amené aucune modification dans les pensées, et seraient restés sans résultat? Ne le pensez pas, Messieurs. Ne vous laissez pas prendre à l'apparence. Si rien d'extérieur n'est venu attester l'efficacité de nos débats, n'allez pas conclure qu'ils aient été stériles. Quand il s'est agi de recueillir des votes, bien des causes que je ne veux pas analyser ont fait rester chacun de nous dans la position qu'il avait prise. Cette position, pour n'en dire qu'un seul mot, était déterminée par ce qu'il y a de plus puissant au monde, par des convictions longuement réfléchies; pour l'abandonner, il n'aurait fallu rien moins qu'une transformation de la conscience, et c'est là un résultat trop considérable pour qu'il s'accomplisse brusquement dans le courant d'une discussion. Mais je crois, si du moins j'en juge par mes propres impressions, que les idées et les sentiments ont été moins immobiles que les votes. Oui, j'ai l'espérance que nos débats nous ont apporté quelque lumière, qu'ils ont atténué certaines préventions, qu'ils ont rapproché les cœurs. J'ai appris, pour ma part, beaucoup dans l'échange de vues qui s'est fait entre les



diverses fractions de cette assemblée avec une loyauté et une sincérité égales. Je n'ai pas senti se modifier des convictions qui constituent le fond même de ma vie morale, que j'ai exprimées et défendues depuis plus de trente ans, et qui, après m'avoir soutenu et consolé dans la vie, feront mon espérance dans la mort. Mais j'ai reconnu, jusque chez ceux qui s'éloignent le plus de moi, quelque chose qui m'en rapproche, quelque chose qui me permet de les apprécier et de les aimer. (*Très-bien !*) Si vous emportez de nos débats la même impression, ils n'auront pas été inutiles. Nous nous connaissons mieux maintenant, et comme je suis de ceux qui font découler le sentiment de la connaissance, en apprenant à nous mieux connaître, nous avons fait un grand pas.

Mais je me hâte de le dire, Messieurs, nous avons en vue autre chose que d'échanger des idées, nous venions avec le mandat de donner à notre Eglise des institutions qui fussent pour elle une garantie d'ordre, un gage de paix, un principe de développement régulier, et, comme une Eglise repose sur une foi, nous avons voulu avant tout constater la foi de la nôtre. Ce dessein, qui avait pour les uns le caractère d'un devoir sacré, a paru à d'autres inspiré par des vues erronées et dangereuses. Au fond, ce sentiment primordial a dominé toutes nos discussions et reparu sous diverses formes jusqu'à leur terme. Je n'ai pas la prétention de le faire disparaître, lorsque tout a été dit et répété avec une persistance inutile. Mais c'est un besoin pour moi de déclarer que presque toujours on a raisonné sur des malentendus. (*Mouve-*

*ments divers.*) Quand vous relirez à tête reposée les procès-verbaux de nos séances, vous verrez, je crois, que les adversaires de notre déclaration de foi l'ont en général repoussée en la considérant sous un aspect qui n'est pas le vrai. Aussi puis-je dire que je m'associe à un grand nombre des idées exprimées par ses adversaires. Je n'aime pas plus qu'eux les confessions de foi dogmatiques, détaillées, précises, qui serviraient comme d'un lit de Procuste pour mutiler la foi personnelle. Je ne veux pas plus qu'eux renoncer à la liberté protestante pour aboutir à je ne sais quel catholicisme bâtard. Je dis avec eux que la foi de l'Eglise n'est pas autre que la foi de ses membres; c'est le catéchisme qui l'enseigne en définissant l'Eglise la société des croyants.

Il convient, maintenant que le feu des discussions, avec la fumée qui s'en dégage, n'obscurcit plus la pensée, de voir les choses comme elles sont et non comme on les représentait quand on voulait combattre. Que verrez-vous alors dans les décisions que le Synode a prises? La chose la plus simple du monde : l'Eglise réformée de France disant les bases sur lesquelles repose la foi de ses membres, et usant du droit naturel, qui appartient à toute société comme à tout individu, de protéger et de défendre son existence. Y avait-il péril, Messieurs? Vous le savez. Si le péril n'avait pas existé, vous ne seriez pas ici. Avez-vous écarté ce péril, ou n'avez-vous fait qu'en créer un autre plus dangereux, plus funeste même? L'avenir, et un avenir prochain le dira. Mais, dès ce moment, j'ai le droit de demander que les décisions du Synode soient reconnues comme dictées par la foi

et non par la passion. Si la majorité s'est trompée, ce que je ne crois pas, mais ce qui n'est pas en soi impossible, il ne serait pas digne de la minorité d'incriminer les intentions. J'ai, pour ma part, l'entière assurance que notre déclaration de foi exprime bien la foi de l'Eglise, le *quid inconcussum* des croyances générales, et qu'en la posant à la base de notre organisation ecclésiastique, nous avons fait une œuvre de fidélité, de sagesse, de modération et de paix.

On l'a considérée tout autrement : on nous a prédit des résultats tout contraires. Ah ! Messieurs, permettez-moi de le dire, il y a des cas où l'on peut être prophète à coup sûr : c'est lors qu'on se charge soi-même d'accomplir ses prédictions. L'œuvre du Synode allumera un incendie... Oui, si vous soufflez le feu. (*Interruptions à gauche.*) Mais elle amènera la paix si vous le voulez, et je veux, avant de finir, vous supplier de le vouloir.

Qu'allez-vous faire ? Qu'allons-nous faire tous en rentrant dans nos Eglises ? Je prends mon propre exemple pour éclaircir la question. Je suppose que j'ai des collègues qui n'ont pas les mêmes doctrines que moi, mais dont les vues rentrent largement dans la foi que nous avons reconnue être celle de l'Eglise. Si, par des motifs que je n'ai pas à rechercher, mes collègues s'avisent de protester et poussaient le Consistoire à protester contre les décisions du Synode, assurément ce serait la guerre. Car je ne suis pas homme, je l'avoue, à abandonner ailleurs ce que j'ai défendu ici. Ou bien, si, à mon tour, parce que mes collègues ne croient pas tout ce que je crois, je rendais leur ministère suspect et, comme ils se disent

libéraux, je les accusais de rejeter l'Evangile, ce serait encore la guerre, car ils ne sont pas hommes, eux non plus, à se laisser prendre pour ce qu'ils ne sont pas. Eh bien ! Messieurs, généralisez : le cas que je cite n'est pas exceptionnel, c'est le plus commun ; généralisez, et vous verrez la paix ou la guerre sortir à votre gré des plis de votre robe pastorale. Voulez-vous être des hommes de paix, frères qui étiez en minorité dans cette assemblée ? n'incriminez pas, n'attaquez pas ; — attendez. Nulle entrave n'a été mise à votre ministère. Vous étiez seuls juges pour décider si vous deviez poursuivre ou non. Mais si, comme vous l'avez dit, vous voulez l'examen comme un droit et comme un devoir, exercez-le simplement, directement, cherchant, non à passionner les âmes, mais à les édifier dans la charité. On vous l'a dit : les minorités qui ont le sentiment de leur force ne se révoltent point contre les majorités ; elles ne renoncent pas à les remplacer un jour. Essayez, comme c'est votre droit, de prendre le rôle que d'autres occupent, et, tenez, c'est encore un grand résultat de nos débats, que cette possibilité. Vous protestiez contre les Synodes au début de nos séances, et aujourd'hui vous comprenez qu'ils sont pour tous une garantie. Vous espérez en eux, vous comptez sur eux pour gouverner l'Eglise comme vous l'entendez. Comment pourriez-vous ne pas préférer cette situation régulière, paisible et féconde, à un état de luttes sourdes et d'agitations sans issue ?

Pour moi, Messieurs, et j'espère que je n'exprime pas une pensée purement personnelle, j'entends accepter franchement la constitution de notre Eglise

et m'en servir pour travailler à l'affermissement de la foi et de la vie religieuse. Tous, pasteurs et fidèles, nous avons un même devoir. Nous n'abandonnerons pas nos convictions, mais nous nous efforcerons de les professer sans apporter le trouble dans les âmes. Evitons autant que possible les violences de la parole. Faisons trêve aux polémiques irritantes. Délégués laïques de ce Synode, qui avez le privilège d'ignorer cette passion funeste qu'on appelle la fureur théologique, — *rabies theologica*, — ne la remplacez pas par la passion non moins funeste des partis; que les questions de personnes ne prévalent jamais pour vous sur les intérêts des âmes, et que la vérité de l'Évangile, reçue dans votre conscience, soit le seul mobile auquel vous obéirez. Vous pouvez beaucoup pour nous aider à apporter dans les choses religieuses cette sagesse qui vient d'en haut et que Dieu donne libéralement à tous ceux qui la lui demandent, la sagesse qui est premièrement pure et ensuite pacifique, modérée, traitable, pleine de miséricorde et de bons fruits. Quand on a eu l'honneur de mettre la main à l'organisation d'une Eglise, on doit avoir et vous aurez à cœur de concourir en tout et partout à son développement. Je compte sur tous les membres de cette assemblée pour poursuivre ce grand but.

Messieurs, je me dédommage peut-être un peu trop du silence que m'a imposé la position où m'a placé votre bienveillance. (*On rit.*) Ajoutez à cette faveur aussi inattendue qu'imméritée, celle de me laisser vous parler à cœur ouvert. Malgré ma bonne volonté, je reconnais que j'ai été bien au-dessous de

ma tâche. On me l'a reproché sur des tons et en des sens bien divers. J'accepte humblement toutes vos critiques. Mais il en est une que je ne me contente pas d'accepter : je me réjouis de l'avoir provoquée. On m'a accusé d'être partial, et partial... pour la minorité.

Eh bien ! je voudrais être sûr de l'avoir méritée. (*Très-bien !*) Je l'avoue, Messieurs, une minorité m'inspire une sympathie particulière. Son rôle n'est pas agréable, et si les situations avaient été tout à coup interverties, qui sait si la majorité devenue minorité aurait montré plus de patience, de modération et de douceur ? Je ne crois pas avoir failli à l'esprit du christianisme en tolérant beaucoup de la part des membres de cette assemblée qui, se sentant les plus faibles, étaient naturellement entraînés à se croire menacés. Mais laissons là des dénominations qui n'existeront plus bientôt, et des souvenirs dont il ne doit pas rester de traces. Nous avons laissé tomber dans l'oubli quelques paroles malheureuses. Que des sentiments qui les avaient dictées il ne reste rien dans nos cœurs.

Messieurs, je le répète en finissant : le premier Synode général de notre Eglise affranchie n'aura pas été sans fruit. En m'appelant à le présider, vous m'avez fait passer tout à coup d'une position humble et ignorée à une fonction glorieuse entre toutes. Pardonnez-moi de ne l'avoir pas mieux remplie, et permettez qu'en vous exprimant ma gratitude, je demande au Chef divin de l'Eglise et de notre Eglise de faire servir nos travaux à la gloire de son nom. (*Longs applaudissements.*)

Au nom de Dieu, du Dieu de l'Évangile, au nom du Père, du Fils, du Saint-Esprit, je déclare close la première session du Synode général de l'Eglise réformée de France en 1872.

FIN DES SÉANCES.





# APPENDICE

---

## I

### CONFESSION DE FOI

DES ÉGLISES RÉFORMÉES DE FRANCE, FAITE AU PREMIER SYNODE

NATIONAL RÉUNI A PARIS LE 25 MAI 1559

REVUE PAR LE SYNODE NATIONAL DE LA ROCHELLE EN 1571.

I. Nous croyons et confessons qu'il y a (1) un seul Dieu, qui est une seule et simple essence, (2) spirituelle, (3) éternelle, (4) invisible, (5) immuable, (6) infinie, (7) incompréhensible, ineffable, qui peut toutes choses, qui est (8) toute sage, (9) toute bonne, (10) toute juste et (11) toute miséricordieuse.

II. Ce Dieu se manifeste tel aux hommes, (12) premièrement par ses œuvres, tant par la création que par la conservation et conduite d'icelles. (13) Secondement et plus clairement, par sa Parole, laquelle au commencement révélée (14) par oracles, a été puis après (15) rédigée par écrit aux livres que nous appelons (16) l'Ecriture sainte.

III. Toute cette Ecriture sainte est comprise aux livres canoniques du Vieux et du Nouveau Testament, desquels le

(1) Deut., IV, 35, 39. 1 Cor., VIII, 4, 6.—(2) Gen., I, 3. Jean, IV, 24. 2 Cor., III, 17. — (3) Exode, III, 15, 16, 18. — (4) Rom., I, 20. 1 Tim. I, 17. — (5) Mal., III, 6. — (6) Rom., XI, 33. Actes, VII, 48. — (7) Jér., X, 7, 10. Luc, I, 37. — (8) Rom., XVI, 27. — (9) Matth., XIX, 17. — (10) Jér., XII, 1. — (11) Exode XXXIV, 8, 7.—(12) Rom., I, 20.—(13) Hébr., I, 1.—(14) Gen., XV, 1.—(15) Exode, XXIV, 3, 4. — (16) Rom., I, 2.

nombre s'ensuit : les cinq livres de Moïse, savoir : Genèse, Exode, Lévitique, Nombres, Deutéronome. *Item*, Josué, Juges, Ruth, le premier et le second livres de Samuel, le premier et le second livres des Chroniques, autrement dit Paralipomenon ; le premier livre d'Esdras. *Item*, Néhémie, le livre d'Esther, Job, les Psaumes de David, les Proverbes ou sentences de Salomon ; le livre de l'Ecclésiaste, dit le Prêcheur ; le Cantique de Salomon. *Item*, le livre d'Esaïe, Jérémie, Lamentations de Jérémie, Ezéchiel, Daniel, Osée, Joël, Amos, Abdias, Jonas, Michée, Nahum, Abakuk, Sophonie, Aggée, Zacharie, Malachie. *Item*, le saint Evangile selon saint Matthieu, selon saint Marc, selon saint Luc et selon saint Jean. *Item*, le second livre de saint Luc, autrement dit les Actes des Apôtres. *Item*, les Epîtres de saint Paul, aux Romains une, aux Corinthiens deux, aux Galates une, aux Ephésiens une, aux Philippiens une, aux Colossiens une, aux Thessaloniens deux, à Timothée deux, à Tite une, à Philémon une. *Item*, l'Epître aux Hébreux, l'Epître de saint Jacques, la première et la seconde Epîtres de saint Pierre, la première, la deuxième et la troisième Epîtres de saint Jean, l'Epître de saint Jude, *Item*, l'Apocalypse ou Révélation de saint Jean.

IV. Nous connaissons ces livres être canoniques, et (1) la règle très-certaine de notre foi, non tant par le commun accord et consentement de l'Eglise, que par le témoignage et persuasion intérieure du Saint-Esprit, qui nous les fait discerner d'avec les autres livres ecclésiastiques, sur lesquels, encore qu'ils soient utiles, on ne peut fonder aucun article de foi.

V. Nous croyons (2) que la Parole qui est contenue en ces livres est procédée de Dieu, (3) duquel seul elle prend son autorité, et non des hommes. (4) Et d'autant qu'elle est la règle de toute vérité, contenant tout ce qui est nécessaire pour le service de Dieu et de notre salut, (5) il n'est pas possible aux hommes, ni même aux Anges, d'y ajouter, diminuer ou changer. D'où il s'ensuit que ni (6) l'antiquité, ni les coutumes, ni la multitude, ni la sagesse humaine, ni les juge-

(1) Ps. XIX, 3; XII, 7.— (2) 2 Tim., III, 15, 16. 2 Pierre, I, 21. — (3) Jean, III, 31, 34. 1 Tim., I, 15. — (4) Jean, XV, 11. Actes, XX, 27. — (5) Deut., XII, 32; IV, 1, Gal., I, 8. Apoc., XXII, 18, 19.— (6) Matth., XV, 9. Actes, V, 28, 29.

ments, ni les arrêts, ni les édits, ni les décrets, ni les conciles, ni les visions, ni les miracles, ne doivent être opposés à cette Ecriture sainte, mais, (1) au contraire, toutes choses doivent être examinées, réglées et réformées selon elle. Et suivant cela, nous avouons les trois symboles, savoir : des Apôtres, de Nicée et d'Athanase, parce qu'ils sont conformes à la Parole de Dieu.

VI. Cette Ecriture sainte (2) nous enseigne qu'en cette seule et simple essence divine, que nous avons confessée, il y a trois personnes, le Père, (3) le Fils et le Saint-Esprit. Le Père, première cause, principe et origine de toutes choses. Le Fils, sa parole et sagesse éternelle. Le Saint-Esprit, sa vertu, puissance et efficace. Le Fils éternellement engendré du Père. Le Saint-Esprit procédant éternellement de tous deux, les trois personnes non confuses, mais distinctes, et toutefois non divisées, mais d'une même essence, éternité, puissance et égalité. Et en cela avouons ce qui a été déterminé par les conciles anciens, et détestons toutes sectes et hérésies qui ont été rejetées par les saints docteurs, comme saint Hilaire, saint Athanase, saint Ambroise et saint Cyrille.

VII. Nous croyons que (4) Dieu, en trois personnes coopérantes, par sa vertu, sagesse et bonté incompréhensible, a créé toutes choses, non-seulement le ciel, la terre et tout ce qui y est contenu, mais aussi les esprits invisibles, (5) desquels les uns sont déchus et trébuchés en perdition, (6) les autres ont persisté en obéissance. (7) Que les premiers s'étant corrompus en malice, sont ennemis de tout bien, par conséquent de toute l'Eglise. Les seconds, ayant été préservés par la grâce de Dieu, (8) sont ministres pour glorifier le nom de Dieu, et servir au salut de ses élus.

VIII. Nous croyons que (9) non-seulement il a créé toutes choses, mais qu'il les gouverne et conduit, (10) disposant, ordonnant selon sa volonté, de tout ce qui advient au monde (11);

(1) 1 Cor., XI, 1, 2, 23. — (2) Deut., IV, 12. Matth., XVIII, 19. 1 Jean, V, 7. — (3) Jean, I, 17, 32. — (4) Gen., 1, 1. Jean, I, 3. Jude, 6. Col. 1, 16. Hébr., 1, 2. — (5) 2 Pierre, II, 4. — (6) Ps. CIII, 20, 21. — (7) Jean, VIII, 44. — (8) Hébr., 1, 7, 14. — (9) Ps. CIV. — (10) Prov., XVI, 4. Matth., X, 29. Rom., IX, 11. Actes, XVII, 24, 26, 28. — (11) 1 Jean, II, 16. Osée, XIII, 9. 1 Jean, III, 8.

non pas qu'il soit auteur du mal, ou que la coulpe lui en puisse être imputée, (1) vu que sa volonté est la règle souveraine et infaillible de toute droiture et équité ; (2) mais il a des moyens admirables de se servir tellement des diables et des méchants, qu'il sait convertir en bien le mal qu'ils font, et duquel ils sont coupables. (3) Et ainsi, en confessant que rien ne se fait sans la providence de Dieu, nous adorons en humilité les secrets qui nous sont cachés, sans nous enquérir par-dessus notre mesure ; mais plutôt appliquons à notre usage ce qui nous est montré en l'Écriture sainte pour être en repos et sûreté, (4) d'autant que Dieu, qui a toutes choses sujettes à soi, veille sur nous d'un soin paternel, tellement qu'il ne tombera point un cheveu de notre tête sans sa volonté. (5) Et cependant il tient les diables et tous nos ennemis bridés, en sorte qu'ils ne nous peuvent faire aucune nuisance sans son congé.

IX. Nous croyons (6) que l'homme, ayant été créé pur et entier, et conforme à l'image de Dieu, est, par sa propre faute, déchu de la grâce qu'il avait reçue, (7) et ainsi s'est aliéné de Dieu, qui est la fontaine de justice et de tous biens, en sorte que sa nature est du tout corrompue. Et, étant aveuglé en son esprit et dépravé en son cœur, a perdu toute intégrité sans avoir rien de reste. Et (8) bien qu'il ait encore quelque discrétion du bien et du mal, (9) nonobstant nous disons que ce qu'il y a de clarté se convertit en ténèbres quand il est question de chercher Dieu, tellement qu'il n'en peut nullement approcher par son intelligence et raison. (10) Et bien qu'il ait une volonté par laquelle il est incité à faire ceci ou cela, toutefois elle est du tout captive sous péché, en sorte qu'il n'a nulle liberté à bien, que celle que Dieu lui donne.

X. Nous croyons (11) que toute la lignée d'Adam est infectée de telle contagion, qui est le péché originel, et un vice héréditaire, et non pas seulement une imitation, comme les Pélagiens ont voulu dire, lesquels nous détestons en leurs erreurs. Et n'estimons pas qu'il soit besoin de s'enquérir comme le

(1) Ps. V, 5; CXIX. Job, I, 22. — (2) Actes, II, 23, 24, 27. — (3) Rom., IX, 19, 20; XI, 33. — (4) Matt., X, 30. Luc, XXI, 18. — (5) Job, I, 12. Gen., III, 15. — (6) Gen., I, 26. Ecclès., VII, 10. Rom., V, 12. Ephes., II, 2, 3. — (7) Gen., VI, 5; VIII, 21. — (8) Rom., I, 21; II, 18-20. — (9) 1 Cor., II, 14. — (10) Jean, I, 4, 5, 7; VIII, 36. Rom., VIII, 6, 7. — (11) Gen., VIII, 21. Rom., V, 12. Job XIV, 4.

péché vient d'un homme à l'autre, vu que c'est assez que ce que Dieu lui avait donné n'était pas pour lui seul, mais pour toute sa lignée; et ainsi qu'en la personne d'icelui nous avons été dénués de tous biens, et sommes trébuchés en toute pauvreté et malédiction.

XI. Nous croyons aussi que ce vice est vraiment péché, qui (1) suffit à condamner tout le genre humain, jusqu'aux petits enfants dès le ventre de la mère, et que pour tel il est réputé devant Dieu; (2) même qu'après le baptême, c'est toujours péché quant à la coulpe, bien que la condamnation en soit abolie aux enfants de Dieu, ne la leur imputant point par sa bonté gratuite. Outre cela, (3) que c'est une perversité produisant toujours des fruits de malice et de rébellion, tels que (4) les plus saints, encore qu'ils y résistent, ne laissent point d'être entachés d'infirmités et de fautes pendant qu'ils habitent en ce monde.

XII. Nous croyons que de cette corruption et condamnation générale, en laquelle tous les hommes sont plongés, (5) Dieu retire ceux lesquels, en son conseil éternel et immuable, il a élus par sa seule bonté et miséricorde en notre Seigneur Jésus-Christ, sans considération de leurs œuvres, laissant (6) les autres en cette même corruption et condamnation, pour démontrer en eux sa justice, comme aux premiers il fait luire les richesses de sa miséricorde. Car les uns ne sont point meilleurs que les autres, jusqu'à ce que Dieu les discerne, selon son conseil immuable qu'il a déterminé en Jésus-Christ devant la création du monde; et nul aussi ne se pourrait introduire à un tel bien de sa propre vertu, (7) vu que de notre nature nous ne pouvons avoir un seul bon mouvement, ni affection, ni pensée, jusqu'à ce que Dieu nous ait prévenus et nous y ait disposés.

XIII. Nous croyons qu'en icelui Jésus-Christ tout ce qui était requis à notre salut nous a été offert et communiqué. (8) Lequel nous étant donné à salut, nous a été quant et quant

(1) Ps. LI, 7. Rom., III, 9-13; V, 12. — (2) Rom., VII. — (3) Rom., VII, 5. — (4) Rom., V, II, 18, 19. 2 Cor., XII, 7. — (5) Rom., III, 2; IX, 23. 2 Tim., II, 20. Tite, III, 5, 7. Ephés., I, 4. 2 Tim., I, 9. — (6) Exode, IX, 18. Rom. IX, 22. — (7) Jér., X, 23. Ephés., I, 4, 5. — (8) 1 Cor., I, 30. Ephés., 1, 6, 7. Col., 13, 14, Tite, II, 14.

fait sâpience, sanctification et r  dempti  n : en sorte qu'en déclinant de lui, on renonce à la miséricorde du Père, où il nous convient avoir refuge unique.

XIV. Nous croyons que Jésus-Christ, étant la sagesse de Dieu (1) et son Fils   ternel, a revêtu notre chair, afin d'être Dieu et homme en une personne, même homme (2) semblable à nous, passible en corps et en   me, sinon en tant qu'il a été pur de toute macule. (3) Et quant à son humanité, qu'il a été vraie semence d'Abraham et de David, (4) bien qu'il ait été conçu par la vertu secrète du Saint-Esprit. En quoi nous détestons toutes les hérésies qui ont anciennement troublé les Eglises; et notamment aussi les imaginations diaboliques de Servet, lequel attribue au Seigneur Jésus une divinité fantastique, d'autant qu'il le dit être idée et patron de toutes choses, et le nomme Fils personnel ou figuratif de Dieu; et finalement lui forge un corps de trois éléments incr  es, ainsi m  le et détruit toutes les deux natures.

XV. Nous croyons (5) qu'en une même personne, savoir, Jésus-Christ, les deux natures sont vraiment et inséparablement conjointes et unies, demeurant néanmoins chacune nature en sa propriété distincte : tellement que comme, en cette conjonction la nature divine retenant sa propriété, est demeurée incr  e  e, infinie et remplissant toutes choses; (6) aussi la nature humaine est demeurée finie, ayant sa forme, mesure et propriété; et même bien que Jésus-Christ en ressuscitant ait donné l'immortalité à son corps, toutefois il ne lui a pas été la vérité de sa nature. Et ainsi, nous le considérons tellement en sa divinité, que nous ne le d  pouillons point de son humanité.

XVI. Nous croyons (7) que Dieu envoyant son Fils, a voulu montrer son amour et bonté inestimable envers nous, en le livrant à la mort, et le ressuscitant pour accomplir toute justice et pour nous acquérir la vie céleste.

\* XVII. Nous croyons (8) que par le sacrifice unique que le

(1) Jean, I, 14. Philip., II, 6. — (2) H  b., II, 17. 2 Cor., V, 21. — (3) Actes, XIII, 23. Rom., I, 3; VIII, 3; IX, 5. Philip., II, 7. H  b., II, 14, 16; V. — (4) Matth., I, 18. Luc, I, 35. — (5) Matth., I. Luc, I. Jean, I, 14. 1 Tim., II, 5; III, 16. H  b., V, 8. — (6) Luc, XXIV, 38, 39. Rom., I, 4. Philip. II, 6-11. — (7) Jean, III, 16 XV, 13. — (8) 2 Cor., V, 19. H  b., V, 7-9.

Seigneur Jésus a offert en la croix, nous sommes réconciliés à Dieu (1) pour être tenus et réputés justes devant lui, parce que nous ne lui pouvons être agréables, ni être participants de son adoption, sinon d'autant qu'il nous pardonne nos fautes, et les ensevelit. (2) Ainsi nous protestons que Jésus-Christ est notre lavement entier et parfait, qu'en sa mort nous avons entière satisfaction, pour nous acquitter de nos forfaits et iniquités dont nous sommes coupables, et ne pouvons être délivrés que par ce remède.

XVIII. Nous croyons (3) que toute notre justice est fondée en la rémission de nos péchés, comme aussi c'est notre seule félicité, comme dit David. (4) C'est pourquoi nous rejetons tous autres moyens de nous pouvoir justifier devant Dieu; et sans présumer de nulles vertus, ni mérites, nous nous tenons simplement à l'obéissance de Jésus-Christ, laquelle nous est allouée, tant pour couvrir toutes nos fautes, que pour nous faire trouver grâce et faveur devant Dieu. Et de fait, nous croyons qu'en déclinant de ce fondement, tant peu que ce soit, nous ne pourrions trouver ailleurs aucun repos, mais serions toujours agités d'inquiétude: d'autant que jamais nous ne sommes paisibles avec Dieu, jusqu'à ce que nous soyons bien résolus d'être aimés en Jésus-Christ, vu que nous sommes dignes d'être hais en nous-mêmes.

XIX. Nous croyons (5) que c'est par ce moyen que nous avons liberté et privilège d'invoquer Dieu, avec pleine fiance qu'il se montrera notre Père. Car nous n'aurions aucun accès au Père, si nous n'étions adressés par ce médiateur. Et pour être exaucés en son nom, il convient tenir notre vie de lui, comme de notre chef.

XX. Nous croyons (6) que nous sommes faits participants de cette justice par la seule foi, comme il est dit, qu'il a souffert pour nous acquérir le salut, afin que quiconque croira en lui, ne péricule point. Et (7) que cela se fait, d'autant que les promesses de vie qui nous sont données en lui, sont appro-

(1) 1 Pierre, II, 24, 25. — (2) Héb., IX, 41. Ephés., V, 26. 1 Pierre, I, 18, 19. — (3) Ps. XXXII, 2 Jean, XVII, 23. Rom., IV, 7, 8; VIII, 1-3. 2 Cor., V, 19, 20. — (4) 1 Tim., II, 5. 1 Jean, II, 1 Rom. V, 19. Actes, IV, 12. — (5) Rom., V, 12; VIII, 15. Gal., IV, 4-7. Ephés., II, 13-15. — (6) Rom., III. Gal., II; III, 24. Jean, III, 13. — (7) Matth., XVII, 20. Jean, III, 16, 17; X, 4.



priées à notre usage, et en sentons l'effet quand nous les acceptons, ne doutant point qu'étant assurés par la bouche de Dieu, nous ne serons point frustrés. (1) Ainsi la justice que nous obtenons par la foi, dépend des promesses gratuites par lesquelles Dieu nous déclare et testifie qu'il nous aime.

XXI. Nous croyons (2) que nous sommes illuminés en la foi par la grâce secrète du Saint-Esprit, tellement que c'est un don gratuit et particulier que Dieu départ à ceux que bon lui semble, en sorte que les fidèles n'ont de quoi s'en glorifier, étant obligés au double, de ce qu'ils ont été préférés aux autres. (3) Même que la foi n'est pas seulement baillée pour un coup aux élus pour les introduire au bon chemin, mais pour les y faire continuer aussi jusqu'au bout. (4) Car comme c'est à Dieu de faire le commencement, aussi c'est à lui de parachever.

XXII. Nous croyons que, (5) par cette foi, nous sommes régénérés en nouveauté de vie, étant naturellement asservis à péché. Or, nous recevons par foi la grâce de vivre saintement, et en la crainte de Dieu, en recevant la promesse qui nous est donnée par l'Evangile, savoir, que Dieu nous donnera son Saint-Esprit. (6) Ainsi la foi non-seulement ne refroidit pas l'affection de bien et saintement vivre, mais l'engendre et excite en nous, produisant nécessairement les bonnes œuvres. (7) Au reste, bien que Dieu, pour accomplir notre salut, nous régénère, nous réformant à bien faire, (8) toutefois nous confessons que les bonnes œuvres que nous faisons par la conduite de son Esprit, ne viennent point en compte pour nous justifier, ou mériter que Dieu nous tienne pour ses enfants, parce que nous serions toujours flottants en doute et inquiétude, si nos consciences ne s'appuyaient sur la satisfaction par laquelle Jésus-Christ nous a acquittés.

XXIII. Nous croyons (9) que toutes les figures de la loi ont pris fin à la venue de Jésus-Christ. Mais bien que les cérémonies ne soient plus en usage, (10) néanmoins la substance et

(1) Rom., I, 17; III, 24, 25, 27, 30; IV, 1-3. Gal., II, 20, 24. — (2) Ephés., II, 8. Thes., I, 5. 1 Cor., II, 12. 2 Pierre, I, 3, 4. — (3) 1 Cor., I, 8, 9. — (4) Philip., I, 13; I, 6. — (5) Rom., VI, 1, 2; VII, 1, 2 Col., I, 13, III, 10. 1 Pierre, I, 3. — (6) Jacq., II. Gal., V, 6. 1 Jean, II, 3, 4; V, 18. — (7) Deut., XXX, 6. Jean, III, 5. (8) Luc, XVII, 10. Ps. XVI, 2. Rom., II., Tite, III, 5. Rom. IV. — (9) Rom., X, 4. Gal., III, IV. Col., II, 17. — (10) 2 Tim., III, 16. 2 Pierre, I, 19; III, 2.



vérité nous en est demeurée en la personne de celui auquel git tout accomplissement. Au surplus, il nous faut aider de la loi et des prophètes, tant pour régler notre vie, que pour être confirmés aux promesses de l'Evangile.

XXIV. Nous croyons, (1) puisque Jésus-Christ nous est donné pour seul avocat, et (2) qu'il nous commande de nous retirer privément en son nom vers son Père; (3) et même qu'il ne nous est pas licite de prier, sinon en suivant la forme que Dieu nous a dictée par sa Parole; (4) que tout ce que les hommes ont imaginé de l'intercession des Saints trépassés, n'est qu'abus et fallace de Satan, pour faire dévoyer les hommes de la forme de bien prier. Nous rejetons aussi tous autres moyens que les hommes présument avoir pour se racheter envers Dieu, comme dérogeants au sacrifice de la mort et passion de Jésus-Christ. Finalement, nous tenons le purgatoire pour une illusion procédée de cette même boutique, (5) de laquelle sont aussi procédés les vœux monastiques, pèlerinages, défenses du mariage, et de l'usage des viandes, l'observation cérémonielle des jours, la confession auriculaire, les indulgences et toutes autres telles choses, par lesquelles on pense mériter grâce et salut. Lesquelles choses nous rejetons, non-seulement pour la fausse opinion du mérite qui y est attaché, mais aussi parce que ce sont des inventions humaines, qui imposent joug aux consciences.

XXV. Or, (6) parce que nous ne jouissons de Jésus-Christ que par l'Evangile, (7) nous croyons que l'ordre de l'Eglise, qui a été établi en son autorité, doit être sacré et inviolable, et partant que l'Eglise ne peut subsister sinon qu'il y ait des pasteurs qui aient la charge d'enseigner, (8) lesquels on doit honorer et écouter en révérence quand ils sont dûment appelés, et exercent fidèlement leur office. Non pas que Dieu soit attaché à telles aides ou moyens inférieurs, mais parce qu'il lui plaît nous entretenir sous telle bride. En quoi nous détestons tous Fantastiques qui voudraient bien, en tant qu'en eux est, anéantir le ministère et prédication de la Parole de Dieu et des sacrements.

(1) 1 Tim., II, 5. Actes, IV, 12. 1 Jean, II, 1, 2. — (2) Jean, XVI, 23, 24. — (3) Matth., VI, 9. Luc. XI, 1. — (4) Actes, X, 25, 26; XIV, 14. Apoc., XIX, 10. — (5) Matth., XV, 11. Actes, X, 14, 15. Rom., IV, 1-4. Gal., IV, 9, 10; Col., II, 17-2. 31 Tim. IV, 2-5. — (6) Rom., 1, 16, 17; X, 3. — (7) Matth., XVIII, 20. Ephés. I, 22, 23. — (8) Matth., X, 40. Jean, XIII, 20. Rom., X, 15.

XXVI. Nous croyons (1) donc que nul ne se doit retirer à part, et se contenter de sa personne, mais que tous ensemble doivent garder et entretenir l'union de l'Eglise, se soumettant à l'instruction commune et au joug de Jésus-Christ ; et ce en quelque lieu où Dieu aura établi un vrai ordre de l'Eglise, encore (2) que les magistrats et leurs édits y soient contraires, que tous ceux qui ne s'y rangent, ou s'en séparent, contrarient à l'ordonnance de Dieu.

XXVII. Toutefois, nous croyons (3) qu'il convient discerner soigneusement, et avec prudence, quelle est la vraie Eglise, parce que par trop on abuse de ce titre. (4) Nous disons donc, suivant la parole de Dieu, que c'est la compagnie des fidèles qui s'accordent à suivre cette Parole et la pure religion qui en dépend, et qui profitent en elle tout le temps de leur vie, croissant et se confirmant en la crainte de Dieu, selon qu'ils ont besoin de s'avancer et de marcher toujours plus outre. (5) Même quoiqu'ils s'efforcent, qu'il leur convient avoir incessamment recours à la rémission de leurs péchés, (6) néanmoins nous ne nions point que parmi les fidèles il n'y ait des hypocrites et réprouvés, desquels la malice ne peut effacer le titre de l'Eglise.

XXVIII. Sous cette créance (7) nous protestons que là où la Parole de Dieu n'est point reçue, et où on ne fait nulle profession de s'assujettir à elle, et où il n'y a nul usage des sacrements, à parler proprement, on ne peut juger qu'il y ait aucune Eglise. Partant, nous condamnons les assemblées de la papauté, vu que la pure vérité de Dieu en est bannie, esquelles les sacrements sont corrompus, abâtardis, falsifiés ou anéantis du tout ; et esquelles toutes superstitions et idolâtries ont la vogue. (8) Nous tenons donc que tous ceux qui se mêlent en tels actes, et y communiquent, se séparent et se retranchent du corps de Jésus-Christ. Toutefois, parce qu'il reste encore quelque petite trace de l'Eglise en la papauté, et même que la vertu et substance du baptême y est demeurée, (9) joint que l'efficace du baptême ne dépend pas

(1) Ps. V, 8 ; XXII, 23 ; XLII, 5. Ephés., IV, 11. Hébr., II, 12. — (2) Actes, IV, 19, 20. Hébr. X, 23. — (3) Jér., VII, 4, 8, 11, 12. Matth., III, 9 ; VII, 22 ; XXIV, 5. — (4) Ephés., II, 20 ; IV, 11, 12. 1 Tim., III, 15. Deut., XXXI, 12. — (5) Rom., III, 3. — (6) Matth., XIII, 30. 1 Tim., I, 18-20. — (7) Matth. X, 14, 15. Jean, X, 1. 1 Cor., III, 12, 13. — (8) 2 Cor., VI, 14-16. 1 Cor., VI, 15. — (9) Matth., III, 11 ; XXVIII 19. Marc, I, 8. Actes, I, 5 ; XI, 15-17 ; XIX, 4-6.

de celui qui l'administre, nous confessons ceux qui y sont baptisés n'avoir besoin d'un second baptême. Cependant à cause des corruptions qu'ils y sont, on n'y peut présenter les enfants sans se polluer.

XXIX. Quant est de la vraie Eglise, (1) nous croyons qu'elle doit être gouvernée selon la police que notre Seigneur Jésus-Christ a établie. C'est qu'il y ait des pasteurs, des surveillants et des diacres, afin que la pure doctrine ait son cours, que les vices soient corrigés et réprimés, et que les pauvres et tous autres affligés soient secourus en leurs nécessités; et que les assemblées se fassent au nom de Dieu, esquelles grands et petits soient édifiés.

XXX. Nous croyons (2) tous vrais pasteurs, en quelque lieu qu'ils soient, avoir même autorité et égale puissance sous un seul chef, seul souverain et seul universel évêque, Jésus-Christ; et pour cette cause, que nulle Eglise ne doit prétendre aucune domination ou seigneurie sur l'autre.

XXXI. Nous croyons (3) que nul ne se doit ingérer de son autorité propre pour gouverner l'Eglise, mais que cela se doit faire par élection, en tant qu'il est possible et que Dieu le permet. Laquelle exception nous y ajoutons notamment, parce qu'il a fallu quelquefois, et même de notre temps (auquel l'état de l'Eglise était interrompu), que Dieu ait suscité des gens d'une façon extraordinaire pour dresser l'Eglise de nouveau, qui était en ruine et désolation. Mais, quoi qu'il en soit, nous croyons qu'il se faut toujours conformer à cette règle. (4) Que tous pasteurs, surveillants et diacres aient témoignage d'être appelés à leur office.

XXXII. Nous croyons (5) aussi qu'il est bon et utile que ceux qui sont élus pour être super-intendants, avisent entre eux quel moyen ils devront tenir pour le régime de tout le corps, (6) et toutefois qu'ils ne déclinent nullement de ce qui nous a été donné par notre Seigneur Jésus-Christ. Ce qui n'empêche point qu'il n'y ait quelques ordonnances particulières en chacun lieu, selon que la commodité le requerra.

(1) Actes, VI, 3-5. Ephés., IV, 11-13. 1 Tim., III. Tite, I, II. Matth., XVIII, 17. — (2) Matth., XX, 26, 27; XVIII, 2-4. 1 Cor., III, 1-6. Ephés., I, 22. Col., 1, 18, 19. — (3) Matth., 18, 19. Marc, XVI, 15. Jean, XV, 16. Actes, I, 21-26; VI, 1, 2. Rom., X, 15. Tite, I, 5-7. — (4) Gal., I, 15. 1 Tim., III, 7-10, 15. — (5) Actes, XV, 2, 6, 7, 25, 28. Rom., XII, 6-8. 1 Cor., XIV, 12. 2 Cor., XII, 7, 8. — (6) 1 Pierre, V. 1 Cor., XIV, 40.

XXXIII. Cependant (1) nous excluons toutes inventions humaines, et toutes lois qu'on voudrait introduire sous ombre du service de Dieu, par lesquelles on voudrait lier les consciences; mais seulement recevons ce qui fait et est propre pour nourrir la concorde, et tenir chacun depuis le premier jusqu'au dernier en obéissance. (2) En quoi nous avons à suivre ce que notre Seigneur Jésus a déclaré quant à l'excommunication; laquelle nous approuvons et confessons être nécessaire avec toutes ses appartenances.

XXXIV. Nous croyons (3) que les sacrements sont ajoutés à la Parole pour plus ample confirmation, afin de nous être gages et marreaux de la grâce de Dieu, et pour ce moyen aider et soulager notre foi, à cause de l'infirmité et rudesse qui est entre nous, et (4) qu'ils sont tellement signes extérieurs, que Dieu opère par eux en la vertu de son Esprit, afin de ne nous y rien signifier en vain: (5) toutefois, nous tenons que toute leur substance et vérité, est en Jésus-Christ; et si on les sépare, ce n'est plus rien qu'ombrage et fumée.

XXXV. Nous en confessons (6) seulement deux, comme à toute l'Eglise, desquels le premier, qui est le baptême, nous est donné pour témoignage de notre adoption; parce que là nous sommes entés au corps de Christ, afin d'être lavés et nettoyés par son sang, et puis renouvelés en sainteté de vie par son Saint-Esprit. (7) Nous tenons aussi, bien que nous ne soyons baptisés qu'une fois, que le profit qui nous est là signifié s'étend à la vie et à la mort, afin que nous ayons une signature permanente, que Jésus-Christ nous sera toujours justice et sanctification. Or, bien que ce soit un sacrement de foi et de pénitence, (8) néanmoins parce que Dieu reçoit en son Eglise les petits enfants avec leurs pères, nous disons que par l'autorité de Jésus-Christ les petits enfants engendrés des fidèles doivent être baptisés.

XXXVI. Nous confessons (9) que la sainte Cène (qui est le second sacrement) nous est un témoignage de l'union que

(1) Rom., XVI, 17, 18. 1 Cor., III, 11. Col., II, 6-8. Gal., V, 1. — (2) Matth., XVIII, 17. 1 Cor., V, 5. 1 Tim., I, 9, 10. — (3) 1 Cor., X; XI, 23-24. Exode, XII, 13. Matth., XXVI, 26, 27. Rom., IV, 11. Actes, XXII, 16. — (4) Gall., III, 27. Ephés., V, 26. — (5) Jean, VI, 50-57; III, 12. — (6) Rom., VI, 3. Tite, III, 5, 6. Actes, XXII, 16. — (7) Matth., III, 11, 12. Marc, XVI, 16. Rom., VI, 1-4. — (8) Matth., XIX, 14. 1 Cor., VII, 14. — (9) 1 Cor., X, 16, 17; XI, 24.

nous avons avec Jésus-Christ. d'autant qu'il n'est pas seulement une fois mort et ressuscité pour nous, (1) mais aussi nous repait et nourrit vraiment de sa chair et de son sang, à ce que nous soyons un avec lui, et que sa vie nous soit commune. Or, (2) bien qu'il soit au ciel jusqu'à ce qu'il vienne pour juger tout le monde, (3) toutefois nous croyons que par la vertu secrète et incompréhensible de son Esprit, il nous nourrit et vivifie de la substance de son corps et de son sang. Nous tenons bien que cela se fait spirituellement, non pas pour mettre au lieu de l'effet et de la vérité, imagination, ni pensée; mais d'autant que ce mystère surmonte en sa hauteesse la mesure de notre sens, et tout ordre de nature. Bref, parce qu'il est céleste, il ne peut être appréhendé que par la foi.

XXXVII. Nous croyons (ainsi qu'il a été dit), que tant en la Cène qu'au baptême, Dieu nous donne réellement et par effet ce qu'il y figure. Et partant, nous joignons avec les signes la vraie possession et jouissance de ce qui nous est là présenté. Et ainsi, tous ceux qui apportent à la table sacrée de Christ une pure foi, comme un vaisseau, reçoivent vraiment ce que les signes y testifient; (4) c'est que le corps et le sang de Jésus-Christ ne servent pas moins de manger et de boire à l'âme, que le pain et le vin font au corps.

XXXVIII. Ainsi (5) nous tenons que l'eau étant un élément caduc, ne laisse pas de nous testifier en vérité le lavement intérieur de notre âme au sang de Jésus-Christ, par l'efficace de son Esprit, et que le pain et le vin nous étant donnés en la Cène, nous servent vraiment de nourriture spirituelle, (6) d'autant qu'ils nous montrent comme à l'œil la chair de Jésus-Christ nous être notre viande, et son sang notre breuvage. Et rejetons les Fantastiques et Sacramentaires, qui ne veulent recevoir tels signes et marques. (7) vu que notre Seigneur Jésus prononce : Ceci est mon corps, et cette coupe est mon sang.

XXXIX. Nous croyons (8) que Dieu veut que le monde soit gouverné par lois et police, afin qu'il y ait quelque bride

(1) Jean, VI, 56, 57; XVII, 11, 22. — (2) Marc, XVI, 19. Actes, III, 21. — (3) 1 Cor., X, 16. Jean, VI. — (4) 1 Cor., XI. Jean, VI. — (5) Rom., VI, 3. — (6) Jean, VI. 1 Cor., XI. — (7) Matth., XXVI, 26. 1 Cor., XI. — (8) Exode, XVIII, 20, 21. Matth., XVII, 24-27. Rom., XIII.

pour réprimer les appétits désordonnés du monde. Et ainsi qu'il a établi les royaumes, républiques et toutes autres sortes de principautés, soit héréditaires ou autrement, et tout ce qui appartient à l'Etat de justice, et en veut être reconnu auteur : à cette cause il a mis le glaive en la main des magistrats pour réprimer les péchés commis non-seulement contre la seconde table des commandements de Dieu, mais aussi contre la première (1). Il faut donc, à cause de lui, que non-seulement on endure que les supérieurs dominent, mais aussi qu'on les honore et prise en toute révérence, les tenant pour ses lieutenants et officiers, lesquels il a commis pour exercer une charge légitime et sainte.

XL. Nous tenons donc (2) qu'il faut obéir à leurs lois et statuts, payer tributs, impôts et autres devoirs, et porter le joug de subjection d'une bonne et franche volonté, encore qu'ils fussent infidèles, (3) moyennant que l'empire souverain de Dieu demeure en son entier. Ainsi nous détestons ceux qui voudraient rejeter les supériorités, mettre communauté et confusion de biens, et renverser l'ordre de la justice.

(1) 1 Pierre, II, 13, 14. 1 Tim., II, 2. — (2) Matth., XVII, 24. — (3) Actes, IV, 17-20; XVIII, 9.

## II

# DISCIPLINE ECCLÉSIASTIQUE

---

### CHAPITRE PREMIER.

#### **Des Ministres.**

ARTICLE 1<sup>er</sup>. — Pour procéder à l'élection de ceux qu'on veut employer au ministère de la Parole de Dieu, on se gouvernera selon la règle de l'Apôtre : C'est qu'examen et inquisition sera faite de leur doctrine et de leurs mœurs, autant diligemment que faire se pourra.

ART. 2. — Les nouveaux introduits dans l'Eglise, singulièrement les moines et prêtres, ne pourront être élus au ministère, sans diligente et longue inquisition et épreuve, tant de leur vie que de leur doctrine, approuvée par l'espace de deux ans pour le moins, depuis leur conversion, et confirmée par bons témoignages des lieux où ils auront conversé : et ne leur imposera-t-on les mains, non plus qu'aux inconnus, que par l'avis des Synodes provinciaux et nationaux.

ART. 3. — S'il advient que quelque évêque ou curé aspire au ministère de l'Evangile, il ne pourra être élu, que premièrement il ne soit vrai membre de l'Eglise, renonçant à tous ses bénéfices et autres dépendances de l'Eglise romaine ; et faisant reconnaissance de toutes ses fautes commises durant le temps passé, selon qu'il sera avisé par le Consistoire, et après longue expérience et preuve de sa repentance et bonne conversation.

ART. 4. — Le ministre de l'Evangile (hors les temps diffi-



ciles, en cas de très-grande nécessité, auxquels il pourra être élu par trois pasteurs avec le Consistoire du lieu) ne sera admis à cette sainte charge que par le Synode provincial, ou par le colloque, pourvu qu'il soit composé de sept pasteurs pour le moins : lequel nombre ne se trouvant en quelque colloque, il en appellera des voisins jusques à la concurrence d'icelui : et sera présenté celui qui doit être élu avec bons et valables témoignages, non-seulement des académies ou églises particulières, mais aussi du Colloque de l'Eglise en laquelle il aura le plus conversé.

ART. 5. — L'examen de celui qui sera présenté se fera premièrement par propositions de la Parole de Dieu, sur les textes qui lui seront donnés, l'une en français nécessairement, et l'autre en latin, si le Colloque ou Synode le juge expédient : pour chacune desquelles lui seront données vingt-quatre heures de temps pour se préparer. Si par elles il contente la compagnie, on connaîtra par un chapitre du Nouveau Testament, qui lui sera présenté, s'il a profité en la langue grecque, jusqu'à le pouvoir interpréter, et de la langue hébraïque on verra s'il en sait au moins jusques à se pouvoir servir de bons livres pour l'intelligence de l'Ecriture, à quoi sera ajouté un essai de son industrie sur les plus nécessaires parties de la philosophie, le tout en charité, et sans affectation des questions épineuses et inutiles. Finalement on tirera de lui une brève confession de sa foi en latin, sur laquelle on l'examinera par la dispute. Et si après cet examen il est trouvé capable, la compagnie lui remontrant le dû de la charge à laquelle il est appelé, lui donnera le pouvoir, qui lui est donné au nom de Jésus-Christ, d'administrer tant la Parole que les sacrements, après son entière ordination en l'Eglise à laquelle il est envoyé, laquelle sera avertie de son élection par les actes et lettres du Synode ou Colloque, portées et lues par un ancien.

ART. 6. — Celui duquel l'élection aura été notifiée à l'Eglise, proposera publiquement la Parole de Dieu par trois divers dimanches, sans pouvoir administrer les saints sacrements, ni bénir les mariages, tout le peuple l'oyant, afin qu'il puisse reconnaître sa manière d'enseigner. Ledit peuple étant expressément averti que s'il y a quelqu'un qui sache quelque empêchement, pour lequel l'élection de celui qui sera ainsi nommé ne puisse être amenée à effet, ou qu'il n'agrée point, on



vienne le faire entendre au Consistoire, qui ouïra patiemment les raisons d'un chacun pour en juger. Le silence du peuple sera tenu pour exprès consentement : mais s'il y a contestation, et que le nommé étant agréable au Consistoire, ne le fût au peuple, ou à la plupart d'icelui, sa réception sera différée, et sera le tout rapporté au Colloque ou Synode provincial, pour connaître, tant de la justification du nommé, que de sa réception. Et combien que ledit nommé fût là justifié, il ne sera toutefois donné au peuple contre son gré pour pasteur, ni même au mécontentement de la plus grande partie : ni le pasteur aussi contre son gré à l'Eglise; et le différend sera vidé par l'ordre que dessus, aux frais dépens de l'Eglise qui l'aura demandé.

ART. 7. — Celui qui aura accordé d'être élu au saint ministère, recevra la charge qui lui sera donnée, et à son refus, sera sollicité par exhortations convenables; mais on ne le pourra contraindre.

ART. 8. — L'élection des ministres sera confirmée par prières et imposition des mains; toutefois en évitant toute superstition, selon le formulaire qui s'ensuit.

*La manière de l'imposition des mains observée ordinairement dans les Eglises de France en la réception des ministres.*

Tout ce que dessus ayant été observé, deux pasteurs, qui pour cet effet auront été députés par le Synode ou Colloque pour imposer les mains à celui qui aura été élu, s'étant transportés sur le lieu, celui d'eux qui fera l'exhortation traitera succinctement de l'institution et excellence du ministère, alléguant les témoignages de l'Ecriture sainte convenables à ce propos, comme Ephés. IV, 11; Luc X, 16; Jean XX, 21; 1 Cor. V, 18-20; 2 Tim. I, 11, etc., et autres semblables, exhortant un chacun d'y prendre bien garde, afin que tant le ministre que le peuple fasse bien son devoir : le ministre, en s'acquittant d'autant plus soigneusement de sa charge qu'il la connaît être précieuse et excellente devant Dieu, et le peuple recevant en toute révérence la Parole de Dieu, qui lui sera annoncée par celui qui lui est envoyé. Puis soit lu devant tous ce qui est écrit 1 Tim. III; Tite I, et 1 Pierre V, où l'Apôtre enseigne quel doit être le ministre. Et afin que Dieu fasse la

grâce à celui qui est élu de s'en bien et fidèlement acquitter, soit faite une courte prière à ce propos, en laquelle ledit pasteur insérera ces mots ou autres semblables : *Qu'il te plaise, ô Dieu, orner des dons et grâces de ton Saint-Esprit ce tien serviteur, légitimement élu selon l'ordre établi en ton Eglise, le fournissant abondamment de tous les dons nécessaires pour se bien acquitter de sa charge, à la gloire de ton saint nom, à l'édification de ton Eglise et au salut de celui qui t'est maintenant dédié et consacré par notre ministère.* Et alors il lui mettra les mains sur la tête; celui qui prie étant debout au bas de la chaire, et celui pour lequel il prie à genoux; et après la prière faite, le nouveau pasteur s'étant relevé, les deux députés par le Colloque ou Synode lui donneront, devant tout le peuple, la main d'association : et sera ce formulaire, avec le règlement susdit, unanimement observé par toutes les Eglises.

ART. 9. — Ceux qui seront élus signeront confession de foi arrêtée entre nous et la discipline ecclésiastique, tant des Eglises où ils seront élus, que dans celles où ils seront envoyés.

ART. 10. — Les ministres ne seront élus sans leur assigner un certain troupeau, et seront propres aux troupeaux qui leur auront été assignés, et ne pourra une Eglise prétendre droit sur un ministre en vertu d'une promesse particulière faite par lui, sans le Colloque ou Synode provincial.

ART. 11. — Ceux qui seront élus au ministère, doivent entendre qu'ils sont en cette charge pour toute leur vie, s'ils ne sont déchargés légitimement pour bonnes et certaines considérations, et ce par le Synode provincial.

ART. 12. — La charge des ministres est principalement d'évangéliser et annoncer la Parole de Dieu à leurs peuples, et seront exhortés de s'abstenir de toute façon d'enseigner étrange et non convenable à édification, et se conformer à la simplicité et style ordinaire de l'Esprit de Dieu, se donnant garde qu'il y ait aucune chose en leur prédication qui puisse apporter préjudice à l'honneur et autorité de l'Ecriture sainte. Ne prêcheront sans avoir pour sujet de tout leur propos un texte de l'Ecriture sainte, qu'ils suivront ordinairement : et du texte, ils en prendront et exposeront le plus qu'ils pourront, s'abstenant de toutes amplifications non nécessaires, de

digressions longues et sans occasion, d'un amas de passages de l'Ecriture hors le besoin, et d'un récit vain de diverses expositions. N'allégueront que bien sobrement les écrits des anciens docteurs, et beaucoup moins les histoires et auteurs profanes. Ne traiteront aussi la doctrine en forme scolastique, ou avec mélange des langues. Bref, fuiront tout ce qui peut servir à ostentation, ou à en donner soupçon en quelque sorte. A quoi les Consistoires, Colloques ou Synodes tiendront la main soigneusement.

ART. 13. — Les Eglises sont averties de mettre en usage plus fréquent le catéchisme, et les ministres de le traiter et expliquer par interrogations et réponses succinctes, simples et familières; s'accommodant à la rudesse du peuple; sans entrer en long discours des lieux communs : même ce sera le devoir des ministres de catéchiser chacun en son troupeau, une ou deux fois l'an, et exhorter un chacun de s'y ranger soigneusement.

ART. 14. — Les ministres avec leurs familles feront actuelle résidence en leurs Eglises, sur peine d'être déposés de leur charge.

ART. 15. — Ceux auxquels Dieu a donné des grâces pour écrire, sont avertis de le faire d'une façon modeste et bien-séante à la majesté de Dieu; conséquemment de n'écrire d'une façon ridicule et injurieuse : laquelle modestie et gravité ils garderont aussi dans leurs prédications ordinaires. Seront choisis par les provinces ceux qui auront reçu les grâces d'écrire, et s'il advient que quelques livres se publient contre la vraie religion, ils leur seront envoyés, afin d'y répondre, étant député un Colloque en chaque province, qui ait le soin de prendre garde à ce qui sera écrit et publié, pour en départir les copies.

ART. 16. — Les ministres ne pourront prétendre de primauté les uns sur les autres.

ART. 17. — Les ministres présideront par ordre en leurs Consistoires, afin qu'aucun ne prétende supériorité sur son compagnon, et ne pourra aucun d'eux donner témoignage de chose importante, sans l'avoir premièrement communiqué aux ministres ses frères et compagnons.

ART. 18. — On se gardera de la coutume qui s'est trouvée en quelques lieux, de députer certains ministres par les Synodes provinciaux pour visiter les Eglises. Etant suffisant l'ordre dont on a usé jusqu'ici pour avoir connaissance des scandales. Et est condamnée cette manière de nouvelles charges et états, pour être de dangereuse conséquence, comme aussi sont rejetés tous noms de supériorité, comme anciens de synodes, surintendants, et autres semblables. Si seront les avertissements pour assembler les Colloques ou Synodes, ou des choses qui en dépendent, adressés à une Eglise, et non à un certain ministre, ou autre particulier d'icelle. Que si d'aventure ils étaient adressés à quelqu'un des ministres ou anciens pour quelques considérations, ceux qui les auront reçus les apporteront au Consistoire, pour être avisé et délibéré sur iceux.

ART. 19. — Un ministre ne pourra avec le saint ministère exercer la médecine, ou la jurisprudence; il pourra toutefois par charité donner conseil et assistance aux malades de son troupeau, et des lieux circonvoisins, pourvu qu'il ne soit diverti de sa charge, et n'en tirera gain; excepté le temps de trouble et persécution, seulement quand il ne pourrait exercer sa charge en son Eglise, et ne serait entretenu par elle. Seront exhortés ceux qui seront ainsi vaquants à la médecine, jurisprudence ou autre distraction, de s'en déporter, et s'adonner de tout à leur charge, et à l'étude des saintes lettres. Et contre ceux qui ne voudront y obéir, les Colloques et les Synodes sont avertis de procéder par l'ordre de la discipline. Comme aussi contre ceux qui s'occupent tellement à l'instruction de la jeunesse, que cela les pût empêcher de vaquer à leur principale charge. A quoi les Synodes provinciaux, Colloques et Consistoires tiendront la main, même jusqu'à la suspension des ministres.

ART. 20. — Les ministres exhorteront leurs peuples à garder modestie dans leurs accoutrements, eux-mêmes en cet endroit et tous autres se donnant en bon exemple, s'abstenant de toute braveté en leurs habits, de leurs femmes et de leurs enfants.

ART. 21. — On suppliera les princes et autres seigneurs suivant la cour, qui ont, ou voudront avoir des Eglises dressées en leurs maisons, de prendre leurs ministres des Eglises dû-

ment réformées, et où il y en aura plus d'un, avec suffisante assurance de leur légitime vocation, et par le congé des Colloques ou Synodes. Lesquels en premier lieu signeront la confession de foi des Eglises de ce royaume, et la discipline ecclésiastique. Et afin que la prédication de l'Evangile ait plus de fruit, on les priera aussi de faire dresser, chacun en sa famille, un Consistoire composé du ministre et des plus approuvés gens de bien de ladite famille, qui seront élus anciens et diacres jusqu'au nombre suffisant, par lequel Consistoire les scandales et vices de ladite famille seront réprimés, et l'ordre de la discipline commune des Eglises entretenu. Davantage lesdits ministres se trouveront aux Synodes provinciaux, autant qu'il leur sera possible; pour cet effet, la charge étant donnée à l'Eglise, laquelle convoquera le Synode, de les y appeler; mais notamment se trouveront lesdits ministres, ou partie d'iceux, selon qu'ils seront députés par les autres, aux Synodes nationaux, et viendront aussi accompagnés d'anciens, qui puissent informer ledit Synode de leur vie et conversation; et quand se trouveront plusieurs d'eux ensemble, aucun d'entre eux ne pourra prétendre prééminence ou domination sur les autres, suivant l'article de la discipline. Et lorsque lesdits princes et seigneurs feront séjour en leurs maisons, ou autres lieux où il y aurait Eglise dressée, afin de pourvoir aux divisions, ils seront suppliés de vouloir que l'Eglise de leur famille soit jointe avec celle du lieu, pour n'en faire qu'une Eglise, comme il sera avisé par l'amiable conférence des ministres de part et d'autre, pour suivre ce qui sera plus expédient.

ART. 22. — Il ne sera loisible au pasteur de laisser son troupeau, sans le congé du Colloque ou Synode provincial de l'Eglise à laquelle il aura été donné.

ART. 23. — Les déserteurs du ministère seront finalement excommuniés par le Synode provincial, s'ils ne se repentent, et ne reprennent la charge que Dieu leur a commise.

ART. 24. — Les ministres ne seront vagabonds, et n'auront la liberté de s'ingérer de leur propre autorité où bon leur semblera.

ART. 25. — Le ministre d'une Eglise ne pourra prêcher en une autre, sans le consentement du ministre d'icelle, sinon qu'il fût absent, auquel cas ce sera au Consistoire de lui en

donner autorité, et si le troupeau est dissipé par persécution ou autre trouble, le ministre étranger tâchera d'assembler les diacres et anciens ; ce que ne pouvant faire, il lui sera néanmoins permis de prêcher pour réunir le troupeau.

ART. 26. — Le ministre qui se sera ingéré, encore qu'il fût approuvé du peuple, ne pourra être approuvé des ministres prochains, ou autres ; mais en sera déférée la connaissance au Colloque ou Synode de la province.

ART. 27. — Les ministres ne seront envoyés dans les autres Eglises, sans lettres authentiques, ou autres suffisants témoignages des lieux desquels ils seront envoyés, lesquels seront mis entre les mains du Consistoire du lieu où ils seront envoyés, pour y être gardés soigneusement.

ART. 28. — Nul ministre qui se dira être abandonné de son Eglise, ou persécuté, ne pourra sur cela être reçu par une autre Eglise, sans que par bons témoignages il fasse apparoir au Colloque et Synode, comme il se sera conduit et gouverné ; et sera le tout remis à la prudence et discrétion du Colloque ou Synode provincial.

ART. 29. — Quand un ministre se trouvera destitué d'Eglise, ayant dûment obtenu congé et décharge de celle à laquelle il servait, ce sera au Colloque ou Synode de la province de le pourvoir dans un mois. Que si dans ce terme il n'est pourvu d'Eglise par le Colloque ou Synode de la province, il sera en sa liberté de se pourvoir d'une Eglise hors de ladite province, là où Dieu lui donnera le moyen, selon l'ordre de la discipline.

ART. 30. — L'autorité est donnée aux Synodes provinciaux de changer les ministres pour certaines considérations, leurs Eglises ouïes, et leurs raisons bien et dûment examinées ; mais, en cas de discorde, le tout sera vidé au Synode national, pendant lequel temps rien ne sera innové.

ART. 31. — Quand un ministre sera persécuté, ou, pour autre cause, ne pourra exercer sa charge en l'Eglise dans laquelle il avait été ordonné, il pourra être renvoyé ailleurs par ladite Eglise, ou bien changement se fera de lui avec quelque autre pour un temps, du gré et consentement des

Eglises ; mais si le ministre ne veut obéir au jugement des deux Eglises, il dira ses causes de refus au Consistoire : et là sera jugé si elles sont raisonnables. Que si elles ne sont jugées telles, et néanmoins le ministre persiste à ne vouloir accepter ladite charge, le différend sera rapporté au prochain Synode provincial, ou bien au colloque, si les Eglises sont d'un même Colloque.

ART. 32. — Les ministres pourront être prêtés, avec leur gré, par le Consistoire, selon que l'édification de l'Eglise le requerra ; mais le prêt ne se fera que par l'avis de deux ou trois ministres, ou même du Colloque, si c'est pour plus longtemps de six mois.

ART. 33. — Les ministres prêtés, quand le temps du prêt sera expiré, rentreront en la puissance des Eglises desquelles ils seront partis.

ART. 34. — Si dans un an après le terme du prêt expiré, l'Eglise ne rappelle son pasteur, il appartiendra à celle qui l'avait par prêt, si toutefois le dit pasteur y consent ; mais s'il n'y consent, il se rangera à l'avis du Colloque ou Synode de l'Eglise à laquelle il avait été prêté. Et aura lieu aussi ce règlement pour les ministres qui, pour la persécution, se seraient rendus à d'autres Eglises, et, la persécution passée, ne seraient redemandés de leurs premières Eglises dans un an, lequel commencera après l'avertissement qui en aura été fait auxdites premières Eglises par lesdits ministres.

ART. 35. — Celui qui sera destitué d'Eglise, pour n'avoir pu être employé dans la province, et aura été prêté ailleurs hors de ladite province par le Colloque, jusqu'au temps du Synode de ladite province, il demeurera propre à l'Eglise à laquelle il aura été prêté, s'il y consent, et ladite Eglise aussi.

ART. 36. — Afin que les troupeaux s'acquittent de leur devoir envers les pasteurs, comme la Parole de Dieu les y oblige, et qu'occasion ne soit donnée aux pasteurs de se déplaire, même de s'en départir, lesdits troupeaux seront avertis de leur administrer les choses nécessaires.

ART. 37. — Même pour obvier à l'ingratitude de ceux qu'on



a trouvé traiter indignement leurs pasteurs, cet ordre sera suivi de leur avancer un quartier de la pension qui leur a été promise par chacun an.

ART. 38. — Et pour l'avenir, de peur que du mauvais devoir en cela il n'arrive de la dissipation aux Eglises, ceux qui en seront élus pour conduire l'action des Colloques, s'enquerront des anciens de chacune Eglise, de l'entretien qu'ils donnent à leurs ministres, et de la diligence qu'ils font de leur administrer ce qui leur aura été ordonné, afin que par l'autorité des Colloques il y soit pourvu.

ART. 39. — Quand l'assistance nécessaire sera déniée au pasteur, et qu'il en aura fait plaintes et remontrances, et que trois mois seront passés, il sera loisible audit pasteur de s'allier à une autre Eglise par l'avis du Colloque ou Synode provincial; et, en cas de nécessité trop urgente, les Colloques ou Synodes pourront accourcir le terme de trois mois; même si la nécessité presse, et que trois mois se passent sans qu'il y soit pourvu, combien que le pasteur en ait fait plainte, pour être mis en liberté, il suffira qu'il appelle en son Consistoire deux ministres prochains, et il ne sera tenu d'attendre l'avis d'aucun Colloque ou Synode, sinon, en cas que l'une desdites assemblées fût convoquée dans le même mois, à laquelle il se pourra retirer.

ART. 40. — En la connaissance et jugement qui sera fait de l'ingratitude du peuple, sur la plainte du ministre, toutes circonstances seront prudemment considérées, et aura-t-on égard principalement, tant à la pauvreté des Eglises qu'aux facultés et moyens de celui qui fait la plainte, afin de suivre ce que requerra la gloire de Dieu, l'édification de l'Eglise et l'honneur du ministère.

ART. 41. — L'Eglise qui sera trouvée ingrate ne sera pourvue de pasteur qu'elle n'ait au préalable pleinement satisfait de ce qu'elle pourra devoir à celui duquel elle aura été privée.

ART. 42. — Les ministres qui auront quelques biens et facultés, pourront néanmoins prendre gages de leurs troupeaux; même il est expédient qu'ils en prennent pour la conséquence, et pour éviter le préjudice qu'ils pourraient faire



aux autres pasteurs et aux Eglises; mais bien seront-ils exhortés d'en user selon que la nécessité des Eglises et la charité le requerront.

ART. 43. — Il ne sera permis à un pasteur de posséder aucun héritage sous titre de pasteur, mais si sa pension, ou partie d'icelle était assignée sur quelque possession, rente ou revenu, le tout sera administré par les diacres ou autres personnages à ce commis et députés, par les mains desquels le ministre recevra sa pension, pour ôter tout soupçon d'avarice, et afin que, par telles sollicitudes, il ne soit distrait de sa charge.

ART. 44. — L'Eglise au service de laquelle un ministre sera mort aura soin de la veuve et enfants d'icelui, et si elle n'en a le moyen, la province y suppléera.

ART. 45. — Les ministres seront sujets aux censures.

ART. 46. — L'office des ministres est de régler et eux et leurs troupeaux, grands et petits, par la Parole de Dieu et par la discipline ecclésiastique; mais il appartient aussi au magistrat de veiller sur tous états, même sur les ministres, et prendre garde s'ils cheminent droitement en leur vocation; et pourtant s'ils défont, le magistrat les fera avertir de leur devoir par la discipline ecclésiastique, aux Consistoires, Colloques et Synodes, sinon que les fautes soient punissables par les lois, desquelles la connaissance appartient aux magistrats.

ART. 47. — Les ministres seront déposés, qui enseigneront mauvaise doctrine, et qui, après avoir été suffisamment exhortés, n'y désisteront; ceux qui n'obéiront aux saintes exhortations prises de la Parole de Dieu, qui leur seront faites par le Consistoire; ceux aussi qui seront de vie scandaleuse; ceux qui seront convaincus d'hérésie, schisme, rébellion contre l'ordre ecclésiastique, et blasphèmes manifestes, dignes de peines civiles; simonie, et toute corruption de présents, brigues pour occuper le lieu d'autrui, et désertion de leur troupeau, sans congé licite et juste occasion; fausseté, parjure, paillardise, larcin, ivrognerie, batterie digne d'être punie par les lois, usure, jeux défendus par les lois et scandaleux, danses et telles dissolutions, crime portant in-

famie, crime qui mériterait en un autre séparation de l'Eglise, et ceux qui seront totalement insuffisants de faire leur charge.

ART. 48. — Ceux ne seront déposés, qui, par maladie, vieillesse, ou autre tel inconvénient, seront rendus incapables d'administrer leur charge ; auquel cas, l'honneur leur demeurera, et seront recommandés à leurs Eglises pour les entretenir, étant pourvus d'un autre qui fasse leur charge.

ART. 49. — Les vices scandaleux, punissables par le magistrat, comme meurtre, crime de lèse-majesté, et autres qui redonderont au grand déshonneur et scandale de l'Eglise, méritent que le ministre soit déposé, encore qu'ils eussent été commis, non-seulement avant son élection, mais du temps même de son ignorance ; et ce au cas que demeurant au ministère, il apporte plus de scandale à l'Eglise que d'édification, de quoi les Synodes connaîtront.

ART. 50. — Si un ministre est convaincu de crimes énormes et notoires, il sera promptement déposé par le Consistoire, y appelant le Colloque, ou, à faute d'icelui, deux ou trois pasteurs non suspects. Et en ce cas que le ministre délinquant se plaigne du témoignage et de la calomnie, ce fait sera rapporté au Synode provincial. S'il a prêché doctrine hérétique, il sera promptement suspendu par le Consistoire, le Colloque, ou deux ou trois ministres appelés pour cela, comme dessus, en attendant que le Synode provincial en ait défini, et toutes sentences de suspensions, pour quelque cause que ce soit, tiendront nonobstant appel, jusqu'au jugement définitif.

ART. 51. — Les causes de la déposition ne seront pas déclarées au peuple si la nécessité ne le requiert, de laquelle ceux qui auront jugé la dite disposition connaîtront.

ART. 52. — Les Synodes nationaux seront avertis par les provinciaux de ceux qui seront déposés, afin de ne les recevoir.

ART. 53. — Les ministres déposés pour crimes qui méritent peine capitale ou qui portent note d'infamie, ne pourront être remis en leurs charges quelque reconnaissance qu'ils fassent.

Quant aux autres fautes plus légères, après la reconnaissance, ils pourront être remis par le Synode national, toutefois pour servir à une autre Eglise et non autrement.

ART. 54. — Les coureurs, c'est-à-dire ceux qui n'ont aucune vocation et qui s'ingèrent au ministère, seront réprimés. Et tout ce que les Synodes provinciaux en ordonneront, quant à l'interdiction du ministère, aura la même force que si le national l'avait ordonné.

ART. 55. — Ceux qui seront déclarés coureurs, apostats, hérétiques, schismatiques, seront dénoncés par toutes les Eglises afin qu'elles s'en donnent garde, et la liste en sera portée des Synodes provinciaux aux nationaux.

ART. 56. — Ceux qui auront été mis au rang des coureurs par l'avis du Synode national, ne pourront être rayés sinon par un autre national.

ART. 57. — Ceux qui s'ingèrent au ministère dans les provinces et dans les lieux où déjà le pur ministère sera établi, seront avertis suffisamment de se désister; et au cas qu'ils persévèrent, ils seront déclarés schismatiques, comme aussi ceux qui les suivront, si après le même avertissement ils ne les quittent.

## CHAPITRE DEUXIÈME.

### Des Ecoles.

ART. 1<sup>er</sup>. — Les Eglises feront tout devoir de faire dresser des écoles et donneront ordre que la jeunesse soit instruite.

ART. 2. — Les régents et maîtres d'école signeront la confession de foi et la discipline ecclésiastique, et les villes et les Eglises n'en recevront aucun sans le consentement du Consistoire du lieu.

ART. 3. — Les docteurs et professeurs en théologie seront élus par le Synode de la province où sont les leçons qu'ils feront sur le Vieil et sur le Nouveau Testament, suivant l'édition authentique des textes hébreux et grecs qui leur seront donnés, que par dispute d'un ou de plusieurs jours ainsi qu'il

sera avisé ; et étant trouvés capables, s'ils ne sont pasteurs, la main d'association leur sera donnée, ayant promis, au préalable, de fidèlement et diligemment faire leur charge et de traiter l'Ecriture en toute pureté, selon l'analogie de la foi et selon la confession de nos Eglises, laquelle ils signeront.

ART. 4. — Afin qu'il y ait nombre de pasteurs et que les Eglises puissent être toujours pourvues de personnages capables de les conduire et de leur annoncer la parole de Dieu, les Eglises sont averties de choisir des écoliers déjà avancés en bonnes lettres et de bonne espérance pour entretenir aux universités, afin que là ils soient préparés et façonnés pour être employés au saint ministère, préférant les enfants de ministres pauvres, propres aux lettres, dont les Colloques connaîtront. Les rois, princes et seigneurs seront suppliés et exhortés d'avoir ce soin et d'y employer quelque portion de leur revenu, comme aussi les Eglises opulentes. Les Colloques et les Synodes provinciaux en feront les avertissements et les sollicitations où ils verront être bon, et suivront toutes voies propres à ce que des choses si nécessaires soient mises en effet. Et si les Eglises seules ne le peuvent faire, les voisines se joindront ensemble afin que pour le moins il y en ait un entretenu pour chaque Colloque, et que plutôt le cinquième denier des aumônes soit mis à part, s'il se peut faire commodément, pour y être employé.

ART. 5. — En chaque Eglise on dressera proposition de la Parole de Dieu entre les écoliers, selon que la commodité des lieux et des personnes le portera, auxquelles assisteront les pasteurs, tant pour y présider que pour dresser lesdits proposants.

## CHAPITRE TROISIÈME.

### Des Anciens et des Diacres.

ART. 1<sup>er</sup>. — Dans les lieux où l'ordre de la discipline n'est pas encore établi, les élections tant des anciens que des diacres se feront par les voix communes du peuple avec les pasteurs ; mais où la discipline serait déjà, ce sera au Consistoire avec les pasteurs de choisir les plus propres, avec prières très-expresses. Et sera leur nomination faite audit Consis-

toire à haute voix et à ceux qui auront été choisis, les charges seront lues au Consistoire afin qu'ils sachent à quoi on les veut employer. S'ils consentent, on les nommera puis après au peuple par deux ou trois dimanches, afin que le consentement aussi du peuple y intervienne. Et s'il n'y a opposition au troisième dimanche, ils seront reçus publiquement, eux se tenant debout devant la chaire, avec prières solennelles, et ainsi seront ordonnés en leurs charges signant la confession de foi et de la discipline ecclésiastique ; mais s'il y a opposition, la cause sera vidée au Consistoire, et si là on ne peut s'en accorder, le tout sera remis au Colloque ou Synode provincial.

ART. 2. — On n'élira désormais, autant qu'on s'en pourra passer, pour anciens et diacres de l'Eglise, ceux qui ont des femmes contraires à la vraie religion, suivant le dire de l'Apôtre. Toutefois, afin que l'Eglise ne soit pas privée du travail de plusieurs bons personnages qui, à cause de l'ignorance passée, ont leurs femmes de religion contraire, ils seront supportés pour cette nécessité du temps seulement, pourvu qu'ils fassent paraître du devoir qu'ils font à bien instruire leurs dites femmes et à les solliciter à se ranger à l'Eglise.

ART. 3. — L'office des anciens est de veiller sur le troupeau avec les pasteurs, faire que le peuple s'assemble et que chacun se trouve aux saintes congrégations ; faire rapport des scandales et des fautes, en connaître et en juger avec les pasteurs, et en général avoir soin avec eux de toutes choses semblables qui concernent l'ordre, l'entretien et le gouvernement de l'Eglise. Ainsi en chaque Eglise il y aura une forme de leurs charges par écrit, selon la circonstance du lieu et du temps.

ART. 4. — L'office des diacres est de recueillir et de distribuer, par l'avis du Consistoire, les deniers des pauvres, des prisonniers et des malades, les visiter et en avoir soin.

ART. 5. — L'office des diacres n'est pas de prêcher la parole de Dieu ni d'administrer les sacrements : néanmoins, pour la nécessité du temps, le Consistoire pourra élire quelques anciens et diacres pour catéchiser par les familles. Comme aussi il est permis aux anciens, en l'absence des pas-

teurs, de faire les prières publiques dans les jours ordinaires quand ils seront élus par le Consistoire, et suivront en cela le formulaire ordinaire; et en la lecture qui se fera, on ne lira que les livres canoniques du Vieil et du Nouveau Testament. Quant aux diacres qui ont accoutumé de catéchiser publiquement en quelques provinces, oùs et pesés les inconvénients qui en sont arrivés et qui en pourraient arriver ci-après, on exhorte les Eglises où cette coutume n'est introduite de s'en abstenir, et les autres, où elle serait, de la quitter et de faire que lesdits diacres, s'ils sont trouvés capables, se rangent au ministère de l'Evangile le plus tôt qu'il leur sera possible.

ART. 6. — Les anciens et diacres peuvent bien assister aux propositions de la Parole de Dieu qui se font par les ministres, outre les prédications ordinaires, ou par les écoliers proposants, et même aux censures qui leur sont faites et en dire leur avis. Mais la décision de la doctrine est principalement réservée aux ministres et pasteurs, et aux docteurs en théologie dûment appelés en leurs charges.

ART. 7. — L'office des anciens et des diacres comme nous en usons aujourd'hui n'est pas perpétuel; d'autant que les changements sont dommageables, ils seront exhortés de continuer en leurs charges tant que faire se pourra, et s'ils s'en départent, ce ne sera point sans le congé de leurs Eglises.

ART. 8. — Les diacres ni aussi les anciens ne pourront prétendre de primauté ou domination les uns sur les autres, soit en nomination au peuple, soit en séance, ou en ordre de dire leur avis et autres choses dépendantes de leurs charges.

ART. 9. — Les anciens et les diacres seront déposés pour les mêmes causes que les ministres de la Parole de Dieu, en leur qualité. Que si, étant condamnés par le Consistoire, ils en appellent, il demeureront suspendus de leurs charges jusqu'à ce qu'il en soit ordonné par le Colloque ou par le Synode provincial.

ART. 10. — La restitution des anciens et des diacres qui ont été déposés ne se fera point que selon et en la manière que la restitution des pasteurs déposés se peut faire.

## CHAPITRE QUATRIÈME.

**Du Diaconat ou de l'administration des deniers des pauvres  
par les Diacres.**

ART. 1<sup>er</sup>. — Les deniers des pauvres ne seront administrés par autres que par les diacres, selon l'avis et le règlement du Consistoire.

ART. 2. — Dans les distributions ordinaires, il est nécessaire qu'un ou deux ministres soient présents tant que faire se pourra, mais surtout à la reddition des comptes.

ART. 3. — Le peuple sera averti de la reddition des comptes, afin qu'il soit en la liberté d'un chacun de s'y trouver, tant pour la décharge de ceux qui manient les deniers que pour faire connaître à chacun la nécessité de l'Eglise et des pauvres, afin qu'on s'évertue d'autant plus à y contribuer.

ART. 4. — Pour empêcher les désordres qui surviennent tous les jours à cause des attestations qu'on donne aux pauvres, chaque Eglise nourrira les siens. Et en ce cas que quelqu'un fût contraint pour ses affaires de voyager, les ministres examineront soigneusement en leurs Consistoires si les causes en sont justes ; et en ce cas leur donneront lettres adressantes à la prochaine Eglise sur le droit chemin du lieu où ils vont, spécifiant le nom, l'âge, la stature, le poil, le lieu où ils vont, la cause de leur voyage et l'assistance qui leur a été faite, et ne seront les dates du jour et an oubliées. Lesquelles lettres les Eglises auxquelles elles seront adressées retiendront et leur en donneront d'autres à la prochaine. Et toutes attestations données par ci-devant seront lacérées.

## CHAPITRE CINQUIÈME.

**Des Consistoires.**

ART. 1<sup>er</sup>. — En chacune Eglise il y aura un Consistoire composé de personnes qui en auront la conduite, à savoir des pasteurs et des anciens. Et les pasteurs doivent présider



dans cette compagnie comme aussi dans toutes les autres assemblées ecclésiastiques.

ART. 2. — Quant aux diacres, vu que les Eglises, pour la nécessité du temps, les ont jusqu'ici heureusement employés au gouvernement de l'Eglise comme exerçant aussi la charge d'anciens, ceux qui seront ci-après élus ainsi ou continués, auront avec les pasteurs et les anciens le gouvernement de l'Eglise. C'est pourquoi ils se trouveront ordinairement avec eux aux Consistoires, même aux Colloques et aux Synodes, s'ils y sont envoyés par le Consistoire.

ART. 3. — Dans les lieux où l'exercice de la religion n'est pas établi, les fidèles seront exhortés par les Colloques d'avoir des anciens et des diacres et de suivre la discipline ecclésiastique. Et il sera avisé dans lesdits Colloques à quelle Eglise ils se pourront ranger pour leur commodité et pour l'entretenement du ministère, d'où ils ne pourront aussi se séparer sans le communiquer auxdits Colloques.

ART. 4. — Il n'y aura qu'un Consistoire en chaque Eglise, et il ne sera permis d'établir un autre Conseil pour aucune affaire de l'Eglise. Que si en quelque Eglise il se trouve un autre Conseil établi séparé du Consistoire, il sera promptement ôté. Néanmoins le Consistoire pourra appeler avec soi quelquefois, tels de l'Eglise que bon lui semblera, quand l'affaire le requerra, sans toutefois qu'on puisse traiter d'affaires ecclésiastiques qu'aux lieux où le Consistoire s'assemble ordinairement.

ART. 5. — Il demeure en liberté du Consistoire d'admettre le père et le fils ou les deux frères en un même Consistoire, sinon qu'il y eût empêchement d'ailleurs, de quoi le Colloque ou le Synode provincial connaîtra.

ART. 6. — Il est aussi laissé à la prudence des Consistoires d'y appeler les proposants, combien qu'ils n'aient aucune charge en l'Eglise, mais non sans de grandes causes et considérations, et quand leur prudence sera connue. Et seront lesdits proposants, non point pour avoir voix quand on délibérera des affaires, mais afin qu'étant là présents ils soient rendus plus propres et façonnés à la conduite de l'Eglise, quand Dieu les appellera dûment. Toutefois il sera à la dis-



création des pasteurs de demander leur avis pour éprouver leur suffisance, ce qui ne se fera qu'avec grande prudence et discrétion, et avec promesse de ne rien révéler.

ART. 7. — Un magistrat peut être appelé à la charge d'ancien au Consistoire, pourvu que l'exercice de l'une des deux charges n'empêche l'autre et ne soit préjudiciable à l'Eglise.

ART. 8. — Le gouvernement de l'Eglise sera réglé selon la discipline, comme elle a été arrêtée par les Synodes nationaux, et ne pourra aucune Eglise ni province faire d'ordonnance qui ne soit conforme en substance aux articles généraux de la discipline. Pour cet effet, les articles de ladite discipline seront lus au Consistoire pour le temps au moins qu'on célébrera la sainte Cène du Seigneur. Et les anciens et les diacres seront exhortés d'en avoir une copie chacun pour la lire et l'étudier en leur particulier à loisir.

ART. 9. — La connaissance et le jugement des scandales appartient à la compagnie des pasteurs et des anciens, et ne pourront être récusés les Consistoires entiers ni plus de la moitié. Seront toutefois les récusations valables contre les particuliers desdits Consistoires, tant pasteurs qu'anciens, admises par ledit Consistoire, et étant jugées, il sera passé outre, nonobstant appel, sur l'admission ou réjection desdites récusations.

ART. — 10. La coutume qui s'est trouvée en quelques lieux de faire enquête et censure générale des fautes dans l'assemblée du peuple, en présence tant des hommes que des femmes, étant condamnée par la Parole de Dieu, les Eglises sont averties de s'en abstenir et de se contenter, en fait de censure, de l'ordre porté par la discipline.

ART. 11. — Les anciens seront avertis de ne rapporter les fautes au Consistoire sans grandes raisons, comme aussi personne ne sera appelé au Consistoire sans raison ou occasion suffisante.

ART. 12. — En l'exercice de la discipline ecclésiastique on s'abstiendra, tant que faire se pourra, tant des formalités que des termes dont on use ordinairement dans les juridictions civiles.

ART. 13.— Les fidèles seront exhortés par les Consistoires, voire sommés au nom de Dieu, de dire vérité, d'autant que cela ne déroge en rien à l'autorité du magistrat ; comme aussi on n'y usera des formalités accoutumées en la prestation du serment déferé par-devant le magistrat.

ART. 14. — Aux différends qui surviennent, les parties seront bien exhortées par les Consistoires de se mettre d'accord par toutes voies amiables ; mais les Consistoires ne délégueront arbitres et ne se porteront pour arbitres. Que si quelques-uns desdits corps sont appelés pour être arbitres, ce sera comme particuliers et en leur nom seulement.

ART. 15. — Outre les exhortations qui se font par les Consistoires à ceux qui ont failli, s'il échet d'user de peine ou de censure plus grande, ce sera ou de la suspension et privation de la sainte Cène à temps, ou de l'excommunication et retranchement de l'Eglise. Et seront avertis les Consistoires d'user de prudence et de faire distinction de l'une et de l'autre, comme aussi de peser et d'examiner prudemment les fautes et les scandales qui seront rapportés, avec toutes les circonstances, pour juger de la censure qui y sera requise.

ART. 16. — On usera de la suspension de la sainte Cène pour humilier davantage les pécheurs et les toucher plus vivement du sentiment de leurs fautes. Ne sera publiée au peuple cette suspension, ni sa cause, ni pareillement la restitution du pécheur, sinon en cas que ce fussent hérétiques, contempteurs de Dieu, rebelles au Consistoire, traîtres contre l'Eglise. Ceux aussi qui seront atteints de crimes dignes de punition corporelle, et qui apporteraient grand scandale à toute l'Eglise. De plus, ceux qui, contre les remontrances à eux faites, se marient à la papauté : les pères et mères qui y marient leurs enfants, les tuteurs et curateurs et autres qui tiennent lieu de pères et de mères et y marient leurs mineurs : ensemble ceux qui les y portent baptiser ou en présentent d'autres au baptême : étant nécessaire que telles personnes, encore qu'on y aperçût quelque commencement de repentance, soient suspendues promptement et privées pour quelque temps de la Cène, et que la suspension soit déclarée au peuple, tant afin qu'ils soient davantage humiliés et induits à repentance, que pour décharger l'Eglise de tout blâme et de tout reproche, et aussi pour donner de la crainte aux autres et leur faire

appréhender, par cet exemple, à ne commettre de telles fautes.

ART. 17. — Si par telles suspensions les pécheurs ne s'amendent, mais demeurent obstinés et impénitents, après une longue attente et après qu'ils auront été plusieurs fois exhortés et sollicités, on procédera contre eux par exhortations publiques, faites au peuple par le pasteur, par trois divers dimanches, étant nommés (s'il en était besoin) pour leur faire plus de honte, et chacun étant averti de prier Dieu pour eux, et d'essayer, par tous moyens, de les ramener à se repentir de leurs péchés, pour prévenir le retranchement et l'excommunication, à laquelle on ne peut procéder qu'à regret. Que si, pour cela, ils ne se convertissent mais persévèrent en leur endurcissement et en leur obstination, au quatrième dimanche il sera dit publiquement par le pasteur, que l'on déclare auxdits scandaleux et endurcis (en les nommant), qu'on ne les reconnaît plus pour membres de l'Eglise, les en retranchant, au nom et en l'autorité de notre Seigneur Jésus-Christ et de son Eglise. Et la forme de l'excommunication sera telle.

#### *Forme de l'excommunication.*

Mes frères, voici la quatrième fois que nous vous déclarons que N., pour avoir commis plusieurs fautes, et pour avoir scandalisé l'Eglise de Dieu, et s'être montré impénitent et contempteur de toutes les exhortations qui lui ont été faites par la Parole de Dieu, a été suspendu de la sainte Cène du Seigneur; laquelle suspension et ses causes vous ont été notifiées, afin que vous joignissiez vos prières avec les nôtres, à ce qu'il plût à Dieu amollir la dureté de son cœur et le toucher de repentance, le retirant du chemin de perdition. Mais, puisqu'après l'avoir si longuement supporté, prié, exhorté, adjuré de se convertir à Dieu, et après avoir essayé tous les moyens de l'amener à la repentance, il persévère en son impénitence et avec une obstination endurcie se rebelle contre Dieu et foule aux pieds sa Parole et l'ordre qu'il a établi dans son Eglise, et se glorifiant de son péché, est cause que l'Eglise depuis si longtemps est troublée, et le nom de Dieu blasphémé : Nous, ministres de la parole de l'Evangile de notre Seigneur Jésus-Christ, que Dieu a armés d'armes spiri-

tuelles, puissantes de par Dieu à la destruction des forteresses qui s'opposent à l'encontre de lui ; auxquels le Fils Eternel de Dieu a donné la puissance de lier et délier en terre, déclarant que ce que nous aurons lié en terre sera lié au ciel, voulant purger la maison de Dieu et délivrer l'Eglise des scandales, et en prononçant anathème contre le méchant, glorifier le nom de Dieu ; au nom et en l'autorité du Seigneur Jésus, de l'avis et autorité des pasteurs et des anciens assemblés en colloques, et du Consistoire de cette Eglise ; nous avons retranché et retranchons ledit N. de la communion de l'Eglise, l'excommunications, et l'ôtons de la société des fidèles, afin qu'il vous soit comme un païen et un péager, et qu'entre les vrais fidèles il soit anathème et exécration. Que sa hantise soit estimée contagieuse, et que son exemple saisisse vos esprits de frayeur, et vous fasse trembler sous la puissante main de Dieu, puisque c'est une chose horrible de tomber entre les mains du Dieu vivant. Laquelle sentence d'excommunication le Fils de Dieu ratifiera et lui donnera efficace, jusqu'à ce que pécheur, confus et abattu devant Dieu, lui donne gloire par sa conversion, et que, délivré de ces liens de Satan qui l'enveloppent, il pleure son péché d'un pleur de repentance. Priez Dieu, frères bien-aimés, qu'il ait pitié de ce pauvre pécheur, et que ce jugement horrible, lequel, avec regret et grande tristesse de cœur, nous prononçons contre lui, en l'autorité du Fils de Dieu, serve à l'humilier, et à redresser au chemin du salut une âme qui s'en est égarée. *Amen.*

Maudit est celui qui fera l'œuvre du Seigneur lâchement. S'il y a quelqu'un qui n'aime point le Seigneur Jésus-Christ, qu'il soit anathème, maranatha ! *Amen.*

ART. 18. — A l'avenir, toutes sentences d'excommunication confirmées par le Synode provincial, demeureront fermes, comme aussi toutes sentences de suspension de la Cène données par le Consistoire, lesquelles ne seront dénoncées au peuple, tiendront, combien que le suspendu fût appelant au Colloque ou au Synode provincial.

ART. 19. — Ceux qui ont abandonné la profession de la religion, pour adhérer à l'idolâtrie, s'ils persistent en cette apostasie, après qu'on aura tâché de les ramener au troupeau, seront publiquement dénoncés apostats ; savoir ceux qui de fraîche mémoire se seraient ainsi révoltés, sinon que par telle nomination le Consistoire jugeât qu'il en dût arriver

quelque grand et notable danger à l'Eglise, auquel cas, rien ne se fera que par l'avis du Synode de la province. Quant à ceux qui de longtemps se seraient révoltés, l'exécution de cette dénonciation est remise à la prudence des Consistoires.

ART. 20. — Dans les fautes publiques, c'est-à-dire commises en effet, et connues d'une grande partie du peuple, la restitution du pécheur sera faite, par la reconnaissance publique de sa faute, quand même il aurait été puni par la sentence du magistrat.

ART. 21. — Attendu que la paillardise apporte note d'infamie, principalement aux femmes, la reconnaissance de tels scandales est remise à la prudence des Consistoires.

ART. 22. — Les reconnaissances publiques ne se feront qu'en personne, et le pécheur rendra témoignage de sa repentance.

ART. 23. — Le pécheur qui aura été suspendu de la Cène par le Consistoire, sans que la suspension ait été déclarée au peuple, demandera au Consistoire d'être restitué : et faisant paraître sa repentance, sera là restitué sans reconnaissance publique.

ART. 24. — Mais celui duquel la suspension aura été déclarée, après que sa repentance aura été connue au Consistoire, par de bons fruits et par de suffisants témoignages, sera publiquement réconcilié à l'Eglise, en reconnaissant sa faute.

ART. 25. — Ceux qui, par leur obstination et endurcissement en leurs fautes auront été retranchés de l'Eglise, ne seront légèrement restitués et réconciliés à l'Eglise; mais après une bonne et longue épreuve de leur repentance, ils seront ouïs au Consistoire, et, s'ils requièrent d'être reçus à la paix de l'Eglise, reconnaissant leurs fautes, la dénonciation en sera faite au peuple, pour l'émouvoir à prier Dieu, et à le louer; et quelque temps après, ils seront présentés à toute l'Eglise, pour confesser et détester leurs fautes et leurs rébellions passées, demandant pardon à Dieu et à son Eglise; et ainsi seront réconciliés avec joie et prières publiques.

ART. 26. — Ceux qui étant en une Eglise tombés en idolâtrie, sur cela viendront demeurer en une autre, dans laquelle

leur faute ne serait point connue, feront reconnaissance de leur chute seulement aux Consistoires; à condition que retournant en ladite Eglise qu'ils auront offensée, ils y reconnaissent aussi leur faute publiquement; remettant toutefois à la discrétion du Consistoire d'en user autrement, s'il juge que cela soit expédient pour l'édification des Eglises. Même jugement sera fait de toutes les autres fautes qui méritent reconnaissance publique.

ART. 27. — Toutes fautes reconnues et réparées seront ôtées des livres des Consistoires, hormis celles qui, étant conjointes avec rébellion, auraient été censurées de la suspension de la Cène ou excommunication.

ART. 28. — Les Consistoires ne donneront témoignage au magistrat par acte ni autrement, ni les particuliers des Consistoires ne révéleront à aucun les confessions des repentants qui volontairement et de leur propre mouvement ou par exhortations à eux faites, auront confessé leur faute devant eux, sinon en cas de crime de lèse-majesté.

ART. 29. — On procédera par censures ecclésiastiques jusqu'à l'excommunication, contre ceux qui, se disant de la religion, appellent les pasteurs et les anciens, ou tout le Consistoire par-devant le magistrat, pour leur faire rendre témoignage contre les délinquants qui auront confessé leur faute devant eux.

ART. 30. — Quant aux crimes qui auront été déclarés aux ministres, par ceux qui demanderaient conseil et consolation, il est défendu aux ministres de les révéler au magistrat de peur d'attirer du blâme sur le ministère, et d'empêcher les pécheurs de venir à la repentance, et à une libre confession de leurs fautes. Ce qui aura lieu en tous crimes déclarés, sinon en cas de crime de lèse-majesté.

ART. 31. — Si un ou plusieurs du peuple émeuvent débat pour rompre l'union de l'Eglise, sur quelque point de doctrine ou de la discipline, ou sur le formulaire du catéchisme, de l'administration des sacrements ou des prières publiques, et de la bénédiction du mariage : et qu'à cela les exhortations particulières ne puissent suffisamment remédier, le Consistoire du lieu tâchera promptement de résoudre et apaiser le

tout sans bruit et avec toute douceur, selon la Parole de Dieu. Et si les contredisants ne veulent acquiescer, le Consistoire du lieu priera le Colloque de s'assembler dans le temps et dans le lieu le plus convenable, ayant préalablement fait faire auxdits contredisants promesse expresse, et enregistrée, de ne rien semer de leurs opinions, de quelque manière que ce soit, en attendant la convocation dudit Colloque, sur peine d'être censurés comme schismatiques; sauf toutefois de conférer avec les pasteurs et les anciens, s'ils n'ont été enseignés. Et au cas que lesdits contredisants refusent de faire lesdites promesses, ils seront censurés comme rebelles, selon la discipline. Et le Colloque assemblé procédera comme dessus. Et si lesdits contredisants, ayant été ouïs patiemment et réfutés, demeurent satisfaits, le tout sera enregistré; sinon le Synode provincial sera requis de s'assembler, même extraordinairement, s'il en est besoin, au temps et au lieu que ledit Colloque jugera le plus propre, après la promesse telle que dessus réitérée par lesdits contredisants. Le Synode étant assemblé, il avisera préalablement, avec bonne et mûre délibération et considération, de la matière, des lieux, du temps et des personnes; s'il sera expédient que la conférence avec lesdits contredisants se fasse en la présence du peuple à portes ouvertes, et qu'on donne audience à quiconque voudra parler, sans que toutefois la décision en appartienne à d'autres qu'aux convoqués de la province, et le tout suivant l'ordre porté par la discipline. Et alors, si lesdits contredisants ne se veulent ranger, ils feront les mêmes promesses que ci-dessus, et seront renvoyés au Synode national, ou ordinaire, ou, si la nécessité le requiert, extraordinairement assemblé, lequel les entendra en toute sainte liberté. Et là, sera faite l'entière et finale résolution par la Parole de Dieu, à laquelle s'ils refusent d'acquiescer de point en point et avec exprès désaveu de leurs erreurs enregistrées, ils sont retranchés de l'Eglise.

ART. 32. — Un pasteur ou un ancien rompant l'union de l'Eglise, ou émouvant contestation sur quelque point de doctrine ou de la discipline qu'il aurait signée, ou sur le formulaire du catéchisme, ou de l'administration des sacrements, ou des prières publiques et de la bénédiction du mariage, ne se voulant ranger à ce que le Colloque en aura déterminé, sera dès lors suspendu de sa charge pour être procédé plus outre au Synode provincial ou au national.



ART. 33. — En chaque Eglise, on dressera des mémoires de toutes les choses notables pour le fait de la religion, et en chaque Colloque il sera député un ministre pour les recevoir et les porter au Synode provincial, et de là au national.

## CHAPITRE SIXIÈME

### De l'union des Eglises.

ART. 1<sup>er</sup>. — Nulle Eglise ne pourra prétendre primauté ni domination sur l'autre, ni une province sur une autre.

ART. 2. — Nulle Eglise ne pourra rien faire de grande conséquence, où pourrait être compris l'intérêt ou dommage des autres Eglises, sans l'avis du Synode provincial, s'il est possible de l'assembler : et si l'affaire pressait, elle en communiquera avec les autres Eglises de la province, et elle en aura leur avis par lettres pour le moins.

ART. 3. — Les Eglises et les particuliers seront avertis de ne se départir, par quelque persécution qui survienne, de l'union sacrée du corps de l'Eglise, pour se procurer une paix et une liberté à part. Qui en fera autrement, sera censuré, selon que les Colloques et les Synodes le jugeront être expédient.

ART. 4. — Les disputes de la religion avec les adversaires seront réglées de telle sorte, que les nôtres ne seront point agresseurs : et s'ils sont engagés en dispute verbale, ils ne le feront qu'avec la règle de l'Ecriture sainte, ne donnant point de lieu aux écrits des anciens docteurs, pour le jugement et pour la décision de la doctrine. Ils n'entreront en dispute réglée, que par des écrits respectivement donnés et signés. Et quant à la dispute publique, ils n'y entreront que par l'avis de leur Consistoire et de quelque nombre de pasteurs, qui, pour cet effet, seront choisis par les Colloques ou par les Synodes provinciaux. Ils n'entreront en aucune dispute ou conférence générale, sans l'avis de toutes les Eglises assemblées au Synode national, à peine aux ministres qui y entreront autrement d'être déclarés apostats et déserteurs de l'union de l'Eglise.



ART. 5. — Les Eglises doivent entendre que les assemblées ecclésiastiques des Colloques et des Synodes, tant provinciaux que nationaux, sont les liens et les appuis de l'union et de la concorde contre les schismes, les hérésies, et tous les autres inconvénients; afin qu'elles fassent tout devoir, et qu'elles s'emploient par tous moyens, à ce que lesdites assemblées ecclésiastiques soient continuées et entretenues. Et au cas que quelque Eglise ou quelque personne particulière ne voulussent contribuer aux frais qu'il faut faire pour se trouver aux assemblées ecclésiastiques, tels seront grièvement censurés comme déserteurs de la sainte union qui doit être entre nous. Les ministres aussi qui ne tiendront la main à ce que dessus, seront grièvement censurés par les Synodes provinciaux.

## CHAPITRE SEPTIÈME.

### Des Colloques.

ART. 1<sup>er</sup>. — En chaque province il y aura un département des Eglises, selon la commodité des lieux, en classes ou selon leur nombre et Colloques les plus voisines. Et ce département sera fait par l'autorité du Synode provincial. Et ainsi les Eglises voisines s'assembleront en Colloque, deux fois l'an ou quatre fois s'il se peut, selon l'ordre ancien, cela étant réservé à la prudence des provinces : et là se trouveront les ministres avec un ancien de chaque Eglise.

ART. 2. — Et se feront telles assemblées et Colloques pour aviser à composer les différends et les difficultés qui surviennent auxdites Eglises, comme il est ordonné par la discipline, et généralement pour pourvoir à ce qui sera jugé expédient et nécessaire pour le bien et l'entretienement des Eglises.

ART. 3. — Là aussi les ministres proposeront la Parole de Dieu, chacun à son tour, afin qu'on connaisse quel devoir chacun fait de s'exercer en l'étude de l'Ecriture, et en la méthode et manière de la traiter.

ART. 4. — L'autorité des Colloques est soumise à celle des Synodes provinciaux, comme celle des Consistoires aux Colloques.

ART. 5. — Les Colloques et les Synodes aviseront à limiter l'étendue des lieux dans lesquels chaque ministre pourra exercer son ministère.

ART. 6. — A la fin des Colloques on fera des censures amiables et fraternelles, tant aux pasteurs qu'aux anciens qui s'y trouveront, sur toutes les choses qu'il sera trouvé bon de leur remontrer.

## CHAPITRE HUITIÈME.

### Des Synodes provinciaux.

ART. 1<sup>er</sup>. — En chaque province les pasteurs de chaque Eglise s'assembleront une fois l'an ou deux, selon qu'on pourra : ce qui est remis à la prudence et à la discrétion du Synode.

ART. 2. — Les ministres amèneront avec eux un ou deux anciens, pour le plus, élus par ceux de leur Consistoire : et feront lesdits ministres et anciens apparoir de leur envoi. Que si le pasteur vient seul, on n'aura point d'égard aux mémoires qu'il apportera, non plus qu'à ceux de l'ancien, s'il vient sans pasteur ; ce qui aura lieu en toutes assemblées ecclésiastiques. S'ils ne peuvent s'y trouver, ils s'excuseront par lettres, desquelles les frères assistants jugeront, et ils enverront leurs mémoires signés par un pasteur et par un ancien. Ceux qui manqueront de se trouver aux Colloques et aux Synodes provinciaux, sans excuse légitime, seront censurés, et lesdits Colloques et Synodes provinciaux pourront juger de leur fait définitivement, et disposer de leurs personnes.

ART. 3. — Les Eglises qui ont plusieurs pasteurs les députeront alternativement aux Colloques et aux Synodes.

ART. 4. — Les ministres et les anciens, députés pour les Colloques et pour les Synodes provinciaux, y viendront aux frais communs de leurs Eglises.

ART. 5. — Les Eglises qui refuseront à leurs ministres les moyens de se trouver aux Colloques et aux Synodes, seront averties de faire leur devoir. Et à faute de le faire, en sorte

que les ministres fussent contraints d'y aller à leurs dépens, après deux ou trois exhortations elles seront privées du ministère, et les frais que lesdits ministres auront faits seront remboursés par les Eglises auxquelles ils seront envoyés ; sauf leur recours contre l'Eglise ingrate, selon le jugement qu'en fera le Synode provincial.

ART. 6. — Quand il y aura différend entre l'Eglise et son pasteur, et que pour le composer l'Eglise aura été avertie, par deux fois du jour et du lieu du Colloque et du Synode, et aura refusé de s'y trouver, ledit Colloque ou le Synode, nonobstant l'absence de l'une des parties, pourra passer outre au jugement.

ART. 7. — Dans chaque Synode, tant provincial que national, l'un des pasteurs sera élu à voix basse par un commun accord, pour y présider, avec un scribe ou deux. Sa charge sera de conduire et de modérer toute l'action ; d'avertir des lieux, des jours et des heures auxquels on s'assemblera pour les sessions du Synode ; de proposer les choses qui sont en délibération, et d'en faire l'ouverture ; de recueillir les voix de chacun en particulier, d'en déclarer le plus grand nombre et de prononcer la conclusion. Comme aussi de faire qu'un chacun parle en son rang, et sans confusion ; d'imposer silence aux contentieux, et s'ils ne veulent obéir, de les faire sortir pour aviser à leur censure ; de faire des remontrances et les réponses à ceux qui demanderaient conseil ou enverraient des lettres au Synode. De plus de présider aux censures qui se feront à la fin de toute l'action ; le tout suivant l'avis de toute l'assemblée et non autrement. Et il sera lui-même sujet aux censures. Sa charge expirera à la fin du Synode : et il sera en la liberté du Synode suivant d'élire celui-là ou un autre. Les modérateurs des Colloques se gouverneront aussi tout de même.

ART. 8. — Les anciens, députés des Eglises, auront voix comme les pasteurs ; et les anciens du lieu auquel le Synode sera assemblé, y pourront aussi assister et proposer en leur ordre : toutefois deux d'entre eux seulement y auront voix, afin d'éviter la confusion.

ART. 9. — Ce que les Synodes provinciaux auront arrêté pour le règlement des Eglises de leur province, sera porté au Synode national.

ART. 10. — Parce que plusieurs, afin de décliner ou différer l'effet de la censure de leur faute, vont appelant d'une assemblée ecclésiastique à l'autre, même jusqu'au Synode national, qui par ce moyen est plus empêché à la décision de leur fait qu'à celle d'aucun autre, à l'avenir tous différends, enclos dans une province, seront définitivement jugés, et sans appel au Synode provincial : hormis ce qui touche les suspensions et dépositions, tant des pasteurs que des anciens et des diacres, et les changements des pasteurs d'une province à l'autre; comme aussi le changement d'une Eglise, d'un Colloque à un autre, et ce qui concerne la doctrine, les sacrements et le général de la discipline : tous lesquels cas pourront de degré en degré, aller jusqu'au Synode national pour en avoir le jugement définitif et dernier.

ART. 11. — S'il arrive différend entre deux Synodes provinciaux, ils conviendront d'un troisième pour les accorder.

ART. 12. — Les Synodes, en chaque province, feront un mémoire des veuves et des enfants des ministres qui seront morts au service de leurs Eglises, pour être assistés et entretenus aux dépens communs de chaque province, autant que la nécessité le requerra. Et quand la province sera ingrate, son député le rapportera au Synode national afin qu'il y pourvoie.

ART. 13. — Les députés des Eglises ne partiront point du Synode sans congé, et sans emporter les décisions qui auront été faites.

ART. 14. — L'autorité des Synodes provinciaux est soumise à celle des Synodes nationaux.

ART. 15. — On se réglera selon les gouvernements, pour ce qui regarde les Colloques et les Synodes provinciaux, sans que l'un s'avance sur l'autre, et telle sera pour le présent la distribution des Synodes provinciaux.

1. L'île de France, le pays Chartrain, la Picardie, la Champagne et la Brie.

2. La Normandie.

3. La Bretagne.

4. L'Orléanais, le Blésois, le Dunois, le Nivernais, le Berry, le Bourbonnais et la Marche.

5. La Touraine, l'Anjou, le Loudunois, le Maine, le Vendomois et le Perche.

6. Le Haut et le Bas-Poitou.

7. La Saintonge, l'Aunis, la ville et le gouvernement de la Rochelle, l'Angoumois.

8. La Basse-Guyenne, le Périgord, la Gascogne et le Limousin.

9. Le Haut et le Bas-Vivarais, avec le Velay et Forêt.

10. Le Bas-Languedoc, savoir Nîmes, Uzès, Montpellier, jusqu'à Béziers inclusivement.

11. Le reste du Languedoc, la Haute-Guyenne, Toulouse, Carcassonne, le Quercy, Rouergue, l'Armagnac, Haute-Auvergne.

12. La Bourgogne, le Lyonnais, le Beaujolais, la Bresse, la Basse-Auvergne et Gex.

13. La Provence.

14. Le Dauphiné et la principauté d'Orange.

15. Les Eglises de la souveraineté du Béarn.

16. Les Cévennes et le Gévaudan.

Que s'il arrive, pour la commodité des Eglises, qu'il en fallût séparer une ou deux, ou en joindre plusieurs en une, cela se fera au Synode provincial, dont aussi le national sera averti.

ART. 16. — Un ministre, député par un Synode provincial pour aller au Synode ou au Colloque d'une autre province, pour quelques affaires communes, peut avoir voix délibérative, non-seulement pour le fait pour lequel il est venu, mais aussi durant toute l'action, sinon qu'il s'agit de son fait particulier.

## CHAPITRE NEUVIÈME.

### Des Synodes nationaux.

ART. 1<sup>er</sup>. — Les Synodes nationaux seront convoqués d'an en an, autant que faire se pourra ; et cet ordre sera suivi pour la convocation, qu'à la fin de chaque Synode national, il y aura une province choisie qui aura la charge d'assigner aux autres le jour et le lieu du suivant.

ART. 2. — S'il survient en une province quelque difficulté, elle aura le soin d'en donner avertissement à celle qui aura

la charge de la convocation, afin que celle-ci, puis après, faisant ladite convocation, en donne aussi avis aux autres provinces, et que, par ce moyen, chacun puisse venir prêt au Synode pour en faire la résolution.

ART. 3. — Et parce qu'il est malaisé aujourd'hui, et même dangereux, d'assembler le Synode national en grand nombre de ministres et d'anciens, on a été d'avis que pour ce temps ici seulement, et durant de telles difficultés, les frères assemblés en chaque Synode provincial élisent deux ministres et deux anciens des plus experts dans les affaires de l'Eglise, pour les y envoyer, au nom de toute la province ; et ces députés y viendront avec des témoignages suffisants, et chargés de bons mémoires signés par le modérateur et par le scribe du Synode provincial ; et, afin qu'il n'y ait point de défaut, trois ou quatre pasteurs, et autant d'anciens, seront nommés, afin que si les premiers nommés ne peuvent faire le voyage, il y en ait d'autres qui puissent tenir leur place.

ART. 4. — Aux ministres et aux anciens, députés pour le Synode national, les Synodes provinciaux ne limiteront point de terme certain pour retourner, mais ils souffriront qu'ils demeurent audit Synode, tant et si longuement qu'il en sera besoin ; et lesdits députés viendront aux frais et dépens communs de toute la province.

ART. 5. — Au commencement des Synodes nationaux, les articles de la confession de foi et de la discipline seront lus.

ART. 6. — Et, afin que le Synode national ne soit occupé par des questions vidées aux actes des nationaux passés, les provinciaux seront avertis de lire soigneusement les actes desdits nationaux passés, avant que de dresser leurs mémoires, et de n'envoyer rien qui ne soit commun et général à toutes les Eglises, ou qui ne mérite la résolution du Synode national.

ART. 7. — Le Synode national pourra définitivement décider et résoudre de toutes choses ecclésiastiques ; les provinces en ayant au préalable été averties par celle qui a la charge d'assembler le Synode, tant que faire se pourra.

ART. 8. — Les résolutions se feront par les députés des

provinces. Que s'il s'y trouve d'autres ministres que les députés, ils pourront bien proposer ce qu'ils jugeront qui se doit faire ; mais ils n'auront pas de voix délibérative et décisive.

ART. 9. — Ceux qui appellent des Synodes provinciaux aux nationaux seront tenus de s'y présenter ou d'envoyer d'amples mémoires, avec excuse légitime de leur absence. Et, à faute de cela, la sentence du Synode provincial sera ratifiée. Il en sera de même des appellations des Consistoires aux Colloques, et des Colloques aux Synodes provinciaux.

ART. 10. — Les députés des provinces ne partiront point sans emporter les résolutions du Synode, signées de la main du président et du secrétaire. Et, un mois après leur retour, ils en donneront avis aux Colloques de leurs provinces, afin qu'ils envoient querir les actes dudit Synode, et cela aux dépens desdits Colloques.

ART. 11. — Et afin que les actes des Synodes soient conservés et qu'on s'en puisse servir à l'avenir en la décision des questions qui se proposeront dans les Synodes nationaux, lesdits actes, tant du passé que de l'avenir, et tous les autres qui concernent les Synodes, comme aussi les articles de la discipline et de la confession de foi des Eglises réformées, seront laissés en garde entre les mains des députés de la province qui sera nommée pour la convocation du Synode national suivant, et ladite province en demeurera chargée pour les apporter audit Synode.

ART. 12. — Aux Synodes nationaux, devant que de se séparer, il y aura une censure amiable et fraternelle de tous les députés, tant ministres qu'anciens, de ce seulement qui sera survenu durant l'action, et en général de leurs provinces. Et la sainte Cène de notre Seigneur Jésus-Christ sera célébrée pour témoignage de leur union ; pourvu, toutefois, que ce soit avec toute l'Eglise où ils seront assemblés ; laquelle, pour cet effet, sera avertie de s'y préparer.

## CHAPITRE DIXIÈME.

### Des exercices sacrés de l'assemblée des fidèles.

ART. 1<sup>er</sup>. — On corrigera l'irrévérence qui s'aperçoit en

plusieurs, lorsqu'ils sont présents aux prières publiques ou domestiques, de ne se découvrir point la tête et de ne fléchir point les genoux ; chose qui répugne à la piété, qui donne soupçon d'orgueil, et qui peut scandaliser les bons. C'est pourquoi les pasteurs seront avertis, comme aussi les anciens et les chefs de familles, de veiller soigneusement à ce que, durant lesdites prières, chacun sans exception ou acception de personnes, donne, par ces marques extérieures, témoignage de l'humilité de son cœur et de l'hommage qu'il fait à Dieu ; si ce n'est que quelqu'un soit empêché de le faire par maladie ou autrement, dont le jugement sera laissé au témoignage de sa propre conscience.

ART. 2. — Les assemblées des fidèles étant aussi ordonnées pour chanter les louanges de Dieu et pour se consoler et se fortifier par l'usage des psaumes, tous seront avertis d'en porter dans les assemblées ; et ceux qui, par mépris, négligeront d'en avoir, seront censurés, comme aussi ceux qui ne se découvrent tandis qu'on chante, tant au commencement qu'à la fin de l'action, et même durant la célébration des sacrements.

ART. 3. — En temps d'âpre persécution, ou de peste, ou de guerre, ou de famine, ou d'autre grande affliction, quand on voudra élire les ministres de la Parole de Dieu, ou quand il sera question d'entrer au Synode, on pourra, si la nécessité le requiert, à certain jour ou plusieurs, ordonner les prières publiques et extraordinaires, avec le jeûne ; toutefois sans scrupule et superstition, le tout avec grande cause et considération. Et les Eglises sont averties de se conformer les unes aux autres en la célébration du jeûne, autant que faire se pourra, selon la commodité des lieux et des temps.

ART. 4. — Les Eglises qui ont accoutumé de faire les prières publiques à certain jour pourront garder l'ordre qu'elles ont longtemps heureusement observé ; les autres pourront s'y conformer selon les moyens qu'il plaira à Dieu de leur en donner ci-après, et que leur édification le requerra.

ART. 5. — Il ne se fera aucune prière ou prédication, ni aumône publique, aux enterrements, pour prévenir toutes superstitions, et ceux qui accompagnent les corps seront exhortés de se comporter avec modestie, durant le convoi,



méditant selon l'objet qui se présente, tant les misères et la brièveté de cette vie que l'espérance de la vie bienheureuse.

ART. 6. — Parce que le deuil n'est point dans les habits, mais au cœur, les fidèles seront avertis de s'y comporter en toute modestie, en rejetant toute ambition, hypocrisie, vanité et superstition.

## CHAPITRE ONZIÈME.

### Du Baptême.

ART. 1<sup>er</sup>. — Le baptême administré par celui qui n'a point de vocation est entièrement nul.

ART. 2. — Le docteur en l'Eglise ne peut prêcher ni administrer les sacrements, sinon qu'il fût ensemble docteur et ministre.

ART. 3. — Un païen ou un Juif, en quelque âge qu'il soit, ne doit être baptisé devant que d'être instruit en la religion chrétienne, et qu'il en apparaisse par sa confession.

ART. 4. — Les enfants des pères et des mères de l'Eglise romaine et des excommuniés ne pourront être reçus au baptême des Eglises réformées, encore qu'ils fussent présentés par des parrains fidèles, si le père ou la mère n'y consentent ou ne le requièrent et ne se démettent de leur autorité, en quittant et cédant aux parrains leur droit quant à l'instruction, avec promesse qu'ils souffriront que leurs enfants soient instruits dans la vraie religion.

ART. 5. — Les enfants aussi de ceux qu'on appelle Sarasins pourront être reçus au baptême des Eglises réformées, aux conditions que dessus ; pourvu aussi qu'il n'y ait point de présomption qu'ils eussent été déjà baptisés, et après de sérieuses remontrances faites aux parrains de bien aviser comment ils pourront s'acquitter de leur obligation et de la promesse qu'ils font à l'Eglise, et que les parrains et marraines se chargent de la nourriture et de l'instruction de l'enfant.

ART. 6. — On ne fera aucun baptême que dans les assem-

blées ecclésiastiques où il y a une Eglise publiquement dressée. Et où elle n'est pas publique, et les pères et mères, par infirmité, craignent d'aller faire baptiser les enfants dans l'assemblée, les ministres aviseront bien prudemment combien ils leur doivent concéder ; quoi qu'il en soit, qu'il y ait forme d'Eglise, et ensemble exhortation et prière. Mais s'il n'y avait aucune Eglise, et qu'il ne se pût assembler de compagnie, le ministre ne fera point de difficulté de baptiser, avec prière et exhortation, l'enfant du fidèle qui lui sera présenté.

ART. 7. — Parce que nous n'avons aucun commandement du Seigneur de prendre des parrains et des marraines, pour présenter nos enfants au baptême, on ne peut imposer de loi expresse à personne d'en user. Toutefois, parce que cette coutume est ancienne et introduite pour une bonne fin, savoir pour témoigner de la foi des parents et du baptême de l'enfant, et aussi pour entretenir la société des fidèles par les liens de l'amitié ; ceux qui ne la voudront pas suivre, mais présenter eux-mêmes leurs enfants, seront instamment exhortés de n'être pas contentieux, mais de se ranger à l'ordre ancien, qui est bon et utile.

ART. 8. — Les femmes ne seront point reçues à présenter les enfants au baptême, qu'elles ne soient accompagnées d'un parrain, et après qu'elles auront fait profession de la religion chrétienne.

ART. 9. — Nul parrain venant d'une autre Eglise ne sera reçu à présenter un enfant au baptême sans apporter témoignage de son Eglise.

ART. 10. — Il faut que ceux qui présenteront des enfants au baptême soient d'âge suffisant, comme de quatorze ans, et qu'ils aient fait la Cène ; ou s'ils sont avancés en âge, et qu'ils n'aient pas fait la Cène, il faut qu'ils protestent de la faire, et qu'ils soient dûment catéchisés.

ART. 11. — Ceux qui sont suspendus de la Cène ne pourront, en qualité de parrains, présenter des enfants au baptême, tant que durera leur suspension.

ART. 12. — Les pasteurs exhorteront diligemment les parrains et les marraines, de peser et considérer les promesses

qu'ils font en la célébration du baptême; et aussi les pères et mères, de choisir des parrains et des marraines bien instruits en la religion, de bonne vie, de bonnes mœurs, et qui soient de leur connaissance, tant que faire se pourra; et par le moyen desquels il y ait apparence, qu'à un besoin les enfants puissent être bien élevés.

ART. 13. — Ceux qui présenteront des enfants de l'Eglise romaine par procureurs, seront âprement censurés, comme consentants à l'idolâtrie.

ART. 14. — Touchant les noms qui sont imposés aux enfants, les ministres rejetteront, autant qu'il leur sera possible et qu'il sera expédient, ceux qui restent de l'ancien paganisme, et ils n'imposeront point auxdits enfants les noms attribués à Dieu dans l'Eglise : comme Emmanuel et autres semblables. Et au reste, ils exhorteront les pères et les parrains de prendre des noms approuvés en l'Ecriture sainte, autant qu'il sera possible. Que s'ils en aiment quelque autre, on les pourra recevoir, les susdits exceptés, et ceux qui signifient quelque chose d'indécent.

ART. 15. — Les ministres exhorteront leurs troupeaux à se comporter avec tout respect lorsque le sacrement du baptême est administré. Et pour éviter le mépris que la plupart du peuple fait du baptême, sortant de l'Assemblée, en se comportant sans respect lorsqu'on l'administre, il a été avisé qu'il sera bon désormais de l'administrer devant le dernier chant du psaume, ou pour le moins avant la bénédiction; et le peuple sera soigneusement averti de porter le même respect en l'administration du baptême qu'en celle de la Cène, vu que Jésus-Christ, avec ses promesses, nous est offert en l'un et en l'autre sacrement.

ART. 16. — Les Consistoires auront l'œil sur ceux qui, sans grandes considérations, gardent leurs enfants longtemps sans être baptisés.

ART. 17. — Encore que le mari fidèle ait sa femme de religion contraire, il n'est pas pourtant excusable quand son enfant est présenté au baptême de l'Eglise romaine : c'est pourquoi il ne sera point reçu à la Cène si ce n'est qu'il l'ait empêché de tout son pouvoir.

ART. 18. — Les baptêmes seront enregistrés et soigneusement gardés dans l'Eglise, avec les noms des pères et des mères, des parrains et des marraines et des enfants baptisés. Et les pères et les parrains seront tenus d'apporter un billet, dans lequel seront contenus les noms de l'enfant, des père et mère, parrain et marraine de l'enfant, et le jour de la nativité y sera mis.

ART. 19. — On enregistrera aux livres des baptêmes les noms des pères et des mères des enfants nés de conjonction illicite, en tant qu'on le pourra connaître; excepté ceux qui seront nés en inceste, afin d'éteindre la mémoire d'une méchanceté si énorme; auquel cas il suffira de nommer la mère avec celui et celle qui présenteront l'enfant. Et en tous illégitimes, il sera fait mention qu'ils sont nés hors de mariage.

## CHAPITRE DOUZIÈME.

### De la Cène.

ART. 1<sup>er</sup>. — Où il n'y a point de forme d'Eglise, il n'est pas permis de faire la Cène du Seigneur.

ART. 2. — Les enfants au-dessous de l'âge de douze ans ne seront point admis à la Cène; mais au-dessus de cet âge, il sera à la discrétion des ministres de les y admettre ou non, selon qu'ils se trouveront bien ou mal instruits.

ART. 3. — Les prêtres, les moines, et les autres ecclésiastiques de l'Eglise romaine ne seront point admis à la sainte Cène, qu'ils n'aient fait reconnaissance publique de leur vie et de leur profession passée.

ART. 4. — Les bénéficiers qui portent le nom et le titre de leurs bénéfices et ceux qui y mêlent de l'idolâtrie, directement ou indirectement, soit qu'ils jouissent de leurs bénéfices par leurs mains ou par les mains d'autrui, ne seront point reçus à la Cène.

ART. 5. — Les ministres seront avertis de ne recevoir à la Cène aucun des autres Eglises, qu'il n'ait suffisant témoignage de son pasteur, ou d'un ancien au défaut du pasteur, tant que faire se pourra.

ART. 6. — Un homme sourd et muet, qui, par signes et par d'évidents témoignages et des gestes, démontre, autant qu'il peut, sa piété et sa religion, pourra être reçu à la Cène quand, par une longue expérience de la sainteté de sa vie, l'Eglise pourra apercevoir qu'il aura la foi, et sera vraiment enseigné de Dieu.

ART. 7. — On doit administrer le pain de la Cène à ceux qui ne peuvent boire du vin, en faisant protestation que ce n'est point par mépris, et en faisant tel effort qu'ils pourront, même en approchant la coupe de la bouche tant qu'ils pourront, pour prévenir le scandale.

ART. 8. — Il demeure en la liberté des pasteurs, en distribuant le pain et le vin, d'user des paroles accoutumées, la chose étant indifférente, pourvu qu'on en use à édification.

ART. 9. — Les Eglises seront averties que c'est aux ministres à administrer la coupe.

ART. 10. — D'autant que dans la distribution de la Cène se présentent plusieurs personnes malades, ce qui fait que plusieurs autres font difficulté de prendre le vin après elles, les pasteurs et les anciens seront avertis d'y pourvoir prudemment et avec bon ordre.

ART. 11. — Ceux qui auront été longtemps dans l'Eglise, et qui ne voudront pas communier à la sainte Cène du Seigneur, s'ils le font par mépris, ou de peur d'être obligés de renoncer à toute idolâtrie, après plusieurs exhortations, seront retranchés du corps de l'Eglise; mais si c'est par infirmité, ils seront supportés, pour quelque temps, jusqu'à ce qu'ils se puissent confirmer.

ART. 12. — Ceux qui ne se trouveront aux assemblées chrétiennes qu'au jour de la Cène, seront repris et exhortés de faire leur devoir, et même, pour cet effet, de se ranger à une certaine Eglise.

ART. 13. — Les fidèles qui font état d'aller ouïr la Parole de Dieu en une Eglise et de recevoir les sacrements en une autre, seront censurés et se rangeront à la plus prochaine et plus commode, par l'avis du Colloque.

ART. 14. — Bien qu'on n'ait pas accoutumé de célébrer dans nos Eglises la sainte Cène plus souvent que quatre fois l'an, toutefois il serait bien à désirer qu'elle se célébrât plus souvent, le respect qui y est requis étant gardé, parce qu'il est très-utile que le peuple fidèle soit exercé, qu'il croisse en la foi, par l'usage fréquent des sacrements, comme aussi l'exemple de l'Eglise primitive nous y convie. C'est pourquoi les Synodes nationaux y pourvoiront, comme le bien des Eglises le requerra.

## CHAPITRE TREIZIÈME.

### Des Mariages.

ART. 1<sup>er</sup>. — Les personnes qui sont en bas âge ne pourront contracter mariage sans le consentement de leurs pères et mères, ou autres en la puissance desquels ils sont. Toutefois, s'ils avaient des pères et des mères si déraisonnables qu'ils ne voulussent consentir à une chose si sainte et si utile, principalement s'ils le faisaient en haine de la religion, le Consistoire donnera avis aux parties de se retirer par devers le magistrat.

ART. 2. — Quant à ceux qui sont en âge, et qui jouissent de leurs droits, ils seront avertis par les ministres, dans les assemblées publiques de l'Eglise, de ne point faire de promesse de mariage, sinon en la présence de leurs parents, amis, voisins et gens de bien; et ceux qui en useront autrement, seront censurés de leur légèreté, et du mépris dudit avertissement. Et il serait bon que lesdites promesses de mariage se fissent avec l'invocation du nom de Dieu.

ART. 3. — Les fidèles qui sont en âge, encore qu'ils aient été mariés, feront néanmoins cet honneur à leurs pères et mères, de ne contracter mariage sans leur en communiquer premièrement; et à faute de cela, ils seront censurés au Consistoire.

ART. 4. — Les pères et les mères, faisant profession de la religion réformée, desquels les enfants idolâtres se voudraient marier avec des femmes idolâtres, seront avertis de détourner

leurs enfants, autant qu'il sera possible, de tels mariages ; et singulièrement quand ils ne seront pas émancipés, les pères emploieront leur puissance paternelle pour les empêcher. Que s'ils ne peuvent tant gagner sur eux, assistant quand on passera les contrats de mariage, ils protesteront qu'ils ont en horreur l'idolâtrie dans laquelle leurs enfants se veulent prostituer de plus en plus. Et cela fait, lesdits pères pourront consentir aux promesses et aux conditions concernant la dot et choses semblables, et ils feront apparoir au Consistoire du devoir qu'ils auront fait pour empêcher de tels mariages.

ART. 5. — On usera désormais de paroles de futur dans les promesses de mariage et dans les fiançailles, et lesdites paroles ne seront pas estimées si indissolubles que les paroles de présent, vu que les paroles de présent ne promettent point le mariage, mais le font en effet ; toutefois ces promesses par paroles de futur ne se dissoudront sans de grandes et de légitimes causes.

ART. 6. — Touchant les consanguinités et les affinités, les fidèles ne pourront contracter mariage, sinon en tant qu'il est permis par l'édit du roi.

ART. 7. — Il n'est nullement permis d'aller au pape demander dispense des empêchements de mariage, parce qu'en le faisant on consent à sa tyrannie ; mais on peut bien, en degrés non prohibés de Dieu néanmoins défendus par la police, s'adresser au roi.

ART. 8. — Les cognations appelées spirituelles ne sont pas même comprises ni entendues par les mots de consanguinités ou affinités dans l'édit du roi, et ne peuvent empêcher de contracter mariage.

ART. 9. — Il n'est pas permis d'épouser la sœur de sa défunte femme, car de tels mariages sont prohibés, non-seulement par les lois, mais aussi par la Parole de Dieu. Et encore que par la loi de Moïse il fût ordonné que, quand le frère serait mort sans enfants, le frère susciterait lignée à son frère, toutefois, telle loi ordonnée pour le peuple d'Israël a été temporelle, regardant seulement à la conservation des lignées dudit peuple. Il en est autrement de la sœur de la fiancée défunte, parce que l'alliance n'est pas contractée par com-

mixture de sang : c'est pourquoi un tel mariage doit être reçu et approuvé. Toutefois, on aura égard à ce que le magistrat et les infirmes ne soient offensés.

ART. 10. — Le fiancé ne pourra épouser la mère de sa fiancée défunte.

ART. 11. — On ne pourra aussi épouser la tante de sa femme, un tel mariage étant incestueux; et quand bien même le magistrat le permettrait, il ne sera point béni dans l'Eglise. A quoi les pasteurs prendront bien garde. Et par même raison, le mariage avec la nièce ou arrière-nièce de sa femme défunte, est défendu.

ART. 12. — Quant à épouser la veuve du frère de sa femme, l'honnêteté ni la bienséance ne le peut permettre.

ART. 13. — Nul ne pourra épouser, après la mort de sa femme, celle avec laquelle il aurait commis adultère du vivant de sa femme, si ce n'est qu'un tel mariage soit autorisé par le magistrat.

ART. 14. — Vu que la principale occasion du mariage est d'avoir des enfants et d'éviter la paillardise, le mariage d'un homme notoirement eunuque ne pourra être reçu ni solennisé dans l'Eglise réformée.

ART. 15. — Les mariages seront proposés au Consistoire, avec attestation suffisante des promesses.

ART. 16. — Les annonces se feront aux lieux où les parties sont résidentes et connues. Et, si elles veulent solenniser leurs mariages ailleurs, que là où les annonces auront été faites, elles prendront attestation suffisante de la publication des trois annonces.

ART. 17. — Les annonces se feront par trois dimanches, dans les lieux où il y aura prédication, et autres lieux, quand les prières communes se pourront faire. Quoi que ce soit, les annonces doivent être continuées l'espace de quinze jours, après lequel temps, les épousailles se pourront faire dans l'assemblée, et même au troisième dimanche.

ART. 18. — Ceux qui demeureront dans des lieux où l'exer-



cice ordinaire de la religion n'est pas établi, pourront faire publier leurs annonces dans les temples de l'Eglise romaine en tant que c'est chose purement politique.

ART. 19. — Les Eglises ne marieront personne sans en avoir ample connaissance et approbation.

ART. 20. — Quand il y aura une des parties de contraire religion, les promesses de mariage ne seront point reçues ni publiées dans l'Eglise; si ce n'est que la partie de contraire religion soit suffisamment instruite, et qu'elle ait protesté publiquement dans l'Eglise du lieu où ladite partie sera connue, qu'en bonne conscience elle renonce à toute idolâtrie et superstition, nommément à la messe, et qu'elle veut, moyennant la grâce de Dieu, continuer le reste de ses jours dans la pureté de son service; de laquelle instruction le Consistoire connaîtra. Et il ne sera permis à aucun pasteur, ni aux Consistoires, de faire autrement, à peine de suspension, et même de déposition de leur charge.

ART. 21. — Si une des parties qui se veulent marier est excommuniée, le mariage ne sera point reçu dans l'Eglise, que l'excommunié ne fasse reconnaissance de ses fautes. Quant à ceux qui sont suspendus de la sainte Cène, le Consistoire pourra leur permettre de se marier, nonobstant la suspension, toutefois avec connaissance de cause.

ART. 22. — Les annonces des veuves qui se marient ne seront publiées dans l'Eglise, que sept mois et demi, pour le moins, après le décès de leurs maris, pour prévenir les scandales et les inconvénients qui en pourraient arriver, excepté lorsqu'il sera intervenu jugement du magistrat au contraire.

ART. 23. — Le mariage sera béni publiquement dans la compagnie des fidèles; et cela par le ministère des pasteurs, et non d'autres.

ART. 24. — Il est bon, pour l'ordre de l'Eglise, de ne solenniser les mariages dans les jours que la sainte Cène sera célébrée; et cet ordre ne sera rompu que pour de grandes raisons, dont le Consistoire connaîtra. Les mariages ne seront aussi solennisés dans les jours de jeûne public.

ART. 25. — Ceux qui, étant fiancés, auront habité ensemble

avant que d'être légitimement mariés, soit que leur faute vienne à être connue avant ou après la bénédiction du mariage, feront reconnaissance publique de cette faute, ou bien devant le Consistoire, à sa discrétion; et cela arrivant avant que le mariage soit béni, il sera procédé audit mariage, telles solennités observées que le Consistoire avisera. Excepté ceux qui auront habité ensemble pendant le temps de leur ignorance, sans mépris de l'ordre ecclésiastique; comme aussi ceux qui auraient habité ensemble, lorsqu'il n'y avait point d'Eglise dressée dans les lieux de leur demeure, ou dans la province : tous lesquels seront seulement appelés au Consistoire, afin que le mariage soit ratifié et béni dans l'Eglise, si le Consistoire voit qu'il soit nécessaire.

ART. 26. — Pour éviter les inconvénients qui arrivent en différant trop la bénédiction des mariages, les parties et ceux en la puissance de qui elles sont, seront avertis de ne différer ladite bénédiction de plus de six semaines, s'il est possible.

ART. 27. — Les mariages seront enregistrés et les registres en seront soigneusement gardés dans l'église.

ART. 28. — Les fidèles qui auront leurs parties convaincues d'adultère, seront exhortés de se réunir avec elles. Que s'ils ne le veulent pas faire, on leur déclarera la liberté, qu'ils ont, par la Parole de Dieu; toutefois, si cela arrivait à un homme qui eût charge dans l'Eglise, il ne pourrait reprendre sa femme, et exercer sa charge.

ART. 29. — Pour régler la dissolution des mariages, pour la cause d'adultère, la partie offensée pourra poursuivre en jugement, et devant le magistrat, la partie qui aura offensé jusqu'à ce que, par sentence définitive et dernier jugement, elle soit dûment convaincue; de laquelle sentence la partie offensée fera entendre la liberté qu'elle a, selon la Parole de Dieu. Mais pour les difficultés de ce temps, on conseille aux ministres de ce royaume, de ne remarier les parties auxquelles il est libre de se pourvoir ailleurs. Et à l'égard de la partie qui a offensé, il sera procédé avec grande et mûre délibération, avant que lui déclarer sa liberté.

ART. 30. — S'il arrive qu'après les promesses faites, et avant l'accomplissement du mariage, la fiancée se trouve avoir paillardé, avant lesdites promesses ou après, et que cela

eût été inconnu à celui qui lui avait promis mariage, après sentence définitive, le Consistoire pourra procéder à un nouveau mariage. La fiancée aura la même liberté, s'il se trouve que le fiancé ait paillardé avant lesdites promesses.

ART. 31. — Les femmes dont les maris s'en seront allés et auront été longtemps absents pour marchandise ou pour d'autres causes, se pourvoiront par-devant le magistrat si elles demandent d'être remariées.

ART. 32. — Quant aux femmes des prêtres et des moines qui se révoltent et retournent à l'idolâtrie, chantant messe ou rentrant dans les cloîtres, d'où ils étaient sortis auparavant, elles sont averties de n'habiter avec leurs dits maris pendant leur apostasie, pour ne charger le mariage de blâme et d'opprobre; et elles ne pourront se marier à d'autres, que le premier mariage ne soit annulé par le magistrat.

## CHAPITRE QUATORZIÈME.

### **Des réglemens ou avertissements particuliers.**

ART. 1<sup>er</sup>. — Aucun ne sera reçu à la communion de l'Eglise, qu'il n'ait préalablement renoncé publiquement à toutes les idolâtries et à toutes les superstitions de l'Eglise romaine, particulièrement à la messe.

ART. 2. — Il n'est point permis à l'homme fidèle de se mêler d'aucune chose où il y ait de l'idolâtrie conjointe, comme de ce qu'on nomme le baise-main, ou le dedans de l'Eglise; faire des messes, vigiles et nourrir des moines, qui ne sont ordonnés que pour servir à cela. Mais de tenir prieurés, censes, rentes, chapellenies et dimes, pour en rendre le revenu aux ecclésiastiques, en tant qu'ils en sont seigneurs temporels, c'est chose indifférente et en la liberté de ceux qui le voudront faire. Néanmoins, les fidèles sont avertis de ne se mêler de telles choses, s'il s'y trouve des abus et s'il y a apparence de quelque conséquence mauvaise, de quoi les Consistoires et les Colloques jugeront prudemment.

ART. 3. — Ceux qui, par des moyens illicites, comme par des bulles du pape, ou achat de deniers, tiendront les béné-

fices, et pareillement ceux qui entretiendront l'idolâtrie, directement ou indirectement, sont déclarés indignes d'être reçus à la communion de la sainte Cène. Quant aux bénéfices desquels on pourvoit quelqu'un par droit de patronage, soit par provision du seigneur patron laïque, soit par collation de l'évêque, les fidèles sont aussi avertis de n'en recevoir aucun qu'on leur veuille donner, sous condition tacite ou expresse de quelque service dédié à l'idole.

ART. 4. — Les imprimeurs, libraires, peintres, artisans, et en général tous fidèles, notamment ceux qui ont charge dans l'Eglise, seront exhortés de ne faire aucune chose de leur profession qui dépende directement des superstitions de l'Eglise romaine. Et quant aux faits particuliers et à la correction qui y échet, ce sera au Consistoire d'en juger.

ART. 5. — Les notaires, secrétaires et autres qui, par le dû de leurs charges, sont obligés à signer et sceller indifféremment les choses qui leur sont présentées, ne seront repris, pour avoir reçu testaments, passé contrats, et expédié lettres des choses qui concernent l'idolâtrie, ni les juges pour avoir jugé des causes concernant les biens ecclésiastiques et l'exécution de l'édit.

ART. 6. — Les arbitres ne se mêleront aucunement des choses concernant l'idolâtrie, directement ou indirectement.

ART. 7. — Les avocats et procureurs ne pourront postuler dans les causes qui tendent à ôter le prêche et établir la messe. Et en général, il ne leur sera point permis de donner conseil aux ecclésiastiques romains dans les causes qui tendent, directement ou indirectement, à l'oppression de l'Eglise.

ART. 8. — Ni les évêques, ni les officiaux, ni les archidiaques, tels qu'ils sont à présent, n'ont, de droit, aucune juridiction ecclésiastique ni civile. Toutefois, parce que les fidèles sont quelquefois contraints d'aller par-devant eux pour obtenir leur droit, lequel autrement ne pourrait être obtenu, ils s'y pourront adresser, y étant renvoyés par le magistrat auquel premièrement ils s'adresseront.

ART. 9. — Les avocats fidèles ne doivent postuler aucune-

ment, ni plaider devant les officiaux, sinon dans les cas pour raisons desquels on peut poursuivre son droit devant eux, suivant l'article précédent.

ART. 10. — Ce n'est pas chose illicite de soi d'exercer les juridictions civiles et procurations sous les ecclésiastiques, lesquelles ne touchent rien à ce qu'ils appellent la spiritualité.

ART. 11. — Les fidèles ne pourront obtenir ni faire jeter monitoires ni excommunications de l'Eglise romaine.

ART. 12. — D'autant qu'il n'est ni licite ni expédient d'aller ouïr les prédicateurs de l'Eglise romaine, ou autres qui se sont ingérés sans aucune légitime vocation, les troupes seront empêchés par leurs pasteurs d'y aller, et ceux qui iront seront appelés au Consistoire et censurés, selon l'exigence du cas.

ART. 13. — Les seigneurs, gentilshommes et autres seront exhortés de n'entretenir dans leurs maisons des personnes scandaleuses, et incorrigibles, et surtout, s'ils y souffrent des prêtres chantant messe, ou dogmatisant, pour débaucher leurs domestiques, ou si de nouveau ils en prennent et reçoivent à leur service.

ART. 14. — Les pères et mères seront exhortés de prendre soigneusement garde à l'instruction de leurs enfants qui sont la semence et la pépinière de l'Eglise. Et ceux qui les enverront à l'école des prêtres, des moines, des jésuites et des nonnains, seront poursuivis par toutes censures ecclésiastiques. Seront aussi exhortés ceux qui mettent leurs enfants pour être pages ou autrement dans les maisons des seigneurs et gentilshommes de religion contraire.

ART. 15. — Ceux qui auront des frères, des sœurs ou d'autres parents ayant quitté leur monastère pour servir Dieu en liberté de conscience, seront exhortés de les assister, et de leur subvenir, selon le devoir d'humanité et de parentage.

ART. 16. — Les ministres, ni autres de l'Eglise ne pourront faire imprimer des livres, composés par eux ou par d'autres, touchant la religion, ni autrement les publier, sans les communiquer au Colloque, ou si besoin est, au Synode provincial, et en cas que la chose presse, aux académies ou à

deux pasteurs, qui seront nommés par le Synode, et qui attesteront de l'examen par eux faits desdits écrits.

ART. 17. — Ceux qui mettent la main à la plume, pour traiter en poésie les histoires de l'Ecriture sainte, sont avertis de n'y mêler les fables poétiques, et de n'attribuer à Dieu le nom des faux dieux, et de n'ajouter ou diminuer à l'Ecriture sainte, mais de se tenir à peu près à ses termes.

ART. 18. — Les livres de la Bible, soit canoniques ou autres, ne seront transformés en comédies ou tragédies.

ART. 19. — Les Eglises où il y aura des imprimeurs, les avertiront de n'imprimer les livres qui concernent la religion ou la discipline ecclésiastique, sans premièrement les avoir communiqués au Consistoire, pour les inconvénients qui en sont arrivés. Seront aussi exhortés les imprimeurs, les libraires et les colporteurs, de ne vendre des livres appartenant à l'idolâtrie, scandaleux, contenant impiété et qui pourraient corrompre les bonnes mœurs.

ART. 20. — Encore que les prêtres s'usurpent faussement les dîmes à raison de leur administration, néanmoins elles doivent être payées, eu égard au commandement du roi, et pour éviter sédition et scandale.

ART. 21. — Les fidèles seront exhortés de ne commettre aucun scandale en travaillant aux jours chômables suivant l'édit.

ART. 22. — Toutes usures seront très-étroitement prohibées et réprimées, et on se réglera, en matière de prêt, selon l'ordonnance du roi, et selon la règle de la charité.

ART. 23. — Toute violence et parole injurieuse contre ceux de l'Eglise romaine, même contre les prêtres et les moines, seront non-seulement empêchées, mais aussi réprimées, tant que faire se pourra.

ART. 24. — Les jureurs qui, par colère ou légèreté, prennent le nom de Dieu en vain, et autres qui déchirent la majesté du Seigneur, seront grièvement censurés, et après une ou deux exhortations, s'ils ne se désistent, ils seront suspendus de la Cène. Et les blasphémateurs outrageux, comme aussi les renieurs et semblables, ne seront point tolérés en l'Eglise,

mais, dès la première faute, ils seront censurés jusqu'à la suspension de la sainte Cène; ils seront publiquement excommuniés.

ART. 25. — Les Eglises exhorteront les fidèles, tant hommes que femmes, d'avoir la modestie recommandée, et singulièrement dans leurs habits, et donneront ordre de retrancher les superfluités qui s'y commettent. Toutefois, lesdites Eglises n'en feront point ordonnance, comme de chose appartenant au magistrat; mais elles feront par toutes sortes de remontrances, que les ordonnances du roi sur cela soient diligemment observées.

ART. 26. — On ne pourra priver personne de la communion de la sainte Cène, pour quelque façon d'habit, laquelle serait ordinaire et accoutumée de ce royaume; mais en ce rang on ne doit comprendre ceux qui portent notoire marque d'impudicité, dissolution, nouveauté trop curieuse, comme fard, ouverture de sein et choses semblables. Les Consistoires feront tout devoir de réprimer de telles dissolutions par censures, et ils procéderont contre les rebelles jusqu'à la suspension de la Cène.

ART. 27. — Les danses seront réprimées, et ceux qui sont en état de danser ou assister aux danses, après avoir été exhortés plusieurs fois, seront excommuniés quand il y aura pertinacité et rébellion. Et les Consistoires sont chargés de bien pratiquer cet article, et d'en faire lecture publiquement au nom de Dieu en l'autorité des Synodes. Et les Colloques sont exhortés de bien prendre garde aux Consistoires qui ne se mettront pas en devoir de les censurer.

ART. 28. — Les momeries et batelleries ne seront point souffertes, ni faire Le Roi boit, ni le mardi gras, ni aussi les joueurs de passe-passe, tours de souplesse, marionnettes. Et les magistrats chrétiens sont exhortés de ne les point souffrir, parce que cela entretient la curiosité et apporte de la dépense et perte de temps. Il ne sera aussi permis aux fidèles d'assister aux comédies, tragédies, farces, moralités et autres jeux joués en public ou en particulier, vu que, de tout temps, cela a été défendu entre les chrétiens, comme apportant corruption des bonnes mœurs, mais surtout quand l'Ecriture sainte y est profanée. Néanmoins, quand, dans un collège, il sera trouvé utile à la jeunesse de représenter quelque histoire, on



le pourra tolérer, pourvu qu'elle ne soit comprise en l'Ecriture sainte, qui n'est pas donnée pour être jouée, mais purement prêchée, et aussi que cela se fasse rarement et par l'avis du Colloque qui en verra la composition.

ART. 29. — Tous les jeux défendus par les édits du roi, comme cartes, dés et autres jeux de hasard, et ceux où il y aura avarice, impudicité, perte notoire de temps, ou scandale, seront réprimés, et les personnes reprises et exhortées au Consistoire et censurées, selon les circonstances. Les blanches aussi ne peuvent être approuvées, soit qu'elles se fassent par la permission du magistrat ou autrement.

ART. 30. — Assister aux banquets et festins de noces, mariages et natiuités d'enfants, qui se font par ceux de l'Eglise romaine, est de soi indifférent; toutefois, les fidèles sont avertis d'en user à édification, et de bien sonder s'ils seront assez forts pour résister aux dissolutions et autres maux qui s'y peuvent commettre, et même les reprendre. Auxquels festins ne sont compris ceux que les prêtres font à leur première messe, auxquels il n'est pas permis d'assister.

ART. 31. — On n'assistera aucunement aux noces et banquets de ceux qui, pour épouser une partie de contraire religion, se révoltent de la profession de l'Evangile. Quant à ceux qui se seraient révoltés de longue main, ou seraient du tout papistes, il demeure en la prudence des fidèles de considérer ce qui est expédient.

ART. 32. — Ceux qui appellent ou font appeler en duel, ou qui, étant appelés, l'acceptent, même tuent leurs parties; quand bien depuis ils en auraient obtenu grâce, ou auraient été autrement justifiés, seront censurés jusqu'à la suspension de la sainte Cène, laquelle suspension sera promptement publiée; et en cas qu'ils veuillent être reçus à la paix de l'Eglise, ils feront reconnaissance publique de leur faute.

ART. 33. — Ces articles, qui sont ici contenus touchant la discipline, ne sont pas tellement arrêtés entre nous, que si l'utilité le requiert ils ne puissent être changés; mais il ne sera pas en la puissance des ministres, des Consistoires, des Colloques et des Synodes provinciaux, d'y ajouter, changer ou diminuer, sans l'avis et consentement du Synode national.



### III

## TABEAU HISTORIQUE

DES

TRENTE-HUIT SYNODES DE L'ÉGLISE RÉFORMÉE DE FRANCE

DE 1559 A 1848

---

1. *Paris* (1559, sous Henri II; quatre jours, du 25 au 28 mai). *Modérateur* : François Morel, sieur de Colonges, ministre de l'Eglise de Paris.

Rédaction de la confession de foi et de la discipline.

Le royaume est divisé en provinces ecclésiastiques, etc., etc.

22 mois d'intervalle.

2. *Poitiers* (1561, 10 mars; 1560, vieux style; Charles IX; un seul jour [?]). *Modérateur* : Antoine Lebailleur, ministre à Orléans.

Affaires disciplinaires. Invitation aux Eglises d'envoyer à frais communs un délégué à la Cour pour hâter l'expédition des affaires concernant chaque province.

13 mois d'intervalle.

3. *Orléans* (1562, 25 avril; un seul jour [?]). *Modérateur* : Antoine de Chandieu, ministre de l'Eglise de Paris, âgé de vingt-trois ans.

Mesures prises pour que les aumôniers des Eglises particulières établies chez les grands seigneurs protestants ne soient point tentés de s'attribuer une prééminence épiscopale (1).

16 mois d'intervalle.

(1) Le Colloque de Poissy avait eu lieu l'année précédente; les réformés avaient exposé leur foi dans cette assemblée, et de tous les côtés on mettait bas la messe.

4. *Lyon* (1563, 10 août; un seul jour [?]). *Modérateur* : Pierre Viret, ministre de l'Eglise de Lyon.  
 ... L'intérêt de l'argent est autorisé.  
 ... Mesures disciplinaires...  
 2 ans et 4 mois d'intervalle.
5. *Paris* (1565, 25 décembre; un seul jour [?]). *Modérateur* : Nicolas des Gallards, sieur de Saules, ministre d'Orléans.  
 Décisions prises pour sauvegarder l'ordre ecclésiastique.  
 20 mois d'intervalle.
6. *Verteuil (en Angoumois)* (1567; sept jours, du 1<sup>er</sup> au 7 septembre). *Modérateur* : De Lestre, ministre à Paris.  
 Ordre de célébrer, autant que possible, les exercices religieux en public (1).  
 3 ans et demi d'intervalle.
7. *La Rochelle* (le premier Synode tenu avec lettres patentes du roi) (1571; neuf jours, du 2 au 11 avril). *Modérateur* : Théodore de Bèze.  
 Coligny fit entendre des paroles de charité et de support au sujet des personnes dénoncées au Consistoire (2)...  
 13 mois d'intervalle.
8. *Nîmes* (1572; deux jours, du 6 au 8 mai). *Modérateur* : Jean de la Place, ministre à Montpellier.  
 ... Manière de procéder à l'égard de ceux qui résistent à la discipline... — Alliance de la patience et de la modération avec la fermeté.  
 6 ans d'intervalle. — Le 24 août 1572 avait eu lieu la Saint Barthélemy.

(1) On calomniait les assemblées secrètes des protestants, et on dispersait leurs assemblées publiques.

(2) Furent présents à ce Synode : JEANE (*sic*), par la grâce de Dieu, reine de Navarre. — HENRI, très-haut et très-puissant prince de Navarre. — HENRI DE BOURBON, très-haut et très-puissant prince de Condé. — Louis, très-illustre comte de Nassau. — GASPARD (*sic*), comte de Colligny, grand amiral de France, et plusieurs autres grands seigneurs.

9. *Sainte-Foy (Guyenne)* (1578, sous Henri III ; douze jours, du 2 au 14 février). *Modérateur* : Pierre Merlin.

Affaire du prince de Condé, accusé de complicité dans une affaire de piraterie. « Son Altesse sera priée de recevoir de bonne part les avertissements de l'Eglise (1)... »

18 mois d'intervalle.

10. *Figeac (Quercy)* (1579 ; six jours, du 2 au 8 août). *Modérateur* : Antoine de la Faye, ministre du roi de Navarre à Paris.

Interdiction aux Eglises de faire, avant la célébration de la Cène, une enquête ou censure publique des fautes des communicants.

22 mois d'intervalle.

11. *La Rochelle* (1581 ; deux jours, du 28 au 29 juin). *Modérateur* : Odet de Nort, ministre à la Rochelle.

Censure des dissolutions, etc., etc.

23 mois d'intervalle.

12. *Vitré (Bretagne)* (1583 ; deux jours, du 15 au 16 mai). *Modérateur* : Pierre Merlin.

Le roi de Navarre fait demander et obtient que des députés connaissant les affaires soient envoyés auprès de Sa Majesté, pour l'informer de l'état et des besoins de l'Eglise : origine des députés généraux (2).

Plus de 11 ans d'intervalle.

13. *Montauban* (1594, sous Henri IV ; quatorze jours, du 15 au 28 juin). *Modérateur* : Michel Béraud, pasteur à Montauban.

Décision portant que l'*Union de Mantes* (serment de vivre et de mourir dans la confession de foi) sera juré par les anciens et les principaux membres de toutes les Eglises (3).

2 ans d'intervalle.

(1) P. HENRI DE LA TOUR, duc de Bouillon, lieutenant général dans la province de Guyenne, assista à ce Synode de la part du roi de Navarre.

(2) Adoption d'un sceau avec cette devise : *Uror non consumor*. Le sceau représentait un buisson ardent avec le nom de Jéhovah.

(3) Censure de ceux qui proposaient de s'unir aux catholiques gallicans, et qui voulaient, pour ne pas donner d'ombrage aux hommes de l'autre parti, que les Synodes fussent rarement réunis. — S'opposer à la réunion des Synodes, c'était alors, comme aujourd'hui, faire les affaires du catholicisme et du gouvernement, au détriment de l'Eglise.

14. *Saumur* (1596; quatorze jours, du 3 au 16 juin). *Modérateur* : De la Touche, ou Dominique de Losses, dit Latouche, ministre à Saint-Fulgent (bourgade).

Prend des mesures pour assurer l'instruction des pasteurs, etc., etc.

Près de 2 ans d'intervalle.

15. *Montpellier* (1598; cinq jours, du 26 au 30 mai). *Modérateur* : Michel Béraud.

La défense de publier les mariages mixtes est appliquée au mariage de Catherine de Bourbon avec le duc de Bar, fils du duc de Lorraine.

3 ans d'intervalle.

16. *Gergeau (Orléanais)* (1601; sept jours, du 19 au 25 mai). *Modérateur* : Georges Pacard, ministre à la Rochefoucauld.

Il est ordonné aux Synodes provinciaux de pourvoir aux besoins des veuves et orphelins des pasteurs. — On établit des règles à suivre pour les controverses.

2 ans et 4 mois d'intervalle (1).

17. *Gap* (1603; vingt-trois jours, du 1<sup>er</sup> au 23 octobre). *Modérateur* : Daniel Chamier (tué d'un coup de canon sur les remparts de Montauban, assiégé par Louis XIII).

Adoption de l'article de foi portant que l'évêque de Rome est *proprement* l'antechrist...

3 ans et demi d'intervalle.

18. *La Rochelle* (1607; un mois et douze jours, du 1<sup>er</sup> mars au 12 avril). *Modérateur* : Michel Béraud (trois fois honoré de la présidence).

Décision sur l'article de l'antechrist... sur l'établissement d'écoles... les legs pieux...

2 ans et 1 mois d'intervalle.

19. *Saint-Maixent (Poitou)* (1609; vingt-six jours, du 25 mai au 19 juin). *Modérateur* : Jacques Merlin, ministre à la Rochelle.

Décision sur les mariages mixtes.

3 ans d'intervalle.

(1) L'un des plus nombreux qu'on eût encore vus.

TABLEAU HISTORIQUE DES TRENTE-HUIT SYNODES. 433

20. *Privas (Vivaraïs)* (1612, sous Louis XIII ; treize jours, du 23 mai au 4 juillet). *Modérateur* : Daniel Chamier.  
Renouvellement de l'*Union de Mantes*. — Rétablissement de la paix entre les seigneurs réformés divisés. — Protestation énergique contre les lettres par lesquelles la régente prétendait amnistier ceux qui avaient assisté aux assemblées politiques, lesquelles étaient autorisées par les édits.  
2 ans d'intervalle.
21. *Tonneins* (1614 ; trente-trois jours, du 2 mai au 3 juin). *Modérateur* : Jean Gigord, professeur de théologie.  
Renouvellement du serment d'*union*. — Protestation contre la doctrine du régicide professée par quelques jésuites. — Rédaction d'un projet de réunion entre les Eglises réformées, anglicanes, luthériennes.  
3 ans d'intervalle.
22. *Vitré* (1617 ; un mois, du 18 mai au 18 juin). *Modérateur* : André Rivet.  
Rien d'important.  
3 ans et demi d'intervalle.
23. *Alais* (1620 ; deux mois, du 1<sup>er</sup> octobre au 2 décembre). *Modérateur* : Pierre Dumoulin.  
Adhésion au Synode de Dordrecht (1619) dans un esprit de conciliation.  
3 ans d'intervalle.
24. *Charenton* (1623 ; un mois, du 1<sup>er</sup> septembre au 1<sup>er</sup> octobre). *Modérateur* : Samuel Durand, ministre à Charenton.  
Galland, procureur général de Navarre, ouvre le Synode de la part du roi ; blâme l'adhésion donnée au Synode de Dordrecht.  
3 ans d'intervalle.
25. *Castres* (1626 ; plus d'un mois et demi, du 16 septembre au 5 novembre). *Modérateur* : Jean Chauve, pasteur à Sommières.  
Réponse ferme du Synode aux dures injonctions que fit Galland au nom du roi.  
3 ans d'intervalle.

26. *Charenton* (1631; un mois et dix jours, du 1<sup>er</sup> septembre au 10 octobre). *Modérateur* : Jean Mestrezat, pasteur à Charenton.

Harangue hautaine et blessante de Galland. — Réponse humble et ferme. — Question des tentures. — On prescrit l'enseignement de la philosophie.

5 ans d'intervalle.

27. *Alençon* (1637; un mois et douze jours, du 27 mai au 9 juillet). *Modérateur* : Benjamin Basnage.

Le commissaire royal, M. de Saint-Marc, intime durement l'obéissance au Synode. — Défense aux pasteurs d'employer les expressions de *martyre*, de *persécutions*, etc., etc. — On leur défend de prêcher dans les annexes : le Synode résiste. — Affaire d'Amyraut.

6 ans d'intervalle.

28. *Charenton* (1644-1645 (Mazarin); un mois et un jour, du 26 décembre au 27 janvier). *Modérateur* : Antoine Garissoles, professeur à Montauban.

Le commissaire royal, M. Cumont de Boisgrollier, défend au Synode de porter plainte à l'occasion des *prétendues* infractions des édits, etc., etc.

7 ans et demi d'intervalle.

29. *Loudun (Anjou)* (1659-1660, sous Louis XIV; deux mois, du 10 novembre au 10 janvier). *Modérateur* : Jean Daillé, ministre à Charenton.

Le commissaire royal, M. de la Magdeleine, propose, au nom du roi, au Synode de supprimer les *Synodes nationaux*. Réponse du Synode. Il décide que le prochain Synode sera convoqué à Nîmes dans le délai de trois ans.

15 ans d'intervalle.

Interruption de soixante-six ans : 1660-1726.

Antoine Court conçut et exécuta un projet de restauration du protestantisme français.

1726, premier Synode national au *Désert*. Il y en eut huit. Le dernier est de 1763.

En 1848 se tint à Paris, « *complètement en dehors du gouvernement*, » une assemblée synodale. Elle adopta un plan de réorganisation. — Les membres qui se séparèrent fondèrent l'*Union des Eglises évangéliques de France*, qui depuis lors ont convoqué et tenu régulièrement leurs Synodes *tous les deux ans*.

## IV

# LOIS, DÉCRETS ET ORDONNANCES

CONCERNANT LES ÉGLISES PROTESTANTES

---

## LOI DU 18 GERMINAL AN X

---

### Articles organiques des cultes protestants

---

#### TITRE PREMIER.

##### **Dispositions générales pour toutes les communions protestantes.**

ART. 1<sup>er</sup>. — Nul ne pourra exercer les fonctions du culte, s'il n'est Français.

ART. 2. — Les Eglises protestantes ni leurs ministres ne pourront avoir des relations avec aucune puissance ni autorité étrangère.

ART. 3. — Les pasteurs et les ministres des diverses communions protestantes prieront et feront prier, dans la récitation de leurs offices, pour la prospérité de la République française et pour les Consuls.

ART. 4. — Aucune décision doctrinale ou dogmatique, aucun formulaire sous le titre de *confession*, ou sous tout autre titre, ne pourront être publiés ou devenir la matière de l'enseignement, avant que le gouvernement en ait autorisé la publication ou promulgation.

ART. 5. — Aucun changement dans la discipline n'aura lieu sans la même autorisation.

ART. 6. — Le Conseil d'Etat connaîtra de toutes les entreprises des ministres du culte et de toutes dissensions qui pourront s'élever entre ces ministres.

ART. 7. — Il sera pourvu au traitement des pasteurs des Eglises consistoriales ; bien entendu qu'on imputera sur ce traitement les biens que ces Eglises possèdent et le produit des oblations établies par l'usage ou par des règlements.

ART. 8. — Les dispositions portées par les articles organiques du culte catholique, sur la liberté des fondations et sur la nature des biens qui peuvent en être l'objet, seront communes aux Eglises protestantes.

ART. 9. — Il y aura deux académies ou séminaires dans l'est de la France pour l'instruction des ministres de la confession d'Augsbourg.

ART. 10. — Il y aura un séminaire à Genève pour l'instruction des ministres des Eglises réformées.

ART. 11. — Les professeurs de toutes les académies ou séminaires seront nommés par le premier Consul.

ART. 12. — Nul ne pourra être élu ministre ou pasteur d'une Eglise de la confession d'Augsbourg, s'il n'a étudié pendant un temps déterminé dans un des séminaires français destinés à l'instruction des ministres de cette confession, et s'il ne rapporte un certificat en bonne forme constatant son temps d'étude, sa capacité et ses bonnes mœurs.

ART. 13. — On ne pourra être élu ministre ou pasteur d'une Eglise réformée, sans avoir étudié dans le séminaire de Genève, et si on ne rapporte un certificat dans la forme énoncée dans l'article précédent.

ART. 14. — Les règlements sur l'administration et la police intérieure des séminaires, sur le nombre et la qualité des professeurs, sur la manière d'enseigner et sur les objets d'enseignement, ainsi que sur la forme des certificats ou attestations d'étude, de bonne conduite et de capacité, seront approuvés par le gouvernement.



## TITRE II.

**Des Eglises réformées.**SECTION I<sup>re</sup>. — *De l'organisation générale de ces Eglises.*

ART. 15. — Les Eglises réformées de France auront des pasteurs, des Consistoires locaux et des Synodes.

ART. 16. — Il y aura une Eglise consistoriale par six mille âmes de la même communion.

ART. 17. — Cinq Eglises consistoriales formeront l'arrondissement d'un Synode.

SECTION II. — *Des pasteurs et des Consistoires locaux.*

ART. 18. — Le Consistoire de chaque Eglise sera composé du pasteur ou des pasteurs desservant cette Eglise, et d'anciens ou notables laïques, choisis parmi les citoyens les plus imposés au rôle des contributions directes. Le nombre de ces notables ne pourra être au-dessous de six, ni au-dessus de douze.

ART. 19. — Le nombre des ministres ou pasteurs dans une même Eglise consistoriale ne pourra être augmenté sans l'autorisation du gouvernement.

ART. 20. — Les Consistoires veilleront au maintien de la discipline, à l'administration des biens de l'Eglise et à celle des deniers provenant des aumônes.

ART. 21. — Les assemblées des Consistoires seront présidées par le pasteur ou par le plus ancien des pasteurs. Un des anciens ou notables remplira les fonctions de secrétaire.

ART. 22. — Les assemblées ordinaires des Consistoires continueront de se tenir aux jours marqués par l'usage.

Les assemblées extraordinaires ne pourront avoir lieu sans la permission du sous-préfet, ou du maire en l'absence du sous-préfet.

ART. 23. — Tous les deux ans, les anciens du Consistoire seront renouvelés par moitié. A cette époque les anciens en

exercice s'adjoindront un nombre égal de citoyens protestants, chefs de famille, et choisis parmi les plus imposés au rôle des contributions directes, de la commune où l'Eglise consistoriale sera située, pour procéder au renouvellement. Les anciens sortants pourront être réélus.

ART. 24. — Dans les Eglises où il n'y a point de Consistoire actuel, il en sera formé un. Tous les membres seront élus par la réunion des vingt-cinq chefs de famille protestants les plus imposés au rôle des contributions directes; cette réunion n'aura lieu qu'avec l'autorisation et en la présence du préfet ou du sous-préfet.

ART. 25. — Les pasteurs ne pourront être destitués qu'à la charge de présenter les motifs de la destitution au gouvernement, qui les approuvera ou les rejettera.

ART. 26. — En cas de décès, ou de démission volontaire, ou de destitution confirmée d'un pasteur, le Consistoire, formé de la manière prescrite par l'article 18, choisira à la pluralité des voix pour le remplacer.

Le titre d'élection sera présenté au premier Consul par le conseiller d'Etat chargé de toutes les affaires concernant les cultes, pour avoir son approbation.

L'approbation donnée, il ne pourra exercer qu'après avoir prêté, entre les mains du préfet, le serment exigé des ministres du culte catholique.

ART. 27. — Tous les pasteurs actuellement en exercice sont provisoirement confirmés.

ART. 28. — Aucune Eglise ne pourra s'étendre d'un département dans un autre.

### SECTION III. — *Des Synodes.*

ART. 29. — Chaque Synode sera formé du pasteur ou d'un des pasteurs, et d'un ancien ou notable de chaque Eglise.

ART. 30. — Les Synodes veilleront sur tout ce qui concerne la célébration du culte, l'enseignement de la doctrine et la conduite des affaires ecclésiastiques. Toutes les décisions qui émaneront d'eux, de quelque nature qu'elles soient, seront soumises à l'approbation du gouvernement.

ART. 31. — Les Synodes ne pourront s'assembler que lorsqu'on en aura rapporté la permission du gouvernement.

On donnera connaissance préalable au conseiller d'Etat chargé de toutes les affaires concernant les cultes, des matières qui devront y être traitées. L'assemblée sera tenue en présence du préfet ou du sous-préfet; et une expédition du procès-verbal des délibérations sera adressée par le préfet au conseiller d'Etat chargé de toutes les affaires concernant les cultes, qui, dans le plus court délai, en fera son rapport au gouvernement.

ART. 32. — L'assemblée d'un Synode ne pourra durer que six jours.

### TITRE III.

#### **De l'organisation des Églises de la confession d'Augsbourg.**

##### SECTION I<sup>re</sup>. — *Dispositions générales.*

ART. 33. — Les Eglises de la confession d'Augsbourg auront des pasteurs, des Consistoires locaux, des inspections et des Consistoires généraux.

##### SECTION II. — *Des ministres ou pasteurs, et des Consistoires locaux de chaque Eglise.*

ART. 34. — On suivra relativement aux pasteurs, à la circonscription et au régime des Eglises consistoriales, ce qui a été prescrit par la section II du titre précédent pour les pasteurs et pour les Eglises réformées.

##### SECTION III. — *Des inspections.*

ART. 35. — Les Eglises de la confession d'Augsbourg seront subordonnées à des inspections.

ART. 36. — Cinq Eglises consistoriales formeront l'arrondissement d'une inspection.

ART. 37. — Chaque inspection sera composée du ministre et d'un ancien ou notable de chaque Eglise de l'arrondissement; elle ne pourra s'assembler que lorsqu'on en aura rapporté la permission du gouvernement; la première fois qu'il écherra de la convoquer, elle le sera par le plus ancien des ministres desservant les Eglises de l'arrondissement. Chaque inspection choisira dans son sein deux laïques et un ecclésiast-

tique qui prendra le titre d'inspecteur, et qui sera chargé de veiller sur les ministres et sur le maintien du bon ordre dans les Eglises particulières.

Le choix de l'inspecteur et de deux laïques sera confirmé par le premier Consul.

ART. 38. — L'inspection ne pourra s'assembler qu'avec l'autorisation du gouvernement, en présence du préfet ou du sous-préfet, et après avoir donné connaissance préalable au conseiller d'Etat chargé de toutes les affaires concernant les cultes, des matières que l'on proposera d'y traiter.

ART. 39. — L'inspecteur pourra visiter les Eglises de son arrondissement; il s'adjoindra les deux laïques nommés avec lui, toutes les fois que les circonstances l'exigeront; il sera chargé de la convocation de l'assemblée générale de l'inspection. Aucune décision émanée de l'assemblée générale de l'inspection ne pourra être exécutée sans avoir été soumise à l'approbation du gouvernement.

#### SECTION IV. — *Des Consistoires généraux.*

ART. 40. — Il y aura trois Consistoires généraux, l'un à Strasbourg, pour les protestants de la confession d'Augsbourg des départements du Haut et Bas-Rhin; l'autre à Mayence, pour ceux des départements de la Sarre et du Mont-Tonnerre; et le troisième à Cologne, pour ceux des départements du Rhin-et-Moselle, et de la Roër.

ART. 41. — Chaque Consistoire sera composé d'un président laïque protestant, de deux ecclésiastiques inspecteurs, et d'un député de chaque inspection.

Le président et les deux ecclésiastiques inspecteurs seront nommés par le premier Consul.

Le président sera tenu de prêter, entre les mains du premier Consul, ou du fonctionnaire public qu'il plaira au premier Consul de déléguer à cet effet, le serment exigé des ministres du culte catholique.

Les deux ecclésiastiques inspecteurs et les membres laïques prêteront le même serment entre les mains du président.

ART. 42. — Le Consistoire général ne pourra s'assembler que lorsqu'on en aura rapporté la permission du gouvernement, et qu'en présence du préfet ou du sous-préfet; on don-

nera préalablement connaissance au conseiller d'Etat chargé de toutes les affaires concernant les cultes, des matières qui devront y être traitées. L'assemblée ne pourra durer plus de six jours.

ART. 43. — Dans le temps intermédiaire d'une assemblée à l'autre, il y aura un Directoire composé du président, du plus âgé des deux ecclésiastiques inspecteurs, et de trois laïques dont un sera nommé par le premier Consul; les deux autres seront choisis par le Consistoire général.

ART. 44. — Les attributions du Consistoire général et du Directoire continueront d'être régies par les règlements et coutumes des Eglises de la confession d'Augsbourg, dans toutes les choses auxquelles il n'a point été formellement dérogé par les lois de la République et par les présents articles.

---

## DÉCRET DU 26 MARS 1852

PORTANT RÉORGANISATION DES CULTES PROTESTANTS.

---

### CHAPITRE PREMIER

DISPOSITIONS COMMUNES AUX DEUX CULTES PROTESTANTS.

ART. 1<sup>er</sup>. — Chaque paroisse ou section d'Eglise consistoriale a un Conseil presbytéral composé de quatre membres laïques au moins, de sept au plus, et présidé par le pasteur ou par l'un des pasteurs. Il y a une paroisse partout où l'Etat rétribue un ou plusieurs pasteurs.

Les Conseils presbytéraux administrent les paroisses sous l'autorité des Consistoires. Ils sont élus par le suffrage paroissial, et renouvelés par moitié tous les trois ans. Sont électeurs les membres de l'Eglise portés sur le registre paroissial.

ART. 2. — Les Conseils presbytéraux des chefs-lieux de circonscriptions consistoriales recevront du gouvernement le titre de Consistoires et les pouvoirs qui y sont attachés.

Dans ce cas, le nombre des membres du Conseil presbytéral sera doublé.

Tous les pasteurs du ressort consistorial seront membres du Consistoire, et chaque Conseil presbytéral y nommera un délégué laïque.

ART. 3. — Le Consistoire est renouvelé, tous les trois ans, comme le Conseil presbytéral. Après chaque renouvellement il élit son président parmi les pasteurs qui en sont membres, et l'élection est soumise à l'agrément du gouvernement.

Le président devra, autant que possible, résider au chef-lieu du ressort.

Lorsqu'il aura atteint l'âge de soixante et dix ans ou qu'il se trouvera empêché par des infirmités, le gouvernement pourra, après avis du Consistoire, lui donner le titre de président honoraire, et le Consistoire fera un nouveau choix.

ART. 4. — Les protestants des localités où le gouvernement n'a pas encore institué de pasteur seront rattachés administrativement au Consistoire le plus voisin.

## CHAPITRE II.

### DISPOSITIONS SPÉCIALES A L'ÉGLISE RÉFORMÉE.

ART. 5. — Les pasteurs de l'Eglise réformée sont nommés par le Consistoire; le Conseil presbytéral de la paroisse intéressée pourra présenter une liste de trois candidats classés par ordre alphabétique.

ART. 6. — Il est établi, à Paris, un Conseil central des Eglises réformées de France.

Ce Conseil représente les Eglises auprès du gouvernement et du chef de l'Etat, il est appelé à s'occuper des questions d'intérêt général dont il est chargé par l'administration ou par les Eglises, et notamment à concourir à l'exécution des mesures prescrites par le présent décret.

Il est composé, pour la première fois, de notables protestants nommés par le gouvernement, et des deux plus anciens pasteurs de Paris.

ART. 7. — Lorsqu'une chaire de professeur de la communion réformée vient à vaquer dans les Facultés de théologie, le Conseil central recueille les votes des Consistoires, et les transmet, avec son avis, au Ministre.

## CHAPITRE III.

## DISPOSITIONS SPÉCIALES A L'ÉGLISE DE LA CONFESSION D'AUGSBOURG.

ART. 8. — Les Eglises et les Consistoires de la confession d'Augsbourg sont placés sous l'autorité du Consistoire supérieur ou général et du Directoire.

ART. 9. — Le Consistoire supérieur est composé : 1<sup>o</sup> de deux députés laïques par inspection, qui peuvent être choisis en dehors de la circonscription inspectoriale; 2<sup>o</sup> de tous les inspecteurs ecclésiastiques; 3<sup>o</sup> d'un professeur du séminaire, délégué par ce corps; 4<sup>o</sup> du président du Directoire qui est de droit président du Consistoire supérieur, et du membre laïque du Directoire nommé par le gouvernement.

ART. 10. — Le Consistoire supérieur est convoqué par le gouvernement, soit sur la demande du Directoire, soit d'office. Il se réunit au moins une fois par an. A l'ouverture de la session, le Directoire présente le rapport de sa gestion.

Le Consistoire supérieur veille au maintien de la constitution et de la discipline de l'Eglise. Il fait ou approuve les règlements concernant le régime intérieur, et juge en dernier ressort les difficultés auxquelles leur application peut donner lieu. Il approuve les livres et formulaires liturgiques qui doivent servir au culte ou à l'enseignement religieux. Il a le droit de surveillance et d'investigation sur les comptes des administrations consistoriales.

ART. 11. — Le Directoire est composé du président, d'un membre laïque et d'un inspecteur ecclésiastique, nommés par le gouvernement; de deux députés nommés par le Consistoire supérieur.

Le Directoire exerce le pouvoir administratif. Il nomme les pasteurs, et soumet leur nomination au gouvernement. Il nomme les suffragants ou vicaires, et propose aux fonctions d'aumôniers pour les établissements civils qui en sont pourvus. Il autorise ou ordonne, avec l'agrément du gouvernement, le passage d'un pasteur d'une cure à une autre. Il exerce la haute surveillance sur l'enseignement et la discipline du séminaire et du collège protestant dit *Gymnase*. Il nomme les professeurs du *Gymnase*, sous l'approbation du gouvernement; et ceux du séminaire, sur la proposition de ce dernier

corps. Il donne son avis motivé sur les candidats aux chaires de la Faculté de théologie.

ART. 12. — Les inspecteurs ecclésiastiques sont nommés par le gouvernement, sur la présentation du Directoire. Ils reçoivent une indemnité pour frais d'administration et de déplacement et pour se faire assister dans leurs fonctions pastorales.

ART. 13. — Le Consistoire supérieur de Strasbourg sera représenté dans la capitale, auprès du gouvernement et du chef de l'Etat, dans les circonstances officielles, par le Consistoire de Paris.

Le Directoire pourra désigner spécialement un notable laïque, résidant à Paris, pour le représenter conjointement avec le Consistoire.

## CHAPITRE IV.

### DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

ART. 14. — Une instruction du Ministre des cultes et des règlements approuvés par lui détermineront les mesures et les détails d'exécution du présent décret.

ART. 15. — Les articles organiques du 18 germinal an X sont confirmés en tout ce qu'ils n'ont pas de contraire aux articles ci-dessus.

ART. 16. — Le Ministre Secrétaire d'Etat au département de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret.

---

## ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DU 10 SEPTEMBRE 1852

SUR LA COMPOSITION ET LE MODE D'ÉLECTION  
DES CONSEILS PRESBYTÉRAUX ET DES CONSISTOIRES  
DANS LES ÉGLISES RÉFORMÉES ET DANS CELLES DE LA CONFESSION  
D'AUGSBOURG.

---

## CHAPITRE PREMIER.

### DES CONSEILS PRESBYTÉRAUX ET DES CONSISTOIRES.

ART. 1<sup>er</sup>. — Les Conseils presbytéraux institués par l'article 1<sup>er</sup> du décret du 26 mars 1852, seront composés ainsi qu'il suit :



1<sup>o</sup> Dans les Eglises réformées, il y aura cinq membres laïques pour les paroisses n'ayant qu'un pasteur; six pour deux pasteurs; sept pour trois pasteurs et au-dessus. Néanmoins, il n'y aura que quatre membres dans les communes n'ayant que quatre cents âmes de population totale;

2<sup>o</sup> Dans les Eglises de la confession d'Augsbourg, il y aura quatre membres laïques pour les paroisses au-dessous de huit cents âmes; cinq, de huit cents à quinze cents âmes; six, de quinze cents à deux mille âmes; sept pour les paroisses de deux mille âmes et au-dessus.

ART. 2. — Pour que les Conseils presbytéraux des chefs-lieux de circonscription consistoriale puissent délibérer comme Consistoires, en exécution de l'article 2 du décret du 26 mars, le nombre des membres laïques dont ils se composent devra être porté au double, en observant les proportions indiquées dans l'article 1<sup>er</sup> du présent règlement.

ART. 3. — Les membres ainsi appelés à compléter les Consistoires devront être élus dans les diverses paroisses, de manière à ce que chaque section n'envoie pas un nombre total de représentants laïques inférieur à celui des pasteurs qu'elle a le droit d'y faire siéger.

Les membres laïques que chaque paroisse sectionnaire pourra ainsi élire au Consistoire, en sus du délégué laïque qui lui est accordé par le § 3 de l'article 1<sup>er</sup> du 26 mars, seront, autant que possible, choisis au chef-lieu consistorial.

ART. 4. — Les ascendants et descendants, les frères et alliés au même degré ne peuvent être membres du même Conseil presbytéral. Des dispenses pourront être accordées par le Ministre des cultes, sur l'avis du Conseil central des Eglises réformées ou du Directoire de la confession d'Augsbourg, dans les paroisses ayant moins de soixante électeurs.

ART. 5. — Les pasteurs auxiliaires et suffragants à divers titres, les aumôniers des lycées ou collèges, des hospices et prisons, peuvent être admis, sur l'autorisation du Ministre, à siéger dans le Conseil presbytéral et dans le Consistoire, desquels ils relèvent, avec voix consultative.

ART. 6. — Les Conseils presbytéraux sont présidés par le pasteur le plus ancien dans la paroisse, et les Consistoires par un président qu'ils élisent, à chaque renouvellement consistorial, parmi les pasteurs de leur circonscription.

Un des membres laïques est chargé des fonctions de secrétaire.

En cas d'empêchement temporaire des pasteurs, le plus âgé des membres laïques ou anciens remplit provisoirement les fonctions de président.

Dans les Eglises de la confession d'Augsbourg, le Directoire peut, sur la demande du Consistoire ou du Conseil presbytéral, nommer le président. Le président du Directoire, ou un membre délégué à cet effet, et l'inspecteur ecclésiastique peuvent présider des Conseils presbytéraux et des Consistoires.

ART. 7. — Les Conseils presbytéraux et les Consistoires sont convoqués par leurs présidents au chef-lieu de leurs circonscriptions respectives, en séances ordinaires, au moins une fois par trimestre. Ils peuvent être convoqués extraordinairement, suivant les besoins du service et sur la demande motivée de deux membres, pour les Conseils presbytéraux ; de trois membres ou d'un Conseil presbytéral, pour les Consistoires.

Tout ancien ou délégué laïque qui, sans motifs agréés, aura manqué à trois séances consécutives, sera réputé démissionnaire.

ART. 8. — Les Conseils presbytéraux ne peuvent délibérer que lorsque la moitié au moins de leurs membres assistent à la séance.

Pour que les Consistoires puissent délibérer, il faut non-seulement que la moitié au moins des membres assistent à la séance, mais encore que la moitié au moins des pasteurs de section et de leurs délégués laïques soient présents.

Les membres présents signent au registre des délibérations, et leurs noms sont rapportés en tête des extraits du procès-verbal, lesquels sont signés par le président et le secrétaire.

## CHAPITRE II.

### DU REGISTRE PAROISSIAL ET DES ÉLECTEURS.

ART. 9. — Conformément aux dispositions de l'article 2 du décret du 26 mars 1852, les Conseils presbytéraux sont nommés par les électeurs inscrits au registre paroissial. Pour être membre d'un Conseil presbytéral, il faut être électeur.

ART. 10. — Sont inscrits sur le registre paroissial, sur leur demande, les protestants français qui, ayant trente ans révolus et deux ans de domicile dans la paroisse, établissent qu'ils appartiennent à l'Eglise réformée ou à celle de la confession d'Augsbourg par les justifications que le Conseil central et le Directoire ont déterminées, en conformité avec les vœux de la majorité des Consistoires.

Les étrangers, après trois ans de résidence dans la paroisse, sont admis à se faire inscrire au registre paroissial aux mêmes conditions que les nationaux.

ART. 11. — Toutes les incapacités édictées par les lois et entraînant la privation du droit électoral, politique et municipal, font perdre le droit électoral paroissial.

ART. 12. — En cas d'indignité notoire, la radiation ou l'omission du nom est prononcée par le Conseil presbytéral au scrutin secret, sans discussion, et seulement à l'unanimité des voix.

En cas d'appel, les Consistoires dans les Eglises réformées, et, dans celles de la confession d'Augsbourg le Directoire, décident en dernier ressort.

Toute réclamation pour cause d'omission ou de radiation est d'abord adressée au Conseil presbytéral. Elle n'est prise en considération que si elle est personnelle, directe et formulée par écrit.

ART. 13. — Le registre paroissial est ouvert le 1<sup>er</sup> janvier et clos le 31 décembre pour servir aux élections de l'année suivante.

Il est révisé tous les ans, au mois de décembre, en Conseil presbytéral.

Il est tenu en double et l'un des exemplaires est déposé aux archives, l'autre chez le pasteur président.

Les pasteurs et les membres de l'Eglise peuvent toujours en prendre communication, sans que jamais le registre puisse être déplacé.

ART. 14. — Tout membre de l'Eglise, inscrit au registre paroissial, qui a transféré son domicile dans une autre paroisse, peut requérir l'extrait de son inscription. — Cette pièce, signée du président et du secrétaire, est adressée au Conseil presbytéral de la nouvelle résidence, et elle tient lieu des justifications exigées, hormis celle du domicile.

Dans les Eglises de la confession d'Augsbourg, cette transmission se fera par l'intermédiaire du Directoire.

ART. 15. — Les élections ont lieu au scrutin secret et à la majorité absolue des suffrages. Si la majorité absolue n'est pas acquise au tour du premier scrutin, une seconde élection a lieu, et, dans ce cas, la majorité relative suffit.

ART. 16. — S'il y a partage égal de voix entre deux candidats, le plus âgé est déclaré élu. En cas de nomination de deux ou plusieurs parents ou alliés aux degrés prohibés, celui qui a réuni le plus de voix est élu.

ART. 17. — Le vote a lieu sous la présidence d'un pasteur, ou, à défaut, d'un ancien désigné par le Conseil presbytéral. Deux électeurs désignés également par le Conseil presbytéral complètent le bureau. L'un d'eux remplit les fonctions de secrétaire.

ART. 18. — Les bulletins seront écrits à la main, dans le lieu même du vote, soit par l'électeur, soit par un tiers qu'il en chargera. Ils contiendront autant de noms qu'il y aura d'anciens à élire.

ART. 19. — Le Consistoire statue sur la validité des élections, informe le Préfet du résultat et adresse au Ministre des cultes une ampliation du procès-verbal général.

Dans les Eglises de la confession d'Augsbourg, le Consistoire statue sous la réserve de l'approbation du Directoire. Les procès-verbaux sont envoyés à l'inspection ecclésiastique, qui les transmet au Directoire. Après chaque renouvellement, le Directoire adresse au Ministre un tableau général.

ART. 20. — Les Conseils presbytéraux sont renouvelés tous les trois ans, par moitié.

Le renouvellement, dans les paroisses où le nombre des anciens est impair, porte alternativement sur la plus forte et la plus faible moitié, en commençant par la plus forte.

ART. 21. — Les membres sortants des Conseils presbytéraux et des Consistoires peuvent toujours être réélus.

ART. 22. — Si une ou plusieurs places d'anciens deviennent vacantes au Conseil presbytéral, le Consistoire décide s'il y a lieu de faire procéder à une élection partielle. Dans la con-

fession d'Augsbourg, c'est le Directoire qui décide, sur l'avis du Consistoire.

L'élection ne peut être ajournée, si le Conseil presbytéral a perdu le tiers de ses membres.

### CHAPITRE III.

#### DISPOSITIONS GÉNÉRALES ET TRANSITOIRES.

ART. 23. — Pour la première fois, le registre paroissial sera dressé :

Dans l'Eglise du chef-lieu, par le Consistoire actuel, qui s'adjoindra, à cet effet, un nombre de membres de l'Eglise égal à celui des anciens ;

Dans les paroisses sectionnaires, par le pasteur, assisté de quatre membres au moins de l'Eglise, désignés par le Consistoire.

On se conformera d'ailleurs en tout aux dispositions du présent règlement.

ART. 24. — La première élection des Conseils presbytéraux aura lieu le premier dimanche et le premier lundi du mois de décembre prochain.

Les Conseils, lorsqu'ils seront constitués, procéderont immédiatement à la nomination des délégués laïques mentionnés au § 3 de l'article 2 du décret du 26 mars.

ART. 25. — La première élection des délégués laïques appelés à doubler le nombre des membres des Conseils presbytéraux des chefs-lieux, conformément au § 2 de l'article 2 du décret précité, aura lieu un mois après l'élection des Conseils presbytéraux.

Jusqu'à cette époque, les Consistoires actuels continueront à remplir leurs fonctions, et exerceront les attributions indiquées dans l'article 20 du présent règlement.

ART. 26. — Lors du premier renouvellement triennal des Conseils presbytéraux, le sort désignera les membres sortants.

ART. 27. — En exécution de l'article 2 du décret du 26 mars, les chefs-lieux actuels de Consistoriale sont maintenus, sauf délimitations ultérieures des circonscriptions.

Les Conseils presbytéraux de ces chefs-lieux seront, sous les conditions ci-dessus établies, reconnus comme Consistoires et en auront les pouvoirs.

## ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DU 20 MAI 1853

SUR LES ATTRIBUTIONS DES CONSEILS PRESBYTÉRAUX ET DES  
CONSISTOIRES DES ÉGLISES RÉFORMÉES.

## CHAPITRE PREMIER.

## ATTRIBUTIONS DES CONSEILS PRESBYTÉRAUX.

ART. 1<sup>er</sup>. — Le Conseil presbytéral maintient l'ordre et la discipline dans la paroisse.

Il veille à l'entretien des édifices religieux, et administre les biens de l'Eglise.

Il administre également les deniers provenant des aumônes.

Il présente des candidats aux places de pasteurs qui viennent à vaquer ou à être créées.

Il nomme, sous réserve de l'approbation du Consistoire, les pasteurs auxiliaires, et agrée, sous la même réserve, les suffragants proposés par les pasteurs.

Il accepte, sous l'approbation de l'autorité supérieure, les legs ou donations faites aux Eglises de son ressort.

ART. 2. — Le Conseil presbytéral soumet au Consistoire les actes d'administration et les demandes qui, par leur nature, exigent l'approbation ou la décision de l'autorité supérieure.

Sont également soumises au Consistoire toutes difficultés entre les pasteurs et les Conseils presbytéraux.

ART. 3. — Le Conseil presbytéral est présidé par le plus ancien des pasteurs de la paroisse.

Il nomme, à la majorité absolue, parmi ses membres laïques, un secrétaire et un trésorier.

ART. 4. — Le secrétaire rédige les procès-verbaux des séances du Conseil. Il est chargé de la tenue des registres, de la garde et de la conservation des archives. Il signe avec le président tous les actes qui émanent du Conseil.

Le trésorier est chargé du recouvrement des deniers de l'Eglise et paye toutes les dépenses régulièrement autorisées.

ART. 5. — Le Conseil presbytéral dresse, au mois de novembre de chaque année, pour l'année suivante, le budget de ses recettes et de ses dépenses.

Il vérifie et arrête les comptes qui sont rendus, à l'expiration de chaque année, par le trésorier.

Ces budgets et ces comptes sont soumis à l'approbation du Consistoire.

## CHAPITRE II.

### ATTRIBUTIONS DES CONSISTOIRES.

ART. 6. — Le Consistoire transmet au gouvernement avec son avis, les délibérations des Conseils presbytéraux mentionnées en l'article 2 ci-dessus.

Il veille à la célébration régulière du culte, au maintien de la liturgie et de la discipline, et à l'expédition des affaires dans les diverses paroisses de son ressort.

Il surveille l'administration des biens des paroisses et administre les biens consistoriaux.

Il accepte, sous l'approbation de l'autorité supérieure, les legs et donations faits au Consistoire ou indivisément aux Eglises de son ressort.

Il arrête les budgets, vérifie et approuve les comptes de ces Conseils.

ART. 7. — Le Consistoire nomme, conformément aux dispositions de l'article 5 du décret du 26 mars 1852, aux places de pasteurs qui viennent à vaquer dans les Eglises de son ressort, et propose au gouvernement la création de places nouvelles.

ART. 8. — Le Consistoire élit à chaque renouvellement son président parmi les pasteurs de la Consistoriale, et, parmi ses membres laïques, un secrétaire et un trésorier.

Le secrétaire et le trésorier du Consistoire remplissent des fonctions analogues à celles qui ont été déterminées par l'article 4 pour le secrétaire et le trésorier des Conseils presbytéraux.

Les fonctions de trésorier du Consistoire peuvent être confiées au trésorier du Conseil presbytéral du chef-lieu.

ART. 9. — Le Consistoire dresse, au mois de décembre de chaque année, le budget de ses recettes et de ses dépenses pour l'année suivante.

Il vérifie et arrête les comptes qui sont rendus, à l'expiration de chaque année, par son trésorier.

DISPOSITION GÉNÉRALE.

ART. 10. — En cas de partage dans les délibérations des Conseils presbytéraux ou des Consistoires, le président a voix prépondérante.

---

DÉCRET DU 19 MARS 1859

RELATIF À L'OUVERTURE DES NOUVEAUX LIEUX DE CULTE  
PROTESTANTS.

ART. 1<sup>er</sup>. — L'autorisation pour l'ouverture de nouveaux temples, chapelles ou oratoires, destinés à l'exercice public des cultes protestants organisés par la loi du 18 germinal an X, sera, sur la demande des Consistoires, donnée par nous, en notre Conseil d'Etat, sur le rapport de notre Ministre des cultes.

ART. 2. — Nos préfets continueront à donner des autorisations pour l'exercice public temporaire des mêmes cultes. En cas de difficulté, il sera statué par nous, en notre Conseil d'Etat.

ART. 3. — Si une autorisation est demandée pour l'exercice public d'un culte non reconnu par l'Etat, cette autorisation sera donnée par nous, en Conseil d'Etat, sur le rapport de notre Ministre de l'intérieur, après avis de notre Ministre des cultes.

Les réunions ainsi autorisées pour l'exercice public d'un culte non reconnu par l'Etat sont soumises aux règles générales consacrées par les articles 4, 32 et 52 de la loi du 18 germinal an X (articles organiques du culte catholique) et 2 de la même loi (articles organiques des cultes protestants).

Nos préfets continuent de donner, dans le même cas, les autorisations qui seront demandées pour des réunions accidentelles de ces cultes.

ART. 4. — Lorsqu'il y aura lieu de révoquer les autorisations données dans les cas prévus par l'article 1<sup>er</sup> et par l'ar-



ticle 3, § 1<sup>er</sup>, du présent décret, cette révocation sera prononcée par nous, en notre Conseil d'Etat.

Toutefois, les Ministres compétents pourront, en cas d'urgence, et pour cause d'inexécution des conditions ou de sûreté publique, suspendre provisoirement l'effet desdites autorisations.

La suspension cessera de plein droit à l'expiration du délai de trois mois, si dans ce délai la révocation n'a été définitivement prononcée, comme il est dit au § 1<sup>er</sup> du présent article.

ART. 5. — Notre Ministre secrétaire d'Etat au département de l'intérieur et notre Ministre secrétaire d'Etat au département de l'instruction publique et des cultes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des Lois*.

## TABLEAU

DE LA RÉPARTITION DES 103 CONSISTOIRES EN VINGT ET UNE  
CIRCONSCRIPTIONS SYNODALES,  
AVEC L'INDICATION DU NOMBRE QUE CHAQUE SYNODE  
D'ARRONDISSEMENT DOIT ENVOYER AU SYNODE GÉNÉRAL.

---

*1<sup>re</sup> circonscription. — 5 délégués.*

Consistoires de Lille, Amiens, Saint-Quentin, Sedan, Meaux, (30 pasteurs).

*2<sup>e</sup> circonscription. — 4 délégués.*

Consistoires de Dieppe, Bolbec, Rouen, le Havre, Caen, (20 pasteurs).

*3<sup>e</sup> circonscription. — 6 délégués.*

Consistoires de Paris, Nancy, Orléans, Bourges, Dijon, (31 pasteurs).

*4<sup>e</sup> circonscription. — 4 délégués.*

Consistoires de Brest, Nantes, Pouzauges, Niort, la Rochelle, (21 pasteurs).

*5<sup>e</sup> circonscription. — 6 délégués.*

Consistoires de Saint-Maixent, Lusignan, La Mothe-Saint-Héraye, Melle, Lezay, (31 pasteurs).

*6<sup>e</sup> circonscription. — 5 délégués.*

Consistoires de Marennes, la Tremblade, Royan, Pons, Jarnac, (29 pasteurs).

*7<sup>e</sup> circonscription. — 4 délégués.*

Consistoires de Bordeaux, Gensac, Montcarret, Sainte-Foy, Bergerac, (24 pasteurs).

*8<sup>e</sup> circonscription. — 3 délégués.*

Consistoires de Tonneins, Castelmoron, Clairac, Laffitte, Nérac, (18 pasteurs).

*9<sup>e</sup> circonscription. — 6 délégués.*

Consistoires de Montauban, Négrepelisse, Toulouse, Orthez, le Maz-d'Azil, (36 pasteurs).

*10<sup>e</sup> circonscription. — 6 délégués.*

Consistoires de Saverdun, Mazamet, Castres, Vabre, Viane, (32 pasteurs).

*11<sup>e</sup> circonscription. — 5 délégués.*

Consistoires de Bédarieux, Montpellier, Ganges, Marsillargues, Marseille, (29 pasteurs).

*12<sup>e</sup> circonscription. — 6 délégués.*

Consistoires de Sainte-Affrique, Valleraugue, le Vigan, Saint-Hippolyte, Sauve, (36 pasteurs).

*13<sup>e</sup> circonscription. — 5 délégués.*

Consistoires de Meyrueis, Barre, Saint-Germain-de-Calberte, Vialas, Florac, (25 pasteurs).

*14<sup>e</sup> circonscription. — 6 délégués.*

Consistoires de La Salle, Saint-Jean-du-Gard, Anduze, Alais, Saint-Ambroix, (31 pasteurs).

*15<sup>e</sup> circonscription. — 7 délégués.*

Consistoires d'Uzès, Vézénobres, Saint-Chaptes, Nîmes, Lourmarin, (39 pasteurs).

*16<sup>e</sup> circonscription. — 5 délégués.*

Consistoires de Saint-Mamert, Calvisson, Sommières, Aigues-Vives, Vauvert, (28 pasteurs).

*17<sup>e</sup> circonscription. — 5 délégués.*

Consistoires de Vallon, Privas, des Ollières, Lavoulte, Saint-Pierreville, (26 pasteurs).

18<sup>e</sup> *circonscription*. — 5 *délégués*.

Consistoires de Vernoux, Saint-Péray, Saint-Voy, Saint-Agrève, Lamastre, (26 pasteurs).

19<sup>e</sup> *circonscription*. — 8 *délégués*.

Consistoires de Valence, Crest, Die, Dieulefit, la Motte-Chalançon, (47 pasteurs).

20<sup>e</sup> *circonscription*. — 5 *délégués*.

Consistoires d'Orpierre, Mens, Lyon, Saint-Etienne, Besançon, (25 pasteurs).

21<sup>e</sup> *circonscription*. — 2 *délégués*.

Consistoires d'Alger, Constantine, Oran, (8 pasteurs).

## VI

## DERNIÈRE STATISTIQUE

DE LA POPULATION DE L'ÉGLISE RÉFORMÉE DE FRANCE

## ÉLECTIONS DE 1871

POUR LE RENOUVELLEMENT TRIENNAL DES CONSEILS PRESBYTÉRIAUX  
DES ÉGLISES RÉFORMÉES DE FRANCE.

CONSISTOIRES	POPULATION protestante.	ÉLECTEURS inscrits.	VOTANTS.
Aigues-Vives . . . . .	8.220	1.595	482
Alais. . . . .	11.220	1.513	483
Amiens . . . . .	2.000	25	165
Anduze . . . . .	8.260	2.000	473
Barre . . . . .	5.145	1.039	360
Bédarieux . . . . .	2.425	508	301
Bergerac. . . . .	3.000	291	177
Besançon . . . . .	7.000	457	228
Bolbec . . . . .	3.000	300	84
Bordeaux . . . . .	7.542	533	236
Bourges . . . . .	1.600	175	111
Brest . . . . .	1.200	48	37
Caen. . . . .	5.500	468	198
Calvisson . . . . .	6.840	938	239
Castelmoron. . . . .	2.000	303	136
Castres. . . . .	4.000	780	244
Clairac . . . . .	3.200	448	158
Crest. . . . .	7.600	1.648	670
Die. . . . .	6,300	1.578	404
Dieppe. . . . .	2.600	481	350
Dieulefit. . . . .	8.864	1.599	722
Dijon . . . . .	2.000	49	25
Florac . . . . .	4.500	989	384
Ganges . . . . .	3.068	572	251

CONSISTOIRES	POPULATION protestante.	ÉLECTEURS inscrits.	VOTANTS.
Gensac. . . . .	2.500	320	165
Jarnac . . . . .	4.600	776	257
Laffitte . . . . .	2.700	498	256
Lamastre . . . . .	5.700	788	258
Lamothe-Saint-Héraye . . .	7.304	904	392
Lamothe-Chalançon. . . . .	6.806	1.011	390
La Rochelle . . . . .	2.500	393	156
La Salle . . . . .	7.165	1.432	372
La Tremblade . . . . .	5.600	731	155
Lavoulte . . . . .	4.050	429	210
Le Havre . . . . .	4.200	428	300
Le Mas-d'Azil . . . . .	5.054	570	331
Les Ollières . . . . .	3.627	527	159
Le Vigan . . . . .	7.567	1.276	453
Lezay . . . . .	7.955	1.102	158
Lille . . . . .	5.132	752	381
Lourmarin. . . . .	6.000	746	319
Lusignan . . . . .	6.100	836	286
Lyon. . . . .	12.750	1.826	236
Marennes . . . . .	1.600	307	84
Marseille . . . . .	14.000	774	265
Marsillargues . . . . .	3.565	691	100
Mazamet . . . . .	5.710	990	664
Meaux . . . . .	3.000	565	250
Melle . . . . .	8.425	1.930	659
Mens . . . . .	5.500	720	341
Meyrueis . . . . .	3.260	640	399
Montauban . . . . .	6.534	1.617	819
Montcarret . . . . .	3.100	315	107
Montpellier . . . . .	6.000	964	200
Nancy . . . . .	5.600	434	246
Nantes . . . . .	2.500	162	83
Négrepelisse. . . . .	4.535	879	417
Nérac . . . . .	1.500	149	52
Nîmes . . . . .	17.000	1.904	610
Niort . . . . .	9.225	1.852	319
Orléans . . . . .	2.660	522	214
Orpierre . . . . .	2.250	429	197
Orthez . . . . .	5.000	553	273

CONSISTOIRES	POPULATION protestante.	ÉLECTEURS inscrits.	VOTANTS.
Paris. . . . .	15.000	3.625	2.489
Pons. . . . .	2.500	346	171
Pouzauges. . . . .	3.790	784	244
Privas. . . . .	7.045	1.054	357
Rouen. . . . .	3.200	372	169
Royan. . . . .	5.300	1.175	340
Saint-Affrique. . . . .	3.400	658	234
Saint-Agrève. . . . .	6.100	1.030	414
Saint-Ambroix. . . . .	6.240	1.117	437
Saint-Chartes. . . . .	5.000	937	285
Saint-Etienne. . . . .	3.400	322	110
Sainte-Foy. . . . .	4.400	499	250
Saint-Germain-de-Calberte. . . . .	5.550	975	353
Saint-Hippolyte. . . . .	6.500	1.116	582
Saint-Jean-du-Gard. . . . .	5.325	410	116
Saint-Maixent. . . . .	6.850	512	251
Saint-Mamert. . . . .	2.570	523	241
Saint-Péray. . . . .	6.220	1.030	492
Saint-Pierreville. . . . .	7.000	1.124	354
Saint-Quentin. . . . .	8.200	745	377
Saint-Voy. . . . .	9.000	1.231	431
Sauve. . . . .	6.457	1.305	478
Saverdun. . . . .	2.000	373	190
Sedan. . . . .	2.550	476	190
Sommières. . . . .	3.780	680	398
Tonneins. . . . .	3.500	627	807
Toulouse. . . . .	3.400	477	252
Uzès. . . . .	5.845	1.260	703
Vabre. . . . .	4.580	980	251
Valence. . . . .	9.945	1.498	604
Valleraugue. . . . .	5.600	1.318	556
Vallon. . . . .	4.250	705	287
Vauvert. . . . .	8.742	1.391	191
Vernoux. . . . .	7.240	1.224	340
Vézénobres. . . . .	8.260	1.949	847
Vialas. . . . .	5.252	1.086	270
Viane. . . . .	3.400	681	322
Total. . . . .	572.749	86.041	33.602

Il résulte de ce tableau que les 2/5 seulement des électeurs inscrits ont pris part au vote de 1871.

Il résulte aussi de cette statistique, que la population de l'Eglise réformée en France serait actuellement de 572.749 âmes. Si on y ajoute celle de l'Eglise de la confession d'Augsbourg, on arriverait à 650,000 âmes; mais ce ne sont là que des chiffres approximatifs, que nous avons lieu de croire très-inférieurs à la réalité. Rappelons à ce sujet que la perte de l'Alsace nous a enlevé au moins 240,000 protestants.



## VII

### SYNODE GÉNÉRAL DE L'ÉGLISE RÉFORMÉE DE FRANCE

---

### PROJET D'ARTICLES ORGANIQUES

PRÉSENTÉ AU GOUVERNEMENT PAR LE SYNODE GÉNÉRAL DE L'ÉGLISE  
RÉFORMÉE DE FRANCE

RÉUNI A PARIS EN EXÉCUTION DU DÉCRET RENDU, LE 29 NOVEMBRE 1871,  
PAR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

---

### DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ART. 1<sup>er</sup>. — Le régime presbytérien synodal est celui de l'Eglise réformée de France.

ART. 2. — Cette Eglise a des pasteurs, des Conseils presbytéraux, des Consistoires, des Synodes particuliers et un Synode général.

### TITRE PREMIER.

#### Des Pasteurs.

ART. 3. — Pour être nommé pasteur, il faut remplir les conditions suivantes :

- 1<sup>o</sup> Etre Français ;
- 2<sup>o</sup> Etre âgé de vingt-cinq ans révolus, sauf dispense ;
- 3<sup>o</sup> Avoir reçu la consécration au saint ministère, suivant les règles de discipline fixées par le Synode général.

ART. 4. — Lorsqu'un pasteur, parvenu à un âge avancé ou atteint d'infirmités graves et permanentes sera, sur sa demande ou sur celle du Conseil presbytéral, reconnu par le

Consistoire ou le Synode particulier, hors d'état de remplir, soit la totalité, soit une partie importante de ses fonctions, il sera suppléé par un pasteur adjoint, nommé dans la même forme qu'un pasteur titulaire.

ART. 5. — En cas d'infirmité ou d'empêchement temporaire, un pasteur pourra réclamer provisoirement l'assistance d'un suffragant, qui sera nommé par lui, de concert avec le Conseil presbytéral.

Cette suffragance ne pourra se prolonger au delà d'un an, à moins qu'elle ne soit renouvelée avant ce terme.

ART. 6. — Le pasteur ne peut résider hors de la circonscription de sa paroisse sans l'autorisation du Synode particulier.

ART. 7. — Les pasteurs-aumôniers sont nommés sur la présentation du Consistoire.

## TITRE II.

### Du Conseil presbytéral.

ART. 8. — Il y a une paroisse partout où l'État rétribue un ou plusieurs pasteurs.

Il n'y a qu'un seul Conseil presbytéral dans chaque paroisse.

ART. 9. — Le Conseil presbytéral est composé des pasteurs titulaires et adjoints desservant la paroisse, et d'un nombre d'anciens, déterminé de la manière suivante :

Cinq anciens pour un pasteur titulaire, dans les paroisses qui n'ont qu'une population protestante de 500 âmes.

Sept anciens pour un pasteur titulaire, dans celles qui ont un chiffre de population protestante plus élevé.

Dans les paroisses qui ont plus d'un pasteur, ce nombre de sept anciens sera augmenté à raison de deux par chaque pasteur en sus du premier.

ART. 10. — Dans les Églises comprenant plusieurs annexes, ces annexes seront, autant que possible, représentées dans le Conseil presbytéral, suivant l'importance de leur population et d'après une répartition arrêtée par le Consistoire, sans que le nombre des anciens, fixé par l'article précédent, soit augmenté.

ART. 11. — Dans une annexe pourvue d'un pasteur auxiliaire rétribué au moyen de subventions particulières et d'un secours de l'État, il peut être établi, avec l'autorisation du Consistoire, un Conseil presbytéral qui jouira des mêmes droits que celui de toute autre paroisse.

ART. 12. — Le Conseil presbytéral est élu par le suffrage paroissial, et renouvelé par moitié tous les trois ans.

ART. 13. — Le Conseil presbytéral administre la paroisse. Il nomme le pasteur.

ART. 14. — Dans le mois qui suit la notification de cette nomination au président du Consistoire, ce Consistoire, régulièrement convoqué, aura le droit de former opposition, avec effet suspensif. Le jugement de cette opposition sera porté au Synode particulier, qui devra statuer dans les deux mois. Au besoin, le conflit sera porté devant le Synode général.

Pendant la vacance, aucun pasteur ne pourra être imposé à l'Eglise.

ART. 15. — Le Conseil presbytéral soumet au Consistoire les actes d'administration qui, par leur nature, exigent l'approbation ou la décision de l'autorité supérieure.

Il statue sur toutes les difficultés qui peuvent survenir dans la paroisse, sauf appel au Consistoire et au Synode particulier.

L'appel doit être fait dans le délai d'un mois, à partir de la décision.

ART. 16. — Le Conseil presbytéral accepte, sous l'approbation de l'autorité supérieure, les legs et donations qui lui sont faits.

### TITRE III.

#### Du Consistoire.

ART. 17. — Le Consistoire est composé de tous les pasteurs titulaires et adjoints de la circonscription, et d'un nombre de laïques double de celui des pasteurs titulaires.

Ce nombre sera porté à trois par pasteur, dans les circonscriptions consistoriales qui n'ont que trois pasteurs, et à quatre dans celles qui n'ont que deux pasteurs.

ART. 18. — Les membres laïques du Consistoire sont pris

dans le sein du Conseil presbytéral, et nommés par ce Conseil à la majorité absolue des suffrages.

ART. 19. — Le Consistoire est renouvelé intégralement tous les trois ans.

Les membres sortants sont rééligibles.

ART. 20. — Le Consistoire est l'intermédiaire entre les Conseils presbytéraux de sa circonscription et le Gouvernement, pour toutes les délibérations qui exigent son approbation.

## TITRE IV.

### Du Synode particulier.

ART. 21. — Les circonscriptions réunies de plusieurs Consistoires forment le ressort d'un Synode particulier, conformément au tableau dressé par le Synode général.

ART. 22. — Le Synode particulier se compose d'autant de délégués qu'il y a de pasteurs dans sa circonscription.

Ces délégués sont pris, moitié parmi les pasteurs, moitié parmi les laïques, et nommés par les Conseils presbytéraux.

ART. 23. — Le Synode particulier présente au gouvernement les candidats aux chaires vacantes ou nouvellement créées dans les Facultés de théologie, lesquelles sont également appelées à donner leur avis.

## TITRE V.

### Du Synode général.

ART. 24. — Lorsqu'il y aura lieu de nommer des députés au Synode général, le Synode particulier s'adjoindra pour cette élection :

1<sup>o</sup> Tous les pasteurs de la circonscription qui ne font pas partie de ce corps ;

2<sup>o</sup> Un nombre de nouveaux délégués laïques nommés par les Conseils presbytéraux, de manière à ce que chaque paroisse soit représentée par autant de laïques qu'elle a de pasteurs.

ART. 25. — Les Synodes particuliers ainsi composés nommeront, à la majorité absolue des suffrages, un nombre égal de pasteurs et de laïques, selon la progression suivante :

Chaque Synode particulier nomme autant de députés au Synode général qu'il y a de fois six pasteurs dans sa circonscription.

Quand le nombre de ces pasteurs dépasse un multiple de six, il nomme un député de plus pour une fraction égale ou supérieure à trois.

La moitié de ces députés, si leur nombre est pair, la moitié plus un, s'il est impair, sont laïques.

ART. 26. — Chaque Faculté de théologie, dont les professeurs ont été nommés par l'Etat sur la présentation des Eglises, est représentée au Synode général par un professeur élu par la majorité de ses collègues.

ART. 27. — Le Synode général se réunit de droit, conformément aux règlements arrêtés dans la discipline.

ART. 28. — Il statue sur les suspensions de pasteurs maintenues ou prononcées par les Synodes particuliers.

Il prononce, s'il y a lieu, la révocation des pasteurs, après avoir pris l'avis de ces mêmes Synodes, et à la charge d'en référer immédiatement au gouvernement.

ART. 29. — Il statue définitivement sur tous les conflits qui peuvent s'élever soit entre les corps ecclésiastiques, soit entre ces corps et les pasteurs, soit entre les pasteurs.

ART. 30. — Il arrête les règlements généraux relatifs au culte, à la discipline, à l'enseignement de la doctrine, à l'organisation et à l'administration de l'Eglise.

ART. 31. — Des règlements arrêtés par le Synode général et approuvés par le gouvernement assureront l'exécution de la présente loi.

Pour la commission d'organisation :

*Le Secrétaire Rapporteur,*

LAURENS.

Ces articles organiques ont été votés par le Synode général dans sa séance du 9 juillet 1872.

*Le Modérateur,*

C. BASTIE, pasteur.

*Les Modérateurs Adjoints,*

L. VERNES, pasteur ; G. DE CLAUSONNE.

*Les Secrétaires,*

A.-O. DE MARICHARD ; P. GAUFRÈS, pasteur ;

R. DE CAZENOVE ; P. VESSON, pasteur ;

CHATONET ; H. BOREL, pasteur.

## VIII

### SYNODE GÉNÉRAL DE L'ÉGLISE RÉFORMÉE DE FRANCE

---

### PROJET DE RÈGLEMENT

PRÉSENTÉ AU GOUVERNEMENT PAR LE SYNODE GÉNÉRAL DE L'ÉGLISE  
RÉFORMÉE DE FRANCE  
RÉUNI A PARIS, EN EXÉCUTION DU DÉCRET RENDU, LE 29 NOVEMBRE 1871,  
PAR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

---

#### TITRE PREMIER.

##### Des Pasteurs.

ART. 1<sup>er</sup>. — Pour être nommé pasteur, il faut remplir les conditions suivantes :

1<sup>o</sup> Etre Français ;

2<sup>o</sup> Etre âgé de vingt-cinq ans révolus, sauf dispense ;

3<sup>o</sup> Etre pourvu d'un diplôme de bachelier en théologie délivré par une Faculté française légalement établie, et d'un acte régulier de consécration signé par sept pasteurs en exercice dans l'Eglise réformée de France, et délivré par le Consistoire qui a présidé à la consécration.

Les professeurs des Facultés de théologie, ministres du saint Evangile, sont considérés comme pasteurs dans les consécérations auxquelles ils prennent part.

ART. 2. — Tout candidat au saint ministère devra, avant de recevoir la consécration, déclarer qu'il adhère à la foi de l'Eglise, telle qu'elle est constatée par le Synode général, et qui est ainsi conçue :

« Au moment où elle reprend la suite de ses Synodes interrompus depuis tant d'années, l'Eglise réformée de France éprouve, avant toutes choses, le besoin de rendre grâces à Dieu et de témoigner son amour à Jésus-Christ, son divin Chef, qui l'a soutenue et consolée durant le cours de ses épreuves.

« Elle déclare, par l'organe de ses représentants, qu'elle reste fidèle aux principes de foi et de liberté sur lesquels elle a été fondée.

« Avec ses pères et ses martyrs dans la confession de la Rochelle, avec toutes les Eglises de la Réformation dans leurs symboles, elle proclame *l'autorité souveraine des saintes Ecritures en matière de foi, et le salut par la foi en Jésus-Christ, Fils unique de Dieu, mort pour nos offenses et ressuscité pour notre justification.*

« Elle conserve donc et elle maintient, à la base de son enseignement, de son culte et de sa discipline, les grands faits chrétiens représentés dans ses solennités religieuses et exprimés dans ses liturgies, notamment dans la Confession des péchés, dans le Symbole des apôtres et dans la liturgie de la sainte Cène. »

ART. 3. — Nul candidat au saint ministère ne sera consacré qu'après avoir reçu vocation, d'une Eglise, à un titre pastoral quelconque.

ART. 4. — Quand il y aura lieu de nommer un pasteur adjoint, les émoluments de ce pasteur devront s'élever aux deux tiers au moins du traitement que le pasteur titulaire reçoit de l'Etat.

Le pasteur titulaire ne sera tenu d'abandonner au pasteur adjoint que le tiers au plus de son traitement.

## TITRE II.

### Du Conseil presbytéral.

ART. 5. — Le Conseil presbytéral est élu par le suffrage paroissial et renouvelé par moitié tous les trois ans.

Les membres sortants sont rééligibles.

Dans les paroisses où le nombre des anciens est impair, le renouvellement porte alternativement sur la plus forte et la plus faible moitié, en commençant par la plus forte.

Pour la première fois, les deux séries sont désignées par le sort.

ART. 6. — Le Conseil presbytéral est présidé par le pasteur ou le plus ancien des pasteurs en exercice dans la paroisse.

En cas d'empêchement temporaire des pasteurs, le plus âgé des membres laïques remplit provisoirement les fonctions de président.

ART. 7. — Il nomme, parmi ses membres laïques, à la majorité absolue des suffrages, un secrétaire et un trésorier.

ART. 8. — Les pasteurs auxiliaires, les suffragants à divers titres, les aumôniers des lycées et collèges, des prisons et hospices, peuvent être admis à siéger au Conseil presbytéral duquel ils relèvent, avec voix consultative seulement.

ART. 9. — Tout ancien qui, sans motif agréé, aura manqué à trois séances consécutives, recevra du président un avertissement, et si, sans excuse valable, il ne se rend pas à la réunion suivante, il sera déclaré démissionnaire.

ART. 10. — Ne peuvent être membres du Conseil presbytéral les instituteurs primaires en exercice dans la paroisse, ni aucun des employés salariés par ce Conseil.

ART. 11. — Le Conseil presbytéral est convoqué par le président une fois au moins par trimestre.

Il le sera, en outre, toutes les fois que deux de ses membres en feront la demande motivée.

ART. 12. — En cas de partage dans les délibérations, la voix du président est prépondérante. Ce droit cesse lorsqu'il s'agit d'élections.

ART. 13. — Nulle délibération n'est valable si la majorité au moins des membres formant le chiffre normal du Conseil presbytéral n'assiste à la séance.

ART. 14. — Si une ou plusieurs places d'anciens deviennent vacantes au Conseil presbytéral, le Consistoire décide s'il y a lieu de faire procéder à une élection partielle.

L'élection ne peut être ajournée, si le Conseil presbytéral a perdu le tiers de ses membres.

ART. 15. — Le Conseil presbytéral est nommé par les électeurs inscrits au registre paroissial.



ART. 16. — Sont inscrits sur ce registre, sur leur demande, les protestants français qui, ayant vingt-cinq ans révolus et un an de résidence dans la paroisse, justifient de leur admission dans l'Eglise réformée de France par la première communion; de la bénédiction nuptiale protestante, s'ils sont mariés; de la fréquentation du culte, de leur participation à ses charges: qui font élever leurs enfants dans l'Eglise réformée, et qui déclarent rester attachés de cœur à l'Eglise protestante réformée de France et à la vérité révélée telle qu'elle est contenue dans les livres sacrés de l'Ancien et du Nouveau Testament.

ART. 17. — Les étrangers, après deux ans de résidence dans la paroisse, sont admis à se faire inscrire au registre paroissial aux mêmes conditions que les nationaux.

ART. 18. — Les prosélytes ne peuvent y être inscrits que deux ans après leur admission, par la sainte Cène, dans l'Eglise réformée de France.

Ce délai est réduit à un an pour les protestants qui n'appartiennent pas, d'origine, à cette Eglise.

ART. 19. — En toute Eglise, le Conseil presbytéral fera connaître par une lettre individuelle à chaque électeur inscrit, l'article contenant les conditions nouvelles de l'électorat et l'invitera à déclarer verbalement ou par écrit, si, en présence de ces conditions, il demande le maintien de son inscription.

Indépendamment de cette lettre individuelle, un avertissement collectif sera donné, du haut de la chaire, pendant deux dimanches consécutifs.

ART. 20. — En cas d'indignité notoire, la radiation ou l'omission du nom est prononcée par le Conseil presbytéral, au scrutin secret, sans discussion, à la majorité des deux tiers des membres qui le composent.

Toute réclamation pour cause de radiation ou d'omission est d'abord adressée au Conseil presbytéral; elle n'est prise en considération que si elle est personnelle, directe et formulée par écrit.

ART. 21. — Tout électeur inscrit au registre a droit de réclamer contre toute inscription qu'il croirait indûment faite.

Dans tous les cas, l'auteur de la réclamation peut en appeler au Consistoire et du Consistoire au Synode particulier qui statue en dernier ressort.

La décision du Consistoire est provisoirement exécutoire.

ART. 22. — Le registre paroissial est tenu en double, l'un des exemplaires est déposé aux archives, l'autre chez le pasteur président.

Tout membre de l'Eglise peut toujours en demander la communication, mais sans que le registre puisse être déplacé.

ART. 23. — Ce registre reste ouvert du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre.

Les réclamations peuvent être reçues jusqu'au 15 janvier par le Conseil presbytéral qui doit procéder à sa révision dans la dernière quinzaine du même mois.

Le Consistoire statue sur les réclamations du 1<sup>er</sup> au 15 février.

ART. 24. — Tout électeur inscrit, qui a transféré son domicile dans une autre paroisse, peut requérir l'extrait de son inscription. Cette pièce, signée du président et du secrétaire, est adressée au président de la nouvelle résidence, et elle tient lieu des conditions exigées, hormis celle du domicile.

ART. 25. — Pour être membre d'un Conseil presbytéral ou ancien, il faut :

- 1<sup>o</sup> Etre électeur dans la paroisse ;
- 2<sup>o</sup> Etre âgé de trente ans révolus.

ART. 26. — Le Conseil presbytéral nomme, s'il y a lieu, un corps de diacres remplissant les mêmes conditions religieuses que les électeurs paroissiaux. Ces diacres sont plus spécialement chargés du soin des pauvres.

ART. 27. — Le secrétaire du Conseil presbytéral rédige les procès-verbaux des séances et signe avec le président tous les actes qui émanent du Conseil.

Le trésorier est chargé du recouvrement des deniers de l'Eglise et paye toutes les dépenses régulièrement autorisées.

ART. 28. — Dans le mois de novembre de chaque année, il arrête le budget des recettes et dépenses.

Il vérifie et arrête les comptes qui sont rendus, à l'expiration de chaque exercice, par le trésorier.

Ces budgets et ces comptes sont soumis à l'approbation du Consistoire.

### TITRE III.

#### Du Consistoire.

ART. 29. — Dans les circonscriptions consistoriales qui ne comprennent qu'une seule paroisse, le Conseil presbytéral sera reconnu comme Consistoire et en aura tous les pouvoirs.

Dans ce cas, il sera composé de dix membres laïques pour un pasteur et de deux membres laïques pour chaque pasteur en sus.

ART. 30. — A chaque renouvellement triennal, le Consistoire nomme à la majorité absolue des suffrages un président, lequel, en cas d'empêchement, est remplacé par le plus ancien pasteur de la circonscription.

La voix du président est prépondérante dans toute délibération où il y a partage.

Lorsqu'il aura atteint l'âge de 70 ans ou qu'il se trouvera empêché par des infirmités, le Consistoire pourra lui conférer le titre de président honoraire.

ART. 31. — Le Consistoire nomme aussi, parmi ses membres laïques un secrétaire et un trésorier.

ART. 32. — Le Consistoire se réunit au chef-lieu de la circonscription tous les trois mois et plus souvent si les circonstances l'exigent.

Il sera convoqué extraordinairement sur la demande motivée de trois de ses membres ou sur celle de l'un des Conseils presbytéraux de son ressort.

ART. 33. — Tout membre laïque qui, sans motifs agréés et après avertissement du président, aura manqué à trois réunions consécutives, sera réputé démissionnaire.

ART. 34. — Le Consistoire ne peut délibérer que lorsque la majorité des membres formant le chiffre normal de sa composition assiste à la séance.

ART. 35. — En cas de décès ou de démission des membres laïques du Consistoire, les Conseils presbytéraux pourvoient immédiatement à leur remplacement.

ART. 36. — Le Consistoire est l'intermédiaire entre les Conseils presbytéraux de sa circonscription et le Synode particulier.

Il veille à la célébration régulière du culte, au maintien de la discipline et de la liturgie et à l'expédition des affaires dans les diverses paroisses de son ressort.

Il approuve les budgets et vérifie les comptes de leurs Conseils presbytéraux.

ART. 37. — Le Consistoire doit être nécessairement convoqué, en temps utile, pour prendre connaissance de la nomination des pasteurs et statuer conformément à l'art. 14 de la loi organique.

ART. 38. — Le Consistoire dresse, au mois de décembre de chaque année, le budget de ses recettes et dépenses pour l'année suivante.

Il vérifie et arrête les comptes qui sont rendus par le trésorier à l'expiration de chaque année.

ART. 39. — Le Consistoire procède à l'installation des pasteurs.

Il préside aux consécérations des candidats au saint ministère.

Il délimite les circonscriptions des paroisses et des annexes de son ressort, sauf recours au Synode particulier. Il constate le chiffre de leur population et demande, quand il y a lieu, la création de nouvelles places de pasteurs.

ART. 40. — Sur la plainte du Conseil presbytéral, le Consistoire peut provoquer, auprès du Synode particulier, la suspension d'un pasteur.

Il peut la prononcer provisoirement, en cas d'extrême urgence.

Le Consistoire peut user, d'office, du même droit, après enquête et le Conseil presbytéral consulté.

Dans tous les cas, le pasteur intéressé sera entendu.

ART. 41. — Le Consistoire prononce, soit en premier ressort, soit en appel, sur toutes les contestations qui s'élèvent dans l'étendue de sa circonscription.

ART. 42. — Le Consistoire adresse, chaque année, au Synode particulier, un rapport sur l'état religieux et moral de toutes les paroisses de son ressort.

## TITRE IV.

### Du Synode particulier.

ART. 43. — Les paroisses qui auront un nombre pair de pasteurs, seront représentées par la moitié de leurs pasteurs et par un nombre égal de laïques élus par leur Conseil presbytéral.

Pour les paroisses qui ont un seul pasteur ou un nombre impair de pasteurs, le Consistoire tirera au sort les séries alternatives de pasteurs et de délégués laïques qui les représenteront au sein du Synode particulier.

Dans les paroisses ayant deux ou plusieurs pasteurs, les pasteurs devront être alternativement délégués au Synode.

ART. 44. — Si, dans les paroisses qui n'ont qu'un seul pasteur, ce dernier se trouve empêché de se rendre au Synode, le Conseil presbytéral le remplacera provisoirement par un de ses membres.

ART. 45. — Le Conseil presbytéral de chaque paroisse nomme, à la majorité absolue des suffrages, sa délégation laïque, qu'il peut prendre, soit dans son sein, soit parmi les anciens de toute la circonscription synodale.

ART. 46. — Les membres du Synode particulier sont nommés pour trois ans.

Ils sont rééligibles.

ART. 47. — Dans chacune de ses sessions, le Synode particulier désigne le lieu et l'époque de sa session suivante.

ART. 48. — Le Synode particulier élit, à chaque session, à la majorité absolue des suffrages, un président pasteur, un vice-président laïque et deux secrétaires dont un laïque.

ART. 49. — Le bureau ainsi constitué veille à l'exécution des décisions du Synode, convoque le Synode suivant et prépare la matière de ses travaux.

ART. 50. — Le Synode particulier ne peut délibérer que si la majorité de ses membres assiste à la séance.

Les procès-verbaux des séances sont signés par les membres du bureau, après leur adoption par le Synode.

Des ampliations signées du président et de l'un des secrétaires, en sont transmises aux présidents des Consistoires de la circonscription.

ART. 51. — Sauf les cas réservés au Synode général, le Synode particulier statue en dernier ressort sur toutes les contestations survenues dans l'étendue de sa circonscription.

Il veille sur tout ce qui concerne la célébration du culte, l'enseignement de la doctrine et la conduite des affaires ecclésiastiques.

ART. 52. — Il apporte aux circonscriptions consistoriales de son ressort, les Consistoires préalablement entendus, et sur l'approbation du Synode général, les changements qu'il juge nécessaires, et propose à ce Synode ceux qu'il croit utiles dans sa propre circonscription.

ART. 53. — Le Synode particulier adresse au Synode général un rapport annuel sur l'état religieux et moral des Eglises de son ressort.

## TITRE V.

### Du Synode général.

ART. 54. — En prévision de décès, démission ou de tout autre empêchement des députés qu'ils ont nommés pour le Synode général, conformément à l'article 24 de la loi organique, les Synodes particuliers nommeront des députés suppléants en nombre égal au moins à celui des pasteurs et des laïques titulaires.

ART. 55. — Les députés au Synode général et leurs suppléants peuvent être choisis par les Synodes particuliers, en dehors de leurs circonscriptions respectives, savoir :

S'il s'agit de pasteurs, parmi les pasteurs titulaires; les pasteurs adjoints suffragants, auxiliaires, réunissant toutes les conditions requises pour être nommés pasteurs; les professeurs des facultés de théologie ministres du saint Evangile; les pasteurs admis à la retraite, après trente ans d'exercice, et les pasteurs-aumôniers.

Lorsqu'il s'agit de laïques, parmi les électeurs qui remplissent les conditions d'éligibilité imposées aux anciens, celle de la résidence exceptée.

ART. 56. — Les membres de l'Eglise qui ont été consacrés au ministère évangélique, peuvent être élus en qualité de laïques, s'ils déclarent renoncer à la carrière ecclésiastique.

ART. 57. — Toutes les nominations des députés au Synode général et de leurs suppléants ont lieu au scrutin secret et à la majorité absolue des suffrages.

ART. 58. — Le Synode général, dont les membres sont élus pour trois ans, dans les deux mois qui suivent le renouvellement des Conseils presbytéraux, se réunit de droit, chaque année, au lieu fixé dans la session précédente.

ART. 59. — Il nomme, au scrutin, à la majorité absolue des suffrages, un modérateur, deux modérateurs adjoints, dont un laïque, et six secrétaires, dont trois pasteurs et trois laïques.

ART. 60. — Avant la clôture de chacune de ses sessions ordinaires, le Synode général nomme une commission permanente, qui aura pour mandat spécial :

1<sup>o</sup> De veiller, en se conformant aux instructions du Synode, à l'exécution des décisions particulières prises dans sa session ;

2<sup>o</sup> Et de prendre toutes les mesures nécessaires pour préparer les travaux et assurer la convocation de la session suivante.

ART. 61. — Cette commission sera composée de sept membres, dont trois pasteurs et quatre laïques, choisis dans le sein du Synode général.

On ne pourra prendre plus de deux de ses membres dans le même Consistoire.

Pour la commission d'organisation :

*Le Secrétaire-Rapporteur,*

LAURENS.

Ce règlement a été voté par le Synode général dans sa séance du 9 juillet 1872.

*Le Modérateur,*

G. BASTIE, pasteur.

*Les Modérateurs Adjoints,*

L. VERNES, pasteur ; G. DE CLAUSONNE.

*Les Secrétaires,*

A. O. DE MARIGHARD ; P. GAUFRÈS, pasteur ; R. DE CAZENOVE ;

P. VESSON, pasteur ; CHATONET ; H. BOREL, pasteur.

## IX

### TABEAU DES MEMBRES SUPPLÉANTS

ÉLUS AU SYNODE GÉNÉRAL DE 1872

AVEC LA DATE DE L'ENTRÉE EN SÉANCE DE CEUX QUI Y ONT  
PRIS UNE PART ACTIVE.

---

#### DÉLÉGUÉS SUPPLÉANTS

##### PASTEURS

MM.	MM.	MM.
Aeschiman.	Ducros, G.-H.	Paumier, H.
Albaric.	De Félice.	Pédézet.
Amphoux.	Frossard, Ch.	De Prat.
Arnaud.	Filhol.	Recolin, N.
Armand, E.	Germain.	Rives, H.
Bonifas, F.	Gout.	Rolland.
Cabantous.	Martin, Ev.	Rouffineau.
Chabal.	Martin, A.	Rouville.
Chave, L.	Maystre.	Sarrus.
Decoppet.	Melon.	Saussines.
Desmons.	Meynadier.	Tarrou, D.
Dide.	Monbrun.	Trial.
Dizier, E.	Monod, H.	Vaissette.
Dizier.	Monod, G.	
Douen, O.	Mourgues.	

##### LAÏQUES

MM.	MM.	MM.
André, Alf.	Faucher.	Pelon.
Angliviel.	Faure, L.	Plantier.



## LAÏQUES

MM.	MM.	MM.
Arnoux.	Garisson, G.	Puget.
Baysselance	Gaussorgues.	Rochaz.
Briet.	Lafon, H.	Rossignol.
Borel, Ed.	Latune.	Sautter, L.
Cazanobes.	Lavalée.	De Pourtalès.
Chave, F.	Lemaitre J.	Schickler, F.
De Clausonne, Em.	De Malleville.	Soubeyran.
De Clervaux.	Massé.	Vautier, E.
De Coninck.	Monod, Alf.	Vernes, F.
Duret-Soulier.	Naslin.	Waddington, Ch.
Dussoulé.	Pattus.	

## DÉLÉGUÉS SUPPLÉANTS QUI ONT PRIS PART AU SYNODE

M. Pelon a remplacé M. Bourgougnon à partir de la  
séance du 11 juin.

M. Puget	—	M. Penchinat	—	17 juin.
M. L. Faure	—	M. Dupuis	—	24 juin.
M. Dide	—	M. Gibaud	—	Id.
M. Schickler	—	M. Lombard	—	Id.
M. Briet	—	M. Beuzard	—	25 juin.
M. de Pourtalès	—	M. Guizot	—	26 juin.
M. Faucher	—	M. Lichière	—	29 juin.
M. André	—	M. Lucien Faure	—	1 <sup>er</sup> juill.
M. Henri Lafon	—	M. Seydoux	—	Id.
M. Ed. Borel	—	M. Cambon	—	4 juill.
M. Douen	—	M. Pécaut	—	8 juill.
M. Th. Rives	—	M. C. Rabaud	—	Id.
M. E. Vautier	—	M. Bachasse	—	9 juill.
M. C. Frossard	—	M. E. Frossard	—	10 juill.
M. Decoppet	—	M. Delmas fils	—	Id.

MM. Grotz, Gachon, de Marichard, Basile Rives et Gache, dans la séance du 8 juillet; MM. Causse et Cambefort, dans la séance du 9 juillet, ont donné leur démission sans être remplacés.

## X

### LETTRE DE M. ALPH. DE CANDOLLE

AU SUJET DES BOURSES DONT JOUISSENT A GENÈVE  
LES ÉTUDIANTS EN THÉOLOGIE FRANÇAIS.

---

Genève, 10 août 1872.

Monsieur,

J'ai lu avec beaucoup d'intérêt vos articles du *Journal de Genève* sur le Synode, et je suis bien aise de savoir que vous en préparez une édition séparée.

Cette publication m'engage à vous signaler une erreur qu'il vaudrait peut-être la peine de corriger en supprimant quelques lignes, ou par une note additionnelle. On a dit dans la discussion que les bourses allouées à des Français, étudiants en théologie à Genève, viendraient d'une fondation faite par des protestants français ou d'origine française. Etant moi-même d'une famille de réfugiés du seizième siècle, j'ai été curieux une fois de connaître précisément l'origine de ces fonds sur laquelle on est mal renseigné, même à Genève. Dans cette idée, je m'étais adressé à mon ami et collègue le professeur Choisy que je savais s'occuper de l'affaire et qui était un homme parfaitement exact et véridique. Il me répondit de la manière la plus positive : « J'ai tenu entre mes mains  
« les lettres par lesquelles des personnes généreuses, dans le  
« siècle dernier, avaient fait passer à Genève des sommes plus  
« ou moins importantes qui ont servi d'abord à secourir des mal-  
« heureux protestants français mis aux galères, ensuite à fa-  
« ciliter l'éducation de jeunes ministres et à d'autres dépenses  
« utiles au protestantisme français. Ces lettres étaient signées  
« par des *Anglais*. Il y avait souvent des dons indiqués comme  
« faits par la reine Anne, sur sa cassette particulière. » Au-  
tant qu'il m'en souvient, M. Choisy mentionna aussi des dons

venus de Hollande, mais sur une nouvelle question que je lui adressai, il ajouta : *Je n'ai vu aucune trace de dons venant de Français ou de descendants de Français réfugiés à l'étranger, notamment à Genève.*

Ces fonds étaient réunis sans aucune obligation de rendre compte. Le reliquat en fut placé, à ce qu'il paraît, avantageusement, par les soins d'un honorable juge, M. de Vézobre. Aucune administration genevoise ou autre n'a eu à s'en occuper, et d'ailleurs les fonds, qui ont toujours été en mains de gens de bonne foi, sont probablement dispersés en divers pays. A Genève on ne connaît que les personnes qui reçoivent annuellement de quoi payer les bourses et qui choisissent et surveillent les boursiers.

Le public a souvent confondu ces fonds d'origine anglaise, analogues à beaucoup de souscriptions, avec une fondation officielle de charité qui existait à Genève sous le nom de *Bourse française*. Celle-ci provenait de générosités de nos pères. Elle avait pour but de secourir, en cas de misère, les réfugiés français protestants et leurs descendants naturalisés genevois. On l'a supprimée par la Constitution de 1847, et ce qu'elle possédait a été réuni aux biens de l'hospice général. Il n'y avait pas le moindre rapport entre les deux institutions, l'une privée, l'autre publique; l'une venant de donateurs anglais, l'autre de donateurs français ou d'origine française.

Si vous jugez convenable de parler de ce que j'ai l'honneur de vous dire, le nom principal à citer, je dirai même le seul, est celui de feu M. le professeur et pasteur Choisy. Je ne suis là que pour certifier ce qu'il m'a affirmé et aussi pour constater le caractère très-digne de confiance de mon ancien ami. Moi-même je n'ai vu aucune des lettres dont il m'a parlé.

J'ai l'honneur d'être, Monsieur, avec la plus entière considération,

Votre très-dévoué serviteur,

ALPH. DE CANDOLLE.

Correspondant de l'Académie des sciences de Paris.

## XI

### LETTRE ADRESSÉE A M. GUIZOT

A PROPOS DE SA DÉMISSION DE MEMBRE DU SYNODE

---

*A Monsieur Guizot, membre démissionnaire du Synode  
de 1872.*

Paris, 30 juin 1872.

Monsieur et vénéré Collègue,

Votre retraite et les motifs qui l'ont déterminée ont excité dans le Synode les plus sincères regrets. Nous croyons en vous les exprimant, traduire le sentiment général de l'assemblée.

L'Eglise réformée de France tout entière vous sera reconnaissante du zèle pieux avec lequel vous avez travaillé à son relèvement, à la défense de ses intérêts et de ses droits.

Dieu seul connaît l'avenir. Mais quel que soit le résultat de nos travaux, le concours que vous nous avez donné, les touchantes et solennelles déclarations qui ont manifesté publiquement votre foi chrétienne et vraiment protestante, nous ont laissé des impressions d'admiration et de sympathie que nous ne sommes pas les seuls à éprouver.

Permettez-nous, Monsieur, de vous en offrir le témoignage respectueux et affectueux, en priant notre Dieu de vous continuer les bénédictions qu'il vous a si richement départies jusqu'à ce jour.

*Le Modérateur,*

BASTIE.

Gal de Chabaud-Latour. A. Crès.

Cte de Preissac.

Chatonnet.

De Richemond.

E. de Magnin.

F. Mallet.

Pelon.

Delmas (fils).

E. Frossard.	Abt.	L. Faure.
Vesson.	Velay.	Capillery.
Ernest Dhombres.	P. Juillerat.	Ollier.
R. de Cazenove.	E. Faucher.	J. Nougier.
Gautrès.	De Seynes.	Cambefort.
Vaurigaud.	Cte de Pourtalès.	H. Lafon.
Vernes d'Arlandes	A. Colomb.	H. Corbière.
Pernessin.	A. Pelet.	Teule.
Couderc.	P. Lafon.	Roberty.
Landry.	Mettetal.	Bois.
D'Ounous.	Laurens.	Al. Andre.
Tolluire.	Babut.	Faure.
Hine.	Lasserre.	Monnier.
L. Vernes.	Sirven.	Breyton.
Bonnal.	Delmas père.	Colombier.
Laforgue.	Sayous.	
You.	Sohier.	

## RÉPONSE DE M. GUIZOT

Val-Richer, 4 juillet 1872.

Messieurs et chers Frères.

Je suis profondément touché et reconnaissant de la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser le 30 juin dernier. C'est un sentiment bien puissant et bien doux que la sympathie chrétienne, car il unit les âmes indépendamment de toutes les conditions du monde actuel et pour l'avenir éternel. Je regarde comme l'un des grands bonheurs de ma longue vie que, si près de son terme, Dieu m'ait appelé à me réunir à vous dans une foi et dans une œuvre communes, et qu'il m'ait donné de vous inspirer ce sentiment fraternel que vous avez la bonté de m'exprimer et dont je vous offre à mon tour la bien sincère expression, ainsi que tous mes vœux pour que les bénédictions de Dieu se répandent de plus en plus sur vos familles et sur le peuple chrétien qui vous entoure dans vos foyers où vous ne tarderez pas, je pense, à rentrer.

GUIZOT.

FIN DE L'APPENDICE.



# TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES

## TOME 1<sup>er</sup>

PRÉFACE. — Des sources qui ont servi à composer cette histoire : les notes de l'auteur, les procès-verbaux des secrétaires, les discours publiés. . . . .	Page v
INTRODUCTION HISTORIQUE. — Coup d'œil sur l'histoire de l'Eglise réformée. . . . .	Page vij
<i>Première période</i> (1512-1598). — Des causes qui ont produit la Réforme française. — Le premier Synode de Paris. — Du caractère de la confession de foi et de la discipline des Eglises réformées. . . . .	Page viij
<i>Seconde période</i> (1598-1685). — Effet de l'Edit de Nantes sur l'Eglise réformée. — Les defections de la noblesse. — La science protestante. — Persécution croissante. — Le dernier Synode de Loudun. — La révocation de l'Edit. . . . .	Page xxij
<i>Troisième période</i> (1685-1802). — Les Eglises et les Synodes du Désert. — L'Edit de tolérance. — Etat intérieur du protestantisme à la fin du siècle dernier. . . . .	Page xxv
<i>Quatrième période</i> (1802-1872). — La loi de germinal an X; ses effets sur l'Eglise réformée. — L'isolement des Consistoires. — La situation faite aux pasteurs. — L'interdiction des Synodes. — Les croyances de l'Eglise réformée au commencement de ce siècle. — Le réveil religieux. — Destitution d'Adolphe Monod. — Lutte entre les deux tendances. — La question ecclésiastique. — Le Synode officieux de 1848. — Fondation des Eglises libres. — Le décret de 1852. — L'école critique. — Les conférences de 1864. — Mouvement croissant en faveur du rétablissement des Synodes. — L'unité ecclésiastique est-elle possible? — Etat des esprits à la veille de l'ouverture du Synode . . . . .	Page xxvij
<i>Décret du 29 novembre 1871</i> , convoquant le Synode. . . . .	Page 1
<i>Circulaire du 14 mars 1872</i> fixant le jour de sa réunion. . . . .	Page 3
<i>Liste des délégués au Synode</i> . . . . .	Page 4
<i>Service religieux préparatoire</i> (mercredi 5 juin). . . . .	Page 9

PREMIÈRE SÉANCE (jeudi 6 juin). — Vérification des pouvoirs.	Page 16
DEUXIÈME SÉANCE (vendredi 7 juin). — Election du bureau. — Discours du modérateur. — Discussion sur la proposition de M. Guizot d'exprimer au président de la République la reconnaissance du Synode.	Page 19
TROISIÈME SÉANCE (samedi 8 juin). — Dépôt par M. Bois d'un projet de déclaration de foi. — Formation de l'assemblée en sept bureaux. — Discussion sur la publicité des séances. — Adresse de pasteurs du pays de Montbéliard. — Dépôt par M. Bordier d'une déclaration portant sur le caractère du Synode. . . . .	Page 27
QUATRIÈME SÉANCE (lundi 10 juin). — Nomination des commissions. — Dépôt d'une proposition de M. Etienne Coquerel relative à la statistique de la population protestante. — Discussion sur les attributions et le mandat du Synode. . . . .	Page 34
CINQUIÈME SÉANCE (mardi 11 juin). — Suite de la discussion sur les attributions et le mandat du Synode. — Proposition de deux ordres du jour par MM. Jalabert et Pernessin. . . . .	Page 70
SIXIÈME SÉANCE (mercredi 12 juin). — Discours de M. Kairn, modérateur de l'Eglise presbytérienne-unie d'Ecosse. — Discussion sur l'ordre du jour de M. Jalabert . . . . .	Page 95
SEPTIÈME SÉANCE (jeudi 13 juin). — Discours de M. Robertson, délégué de l'Eglise nationale d'Ecosse. — Nomination d'un archiviste. — Lecture de la proposition de M. Etienne Coquerel relative à la demande des pièces pouvant servir à la statistique protestante; discussion sur ce sujet. — Dépôt par M. Jules Gaufrès d'une déclaration de principes. — Dépôt d'une autre déclaration par M. Rabaud. — Discussion de la déclaration de M. Bois. . . . .	Page 108
HUITIÈME SÉANCE (vendredi 14 juin). — Rapport de M. Grotz sur les vœux adressés au Synode au sujet d'une confession de foi. — Suite de la discussion sur la déclaration de foi . . . . .	Page 141
NEUVIÈME SÉANCE (samedi 15 juin). — Nomination de la commission chargée de préparer la loi organique. — Discours de M. Grandgilard, délégué de l'Eglise presbytérienne des Etats-Unis. — Suite de la discussion sur la déclaration de foi . . . . .	Page 174
DIXIÈME SÉANCE (lundi 17 juin). — Suite de la discussion sur la déclaration de foi. . . . .	Page 201
ONZIÈME SÉANCE (mardi 18 juin). — Suite de la discussion sur la déclaration de foi. . . . .	Page 250
DOUZIÈME SÉANCE (mercredi 19 juin). — Lettre du Synode de	



l'Eglise de Neuchâtel. — Discussion sur le procès-verbal. — Suite de la discussion sur la déclaration de foi . . . . Page 299

TREIZIÈME SÉANCE (jeudi 20 juin). — Discours de M. Davidson, délégué de l'Eglise presbytérienne d'Angleterre. — Discours de M. Mac-Ready, délégué de l'Eglise presbytérienne d'Irlande. — Discours de M. Nollis, codélégué de M. Davidson. — Communications de M. Th. Vernes et de M. Laforgue. — Suite de la discussion sur la déclaration de foi. — Vote sur la déclaration de foi. — Liste des votants. . . . . Page 320

QUATORZIÈME SÉANCE (vendredi 21 juin). — Lettres de l'Eglise wallonne et de l'Eglise réformée des Pays-Bas. — Discours de M. Buscarlet, délégué de l'Eglise libre d'Ecosse. — Vote de sympathie pour l'œuvre de la Société d'Histoire du Protestantisme français. — Rapport de M. Grotz sur les vœux adressés au Synode au sujet de la loi électorale. — Rapport de M. Laurens sur le projet d'union des Eglises réformée et luthérienne; discussion à ce sujet. — Observations sur l'ordre du jour. . . . Page 344

QUINZIÈME SÉANCE (lundi 24 juin). — Discours de M. Coulin, délégué de la vénérable compagnie de Genève, et de M. Guillermet, son codélégué. — Réponse du modérateur. — Discours de M. Bersier, délégué de l'Union des Eglises libres de France. — Discussion de la loi organique. — Attributions du Synode général. . . . . Page 368

SEIZIÈME SÉANCE (mardi 25 juin). — Suite de la discussion sur les attributions du Synode général. — Discussion sur la loi électorale. — Propositions de M. Babut et de M. Pernessin sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat. . . . . Page 394

## TOME II

DIX-SEPTIÈME SÉANCE (mercredi 26 juin). — Lettre adressée au Synode par les membres du sixième arrondissement ecclésiastique du canton de Vaud (Suisse). — Lettre de M. Guizot annonçant sa démission. — Proposition de M. Colani sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat. — Proposition de M. Rabaud sur le même sujet. — Proposition de M. Dide sur le même sujet. — Suite de la discussion sur les conditions électorales. . . . . Page 1

DIX-HUITIÈME SÉANCE (jeudi 27 juin). — Lettre de quarante-six étudiants en théologie de Genève. — Observations sur le procès-verbal. — Deux projets de règlement de M. Sirven. — Suite de la discussion sur les conditions de l'électorat. — Discussion sur les Conseils presbytéraux . . . . . Page 32

- DIX-NEUVIÈME SÉANCE (vendredi 28 juin). — Lettre adressée au Synode par les Eglises baptistes de France. — Nomination de la commission pour les Facultés de théologie. — Proposition de M. Paul de Magnin sur la loi relative à la liberté de réunion en matière religieuse. — Rapport de M. Grotz sur les vœux des Eglises au sujet de l'organisation ecclésiastique. — Suite de la discussion sur les Conseils presbytéraux . . . . . Page 54
- VINGTIÈME SÉANCE (samedi 29 juin). — Suite de la discussion sur les Conseils presbytéraux. . . . . Page 74
- VINGT ET UNIÈME SÉANCE (lundi 1<sup>er</sup> juillet). — Suite de la discussion sur les Conseils presbytéraux. — Discussion sur les Consistoires. — Proposition de M. Vaurigaud de nommer une commission chargée de rédiger une lettre du Synode aux Eglises. . . . . Page 99
- VINGT-DEUXIÈME SÉANCE (mardi 2 juillet). — Lettre de la classe d'Amsterdam au Synode. — Proposition de MM. Faure et Richemond sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat. — Suite de la discussion sur les Consistoires. — Nomination de la commission pour la lettre synodale. — Discussion sur les Synodes régionaux . . . . . Page 113
- VINGT-TROISIÈME SÉANCE (mercredi 3 juillet). — Communication de M. Th. Vernes d'Arlandes. — Discours de M. Prochet, délégué de l'Eglise vaudoise du Piémont. — Réponse du modérateur. — Dépôt d'une proposition de M. Cambefort relative aux conditions de foi à demander des candidats à la consécration. — Discussion sur la mise à l'ordre du jour de cette proposition. — Suite de la discussion sur les Synodes régionaux. — Dépôt d'une proposition de M. de Preissac relative à l'impression des procès-verbaux officiels du Synode. — Dépôt d'une proposition de M. de Seynes demandant que le Synode envoie une adresse au Congrès pénitentiel de Londres. — Suite de la discussion sur les Synodes régionaux. . . . . Page 136
- VINGT-QUATRIÈME SÉANCE (jeudi 4 juillet). — Proposition de M. E. Frossard relative à la formation de cinq commissions. — Discussion sur le chapitre du Synode général. . . . . Page 165
- VINGT-CINQUIÈME SÉANCE (vendredi 5 juillet). — Communication de diverses pièces. — Proposition de M. Schickler relative aux aliénés protestants. — Proposition de M. Rabaud relative à la clôture du Synode. — Discussion de la proposition relative à l'engagement demandé aux candidats à la consécration de souscrire à la déclaration de foi . . . . . Page 192
- VINGT-SIXIÈME SÉANCE (samedi 6 juillet). — Lettre de l'Eglise réformée des Pays-Bas. — Proposition de la commission relative

à la clôture du Synode. — Suite de la discussion de la proposition relative aux candidats à la consécration. — Vote nominal.

Page 224

VINGT-SEPTIÈME SÉANCE (lundi 8 juillet). — Discours de M. le pasteur Cook, délégué de l'Eglise méthodiste de France. — Suite de la discussion sur le Synode général. — Discussion sur le chapitre des pasteurs. — Dépôt du projet de tableau des circonscriptions des Synodes régionaux. — Discussion à ce sujet. . . Page 266

VINGT-HUITIÈME SÉANCE (mardi 9 juillet) — Discours de M. le pasteur Rochedien, délégué de l'Eglise nationale protestante de Belgique. — Proposition de M. Carénou soumettant les décisions du Synode à l'examen des Conseils presbytéraux et des Consistoires. — Proposition de M. Jalabert dans le même sens. — Lecture du projet de loi et du projet de règlement votés par le Synode. — Discussion et vote. — Proposition de M. Alfred André relative à la création d'aumôniers militaires protestants et à la liberté religieuse des soldats membres de l'Eglise réformée. — Proposition de M. Pernessin relative à la création d'aumôniers protestants de la marine. — Proposition de M. de Seynes relative à des pénitenciers protestants. — Communication de M. Th. Vernes d'Arlandes relative à la Caisse de retraite des pasteurs protestants. — Vote sur le projet de groupement des circonscriptions synodales. — Discussion d'une proposition relative à la création d'un second Consistoire dans l'Eglise de Paris. . . Page 280

VINGT-NEUVIÈME SÉANCE (mercredi matin 10 juillet). — Vote de sympathie pour la Société de prévoyance en faveur des veuves et des orphelins des pasteurs. — Rapport de la commission des vœux relatifs aux questions se rapportant au culte et à la liturgie, et à divers autres projets. — Discussion à ce sujet. — Rapport de M. Dhombres sur la question des Facultés de théologie; discussion à ce sujet. . . . . Page 308

TRENTIÈME ET DERNIÈRE SÉANCE (mercredi après midi 10 juillet) — Communication de l'archiviste du Synode. — Suite de la discussion sur les Facultés de théologie. — Rapport de la commission des vœux sur la question de séparation de l'Eglise et de l'Etat. — Rapport de M. Viguié sur ce sujet. — Vote sur la prorogation du Synode. — Vote sur les attributions de la commission permanente. — Nomination de cette commission. — Lecture et adoption de la lettre du Synode aux Eglises. — Discussion sur la manière dont cette lettre sera communiquée aux Eglises. — Vote de sympathie adressé aux Juifs au sujet des persécutions dans les provinces roumaines. — Vote de remerciements au modérateur, au bureau du Synode, au rapporteur du projet de loi organique, au Consistoire de l'Eglise de Paris. — Discours de clôture du modérateur. . . . . Page 322

## APPENDICE.

I.	Confession de foi de la Rochelle. . . . .	Page 365
II.	Discipline des Eglises réformées de France. . .	Page 379
III.	Tableau historique des Synodes de l'Eglise réformée de France avec le résumé de leurs décisions . .	Page 429
IV.	Lois, décrets et ordonnances concernant l'Eglise réformée, à partir de 1802 jusqu'à 1872 . . . . .	Page 435
	§ Loi du 18 germinal an X.	
	§ Décret du 26 mars 1852.	
	§ Arrêté ministériel du 10 septembre 1852.	
	§ Arrêté ministériel du 20 mai 1853.	
	§ Décret du 19 mars 1859.	
V.	Tableau de la répartition des cent trois Consistoires en vingt et une circonscriptions synodales, pour l'élection du Synode général de 1872 . . . . .	Page 454
VI.	Dernière statistique de la population de l'Eglise réformée de France . . . . .	Page 457
VII.	Projet d'articles organiques votés par le Synode.	Page 461
VIII.	Projet de règlement voté par le Synode . . .	Page 466
IX.	Tableau des membres suppléants du Synode, avec la date de l'entrée au Synode de ceux qui y ont pris part.	Page 476
X.	Communication de M. le professeur de Candolle, de Genève, au sujet des fonds dont jouissent les étudiants français à la Faculté de théologie de Genève. . . . .	Page 478
XI.	Lettre adressée à M. Guizot au moment de sa démission de membre du Synode, et réponse de M. Guizot.	Page 480

FIN DE LA TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES.

## ERRATUM

Tome II, page 119, nous avons, en suivant la rédaction officielle des secrétaires du Synode, porté comme *adopté* l'amendement de M. You, demandant « qu'il ne pût y avoir plus d'une paroisse dans la même commune civile. » Cet amendement a été *rejeté*.



# TABLE DES MATIÈRES

## DU SECOND VOLUME

---

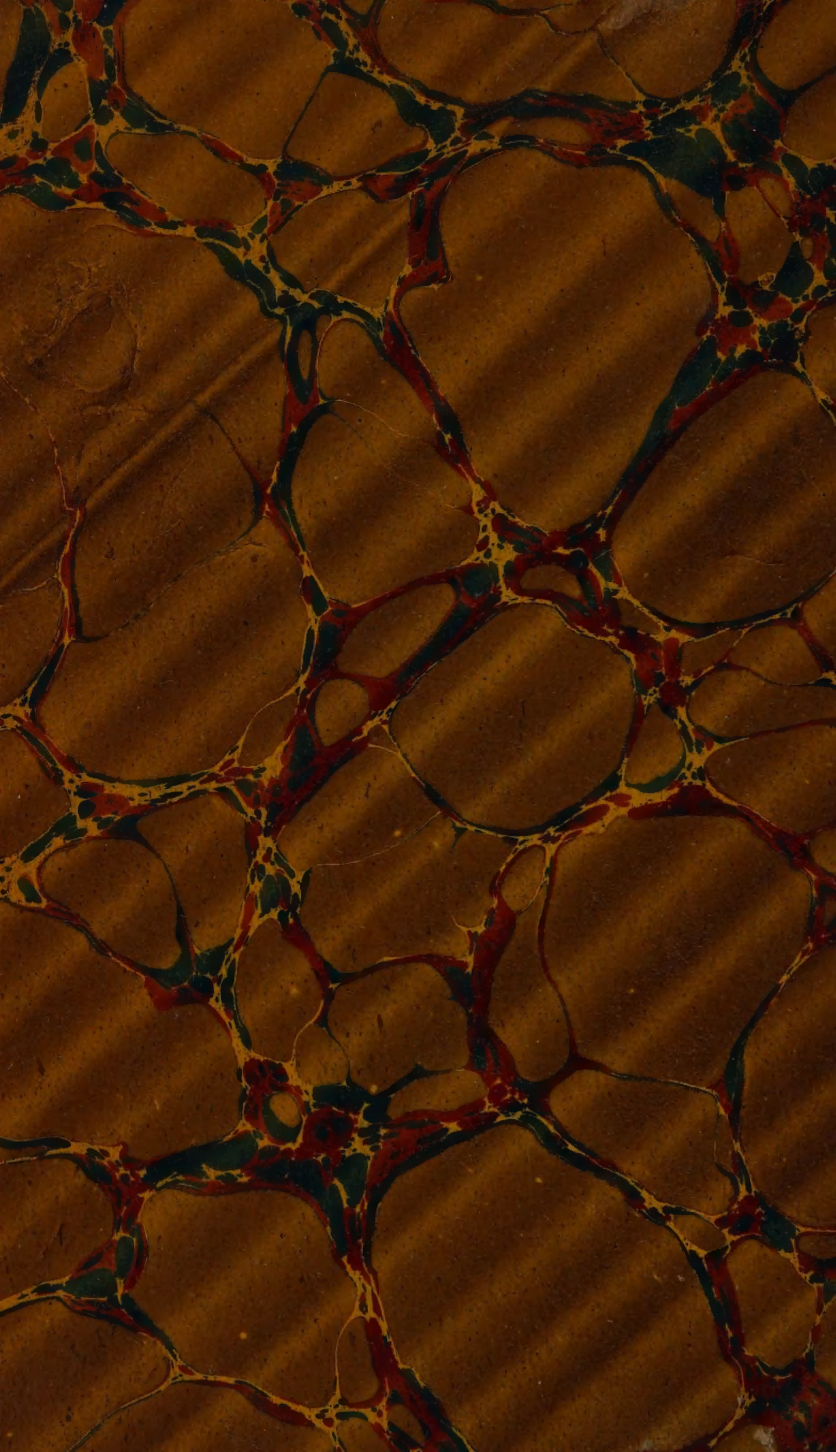
	Pages.
DIX-SEPTIÈME SÉANCE. — Mercredi 26 juin . . . . .	1
DIX-HUITIÈME SÉANCE. — Jeudi 27 juin . . . . .	32
DIX-NEUVIÈME SÉANCE. — Vendredi 28 juin . . . . .	54
VINGTIÈME SÉANCE. — Samedi 29 juin . . . . .	74
VINGT ET UNIÈME SÉANCE. — Lundi 1 <sup>er</sup> juillet . . . . .	99
VINGT-DEUXIÈME SÉANCE. — Mardi 2 juillet . . . . .	113
VINGT-TROISIÈME SÉANCE. — Mercredi 3 juillet . . . . .	136
VINGT-QUATRIÈME SÉANCE. — Jeudi 4 juillet . . . . .	165
VINGT-CINQUIÈME SÉANCE. — Vendredi 5 juillet . . . . .	192
VINGT-SIXIÈME SÉANCE. — Samedi 6 juillet . . . . .	224
VINGT-SEPTIÈME SÉANCE. — Lundi 8 juillet . . . . .	266
VINGT-HUITIÈME SÉANCE. — Mardi 9 juillet . . . . .	280
VINGT-NEUVIÈME SÉANCE. — Mercredi matin, 10 juillet . . . . .	308
TRENTIÈME SÉANCE. — Mercredi après midi, 10 juillet . . . . .	322
APPENDICE. . . . .	365
TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES . . . . .	483
ERRATUM. . . . .	489

---









21080

BX  
9454  
B4  
V.2

THEOLOGY LIBRARY  
SCHOOL OF THEOLOGY AT CLAREMONT  
CLAREMONT, CALIFORNIA



PRINTED IN U.S.A.

23-262-002

21080



